

Iaroslav LEBEDYNSKY

UKRAINE

Une histoire en questions



Deuxième édition revue et mise à jour



Présence UKRAINIENNE

L'Harmattan

Ukraine



PRÉSENCE UKRAINIENNE
*Collection dirigée par Iaroslav Lebedynsky et Iryna
Dmytrychyn*

L'Ukraine, aussi vaste et peuplée que la France, héritière d'une longue histoire intimement liée à celle du reste de l'Europe et d'une culture riche et diverse, demeure une inconnue pour le public occidental, longtemps habitué à ne la considérer que comme une partie d'un ensemble russe puis soviétique.

Fidèle à la vocation des éditions L'Harmattan, la collection *Présence Ukrainienne* se propose de faire découvrir les multiples facettes de ce pays à travers une documentation de qualité, comprenant aussi bien des études originales que des traductions et des rééditions de textes fondamentaux oubliés ou introuvables sur l'Ukraine.

Contact : presenceukrainienne@gmail.com

*Les titres de la collection « Présence ukrainienne »
sont à retrouver en fin d'ouvrage.*

Iaroslav LEBEDYNSKY

Ukraine

Une histoire en questions

Deuxième édition revue et mise à jour

L'Harmattan

Du même auteur (travaux relatifs à l'histoire de l'Ukraine)

Aux éditions de l'Harmattan

Le Prince Igor, 2001.

[Introduction et notes pour :] Guillaume Le Vasseur de Beauplan, *Description d'Ukraine*, 2002.

Scythes, Sarmates et Slaves, 2009.

Skoropadsky et l'édification de l'État Ukrainien (1918), 2010.

La « constitution » ukrainienne de 1710, 2010.

La Crimée, des Taures aux Tatars, 2013.

Les États ukrainiens, 1917-1922, 2015

[Introduction à] Charles Dubreuil, *Deux années en Ukraine, 1917-1919*, 2018.

L'énigme des « Tcherkasses », colons caucasiens et premiers cosaques en Ukraine, XIII^e-XVI^e siècles, 2018.

Aux éditions Terre Noire

Histoire des Cosaques, 1995.

Aux éditions Errance

Les Cimmériens, 2004.

Les Cosaques, une société guerrière entre libertés et pouvoirs. Ukraine, 1490-1790, 2004.

Les Alains (avec V. Kouznetsov) (2^e édition), 2005.

Les Amazones, mythe et réalité des femmes guerrières chez les nomades de la steppe, 2009.

Les Scythes (2^e édition), 2010.

La Horde d'Or, conquête mongole et Joug tatar en Europe, 1236-1502, 2013.

Les Indo-Européens, faits, débats, solutions (3^e édition), 2014.

Les Sarmates (2^e édition), 2014.

Les Nomades, les peuples nomades de la steppe des origines aux invasions mongoles, IX^e siècle av. J.-C. - XIII^e siècle apr. J.-C., 2^e édition, 2007.

Huns d'Europe, Huns d'Asie, 2018.

Aux éditions Lemme-Edit

Les guerres d'indépendance de l'Ukraine, 1917-1921, 2016.

Première édition © L'Harmattan, 2008.

**Deuxième édition © L'Harmattan, 2019
5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris**

<http://www.editions-harmattan.fr>

ISBN : 978-2-343-17778-6

EAN : 9782343177786

« L'histoire, même légendaire, de l'Ukraine est matière trop délicate pour qu'on l'aborde incidemment et, malgré toutes les précautions, sans qu'on se heurte à tout, de tous les côtés. Je l'essayerai peut-être un jour, assuré d'avance d'en revenir criblé de droite et de gauche, par derrière comme par devant. »

Adolphe d'Avril (1822-1904)

Préface à la deuxième édition (2019)

Dix ans après la publication de la première version de ce livre, une mise à jour s'imposait. Cette décennie a été riche en événements qui sont relatés à la fin de l'ouvrage mais qui, surtout, incitent à revenir sur certains faits plus anciens et sur leur interprétation. Le conflit ukraino-russe qui a éclaté en 2014 a une forte dimension mémorielle, les adversaires cherchant dans l'histoire une justification à leurs actions et à leurs revendications. Pour cette raison, une plus grande place a été faite à certains points et notamment à la Crimée.

Le texte révisé tient compte des découvertes et débats récents, en particulier des nombreuses publications qu'inspire le centenaire de la première indépendance de l'Ukraine.

L'organisation générale de l'ouvrage a été conservée, ainsi que l'atlas final avec ses cartes volontairement simples.

Je souhaite enfin remercier les lecteurs qui ont assuré le succès continu de ce livre et, pour cette deuxième édition, Géraldine Froger qui a pris en charge toute sa réalisation graphique.

Introduction

La seule prétention de ce livre est de permettre au lecteur, si peu familier soit-il du monde slave et de l'Europe orientale, de comprendre les grandes lignes de l'histoire de l'Ukraine. J'ai tenu compte, dans son élaboration, de l'expérience de mon enseignement à l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris, mais aussi des efforts que je dois régulièrement faire pour expliquer le point de vue ukrainien sur l'Ukraine, lutter contre diverses caricatures et contre une ignorance phénoménale sur le sujet. C'est ce qui a inspiré la structure de l'ouvrage : plutôt qu'un exposé linéaire, j'ai choisi de répondre aux questions les plus fréquemment posées, et aussi aux questions les plus délicates et les plus complexes, touchant à l'histoire ukrainienne.

Questions et réponses ont été groupées en chapitres pour permettre un repérage rapide. Un premier chapitre thématique est consacré à la géographie et à la population de l'Ukraine. Chacun des autres chapitres comprend en introduction une liste des dates et événements principaux. Inévitablement, les périodes récentes sont traitées de façon plus détaillées que les périodes anciennes ; d'une part, elles sont mieux documentées, d'autre part, elles sont cruciales pour la compréhension de la situation actuelle du pays.

L'histoire en général n'est pas une science neutre, et cela vaut tout particulièrement pour celle de l'Ukraine. L'existence même d'un peuple ukrainien, sa vocation à mener une vie indépendante, le caractère distinct de la langue et de la culture ukrainiennes, etc., ont été contestés durant des siècles et le sont encore – avec une virulence renouvelée – de la part de certains cercles russes ou russophiles, depuis 2014. Les interprétations des événements sont souvent conditionnées par des réflexes nationaux ou politiques (et autrefois religieux). L'objectivité totale est un leurre, mais il est important de donner au lecteur les moyens de se faire une opinion équilibrée.

Cet ouvrage est bien entendu écrit dans une perspective ukrainienne, mais mon propos n'est asservi à aucune idéologie, à aucune école historique. On peut adopter un point de vue ukrainien sans donner systématiquement raison aux Ukrainiens ou à ceux qui ont prétendu les représenter. Il faut cependant compenser une certaine dissymétrie dans les jugements souvent portés en Occident sur les interprétations des points les plus litigieux de l'histoire ukrainienne : la version russe (impériale, puis soviétique, aujourd'hui post-soviétique) est considérée comme normale, la version ukrainienne comme « nationaliste » dès qu'elle s'écarte de la précédente. Il est pourtant difficile de refuser aux Ukrainiens, après les épreuves qu'ils ont traversées et leur obstination à continuer d'exister en tant que communauté, une certaine priorité dans le traitement de leur propre histoire.

Le livre ne s'adressant pas uniquement aux slavisants, j'ai adopté une transcription « à la française », aussi simple que possible, des noms et termes ukrainiens (cf. tableau ci-dessous). Les graphies des noms propres ont été allégées : Khmelnytsky pour *Khmel'nyts'kyi* (Хмельницький), Lviv pour *L'viv* (Львів), etc. Les noms de personnes ukrainiens, et les noms des lieux situés sur le territoire de l'actuelle Ukraine, sont donnés sous leur forme ukrainienne actuelle (Volodymyr en Volhynie, Bohdan Hlynsky...), à trois exceptions près :

- Certaines formes passées dans l'usage international courant sont conservées (Kiev et non *Kyïv*, Dniepr et non *Dnipro*...). J'ai indiqué les versions anciennes ou les versions russes ou polonaises de quelques noms (Tchernihiv / Tchernigov, Lviv / Lwów).

- J'ai de même conservé, pour la période kiévienne des IX^e-XIII^e siècles, les graphies anciennes, plus familières aux lecteurs, de noms connus : Vladimir, Igor, Olga...

- Certains prénoms ont été francisés, notamment ceux de souverains (Georges, Ladislas), conformément à une tradition bien établie.

L'ouvrage ne comporte pas de bibliographie. Les quelques manuels en français qui auraient pu être cités ne sont pas les sources utilisées ici, et donner une bibliographie en ukrainien, russe, etc. n'aurait pas de sens dans le cadre fixé.

Transcription de l'ukrainien

А а	A a	Н н	N n
Б б	B b	О о	O o
В в	V v	П п	P p
Г г	H h [1]	Р р	R r
Ґ ґ	G g, GU gu [2]	С с	S s
Д д	D d	Т т	T t
Е е	E e	У у	OU ou
Є є	IE ie [3]	Ф ф	F f
Ж ж	J j	Х х	KH kh [8]
З з	Z z	Ц ц	TS ts
И и	Y y [4]	Ч ч	TCH tch
І і	I i	Ш ш	CH ch
Ї ї	Î î [5]	Щ щ	CHTCH chtch
Й й	Ï ï [6]	Ю ю	IOU iou [9]
К к	K k	Я я	IA ia [10]
Л л	L l [7]	Ь ь	' [11]
М м	M m	'	" [12]

[1] : forte expiration sonore (voisée).

[2] : toujours avec le son de français *gare* ou *guerre*.

[3] : noté *ie* après voyelle.

[4] : voyelle intermédiaire proche du *é* français (*dé*).

[5] : combinaison yod + i comme dans français *taillis*.

[6] : yod (comme dans français *aïe !, aïeul*).

[7] : l vélaire, comme dans anglais *well*, devant *a, e, y, o, ou*.

[8] : comme la *jota* espagnole ou le *ch* allemand de *Buch*.

[9] : noté **ïou** après voyelle.

[10] : noté **ïa** après voyelle.

[11] : signe de palatalisation (« mouillure ») de consonne ; par exemple, *n* 'est proche de français *gn* dans *rogne*.

[12] : signe de séparation entre une consonne et une voyelle yodisée (*ia, ie, iou, î*) indiquant la non-palatalisation de la consonne.

Pour simplifier la lecture, les signes **Ь** et **'** ne sont pas transcrits dans la plupart des noms propres.

La lettre **ě** note un ancien son slave (cyrillique Ъ), passé à *i* en ukrainien.

I - L'UKRAINE ET LES UKRAINIENS

❖ 1- D'où vient le nom de l'Ukraine ?

Le nom d'« Ukraine » (ukr. Україна / *Oukraïna*) dérive probablement d'une racine slave signifiant « limite ». Il renverrait donc à un territoire frontalier – à l'origine, frontalier du monde nomade des steppes. Cette explication déplaît à certains Ukrainiens qui en avancent d'autres, allant du possible (« territoire délimité ») à l'in vraisemblable (« dans le pays »). Quoi qu'il en soit, ce nom est attesté pour la première fois en 1187 pour désigner la région de Péréïaslav, au sud de Kiev. En 1189, il est appliqué à la Galicie méridionale. À l'époque cosaque (XVI^e - XVIII^e siècle), il est devenu l'appellation indigène préférentielle de toute l'Ukraine centrale. Adopté par les mouvements patriotiques au XIX^e siècle, puis par les États ukrainiens créés à partir de 1917, il a achevé de s'étendre à toute l'Ukraine actuelle au fur et à mesure de l'incorporation à la République Socialiste Soviétique d'Ukraine des territoires occidentaux (Galicie, Transcarpathie...) en 1945-46.

L'Ukraine a porté d'autres noms au cours de son histoire. Pour les Grecs et les Romains, elle était la « Scythie », puis la « Sarmatie », européenne, entre Danube au Don. Du IX^e au XIII^e siècle, elle a appartenu (sauf les steppes méridionales) à l'empire slave oriental appelé *Rous'* (Русь), qui comprenait également la Biélorussie et des parties de la Russie d'Europe. Ce nom de *Rous'*, traduit ici par « Ruthénie » pour éviter la confusion avec le concept historique tout différent de « Russie » (cf. ❖ 33), est resté ensuite, sous diverses formes, attaché durant des siècles à l'Ukraine comme aux autres pays slaves orientaux.

❖ 2- Qu'est-ce que l'Ukraine ? Y a-t-il une vraie identité ukrainienne ?

L'actuelle Ukraine s'étend sur plus de 600 000 km² au nord de la mer Noire. Elle est donc, par sa taille, le plus grand État

européen après la Russie. Elle voisine avec la Moldavie, la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie, la Pologne, la Biélorussie, et la Russie. Sa capitale est Kiev (Київ / *Kyïv*), qui compte environ 2 850 000 habitants. Les principales autres villes sont Kharkiv (1 450 000), Odessa (1 016 000), Dnipro (984 000), Donetsk (953 000), Zaporijjia (757 000) et Lviv (730 000).

L'Ukraine pourrait être définie comme un pays d'Europe « centre-orientale ». Les Ukrainiens parlent une langue slave du groupe oriental (cf. ❖ 31), qui comprend aussi le biélorussien et le russe. Le pays est très majoritairement de tradition chrétienne orthodoxe. D'un autre côté, les régions occidentales comprennent des populations catholiques et ont des liens étroits avec les pays limitrophes. L'Ukraine forme ainsi une zone de transition entre Europe centrale et orientale.

Une idée reçue chère à certains cercles russes (et à un moindre degré, polonais), répandue aussi en Occident, veut qu'il n'y ait pas de vraie Ukraine, mais deux ensembles différents artificiellement combinés. Il y aurait une Ukraine occidentale, marquée par son appartenance à la Pologne et à l'Autriche-Hongrie, catholique et orientée vers l'Europe centrale ; et une Ukraine orientale, orthodoxe, profondément russifiée, regardant vers l'est.

Cette présentation des choses exagère les caractéristiques des régions ukrainiennes les plus éloignées entre elles (on pourrait se livrer au même exercice avec presque tous les pays européens !). Certes, ces caractéristiques existent ; elles sont le fruit de l'histoire. Mais cette diversité ne signifie pas qu'il n'existe pas de vraie Ukraine. D'une part, on n'est pas en présence de deux blocs nettement définis, mais d'une gamme complexe de situations. Outre l'ouest et l'est extrêmes, il y a une zone centrale sur les deux rives du Dniepr, qui est le noyau historique de l'Ukraine et dont le caractère ukrainien est incontestable. D'autre part, l'Ukraine est un État à base ethnique, c'est-à-dire qu'il existe parce qu'existe un peuple ukrainien. Celui-ci est majoritaire sur tout le territoire, à l'exception de la Crimée et de petites parties des régions

limitrophes de la Hongrie et de la Russie, et représente aujourd'hui presque de 80 % de la population. Même si la langue et la culture ukrainiennes sont diversifiées, elles présentent une unité fondamentale sur l'ensemble de leur aire et varient plutôt (comme les types physiques) du nord au sud. On verra à la fin du récit dans quelle mesure l'unité ukrainienne a résisté aux événements qui l'ont menacés depuis 2014 (cf. ❖ 134-135).

❖ 3- Comment ont été fixées les frontières actuelles de l'Ukraine ?

L'actuelle Ukraine indépendante conserve les frontières qui étaient celles de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine à l'époque de l'Union Soviétique.

Au sud, le pays est bordé par la mer Noire, où la colonisation ukrainienne a atteint les régions côtières au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. À l'ouest et au nord-ouest, ses frontières suivent plus ou moins divers obstacles naturels, cours d'eau (Dniestr, Prout, Sian), marais (Pripet) ou montagnes (Carpathes), sans que la coïncidence soit parfaite. Du côté de la Russie, il n'existe pas de limite physique au nord-est, mais la frontière est proche, à l'est et au sud-est, des cours du Don et du Donets. En fait, l'Ukraine en tant que territoire a été définie principalement au cours de l'histoire par les limites du peuplement ukrainien. Ses frontières politiques, tracées au XX^e siècle, correspondent à l'aire ethnographique ukrainienne – avec de notables exceptions. Par exemple, la région du Kouban à l'est de la mer d'Azov (l'actuel territoire de Krasnodar), dont la population était en grande partie ukrainienne jusqu'aux années 1920-1930, avait été intégrée par le régime soviétique à la Fédération de Russie et non à l'Ukraine. Inversement, la presqu'île de Crimée, majoritairement peuplée de Russes après la déportation des Tatars de Crimée en 1944, a été rattachée à l'Ukraine soviétique en 1954.

❖ 4- La géographie de l'Ukraine a-t-elle influencé son histoire ?

Du point de vue de la géographie physique, l'Ukraine est divisée en trois grandes zones naturelles, dont chacune se continue dans les pays voisins [carte I]. Du nord au sud, ce sont les régions de forêt, de steppe boisée, de steppe herbeuse. Les seules montagnes sont, à l'ouest les Carpathes, dont la partie ukrainienne culmine à 2000 m environ, au sud les monts de Crimée, qui culminent à 1500 m. Le climat est généralement tempéré, plus chaud et sec au sud. À l'exception du Danube, les fleuves coulent du nord vers le sud (ou du nord-ouest vers le sud-est) et se jettent dans la mer Noire ou la mer d'Azov.

Cette géographie a joué un rôle important dans la formation et l'histoire du peuple ukrainien. Les zones de forêts ou de montagnes sont traditionnellement les refuges d'un certain conservatisme ethnographique. La steppe a longtemps été le domaine des nomades, balayé par des migrations aux implications politiques et culturelles énormes – de l'avènement des Scythes aux invasions mongoles du XIII^e siècle. La conquête de ces territoires méridionaux par l'empire russe à la fin du XVIII^e siècle les a ouverts à la colonisation et a permis la mise en valeur des riches « terres noires » (ukr. чорнозем / *tchornozem*) qui en a fait le fameux « grenier à blé » de l'Europe.

Dans la steppe boisée ont eu lieu, dès le début du I^{er} millénaire av. J.-C., des contacts intimes et répétés entre les Slaves et les nomades de la steppe. Cette proximité a laissé des traces dans le type physique, la langue, la culture des Ukrainiens. Le phénomène cosaque (cf. chapitre VI) en est un aboutissement.

❖ 5- Comment la population ukrainienne s'est-elle formée ?

La population de l'Ukraine comprend une majorité d'Ukrainiens ethniques (77,8 % en 2001) et d'importantes minorités.

On dit souvent, par raccourci, que les Ukrainiens sont un « peuple slave », parce qu'ils parlent une langue slave. En fait, comme tous les autres peuples slaves (ou « celtes », ou « turcs », etc.), ils sont le fruit de processus complexes étalés sur des millénaires. Cette genèse est d'ailleurs reflétée par la diversité des types physiques (europoïdes) des Ukrainiens. Très sommairement, et avant les derniers grands mouvements de population causés par l'industrialisation et les politiques de migration interne à l'époque soviétique, on peut dire que le type majoritaire fonçait progressivement du nord vers le sud et vers l'ouest. Les caractéristiques les plus fréquentes à l'échelle du pays sont une taille plutôt élevée, la brachycéphalie (tête ronde vue de dessus) avec un visage large, des cheveux châains (les colorations d'yeux étant assez également partagées entre claires et sombres). Il est généralement admis que certains traits locaux rappellent l'assimilation par les ancêtres des Ukrainiens de divers éléments ethniques, surtout des nomades de la steppe, iranophones (europoïdes) puis turcophones (avec des caractéristiques europoïdes et mongoloïdes en proportions variables). Les populations ukrainiennes présentant les traits physiques ou culturels les plus divergents sont celles de la périphérie, comme les Polésiens des forêts septentrionales ou les Houtsouls de Transcarpathie.

Parmi les autres groupes ethniques représentés en Ukraine, la présence de Polonais, Hongrois, Roumains, s'explique par les circonstances historiques et le découpage des frontières. Celle des Grecs s'est perpétuée ou renouvelée depuis le VII^e siècle av. J.-C. Des communautés juives sont attestées depuis l'Antiquité en Crimée, et depuis le Moyen Âge en Ukraine occidentale et centrale (les Juifs sont traditionnellement considérés comme un peuple en Europe orientale). L'installation d'Allemands et d'Arméniens est également très ancienne. Aux XVIII^e-XIX^e siècles, la colonisation des steppes a attiré de nombreux autres Allemands, des Grecs, Serbes, Bulgares, etc. Enfin, l'importance numérique de l'élément russe a crû sans cesse de la seconde moitié du XVII^e à la fin du XX^e siècle.

Il faut signaler le cas particulier des Tatars de Crimée, revenus en partie dans la péninsule après avoir été déportés en Asie centrale par le gouvernement soviétique en 1944.

En 2001, la structure ethnique de la population de l'Ukraine, mesurée sur une base déclarative, était la suivante :

- Ukrainiens : 77,8 %
- Russes : 17,3 %
- Autres : 4,9 %, dont Roumains et « Moldaves » : 0,8 % ; Biélorussiens : 0,6 % ; Tatars de Crimée : 0,4 % ; Bulgares : 0,4 % ; Hongrois : 0,4 % ; Polonais : 0,3 % ; Juifs : 0,2 % ; divers : 1,8 %

❖ 6- Y a-t-il une langue ukrainienne distincte du russe ?

La langue ukrainienne est la caractéristique traditionnelle commune la plus visible des Ukrainiens.

L'ukrainien appartient, comme le russe et le biélorussien, au rameau oriental de la branche slave de la famille linguistique indo-européenne (c'est donc un lointain cousin... du français). Ce n'est en aucun cas un dialecte du russe, comme on s'est efforcé de le faire croire à certaines époques pour des raisons politiques, mais une langue qui s'est développée parallèlement. Le degré de proximité – ou d'éloignement – entre russe et ukrainien est approximativement le même qu'entre l'espagnol et le portugais, ou entre l'allemand et le néerlandais. Les différences phonétiques sont évidentes. Les morphologies sont proches mais avec des exceptions sensibles (par exemple, la conservation en ukrainien du vocatif, l'existence d'une forme de futur synthétique inconnue en russe, etc.). Les lexiques divergent dans des domaines importants, notamment politique ou social, qui rappellent des histoires différentes. Assez naturellement, l'ukrainien se rapproche davantage sur certains points des langues slaves occidentales voisines, notamment le polonais, que du russe.

La langue comprend des variantes dialectales, avec une coupure principale entre dialectes du nord (les plus archaïques) et du sud, et une coupure secondaire entre sud-ouest et sud-est [**carte II**].

L'ukrainien s'écrit au moyen de l'alphabet cyrillique, avec certains caractères particuliers (r = g, e = *ié*, ĭ = *î*).

Sur le plan littéraire, la christianisation des Slaves orientaux à partir de 988 a fait naître dans la Ruthénie kiévienne une langue écrite, longtemps très marquée par la langue d'Église à base bulgare-macédonienne. Dans les territoires ukrainiens (et biélorussiens) sous domination lituanienne et polonaise, aux XIV^e-XVII^e siècles, cette « langue ruthène » (руська мова / *rous'ka mova*) a été influencée par les parlars vivants contemporains, et a aussi incorporé un important vocabulaire polonais.

Son emploi ayant été banni de la vie publique sous la domination russe, une langue littéraire proche de l'ukrainien parlé a été refondée, à partir de la fin du XVIII^e et au cours du XIX^e siècle, par des auteurs dont les principaux sont Ivan Kotliarevsky (1769-1838) et Taras Chevtchenko (1814-1861). Elle se base principalement sur les dialectes du sud-est. On peut également citer le rôle de Markian Chachkévytch (1811-1843) en Galicie autrichienne.

Les restrictions juridiques à l'usage de l'ukrainien littéraire édictées à plusieurs reprises par le pouvoir russe, du début du XVII^e au début du XX^e siècle, puis les politiques conduites à certains moments de l'histoire soviétique, ont entraîné la russification linguistique et culturelle d'une partie des Ukrainiens. Le cas le plus emblématique est celui de Nicolas Gogol (1809-1852), fils d'un auteur de théâtre ukrainien. Gogol écrivait en russe et n'employait l'ukrainien que pour la couleur locale.

La situation linguistique de l'Ukraine actuelle se ressent encore de ce passé difficile. 67 % des habitants de l'Ukraine seraient ukrainophones, 24 % russophones, mais la langue maternelle n'est pas toujours la plus souvent ou la mieux parlée. L'enseignement a été largement ukrainisé (une orientation

confirmée récemment par une loi du 5 septembre 2017). Le russe conserve cependant de très fortes positions à Kiev et dans les grandes villes de l'est et du sud du pays, dans l'édition, dans certaines disciplines scientifiques.

Les mesures en faveur de la langue ukrainienne, considérées comme un simple rétablissement de l'équilibre naturel par les ukrainophones, sont vues comme discriminatoires par certains russophones qui souhaitent un statut de seconde langue d'État pour le russe. Aucun gouvernement ukrainien n'a voulu jusqu'à présent accéder à cette demande lourdement appuyée par la Russie, la reconquête de la sphère culturelle, politique, et sociale par l'ukrainien étant encore fragile. La loi de 2017 précitée a suscité l'hostilité d'autres minorités, notamment les Hongrois de Transcarpathie soutenus par l'État hongrois.

II- LA PRÉHISTOIRE

De l'apparition de l'homme à la fin de l'âge du Bronze (1 000 000 à 1 000 av. J.-C.)

Chronologie

- -1 000 000 : Premières traces d'hominidés en Ukraine (Pithécantropes). Début du Paléolithique Inférieur.
- -130 000 à -28 000 : Néandertaliens.
- -35 000 : Apparition en Ukraine de l'homme moderne. Début du Paléolithique Supérieur.
- -9000 à -6000 : Mésolithique.
- VI^e millénaire av. J.-C. : début du Néolithique en Ukraine.
- V^e millénaire av. J.-C. : début du Chalcolithique en Ukraine.
- -4500 : développement de la culture de Trypillia en Ukraine du sud-ouest, apparition des cultures des Kourganes en Ukraine du sud-est.
- -3600 à -2200 : culture des Tombes à fosse, stade final des cultures des Kourganes, entre Danube et Oural ; absorption de la culture de Trypillia. Culture de la Céramique cordée en Europe du Nord (-3200 à -2300).
- -2500 : Début de l'âge du Bronze.
- -2500 à -1700 : culture des Tombes à catacombe dans les steppes.
- -1700 à -1500 : culture de la Céramique à bourrelets multiples dans les steppes.
- -1650 à -1200 : culture de Komariv sur les deux rives du Dniepr moyen.
- -1500 : expansion de la culture des Tombes à charpente en Ukraine. Culture de Sabatynivka à l'ouest des steppes.

❖ 7- À quand remonte le peuplement humain du territoire ukrainien ?

Les plus anciennes traces d'hominidés en Ukraine ont été relevées dans la couche VIII du site de Korolev en Transcarpathie, qui daterait d'un million d'années. Elles sont attribuées à des Pithécanthropes. L'industrie acheuléenne (de 1 000 000 à 150 000 ans) est attestée en Transcarpathie, sur le Dniestr, en Crimée...

Les Néandertaliens ont vécu en Ukraine – surtout en Crimée – entre 130 000 et 28 000 av. J.-C.

L'homme moderne (*Homo sapiens sapiens*) est apparu sur l'actuel territoire ukrainien vers 35 000 av. J.-C. Les communautés de chasseurs-cueilleurs du Paléolithique supérieur ont laissé de nombreuses traces (plus de 1 000 sites actuellement connus), dont les extraordinaires habitations en ossements de mammoths de Mejyrytch sur la Ros' ou Mizyn sur la Desna. À défaut d'art pariétal, elles pratiquaient un art décoratif sur os.

Le Mésolithique (vers 9000-6000 av. J.-C.) est représenté en Ukraine par plusieurs milliers de sites, illustrant déjà différentes cultures locales.

Le peuplement devient nettement plus dense au Néolithique, période marquée par l'introduction de l'agriculture et de l'élevage, de la poterie, la création des premières agglomérations. La néolithisation de l'Ukraine s'est faite principalement par le sud-ouest, où se sont installées, en plusieurs vagues, des populations originaires des régions balkano-danubiennes. Diverses populations mésolithiques locales ont ensuite adopté le nouveau mode de vie.

❖ **8- À la période suivante (Chalcolithique), pourquoi les archéologues ukrainiens et étrangers accordent-ils autant d'importance à la culture de Trypillia ? Les « Trypilliens » sont-ils les ancêtres des Ukrainiens ?**

La culture archéologique dite de Trypillia (on trouve souvent dans les ouvrages occidentaux la forme russe Tripolié) ou Cucuteni-Trypillia représente l'ultime développement des traditions néolithiques d'origine balkano-danubienne en Ukraine et Roumanie. Elle est datée d'environ 4500-3000 av. J.-C., c'est-à-dire de la période chalcolithique (début du travail du cuivre). À son apogée, elle occupait presque toute la moitié occidentale de l'Ukraine à l'ouest du Dniepr [carte III].

Cette culture est remarquable par son niveau d'évolution social et technique. Certaines agglomérations sont presque des villes, avec une surface de 400 hectares et une population estimée à 10 000 ou 15 000 personnes. L'agriculture était très développée, tout comme l'artisanat (céramique). Trypillia représente un phénomène massif et assez homogène (même s'il a évolué dans le temps), qui fait penser à un « peuple ».

Les « Trypilliens » comptent évidemment parmi les lointains ancêtres des Ukrainiens, mais il n'existe aucune continuité directe. La culture de Trypillia a disparu vers 3000 av. J.-C., absorbée par d'autres, et ses porteurs se sont mêlés à divers étrangers. Les « Trypilliens », de type majoritairement méditerranéen, parlaient probablement une langue non indo-européenne disparue.

❖ **9- L'Ukraine est-elle le berceau des Indo-Européens ?**

La question indo-européenne intéresse l'Ukraine à un double titre. D'une part, l'ukrainien appartient à la branche slave de la famille linguistique indo-européenne. D'autre part, diverses théories incluent tout ou partie du territoire ukrainien dans le foyer hypothétique de la langue-mère – et donc de ses locuteurs.

La parenté des langues indo-européennes, longtemps pressentie, a été démontrée scientifiquement dès la fin du XVIII^e siècle : les grandes branches de cette famille, comme le slave, l'iranien, le celtique, le germanique, le latin, le grec, etc., devaient dériver d'une même langue ancestrale, exactement comme le français, l'espagnol, l'italien, le roumain et d'autres dérivent du latin. Dès lors, on pouvait supposer que cette langue-mère, l'« indo-européen », avait été parlée à une certaine époque, en un certain lieu, par une population concrète : les « Indo-Européens ».

Différentes données linguistiques, en particulier l'analyse du vocabulaire agricole et technique commun aux différentes branches de la famille indo-européenne, suggèrent que la langue-mère était parlée au Chalcolithique. La question de la localisation est beaucoup plus complexe et ne peut être qu'effleurée ici. Parmi les foyers proposés avec des arguments plus ou moins sérieux figurent l'Europe centrale et danubienne, l'Europe du Nord, les steppes ukraïno-russes, l'Anatolie, et même l'Asie centrale et l'Inde. La solution « steppique » est défendue par une théorie qui demeure, à l'heure actuelle, la plus cohérente et semble acceptée par une majorité de spécialistes : la « théorie des Kourganes ».

Selon cette hypothèse, développée notamment par Marija Gimbutas, les locuteurs de l'indo-européen seraient les porteurs de plusieurs cultures développées successivement (entre 4500 et 2200 av. J.-C. ; 1^{re} étape : Seredniï Stih, **carte III**) dans les steppes d'Ukraine et de Russie méridionale et caractérisées par leur économie d'élevage, leur tropisme guerrier, leur société hiérarchisée, et – à partir d'un certain stade – leur mode de sépulture : l'inhumation sous un « kourgane » (terme turco-russe désignant un tumulus). Au fur et à mesure de leur expansion dans différentes directions, les gens des Kourganes auraient « indo-européanisé » diverses populations conquises, notamment les « Trypilliens ». Ce processus aurait donné naissance à des groupes métissés, parlant des dialectes indo-européens plus ou moins influencés par les substrats locaux, et préfigurant les grands ensembles germanique, celtique, iranien, etc., dont chacun allait démultiplier ensuite la même aventure.

En Europe du Nord (y compris le nord de la future Ukraine), les relais de cette « kourganisation » auraient été la culture des Amphores globulaires (entre 3500 et 2000 av. J.-C.) et surtout celle de la Céramique cordée et des Haches de combat (vers 3200-2300 av. J.-C.). Récemment, des données génétiques ont apporté une certaine confirmation à la théorie des Kourganés, même si elle ne fait pas l'unanimité.

À la fin du Chalcolithique, dans la 1^{re} moitié du III^e millénaire av. J.-C., les principaux ensembles culturels en Ukraine étaient sûrement de langue indo-européenne : au nord, les groupes de la Céramique cordée ; au sud, la culture des Tombes à fosse, héritière directe de la tradition des Kourganés [carte IV].

❖ 10- À l'âge du Bronze (vers 2500-1000 av. J.-C.), peut-on identifier les groupes ethno-linguistiques présents en Ukraine ? L'Ukraine est-elle le berceau des Slaves ?

Les tendances du Chalcolithique final se prolongent à l'âge du Bronze.

Dans les steppes du sud se succèdent les cultures des Tombes à catacombe (vers 2200-1700 av. J.-C.) et de la Céramique à bourrelets multiples (vers 1700-1500 av. J.-C.). À partir de 1500 av. J.-C., la culture des Tombes à charpente, formée antérieurement sur la Volga, s'étend en Ukraine aux dépens de la culture de la Céramique à bourrelets multiples, dont un ultime avatar, dit culture de Sabatynivka, survivra à l'ouest des steppes ukrainiennes jusque vers 1100 av. J.-C. Ces cultures des steppes, sans être nomades comme on l'a cru autrefois, privilégient l'élevage. Il est possible qu'une partie au moins de leurs porteurs ait parlé des langues de la branche indo-iranienne, ou plus spécifiquement du rameau iranien, de l'indo-européen (quoique la culture de Sabatynivka ait aussi été mise en relation avec la genèse des peuples thraces).

Dans les régions plus septentrionales, les cultures de l'âge du Bronze sont les héritières de la culture de la Céramique cordée [Carte V]. C'est notamment le cas de la culture de Komariv sur

les deux rives du Dniepr moyen (vers 1650-1200 av. J.-C.). Beaucoup d'archéologues considèrent ses porteurs comme des Proto-Slaves. Cela ne garantit pas que l'Ukraine soit l'unique berceau des peuples slaves, car la culture – très semblable – de Trzciniec en Pologne est, elle aussi, parfois considérée comme proto-slave. Ajoutons que les Proto-Slaves devaient être peu distincts des Proto-Baltes. Beaucoup de linguistes supposent même une unité balto-slave très longtemps conservée. On décèle aussi une assez grande ressemblance entre, d'un côté les langues baltes et slaves, de l'autre les maigres vestiges du thrace.

Donc, en simplifiant beaucoup, on peut considérer qu'à la fin de l'âge du Bronze, l'Ukraine est partagée entre une zone septentrionale agricole où il faudrait notamment situer une partie au moins des Proto-Slaves, et une zone méridionale à dominante pastorale dont la population aurait compris des éléments iraniens et peut-être thraco-daco-gètes.

❖ 11- Quand le phénomène du nomadisme apparaît-il dans les steppes ?

Vers le début du I^{er} millénaire av. J.-C., dans toute la grande bande de steppe qui couvre le sud de l'Ukraine et de la Russie, la Sibérie méridionale et le Kazakhstan, des parties de l'Asie centrale jusqu'en Mongolie et au nord de la Chine, se produit une rupture culturelle décisive. Des populations – déjà orientées prioritairement vers un élevage mobile – abandonnent leurs villages et adoptent un mode de vie nomade pour exploiter de plus vastes pâturages. Ce changement est permis par la diffusion de l'équitation (très postérieure à la domestication du cheval, intervenue dès le Néolithique), qui fait également de ces nouveaux nomades de redoutables guerriers.

En Ukraine et dans les régions contiguës de Russie méridionale, les premiers nomades de la steppe, descendants des porteurs des cultures sédentaires de l'âge du Bronze, sont identifiés aux « Cimmériens » des sources antiques.

III- L'ANTIQUITÉ

Des premières sources écrites à l'émergence des Slaves (IX^e siècle av. J.-C. – VI^e siècle apr. J.-C.)

Chronologie

- X^e-VII^e siècles av. J.-C. : culture (proto-slave ?) de Tchornyï Lis dans la steppe boisée ukrainienne.
- IX^e-VII^e siècles av. J.-C. : premiers nomades (« Cimmériens » ?) dans les steppes ukrainiennes.
- VII^e siècle av. J.-C. : apparition des Scythes.
- 514-513 av. J.-C. : invasion de la Scythie par les Perses ?
- Vers 495 av. J.-C. : invasion scythe en Thrace.
- 480 av. J.-C. : fondation du royaume du Bosphore-Cimmérien.
- 339 av. J.-C. : guerre scytho-macédonienne, mort du roi scythe Atéas.
- 331 av. J.-C. : victoire des Scythes sur le général macédonien Zopyrion.
- 310-309 av. J.-C. : intervention des Scythes dans une guerre de succession bosporitaine.
- Fin du IV^e siècle av. J.-C. : premières traces des Sarmates en Ukraine.
- III^e siècle av. J.-C. : repli des Scythes sur le bas Dniepr et en Crimée.
- II^e siècle av. J.-C. : apogée du royaume scythe de Crimée.
- III^e-II^e siècles av. J.-C. : expansion sarmate dans les steppes ukrainiennes ?
- II^e siècle av. J.-C. – 1^{ère} moitié du I^{er} siècle apr. J.-C. : culture (proto-slave ?) de Zaroubyntsi sur le Dniepr moyen.
- I^{er} siècle av. J.-C. : Sarmates iazyges à l'ouest du Dniepr, roxolans à l'est.
- I^{er} siècle apr. J.-C. : premières mentions des « Vénèdes », et des Alains.
- Fin du I^{er} et II^e siècle : sites « post-Zaroubyntsi » en Ukraine du Nord et Biélorussie.
- Fin du II^e-début du III^e siècle : arrivée en Ukraine des Goths.
- III^e-IV^e siècles : culture de Kiev.

- 2^e quart du IV^e siècle : le roi goth Ermanaric soumet les Vénèdes.
- 375 ? : invasion hunnique ; mort d'Ermanaric.
- 376 ? : victoire du roi goth Vithimir sur les Antes ; mort de Vithimir, tué par les Huns, et destruction du royaume goth d'Ukraine ; fuite d'une partie des Goths en territoire romain.
- Vers 435-453 : règne d'Attila (seul roi 444/5-453)
- 454 : dissolution de l'empire hunnique.
- 2^e moitié du V^e et VI^e siècle : période « post-hunnique » dans les steppes ; dominations avare, bulgare, puis khazare.
- V^e-VII^e siècles : cultures slaves de Prague-Kortchak (Sclavènes), Penkivka (Antes), Kolotchine.
- VI^e siècle : mention dans les sources des Antes et Slavènes, ensembles tribaux de langue slave. Grande expansion des Slaves, conquête des Balkans.
- Milieu du VII^e siècle : déclin des cultures de Penkivka et Kolotchine, expansion de la culture de Prague-Kortchak.
- VIII^e-X^e siècles : cultures de Louka Raïkovetska, Volyntsév et Romny, développées par les tribus slaves orientales.

❖ 12- Quand commence l'histoire de l'Ukraine ?

L'histoire des territoires qui forment aujourd'hui l'Ukraine commence avec les premières sources écrites.

Les plus anciennes mentions de ces territoires et de leurs populations se trouvent chez les auteurs grecs classiques et notamment chez Hérodote (V^e siècle av. J.-C.). Mais il faut noter d'emblée un fait très important : la partie de l'Ukraine qui entre dans le champ de vision des Grecs, à partir de l'installation de colonies helléniques au nord de la mer Noire (VII^e siècle av. J.-C.), ce sont les côtes et, un peu au-delà, les régions de steppe occupées par les nomades. Sur les régions plus septentrionales, steppe boisée et surtout forêt, les Grecs ont des notions beaucoup plus vagues et indirectes provenant d'informateurs indigènes ou de marchands. Le même phénomène s'observe plus tard à l'époque romaine.

Ainsi, pour toute la période antique, les données proprement historiques sur l'Ukraine sont relatives presque exclusivement aux nomades des steppes méridionales : Cimmériens, Scythes, Sarmates et Alains, Huns, et aussi aux Goths sédentaires installés dans ces mêmes régions. Tous ont eu des rapports avec les Grecs ou les Romains, auxquels ils étaient assez familiers. En revanche, les Proto-Slaves, établis plus au nord et peu impliqués dans les grands bouleversements politico-militaires, sont demeurés presque invisibles. On ne les saisit qu'à travers une archéologie peu spectaculaire, et à travers ce que certains auteurs antiques disent de « Barbares » septentrionaux parmi lesquels on croit identifier les ancêtres des Slaves. En somme, l'histoire antique de l'Ukraine est avant tout l'histoire des steppes ukrainiennes, avec de rares échos venus des *terrae incognitae* du nord.

La première période éclairée par les sources grecques est celle où ces steppes étaient dominées par les prédécesseurs des Scythes, les « Cimmériens ».

❖ 13- Les Cimmériens sont-ils un peuple ou une légende ?

Les Cimmériens sont mentionnés dans l'Odyssée (VIII^e siècle av. J.-C. ?), qui en fait un peuple vivant au bord de l'« Océan » près d'une entrée des Enfers. À partir de 716-714 av. J.-C., les chroniques assyriennes mentionnent les invasions en Asie Antérieure des *Gimirrāia* ; ce sont évidemment les Cimmériens (*Kimmérioi*) des Grecs, mais leur pays d'origine, le *Gamir*, n'est pas localisé précisément. Ces invasions sont confirmées par diverses sources grecques. Au V^e siècle av. J.-C., Hérodote explique que les Cimmériens habitaient au nord de la mer Noire. Menacés par les Scythes, ils hésitèrent sur le parti à prendre. Les rois se partagèrent en deux groupes et s'entretuèrent. Le peuple s'enfuit en franchissant le Caucase vers le sud et déboucha en Asie, où il causa divers dégâts pendant à peu près un siècle avant d'être vaincu par le roi de Lydie Alyatte (610-561 av. J.-C.). Hérodote ajoute que les Cimmériens ont laissé en

Scythie des traces toponymiques, dont le nom de « Bosphore-Cimmérien » donné au détroit de Kertch.

La réalité des invasions cimmériennes en Asie occidentale est incontestable. Si, comme le dit Hérodote, les Cimmériens venaient du nord de la mer Noire, où ils auraient donc été les prédécesseurs des Scythes, on peut leur attribuer les vestiges archéologiques des IX^e-VII^e siècles av. J.-C. précédant immédiatement la couche scythe (groupe de Kamychevakha et Tchornohorivka, groupe du Trésor de Novotcherkassk) [carte VI]. Ces vestiges sont ceux de purs cavaliers nomades, utilisant le bronze et aussi déjà le fer. Ils ont des liens avec des trouvailles d'Europe centrale et balkanique (dites « thraco-cimmériennes »), de la steppe boisée ukrainienne (culture de Tchornyï Lis), du Caucase du Nord (cultures « proto-méote » et de Koban) et aussi avec les nomades et semi-nomades plus orientaux, jusqu'en Sibérie (culture de Karassouk).

L'appartenance linguistique de ces premiers nomades d'Ukraine méridionale est incertaine. On leur a attribué une langue iranienne, ou thrace, ou arménienne, voire non indo-européenne (caucasique). La théorie iranienne est la plus vraisemblable au vu de la continuité culturelle et anthropologique de l'âge du Bronze à l'époque scythe (les Scythes, comme on le verra, étaient iranophones), et de l'étymologie de deux des trois noms de rois cimmériens livrés par les sources. Certains auteurs considèrent même les Cimmériens comme une première couche scythe. Il est au demeurant possible que ce nom ait désigné un ensemble ethnolinguistique composite.

❖ 14- Que sait-on des Proto-Slaves durant cette période « cimmérienne » ou pré-scythe du tout début de l'âge du Fer ?

On vient d'évoquer les liens des premiers nomades avec leurs voisins septentrionaux, les porteurs de la culture de Tchornyï Lis. Or, ces derniers sont considérés, par une très grande majorité de chercheurs, comme entièrement ou

partiellement proto-slaves (il est possible qu'ils aient compris un élément thrace au sud-ouest).

Cette culture, sédentaire et agricole, s'est développée du X^e au milieu du VII^e siècle av. J.-C. dans la steppe boisée ukrainienne, entre le Dniestr et le Dniepr [carte VI]. On connaît (comme d'ailleurs dans la culture voisine de Bondarykha en Ukraine du Nord-Est) plusieurs habitats fortifiés présentant parfois des traces d'incendie et de destruction, datées notamment du VIII^e siècle av. J.-C. Ces fortifications concentrées à la limite de la steppe herbeuse étaient probablement tournées contre les nomades et peuvent refléter un voisinage difficile. Mais les « Cimmériens » ont exercé une certaine influence sur les « Tchornolissiens ». L'armement et les éléments de harnachement de type nomade sont courants dans le matériel archéologique de Tchornyï Lis, et il existe des preuves d'une pénétration des nomades loin au nord (tombs sous kourgane de la steppe boisée, sur la rive droite du Dniepr).

La présence d'objets originaires d'Asie Antérieure dans des contextes archéologiques « tchornolissiens » a fait imaginer que la population de la steppe boisée aurait pu participer aux raids des « Cimmériens » au sud du Caucase, mais les preuves manquent.

La culture de Tchornyï Lis s'éteint, comme d'ailleurs celle(s) des « Cimmériens » dans les steppes, avec l'apparition des Scythes au VII^e siècle av. J.-C.

❖ 15- Qui sont les Scythes ? Comment sont-ils apparus en Ukraine ?

Le terme de Scythes avait, dès l'Antiquité, plusieurs significations. Au sens large, il s'agit d'un vaste ensemble de peuples nomades, proches par la culture, l'art, sans doute aussi la langue, qui a occupé diverses parties de la steppe eurasiatique durant plusieurs siècles. Mais au sens strict, les « vrais » Scythes sont ceux d'Europe, qui dominaient les steppes ukrainiennes (et, à

un moment, le nord du Caucase). Selon Hérodote, ils se nommaient eux-mêmes « Scolotes » (*Skólotoi*).

Les Scythes sont principalement définis par leur culture, dont les éléments les plus caractéristiques sont certains types d'armes et de harnachement, et surtout l'extraordinaire art animalier. Sur le plan linguistique, il est à peu près admis aujourd'hui qu'ils étaient iranophones (un « révisionnisme » turc – en Turquie, en Asie centrale, dans les parties turcophones du Caucase – prétend faire des Scythes et de beaucoup d'autres peuples antiques des turcophones. Ces hypothèses n'ont pas de base sérieuse).

Toujours d'après Hérodote, ces Scythes étaient à l'origine un peuple d'Asie, chassé de son territoire par d'autres nomades, les Massagètes ou les Issédons (localisés respectivement en Asie centrale à l'est de la mer Caspienne, et en Sibérie). Ils envahirent le territoire des Cimmériens, contraignant ces derniers à l'exil (cf. ♣ 13). Puis ils les poursuivirent au sud du Caucase – sans les rattraper – et débouchèrent à leur tour en Asie Antérieure, où ils firent régner la terreur pendant vingt-huit ans. Enfin, expulsés par le roi mède Cyaxare (625-584 av. J.-C.), ils repassèrent le Caucase, et s'établirent dans ce qui allait devenir la « Scythie » : principalement les steppes ukrainiennes. La poursuite des Cimmériens est peut-être légendaire, parce que les incursions scythes en Asie ne sont enregistrées par les chroniques assyriennes qu'à partir des années 680-669 av. J.-C., donc au moins 35 ans après l'irruption des Cimmériens. Mais la présence des Scythes (*Aškuzāia*, *Iškuzāia*) dans la région n'est pas douteuse. Ils servirent un moment l'Assyrie, pillèrent la Mésopotamie, la Syrie-Palestine, attaquèrent même l'Égypte. Après leur défaite devant Cyaxare, certains auraient servi la Lydie.

Avec diverses corrections, le schéma hérodotéen est encore admis par une majorité d'historiens. Il existe toutefois deux autres grandes hypothèses concurrentes. Selon la première, les Scythes n'auraient pas fait d'aller et retour à travers le Caucase. Ils seraient parvenus en Asie occidentale par le sud de la mer

Caspienne, et n'auraient traversé le Caucase qu'une fois, vers le nord, au moment de leur expulsion par Cyaxare.

Selon la seconde, la culture et la population scythes se seraient formées sur une base indigène (cimmérienne) au nord du Caucase et de la mer Noire.

Les données archéologiques semblent pourtant corroborer la thèse migratoire. Une partie des éléments caractéristiques de la culture scythe (dont les décors animaliers totalement inconnus des « Cimmériens ») apparaît dans les steppes asiatiques bien avant de se manifester dans les steppes européennes. Il est probable que ces éléments proto-scythes ont été apportés en Europe par la migration de tribus venues de régions plus orientales. Bien entendu, ces tribus ont pu se mêler à la population antérieure. Cela expliquerait la continuité relevée, sur le plan de l'anthropologie physique, entre les populations de l'âge du Bronze (culture des Tombes à Charpente), les « Cimmériens », et les Scythes.

Les Scythes ne formaient pas un peuple monolithique. Hérodote signale leur division en tribus dirigées par le groupe prestigieux des « Scythes Royaux », et l'entrée dans leur orbite politique et culturelle de divers autres peuples plus ou moins confondus par les Grecs sous le vocable général de « Scythes ».

❖ 16- Certains Ukrainiens revendiquent les Scythes comme leurs « ancêtres ». Qu'en est-il des Proto-Slaves durant l'époque scythe ?

La période scythe a duré du VII^e au III^e siècle av. J.-C. Durant tout ce temps, les vrais Scythes de la steppe méridionale ont exercé une influence très profonde sur les agriculteurs de la steppe boisée. Dans ces régions se sont développées des cultures dites « scythoïdes », sédentaires et agricoles, mais dont l'art, les rites funéraires, les armes, etc., sont de type scythe [carte VII].

Quand Hérodote décrit la « Scythie » d'Europe comme une sorte de grand carré, il y inclut non seulement la steppe, mais aussi les régions de steppe boisée et peut-être la frange méridionale de la zone forestière, jusqu'à la hauteur de Kiev. L'ensemble ne forme pas forcément une unité politique, mais c'est une unité culturelle – quoique très diversifiée localement – et une unité économique. En effet, la domination scythe a permis la mise en place d'une économie intégrée dans laquelle les tribus nomades de la steppe servent d'intermédiaire commercial entre le nord agricole et les colonies grecques établies sur la côte de la mer Noire (cf. ❖ 17).

Les ancêtres linguistiques d'une partie au moins des Slaves figuraient très certainement parmi les porteurs des cultures « scythoïdes » d'Ukraine septentrionale. Diverses théories cherchent à identifier comme proto-slaves certains peuples mentionnés par Hérodote, tels les « Scythes Laboureurs ». On pense que c'est à cette époque que remonte la plus ancienne strate d'emprunts faits par le slave à des langues iraniennes de la steppe, notamment dans le domaine de la religion et de la souveraineté. En ce sens, si les Ukrainiens (et d'autres Slaves) ne descendent pas majoritairement des Scythes nomades, ils sont effectivement issus de populations entrées dans l'orbite scythe.

❖ 17- Quelles ont été les causes et l'importance de la colonisation grecque sur la côte ukrainienne ?

Pour les Grecs, grands colonisateurs, la mer Noire était le prolongement naturel de la Méditerranée à l'est. Dès la fin du VII^e siècle av. J.-C., les Grecs de Milet créèrent un établissement sur l'île de Berezan', à l'embouchure du Dniepr. La ville d'Olbia se développa à proximité au début du VI^e siècle av. J.-C. D'autres colonies apparurent sur le littoral septentrional de la mer Noire, en particulier Panticapée (l'actuelle Kertch) à l'est de la péninsule de Crimée. Certaines devinrent des cités-États indépendants, d'autres se fédérèrent en 480 av. J.-C. pour former, sur les deux rives du détroit de Kertch, le

« royaume du Bosphore » (il s'agit du « Bosphore-Cimmérien », cf. ❖ 13).

Les Grecs commerçaient activement avec les Scythes. Ils leur achetaient le blé produit par les agriculteurs de la steppe boisée, et leur vendaient de la vaisselle en terre cuite, du vin, divers objets métalliques. Ce commerce fut particulièrement actif de la fin du V^e au début du III^e siècle av. J.-C. Parallèlement, l'art scythe, qui reposait sur les traditions animalières de la steppe, fut profondément influencé par l'art grec, au point que l'on parle pour cette période d'un art « gréco-scythe ». Les objets de ce style étaient en partie produits dans les villes grecques de la côte.

❖ 18- Que sait-on de l'histoire et de la culture des Scythes d'Ukraine aux VII^e-III^e siècles av. J.-C. ?

Seuls quelques épisodes de l'histoire scythe sont relatés par les auteurs grecs.

Vers 514-513 av. J.-C., le roi de Perse Darius I^{er} aurait conçu le projet d'envahir la Scythie par l'ouest (la Thrace). Hérodote conte une invraisemblable épopée dans laquelle Darius et son armée avancent dans la steppe jusqu'à la mer d'Azov, à la poursuite des insaisissables Scythes et de leurs alliés – avant de rebrousser chemin juste à temps pour empêcher leurs « alliés » grecs de démolir le pont de bateaux permettant la traversée du Danube. D'autres historiens (Ctésias, Strabon) ramènent l'affaire à des proportions plus modestes ; le fait est que les Scythes demeurèrent indépendants. Vers 495 av. J.-C., ils auraient à leur tour envahi une partie de la Thrace.

Hérodote nomme les rois qui auraient dirigé la résistance à Darius : Idanthyrsos, Skopasis, Taxakis. Il mentionne encore Saulios, et Skylès tué par son frère Oktamasadès pour hellénophilie excessive, mais leurs règnes ne sont pas datés. On ignore même si le royaume scythe était, en temps normal,

unitaire ou divisé en plusieurs parties, peut-être trois. Il est question aussi de gouverneurs locaux.

La culture scythe est en revanche très bien connue, grâce à la longue description d'Hérodote et à l'archéologie qui confirme en grande partie son récit.

Les Scythes de la steppe étaient en majorité des éleveurs nomades, habitant dans de grands chariots aménagés, mais ils avaient aussi créé des agglomérations fortifiées combinant des fonctions politiques et économiques. La société était hiérarchisée avec, en dessous du roi, une aristocratie et une masse de guerriers-éleveurs.

De la religion scythe, nous connaissons une liste de divinités et les rites funéraires. Certains détails font penser à des pratiques chamaniques classiques dans les steppes. L'art animalier avait une signification socio-religieuse essentielle.

Les Scythes combattaient comme archers montés.

L'économie était diversifiée : élevage (surtout de chevaux et d'ovins), agriculture (d'appoint dans la steppe, très développée dans la steppe boisée), artisanat et, comme on l'a vu, commerce interne et international.

❖ 19- Comment s'explique l'effondrement de la Scythie au III^e siècle av. J.-C. ?

Pour des auteurs antiques comme Diodore de Sicile, les Scythes furent vaincus et exterminés par les Sarmates (cf. ❖ 20), exactement comme eux-mêmes avaient chassé les Cimmériens. La réalité semble plus compliquée.

D'une part, certains historiens supposent que la Scythie aurait été ruinée par une crise écologique et économique avant d'être envahie par les Sarmates. D'autre part, dans la seconde moitié du IV^e siècle av. J.-C., les Scythes se heurtèrent à la Macédoine, puissance montante dans les Balkans, et leur roi Atéas fut tué en 339 av. J.-C. dans une bataille contre Philippe II. Ils se vengèrent en 331 av. J.-C. en écrasant l'armée macédonienne de Zopyrion, l'un des généraux d'Alexandre le Grand, mais la Macédoine bloquait leur expansion ou leur repli à l'ouest alors que la

pression sarmate commençait à se faire sentir à l'est, peut-être dès la fin du IV^e siècle av. J.-C.

Au cours du III^e siècle av. J.-C., le territoire scythe se réduisit progressivement au cours inférieur du Dniepr et surtout à la Crimée, où des Scythes sédentarisés construisirent un puissant royaume qui dura au moins jusqu'à la fin du II^e siècle de notre ère. Son apogée se situe au II^e siècle av. J.-C., avec des rois comme Skilouros et son fils Palakos. Une population scythe se maintint en Crimée jusqu'aux premiers siècles de notre ère.

❖ 20- D'où venaient et qui étaient les Sarmates, successeurs des Scythes ?

Du temps d'Hérodote déjà, les voisins orientaux des Scythes, à l'est du Don, étaient connus sous le nom de Sauromates. L'archéologie montre que c'étaient des nomades assez proches des Scythes, mais dont la culture n'avait pas subi la même influence hellénique. Aux IV^e siècle av. J.-C., ces Sauromates, apparemment renforcés ou assimilés par d'autres nomades iranophones venus de l'est de l'Oural, devinrent pour les observateurs grecs les Sarmates et entamèrent une longue expansion vers l'ouest. Aux III^e-II^e siècles av. J.-C., les Sarmates supplantèrent les Scythes en Ukraine méridionale, avant d'atteindre au I^{er} siècle av. J.-C. le Danube et d'y entrer en contact avec le monde romain. Au tournant de notre ère, ils fournirent une dynastie et une aristocratie militaire au royaume du Bosphore (cf. ❖ 17). Au I^{er} siècle de notre ère, ils occupèrent la plaine hongroise.

Comme les Scythes, les Sarmates étaient iranophones et de type européide (plutôt grand et brachycéphale). Ils étaient divisés en grandes tribus, dont les principales étaient d'ouest en est les Iazyges, Roxolans, Siraques (au nord du Caucase) et Aorses. En Ukraine, Strabon (seconde moitié du I^{er} siècle av. J.-C. – 1^{er} quart du I^{er} siècle apr. J.-C.) situe les Iazyges à l'ouest du Dniepr et les Roxolans à l'est du fleuve.

À partir du I^{er} siècle de notre ère, les sources signalent, d'abord sur le Don, les Alains. Ces Alains peuvent être un nouveau regroupement de tribus sarmates, avec comme noyau les Aorses, ou un peuple iranophone apparenté, venu d'Asie centrale où des sources chinoises signalent au I^{er} siècle un pays de *Yancai* rebaptisé *Alan*.

Dans tous les cas, l'archéologie, qui distingue trois phases successives de la culture sarmate (« ancienne » aux IV^e-I^{er} siècles av. J.-C., « moyenne » aux I^{er} siècle av. J.-C. – II^e siècle apr. J.-C., « tardive » aux II^e-IV^e siècles), montre qu'il s'agit d'un ensemble ethnoculturel diversifié, renouvelé à plusieurs reprises par des migrations, et agité d'un mouvement permanent d'ouest en est.

Éleveurs nomades, les Sarmates effectuaient un circuit annuel entre leurs pâturages d'été et d'hiver. Les traits qui ont le plus frappé les observateurs grecs puis romains sont, d'une part le statut des femmes, qui pouvaient jouir d'une grande autorité politique et religieuse et combattre aux côtés des hommes (comme c'était déjà le cas chez les Scythes), d'autre part l'introduction au I^{er} siècle d'une cavalerie aristocratique de lanciers cuirassés en sus des classiques archers montés. Les techniques militaires sarmato-alaines influencèrent durablement celles de certains peuples germaniques, et de Rome.

La religion sarmate était apparemment centrée sur un dieu de la guerre et une ou plusieurs divinités du feu et du soleil. L'art décoratif puise aux mêmes traditions steppiques que l'art scythe, mais sans influence grecque, et avec une prédilection pour les incrustations colorées.

❖ 21- Les Sarmates ont-ils, comme les Scythes, influencé les Proto-Slaves ?

À la charnière entre la fin de la domination scythe et l'achèvement de la conquête sarmate des steppes ukrainiennes s'est développée, sur la rive droite du Dniepr moyen, la culture de Zaroubyntsi, considérée comme totalement ou partiellement

proto-slave. Cette culture sédentaire et agricole a existé du II^e siècle av. J.-C. à la première moitié du I^{er} siècle apr. J.-C. Dans la deuxième moitié du I^{er} siècle, on constate l'abandon de la plupart des établissements fortifiés et des nécropoles, et l'exode d'une partie de la population. Ils peuvent résulter en partie d'incursions sarmates (on trouve des pointes de flèches sarmates sur des sites de Zaroubyntsi), mais aussi de crises internes. Les héritiers de cette culture se retrouvent ensuite, plus ou moins mélangés à divers éléments locaux, dans les vestiges dits « post-Zaroubyntsi » (fin du I^{er} et II^e siècle), en Ukraine du Nord sur les deux rives du Dniepr et en Biélorussie [carte VIII].

Si ces cultures supposées proto-slaves sont moins « sarmatisées » que celles de l'époque précédente n'étaient « scythisées », sédentaires et nomades sont demeurés voisins. On peut attribuer aux Sarmates et Alains une nouvelle strate d'emprunts lexicaux et onomastiques slaves aux langues iraniennes de la steppe, notamment ceux qui n'apparaissent qu'en slave oriental. Cela concerne par exemple les noms de plusieurs divinités, et ceux des fleuves Dniestr et Dniepr dont les appellations, basées sur la racine iranienne **dān*- « eau, cours d'eau », remplacent dans l'Antiquité tardive celles, également iraniennes, de l'époque scythe (Tyras et Borysthène).

❖ 22- Y a-t-il, dans ce cas, un fond de vérité aux mythes d'une origine sarmate développés par certains peuples slaves et notamment les Ukrainiens ?

Ces mythes ont été élaborés par des clercs à partir de la fin du Moyen Âge, en puisant aux sources antiques et non à des traditions populaires.

La version la plus élaborée est le Sarmatisme polonais, né au milieu du XV^e siècle. Il a été une vraie idéologie officielle aux XVI^e-XVIII^e siècles, inspirant même des modes vestimentaires et militaires. Il fait des Polonais, ou plus précisément de l'aristocratie polonaise (et lituanienne, et ukraino-

biélorussienne) les descendants des Sarmates qui auraient soumis les Slaves.

En Ukraine, les élites ont plus particulièrement revendiqué comme ancêtres, aux XVI^e-XVIII^e siècles, les Roxolans, dont le nom ressemblait à celui de la *Rous'* ou Ruthénie kiévienne (cf. ❖ 1 et 35).

Il ne s'agissait que de mythes historico-politiques, mais les connaissances actuelles sur l'empreinte iranienne en milieu slave leur donnent curieusement une sorte de validation posthume.

❖ 23- À l'époque sarmate apparaît le nom des Vénèdes. Désigne-t-il les Proto-Slaves ?

À partir du I^{er} siècle, divers auteurs latins et grecs (Pline, mort en 79 ; Tacite, mort vers 120 ; Ptolémée, II^e siècle) mentionnent des Vénèdes ou Vénèthes, vaguement situés entre Germains et Sarmates. Cette localisation, l'identification au VI^e siècle de tribus slaves comme « vénèdes », mais aussi le fait que les Allemands ont plus tard appliqué ce nom (*Wenden*) à des Slaves comme les Sorabes de Lusace, ont fait supposer que les Vénèdes de l'Antiquité étaient des Proto-Slaves.

Cette appellation a cependant été celle de peuples très différents et très éloignés géographiquement : Vénètes celtes d'Armorique ; Vénètes italiques de Vénétie ; [*H*]enetoï de Paphlagonie en Asie Mineure ; et Vénèdes puis Wendes. On soupçonne qu'il s'agit du nom d'une tribu indo-européenne dispersée très tôt et dont les différents éléments auraient été assimilés par d'autres groupes.

Concernant les Vénèdes d'Europe centre-orientale, les auteurs des I^{er}-II^e siècles désignaient probablement par ce nom un groupe de peuples qu'on hésitait, comme Tacite, à rattacher aux Sarmates ou aux Germains. Au VI^e siècle, Jordanès affirme que les Antes et les Slavènes, groupes indiscutablement slaves (cf. ❖ 29 et 30), sont issus des Vénèdes. Cela signifie simplement

que les premiers Slaves historiques étaient parfois considérés comme originaires d'un ensemble appelé vénéde par les Romains et Grecs.

❖ **24- Dans cette Ukraine globalement partagée entre Sarmato-Alains au sud et probables Proto-Slaves au nord font irruption les Goths. Pourquoi ont-ils été le sujet de tant de controverses ?**

À la fin du II^e ou au début du III^e siècle, les Goths venant de la côte baltique parviennent en Ukraine. Il s'agit d'un peuple de langue germanique orientale (le groupe disparu auquel appartenaient aussi les Burgondes, Vandales, Gépides et autres), dont le noyau dirigeant se disait originaire de Scandinavie. Leur histoire est principalement connue par l'œuvre de Jordanès résumant celle de Cassiodore (VI^e siècle), mélange de sources classiques et de récits épiques goths. Leur langue est le seul parler germanique de la période conservé sous forme écrite, grâce à l'activité missionnaire de l'évêque goth Ulphilas.

Les Goths créèrent un royaume dans des parties des actuelles Ukraine, Moldavie et Roumanie. Son établissement correspond à la formation de la culture dite de Tcherniakhiv / Sîntana-de-Mureș, qui combine des traits germaniques, sarmato-alains, et peut-être proto-slaves. C'est une culture sédentaire à base agricole bien développée, en relation avec le monde romain. L'originalité de la période tient à ceci que, pour la première fois depuis les vieux « Cimmériens », la maîtrise des steppes ukrainiennes échappe en grande partie aux nomades, que les Goths refoulent ou assimilent [carte IX].

Les controverses sur cette période gothe sont moins scientifiques que politiques. Pour les auteurs allemands du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècle, la domination gothe manifestait la supériorité des *Kulturträger* germaniques sur les Slaves « désorganisés » – une sorte de préfiguration de la fondation de la Ruthénie kiévienne par les Varègues (cf. ❖ 34). Par réaction, des auteurs slaves, en particulier à l'époque

soviétique et sur fond de souvenirs de la Seconde Guerre mondiale, ont développé une allergie aux Goths et tenté de montrer que la culture de Tcherniakhiv était purement slave.

Aujourd'hui, les débats sont moins caricaturaux. Il ne fait aucun doute que la culture de Tcherniakhiv reflète la domination des Goths. Il ne fait non plus aucun doute que le royaume goth comprenait diverses autres populations (Sarmato-Alains, Scythes tardifs en Crimée, Proto-Slaves...) et que la relative hétérogénéité de la culture de Tcherniakhiv, avec ses variantes locales, en est le reflet. Les Goths ont probablement appris des Sarmates et Alains certaines tactiques de cavalerie. Le peuple « goth » lui-même a dû assimiler d'importants éléments étrangers.

❖ 25- Quelle a été l'influence des Goths sur les Proto-Slaves ?

Les aires de la culture de Tcherniakhiv et de la culture, supposée proto-slave, de Kiev, se superposent partiellement en Ukraine du nord [carte IX]. Il est difficile de savoir quelles étaient les relations entre Goths et Proto-Slaves. D'après Jordanès, le roi goth Ermanaric (3^e quart du IV^e siècle) aurait soumis les Vénèdes. Une influence gothe sur les Proto-Slaves se décèle dans certains emprunts de vocabulaire, dans les domaines militaire (nom de l'« épée ») ou agricole (noms du « pain », de la « vigne »).

❖ 26- Le royaume goth fut détruit à la fin du IV^e siècle par les Huns. Etait-ce un retour à l'hégémonie nomade dans les steppes après l'intermède goth ?

Les invasions hunniques, qui commencent dans les années 370, marquent un tournant historique. D'abord, les Huns différaient des nomades précédents. C'était un agrégat de tribus venues de Sibérie ou d'Asie centrale, avec une forte composante mongoloïde, dont le noyau dirigeant parlait probablement une langue turque. Ensuite, leur irruption en Europe a déclenché les « Grandes Invasions », le processus qui allait, en un siècle,

causer le remplacement de la partie occidentale de l'empire romain par des royaumes « romano-barbares » à direction germanique. Enfin, les Huns, en détruisant partiellement ou déplaçant diverses populations, ont en quelque sorte fait place nette pour l'expansion des Slaves.

Venant de l'est, les Huns vainquirent d'abord les Alains « tanaïtes » du Don inférieur, qui leur servirent ensuite de fer de lance contre les Goths. Cette attaque eut lieu sous le règne du roi goth Ermanaric, grand conquérant qui aurait étendu son influence jusqu'à la côte de la Baltique et à la Volga. Ermanaric ne régnait toutefois que sur les Goths orientaux (connus plus tard sous le nom d'Ostrogoths), les tribus occidentales (Wisigoths) ayant leurs propres chefs. Le récit de Jordanès place à ce moment une histoire de vengeance à laquelle aurait succombé le vieil Ermanaric, tandis qu'Ammien Marcellin (qui écrit quelques décennies après les événements) prétend que le roi se serait suicidé.

Ermanaric fut remplacé par Vithimir, qui s'opposa un moment aux Huns et fit la guerre aux Antes (cf. ❖ 29), peut-être parce qu'ils essayaient d'échapper à la domination gothe grâce à la protection des Huns. Il fut tué dans un combat contre le roi hun Balamber. La chronologie est discutée, mais il est probable que tous ces événements eurent lieu en 375-376. Dès 376 en effet, la résistance gothe s'effondra, une partie des Ostrogoths se soumit aux Huns, les autres s'enfuirent vers l'ouest chez les Wisigoths. Ceux-ci, paniqués, se divisèrent, et la majorité demanda asile à Rome.

À l'automne de 376, les Wisigoths franchirent le Danube, suivis par des Ostrogoths, des Alains, et même des Huns dissidents. Leur difficile cohabitation avec le pouvoir romain déboucha bientôt sur une guerre où périt Valens, empereur romain d'Orient (bataille d'Andrinople, 9 août 378). Ce fut le premier épisode des Grandes Invasions, ou « Grandes Migrations », en territoire romain.

Il faut remarquer que des groupes d'Alains et de Goths ont survécu très longtemps en Crimée : les Alains jusqu'au XV^e siècle, les Goths peut-être jusqu'au XVI^e siècle.

❖ 27- L'Ukraine a donc été une partie de l'empire des Huns ? De l'empire d'Attila ?

Après 376, les Huns dominaient toutes les steppes ukrainiennes entre les bouches du Danube et le Don. Mais dès le début du V^e siècle, ils transférèrent le centre de leur pouvoir vers le bassin des Carpathes, où ils étaient au contact des deux parties de l'empire romain, leurs principaux partenaires et proies. Leur domination s'étendait à tous les anciens vassaux des Goths, dont probablement des Slaves. Ceux-ci ne sont toutefois jamais cités parmi les peuples soumis aux Huns. Fait curieux : Jordanès, décrivant les funérailles d'Attila, emploie pour désigner le banquet funéraire le terme de *strava*, qui n'est connu qu'en slave où il signifie « repas, plat ».

Quant à Attila, justement, son règne se situe vers la fin de l'histoire hunnique. Il accéda au trône vers 435 avec son frère Bleda, qu'il assassina en 444 ou 445 pour devenir seul roi des Huns. Comme ses prédécesseurs, il mena longtemps une politique d'entente avec la partie occidentale de l'empire romain tout en extorquant un tribut, sous la menace de la guerre, à la partie orientale. Quand les Romains orientaux durcirent leur position, il se retourna contre l'Occident, et y mena deux campagnes en Gaule (451) et en Italie (452), qui se soldèrent par des demi-échecs. Il mourut en 453 durant ses (dernières) noces, et son personnage n'a cessé d'inspirer, jusqu'à nos jours, les mythes les plus curieux. On notera que l'une des campagnes d'Attila s'est déroulée en Ukraine méridionale : celle contre les Akatzirs (terminée en 449 au plus tard), peuple ou tribu peut-être hunnique du nord de la mer Noire.

L'empire des Huns éclata dès 454 ou 455, par suite de la division des fils d'Attila et du soulèvement contre eux des peuples vassaux.

❖ 28- Qui a succédé aux Huns dans les steppes ukrainiennes ?

La dislocation de l'empire hunnique ouvre une phase d'instabilité et de confusion dans les steppes. Vaincus en 454 ou 455 par les Gépides et d'autres sur le fleuve Nedao (quelque part dans le bassin des Carpathes ?), les Huns refluent vers l'est – jusque derrière le Dniepr, prétend Jordanès. Là, leurs différentes tribus se heurtèrent à d'autres nomades arrivant d'Asie au début des années 460. Parmi les principaux groupements « post-hunniques » signalés en Ukraine méridionale figurent à partir de 480 les Proto-Bulgares (probable mélange d'éléments turcophones – dont les Huns Onogours ? – et iranophones de la steppe) et, au VI^e siècle, la tribu hunnique des Koutrigours, qui s'attaqua à plusieurs reprises aux territoires byzantins.

C'est durant cette période chaotique que disparut définitivement le vieux royaume du Bosphore-Cimmérien sur les deux rives du détroit de Kertch. En 528, l'empereur d'Orient Justinien établit une administration byzantine sur une partie de la Crimée.

Vers 558, les diverses hordes « post-hunniques » furent écrasées par les Avars avec l'accord de Byzance. Les Avars étaient un conglomérat de nomades asiatiques (au type partiellement mongoloïde et de langue altaïque – turque ou mongole ?) fuyant le nouvel empire türk créé dans l'Altaï en 552. Dès 568, comme avant eux les Huns, ils transfèrent leur centre politique dans la plaine hongroise.

Dans les années 630, les Proto-Bulgares plus ou moins associés aux Koutrigours se révoltèrent contre les Avars, et leur khan Koubrat créa un royaume au nord de la mer d'Azov, la « Vieille Grande Bulgarie » des sources byzantines. Cet État éclata dès sa mort en 642, et la partie orientale des steppes ukrainiennes passa progressivement aux mains des Khazars, population nomade turcophone signalée dès les années 580 au nord du Caucase (cf. ❖ 37). Une partie des Bulgares demeura dans les steppes. Une autre s'installa au confluent de la Volga et de la Kama et y fonda un royaume qui adopta plus tard l'islam et

survécut jusqu'aux invasions mongoles du XIII^e siècle. Une troisième envahit l'ancienne Mésie romaine au sud du Danube, y créa la Bulgarie balkanique et s'y slavisa progressivement.

❖ **29- C'est durant cette période « post-hunnique » que les Slaves entrent vraiment dans l'histoire. Comment ?**

Des sources du VI^e siècle (Jordanès, et l'historien byzantin Procope) mentionnent les « peuples » des Sclavènes et des Antes. Procope précise qu'ils parlent la même langue, et Jordanès fait d'eux et des Vénèdes (cf. ❖ 23) les parties d'un même grand ensemble. Les Antes sont localisés dans la steppe boisée ukrainienne, et les Sclavènes au nord du Danube et à l'extérieur de l'arc des Carpathes.

Le nom des « Sclavènes » est évidemment celui des « Slaves ». Le nom des Antes, lui, n'est pas slave et pourrait être iranien (sarmato-alain), voire goth ou hun, mais il s'agit à l'évidence d'une population majoritairement slave, même si elle a pu incorporer des éléments iraniens et turcs des steppes. La tribu ou fédération des Antes existait déjà au IV^e siècle, puisqu'elle fut vaincue, et son roi Boz tué, par les Goths de Vithimir (376 ?).

Sclavènes et Antes – et sûrement d'autres encore, inconnus des sources – formaient donc une vaste nébuleuse slavophone, qui avait mis à profit le départ de populations germaniques et l'anarchie qui régnait dans les steppes pour s'étendre sur un vaste territoire en Europe centrale et orientale. À cette nébuleuse, on peut faire correspondre trois cultures archéologiques apparentées, notamment par les rites funéraires (incinération), attestées à partir de la seconde moitié du V^e siècle [**carte X**].

La culture de Prague-Kortchak (zone forestière entre Vistule et Dniepr) est attribuée aux Sclavènes. Elle aurait pour base des variantes septentrionales de la culture de Tcherniakhiv (cf. ❖ 24), et aussi des cultures développées à la limite septentrionale de la culture de Kiev (cf. ❖ 25).

La culture de Penkivka (steppe boisée ukrainienne entre Dniestr et Donets) est identifiée aux Antes. Elle s'est développée à partir de la culture de Kiev. On trouve des traces, sur l'aire de Penkivka, de groupes nomades (bulgares ?), et aussi d'Alains – à cette époque déjà sédentarisés – peut-être venus du Caucase du Nord.

La culture de Kolotchine (au nord-est de l'Ukraine et dans les zones adjacentes de Biélorussie et de Russie, sur la rive gauche du Dniepr) appartient à une population slave anonyme. Plus encore que la précédente, elle prolonge la culture de Kiev.

Les Slaves du VI^e siècle, tels que nous les montrent les auteurs de l'époque et l'archéologie, sont des agriculteurs, sédentaires mais disponibles pour de grandes aventures migratoires, et qui se font volontiers pillards ou mercenaires. Procope les prétend « démocrates », mais l'existence d'aristocraties tribales et de chefs ou rois est incontestable. Ils combattent principalement comme fantassins légers, mais des éléments nomades apparaissent dans l'armement et dans les attributs des chefs. Parmi leurs dieux, la première place revient à celui de l'éclair (Péroun – le Perkunas des Lituaniens, qui est donc commun aux Slaves et Baltes), et ils vouent un culte particulier aux fleuves et aux « nymphes ».

L'entrée des Slaves dans l'histoire est assez fracassante, parce que, dès le VI^e siècle, ils profitèrent des difficultés de Byzance pour attaquer les Balkans, puis s'y établir. Il semble que ces attaques soient surtout le fait des Sclavènes, plus ou moins alliés ou soumis aux Avars du bassin des Carpathes. Les Antes, eux, conclurent une alliance avec Constantinople en 543/4, et la suite les montre affrontant tant les Sclavènes que les Avars.

❖ 30- Les Antes seraient donc, d'après leur position géographique, les principaux ancêtres slaves des Ukrainiens au sein de l'ensemble slave originel ?

Dans les années 1980, les Antes ont joui d'un regain d'intérêt et certains historiens ukrainiens émigrés ont voulu faire de leur

fédération tribale le « premier État ukrainien ». Les choses sont malheureusement beaucoup plus compliquées.

Les Antes disparaissent des sources peu après une défaite devant les Avars en 601/2. Peu après, des changements interviennent dans le paysage archéologique slave. Vers le milieu du VII^e siècle, la culture « ante » de Penkivka et celle de Kolotchine déclinent, et c'est la culture « esclavène » de Prague-Kortchak qui s'étend vers l'est à leurs dépens.

À la fin du VII^e siècle, la culture de Prague-Kortchak donne naissance à celle de Louka Raïkovetska, qui couvre en Ukraine toute la rive droite du Dniepr (elle s'étend aussi sur des parties de la Biélorussie, de la Moldavie, de la Roumanie et de la Bulgarie). Sur la rive gauche du Dniepr (steppe boisée et zones forestières en Ukraine, régions limitrophes en Biélorussie et Russie) se forment les cultures de Volyntsévé puis de Romny, apparemment inspirées elles aussi par celle de Prague-Kortchak mais conservant des éléments des anciennes cultures locales de Penkivka et Kolotchine.

Il semble donc que les Antes, affaiblis, aient été en partie remplacés, en partie assimilés, par les Slavènes – ce qui expliquerait aussi la diffusion du nom de « Slaves ». En tout cas, les tribus slaves orientales d'Ukraine, dont descendent majoritairement les Ukrainiens, peuvent être identifiées aux porteurs des cultures de Louka Raïkovetska et de Volyntsévé-Romny.

❖ 31- Pourquoi parle-t-on, à propos des ancêtres des Ukrainiens, Biélorussiens, et Russes, de Slaves « Orientaux » ?

Les peuples slaves modernes sont répartis en trois groupes suivant une classification linguistique qui correspond à peu près à leur position géographique.

- Les Slaves Occidentaux sont les Polonais, Tchèques, Slovaques, Sorabes, Polabes, Kachoubes.

- Les Slaves Méridionaux, héritiers de la grande expansion du haut Moyen Âge vers les Balkans, sont les Bulgares et Macédoniens, Slovènes, Serbes, Croates (et les Bosniaques musulmans qui sont des Serbes ou Croates islamisés).

- Les Slaves Orientaux sont représentés par les Ukrainiens, Russes, Biélorussiens (une tendance ancienne, mais très minoritaire, présente les Ukrainiens de Transcarpathie comme une ethnie « ruthène » distincte, cf. ❖ 118 ; et certains héritiers des communautés cosaques de l'empire russe revendiquent aussi un statut d'ethnies ou subethnies particulières).

La différenciation linguistique s'est faite progressivement et, aujourd'hui encore, une certaine intercompréhension est possible entre les divers rameaux slaves. Un Ukrainien comprendra assez facilement, non seulement un Biélorussien ou un Russe, mais encore un Bulgare ou un Slovaque. Mais les peuples slaves modernes se distinguent aussi sur les plans anthropologique et culturel, à cause à la fois des mélanges différents dont ils proviennent et des influences extérieures qu'ils ont subies. Les grandes lignes de fracture actuelles ne suivent d'ailleurs pas toutes les limites des trois groupes occidental, méridional et oriental. Par exemple, la coupure à la fois religieuse et culturelle entre l'orthodoxie et le catholicisme sépare les Serbes et les Croates, qui parlent des langues presque identiques (mais elle divise moins les Ukrainiens entre eux, puisque les catholiques ukrainiens sont de rite oriental, utilisent l'alphabet cyrillique, etc.).

On peut encore noter un point intéressant à propos des groupes slaves. Il n'y a jamais eu de « peuple slave occidental » ou de « peuple slave méridional ». L'émiettement de l'unité slave au moment de la grande expansion débouche directement sur la formation de peuples distincts. Mais dans le cas des Slaves Orientaux, ce processus est occulté par la formation d'une entité politique et culturelle, la Ruthénie kiévienne. On verra plus loin (chapitre IV) quel était le degré d'unité ou de différenciation de la population slave orientale de cet État.

❖ 32- Qui étaient les Slaves Orientaux, plus particulièrement ceux de l'actuelle Ukraine, à la veille de la formation de la Ruthénie kiévienne ?

La *Chronique des années écoulées*, qui sera abondamment citée au chapitre suivant, donne une liste des tribus slaves orientales des IX^e-X^e siècles. Ce sont, du nord au sud et d'ouest en est : les Slovènes (ou Novgorodiens) ; Krivitchés (ou Polotchanes) ; Drégovitchés ; Radimitches ; Viatiches ; Sivérianes ; Volhyniens (ou Boujanés, ou Doulèbes) ; Drevlianes ; Polianes ; Croates ; Tivertses ; Oulitchés [carte XI].

Les Croates de Galicie sont un reste de la tribu de ce nom partie vers les Balkans. On connaît d'ailleurs aussi des « Drogoubites » (Drégovitchés) dans les Balkans et des Doulèbes en Europe centrale. Cela rappelle la façon dont les mêmes peuples celtiques ou germaniques ont pu, dans l'Antiquité, occuper des territoires distants les uns des autres.

Certains des noms tribaux slaves orientaux sont de simples sobriquets géographiques. Les Polianes sont (comme les Polonais) « ceux des plaines », les Drevlianes « ceux des bois », les Drégovitchés « ceux des marais ». Les Sivérianes sont les « gens du nord » (le lien avec le peuple post-hunnique des Sabirs paraît beaucoup moins convaincant). D'autres appellations sont moins claires, comme celles des Radimitches et Viatiches qui ont été expliquées par des noms de chefs. Les Croates semblent porter un nom iranien contenant celui du « soleil » (sarmato-alain *x^{iv}ar- ?).

La population ukrainienne des époques suivantes s'est formée principalement sur la base des tribus qui vivaient dans l'actuelle Ukraine septentrionale et centrale à la fin du I^{er} millénaire (les steppes étant occupées par les nomades). Il s'agit des Polianes, dont le rôle a été central au début de l'époque kiévienne, des Drevlianes, Volhyniens, Tivertses, Oulitchés, Croates, de la partie méridionale des Sivérianes, d'une petite frange méridionale des Drégovitchés.

IV- LA PÉRIODE KIÉVIENNE

De la formation de la Ruthénie kiévienne aux invasions mongoles (IX^e-XIII^e siècles)

Chronologie

- 859-862 : installation de Varègues en Russie du Nord.
- Vers 862-882 : Installation à Kiev des chefs varègues Askold et Dir.
- 882 : prise de Kiev par Oleg.
- 907 : campagne d'Oleg contre Constantinople.
- 912 : traité de commerce entre la Ruthénie et l'empire byzantin.
- 913 : avènement d'Igor à Kiev.
- 914 : soumission des Drevlianes.
- 915 : début des guerres entre Kiev et les Petchénègues de la steppe.
- 941 et 944 : expéditions d'Igor contre Constantinople.
- 945 : assassinat d'Igor par les Drevlianes, régence d'Olga.
- 955 : Voyage à Constantinople et conversion personnelle d'Olga.
- 964 : début du règne personnel de Sviatoslav.
- 965 : victoires de Sviatoslav sur les Khazars et les peuples du Caucase du Nord.
- 967 : début des guerres balkaniques de Sviatoslav.
- 968 : siège de Kiev par les Petchénègues.
- 971 : raid de Sviatoslav contre Constantinople.
- 972 : mort de Sviatoslav dans une embuscade petchénègue ; début du règne de Iaropolk.
- 977 : victoires de Iaropolk sur ses frères Oleg et Vladimir.
- 980 : retour de Vladimir et assassinat de Iaropolk ; début du règne de Vladimir à Kiev.
- 980-85 : guerres victorieuses de Vladimir.
- 988 : conversion de Vladimir et de la Ruthénie au christianisme de rite grec.
- 1015 : mort de Vladimir.
- 1019-1054 : règne de Iaroslav le Sage.
- Années 1030 : apparition des Torks dans les steppes.

- 1055 : première mention des Polovtzes (Coumans ; Kiptchaks) dans les chroniques ruthènes.
- 1068-1113 : guerres civiles de succession.
- 1097 : congrès princier de Lioubitch, tentative avortée de paix générale.
- 1113-1125 et 1125-1132 : règnes de Vladimir « Monomaque » et de son fils Mstislav, dernière période d'unité ruthène ; refoulement des Polovtzes.
- Années 1130-1230 : « Temps des Principautés », décomposition politique de la Ruthénie kiévienne.
- 1187 : première mention du nom d'« Ukraine ».
- 1199 : union de la Galicie et de la Volhynie sous le prince Roman de Volhynie.
- 31 mai 1223 : bataille de la Kalka, première victoire mongole sur les princes ruthènes du Sud.
- 1236 : début des conquêtes mongoles en Europe orientale.
- Fin 1237-38 : conquête mongole de la Ruthénie septentrionale.
- 1239-1240 : conquête mongole de la Ruthénie méridionale.
- 6 décembre 1240 : prise de Kiev par les Mongols.
- 1241 : invasion mongole de la Galicie et de l'Europe centrale.
- 2^e moitié du XIII^e siècle : formation de la Horde d'Or. Colonisation italienne des côtes septentrionales et orientales de la mer Noire.

❖ **33- Pour toute l'historiographie russe et la plupart des auteurs occidentaux, le grand État médiéval des Slaves Orientaux est la « Russie de Kiev », la première Russie – ce que les Ukrainiens contestent. Quels sont les éléments de ce débat ?**

Du point de vue territorial, l'État kiévien s'est étendu sur le nord de l'actuelle Ukraine, la Biélorussie, une partie de la Russie d'Europe. Sa population comprenait les ancêtres des Ukrainiens, Biélorussiens, et Russes actuels. Il n'était pas plus la « Russie » que l'« Ukraine » ou la « Biélorussie ».

Cet ensemble politique et culturel portait le nom de *Rous'* (Русь), appliqué d'abord à un noyau territorial plus réduit

en Ukraine du centre-nord. Après son éclatement – commencé dès le XII^e siècle et rendu définitif par les invasions mongoles de 1237-40 – ce nom et ses dérivés sont restés attachés sous diverses formes à tous les territoires et les populations slaves orientaux.

Pour des raisons élémentaires de précision scientifique et de clarté historique, on ne peut pas rendre, en français, ce nom de *Rous'* par celui de « Russie ».

D'une part, « Russie » est la traduction du russe *Rossiia* (Россия), qui est l'appellation choisie au début du XVIII^e siècle par l'État moscovite quand Pierre I^{er} le transforma en « Empire de Russie ». Cette appellation dérive bien de *Rous'*, mais sous une forme livresque empruntée au grec byzantin.

D'autre part, la Russie moderne ne correspond pas territorialement à l'ancien État kiévien et n'est pas, comme on va le voir, son unique héritière, de même que les Russes ne sont pas les uniques descendants de sa population.

On emploie en français des termes apparentés, mais distincts, pour désigner la « Francie » mérovingienne (*Francia*), la Franconie allemande (*Franken*) et la France, ou encore, d'un côté les Burgondes et la Bourgogne des V^e-VI^e siècles, de l'autre la Bourgogne et les Bourguignons. Dans le cas qui nous occupe, il est légitime d'avoir une distinction du même genre. Elle existe d'ailleurs dans les langues slaves, par exemple en polonais (*Ruś / Rosja*). Pour rendre le nom de l'État kiévien, certains historiens conservent la forme slave *Rous'*, mais l'auteur de ces lignes préfère la vieille traduction occidentale de « Ruthénie » (latin *Ruthenia*, allemand *Ruthenien*), longtemps employée en Pologne puis dans l'empire austro-hongrois. Donc, *Rous'* = Ruthénie ; les Slaves Orientaux qui formaient la majeure partie de la population seront appelés « Ruthènes ».

Ce problème terminologique réglé, on peut considérer la théorie russe de la continuité, et plus largement la querelle de l'héritage kiévien.

La théorie russe repose initialement sur les prétentions dynastiques des grands-princes puis tsars de Moscovie, descendants d'une branche de la famille régnante kiévienne. Ivan III de Moscou (1462-1505) fut le premier à s'intituler

« souverain de toute la Ruthénie ». Mais ce titre était contesté par le grand-prince de Lituanie, qui gouvernait à l'époque la Biélorussie et une grande partie de l'Ukraine (cf. ❖ 54); le sceau de Gediminas (1316-1341) portait déjà la mention *Letphanorum Ruthenorumque rex*, « roi des Lituaniens et des Ruthènes ». Casimir (1440-1492) se disait « grand-prince [...] de toute la terre lituanienne [...] et de nombreuses terres ruthènes ».

Les prétentions russes se sont affirmées au fur et à mesure du rattachement de territoires ukrainiens, et plus tard biélorussiens, à l'État moscovite. L'adoption par ce dernier du nom de « Russie », en 1721, en est un symbole. Dès cette époque, le pouvoir impérial et les historiens officiels prirent le parti de considérer tous les Slaves Orientaux, tous les descendants des Ruthènes de l'époque kiévienne, comme des « Russes ». Dans cette conception, les Ukrainiens (« Petits-Russiens ») et Biélorussiens (« Blancs-Russiens »), auxquels on refusait la qualité de peuples distincts, n'étaient que des branches secondaires, plus ou moins contaminées par les occupations lituanienne et polonaise, d'un tronc russe que les Russes au sens strict ou « Grands-Russiens » continuaient dans toute sa pureté. La langue russe prolongeait celle de l'époque kiévienne, l'ukrainien et le biélorussien n'étant que des dialectes corrompus. Au XIX^e siècle, des historiens russes tentèrent même de démontrer qu'après les invasions mongoles, les Ruthènes avaient fui vers la Moscovie et que les Ukrainiens modernes descendaient de colons implantés tardivement par la Pologne !

La théorie russe a survécu, avec diverses variantes, jusqu'à nos jours. À l'époque soviétique, la science officielle reconnaissait l'existence des nationalités et langues ukrainiennes et biélorussiennes, mais soulignait la primauté, au sein des trois « peuples frères » slaves orientaux, du « frère aîné » russe. Les historiens russes actuels considèrent toujours, pour la plupart, la Ruthénie kiévienne comme le premier État « russe », même s'ils admettent qu'elle a aussi été la matrice de l'Ukraine et de la Biélorussie.

Par réaction, des historiens ukrainiens ont soutenu que la Ruthénie kiévienne avait été un empire ukrainien, et que les Ukrainiens étaient de purs Ruthènes. Les Russes seraient issus du mélange de colons ruthènes et de tribus finnoises assimilées dans le nord-est sauvage qui allait devenir la Moscovie, les Biélorussiens seraient des Baltes slavisés.

En général, jusqu'à ces dernières années, les auteurs occidentaux ont adopté les versions russes successives sans le moindre sens critique, parce qu'elles étaient portées par la science officielle d'une grande puissance, et aussi parce qu'ils ignoraient jusqu'à l'existence de visions différentes.

Si l'on porte un regard plus objectif sur le problème, la querelle de succession n'a guère de sens. Sur le plan politique, il y a bien une certaine continuité entre l'ancienne Ruthénie, la Moscovie, puis la Russie. Mais elle existe aussi du côté ukrainien ou biélorussien, où la continuité juridique et de civilisation est parfois même plus forte. C'est ainsi que la « Justice ruthène » (Русьская Правда / *Rous'skaïa Pravda*), code de loi compilé au XI^e siècle, a été à la base du « Statut Lituanien » demeuré en vigueur, dans certaines parties de l'Ukraine comme en Biélorussie, jusqu'en 1842 !

Du point de vue ethnique, linguistique et culturel, les Ukrainiens, Russes, et Biélorussiens sont également les héritiers de la population de l'ancienne Ruthénie. Comme on l'a déjà signalé (cf. ❖ 6), les trois langues slaves orientales modernes se sont développées parallèlement, à peu près au même rythme, à partir d'un ensemble de dialectes slaves-orientaux parlés à l'époque kiévienne. Cet ensemble ne peut, pour les raisons évoquées plus haut, être qualifié comme on le fait souvent de « vieux-russe ». Les parlers et la langue littéraire de l'époque kiévienne n'étaient pas plus du « vieux-russe » que du « vieil-ukrainien » ou du « vieux-biélorussien », mais du slave oriental commun. La question de savoir dans quelle mesure la différenciation entre les ancêtres des Ukrainiens, Russes, et Biélorussiens avait commencé à l'époque kiévienne sera évoquée en son temps (cf. ❖ 43).

❖ 34- Où en est le débat historique sur l'idée que la Ruthénie kiévienne aurait été créée par des Vikings, les Varègues ?

C'est un autre débat extrêmement politisé, même s'il n'oppose pas, cette fois, Ukrainiens et Russes.

La *Chronique des années écoulées* kiévienne, dont la rédaction définitive remonte au début du XII^e siècle, conte l'histoire suivante. En 859, des Varègues vinrent « d'au-delà de la mer » et levèrent tribut chez différents peuples de Russie du Nord et de Biélorussie, dont les tribus slaves orientales des Slovènes et des Krivitches. « Varègues » était le nom donné, en Europe orientale et à Byzance, aux Scandinaves qui partaient à l'aventure comme marchands, pillards ou mercenaires – un équivalent du terme mieux connu de « Vikings ». En 862, les Slaves chassèrent les Varègues, mais le désordre se mit à régner chez eux, si bien qu'ils les rappelèrent pour les gouverner. À cette occasion la *Chronique* explique que « ces Varègues se nomment Rous', comme d'autres se nomment Suédois... ». Trois frères varègues, Riourik, Sinéous et Trouvor, devinrent ainsi princes en Russie du Nord, « et la terre ruthène a pris le nom de ces Varègues ». La suite du récit, sur laquelle on reviendra plus loin, explique que d'autres chefs varègues s'établirent à Kiev qui devint leur base principale, et soumirent petit à petit les autres tribus slaves orientales en les « libérant » de la suzeraineté des Khazars.

Cette histoire a été prise au pied de la lettre jusqu'au XIX^e siècle, et l'on imagine avec quelle délectation certains historiens occidentaux, notamment scandinaves ou allemands, ont lu le récit – par des Slaves – de la façon dont des « Vikings » avaient apporté l'ordre germanique aux Slaves incapables de se gouverner, et leur avaient même donné leur nom. La théorie « normaniste » est encore admise, quoique sous des formes plus mesurées, par de nombreux auteurs. La Russie impériale adhérait officiellement à ce récit des origines, d'autant que la première dynastie moscovite avait été une branche de la dynastie kiévienne prétendument issue de Riourik.

C'est ainsi qu'en 1862, l'empereur Alexandre II fit célébrer en grande pompe le « Millénaire de la Russie » ! Il est intéressant de noter que dans la tradition historiographique ukrainienne des XVII^e et XVIII^e siècles, l'accent n'était pas mis sur les Varègues, mais sur les liens mythiques des Cosaques avec divers peuples nomades dont les Khazars.

À la fin du XIX^e et au XX^e siècle, des historiens russes et ukrainiens ont violemment contesté le « mythe varègue », jugé insultant pour les Slaves. Certains ont réduit à presque rien le rôle de ces Varègues dans la formation des structures politiques de la Ruthénie, d'autres ont quasiment nié leur existence. L'« anti-normanisme » est devenu moins virulent depuis la chute de l'Union soviétique, qui l'avait poussé très loin.

Sans prétendre réconcilier des positions aussi éloignées, on peut dire trois choses.

Premièrement, l'activité des Varègues scandinaves sur tout l'axe reliant la Scandinavie à Byzance (où ils formaient une unité de la garde impériale) est parfaitement attestée à l'époque qui nous intéresse. Et l'origine varègue de la dynastie régnant à Kiev à partir de la fin du IX^e siècle est très probable. Les premiers souverains cités par la *Chronique des années écoulées* et par les sources byzantines portent des noms scandinaves : Riourik (*Rørik, Hrærekr*) Oleg (*Helgi*), Igor (*Ingvarr*), Olga (*Helga*), ce jusqu'au règne de Sviatoslav (964-972). Les Varègues sont une réalité, même si le récit de la *Chronique* sur les trois frères fondateurs semble en partie légendaire.

Deuxièmement, la *Chronique* rapporte l'établissement d'une dynastie, mais elle montre aussi clairement que des institutions politiques existaient antérieurement chez les Slaves Orientaux. Un passage issu d'une strate semi-légendaire plus ancienne relate en effet la construction de Kiev par les trois frères Kyï, Chtchek et Khoriv et leur sœur Lybid'. Il fait de Kyï un prince qui aurait rencontré l'empereur à Constantinople. Les traces d'un établissement du VI^e siècle ont été identifiées à Kiev.

L'apport de la dynastie varègue n'a pas été la notion d'État ou de pouvoir politique, mais l'unification des tribus slaves orientales autour de Kiev.

Troisièmement, en dehors du rôle politique de la dynastie, l'influence scandinave est restée cantonnée, pour l'essentiel, au domaine militaire – encore qu'elle ait été plus faible au sud, dans la future Ukraine où celle des nomades de la steppe la concurrençait, qu'au nord. Il n'y a pratiquement pas d'emprunts de vocabulaire. Le « paganisme » slave oriental n'a pas incorporé d'éléments scandinaves.

En définitive, l'histoire des Varègues est celle d'un groupe d'aventuriers efficaces qui, dans des circonstances brouillées par les légendes élaborées ensuite à la gloire de la dynastie kiévienne, a réussi à s'emparer d'agglomérations et de principautés slaves orientales préexistantes, puis à les unir.

❖ 35- Le nom de la Ruthénie est-il vraiment d'origine varègue, donc scandinave ?

Le problème est double. Il s'agit d'une part de comprendre ce que désignait au départ le nom de *Rous'*, d'autre part de lui chercher une étymologie plausible. Aucune des deux questions n'est vraiment réglée.

La *Chronique des années écoulées* affirme que les Varègues venus en terre slave se nommaient *Rous'* (nom singulier collectif) et ont transmis cette appellation au pays. De fait, l'empereur Louis II reçut en 839 une ambassade byzantine comprenant des gens qui, selon les *Annales de Saint-Bertin*, « disaient s'appeler *Rhos* » et s'avèrent être des Suédois. *Ruotsi* est d'ailleurs le nom donné aux Suédois par les Finnois. Des sources orientales (Ibn Rustah) et byzantines (Constantin Porphyrogénète) du X^e siècle opposent les *Rus* ou *Rhos* aux « Slaves ».

Mais la même *Chronique des années écoulées* signale que les Polianes « s'appellent maintenant Rous' », et il découle clairement d'une série de mentions que, dans un premier temps, la *Rous'* / Ruthénie correspondait seulement à un territoire méridional autour de Kiev. Ce noyau primitif s'oppose à ce que le texte appelle parfois « toute la terre ruthène », c'est-à-dire l'ensemble du territoire soumis à l'autorité kiévienne. Dans ce cas, le nom de *Rous'*, associé initialement aux Polianes, pourrait avoir été donné aux Varègues qui s'étaient installés sur le territoire de cette tribu. Mais il faudrait alors admettre que leur installation avait commencé dès les années 830 (certains Suédois portant alors déjà le nom de *Rhos*), alors que la *Chronique des années écoulées* la date de 862.

Du point de vue étymologique, l'école « normaniste » explique habituellement le nom de *Rous'* par un terme scandinave signifiant « les rameurs », basé sur une racine *roð-*. Le nom du district suédois de Roslagen aurait la même origine. Il y a de nombreuses autres hypothèses : le lien avec la rivière Ros', affluent du Dniepr au sud de Kiev (encore faut-il expliquer cet hydronyme !); le slave **rus-* « courant, cours d'eau » ou **ru[d]s-* « roux »; l'iranien **rauxš-* > **rōxš-*, **rūxš* « lumière », présent notamment dans le nom des Sarmates roxolans (cf. ❖ 20 et 22); l'adjectif gothique **raups* « rouge ». Certaines explications paraissent fantaisistes, comme celle par le latin *rus* « campagne » ou le nom des marchands juifs radhanites ! Les rapprochements avec le peuple germanique des Ruges ou les mystérieux Rosomons signalés par Jordanès sont indémonstrables.

Divers historiens pensent que *Rous'*, quelle que soit l'étymologie du nom, a pu désigner dès le IX^e siècle un groupe multinational caractérisé plutôt par son statut et ses activités que par les origines de ces membres : il pouvait s'y trouver des Varègues, des Slaves, et d'autres encore. Dès 882, la *Chronique des années écoulées* signale que l'armée du prince Oleg comprenait « des Varègues, des Slaves et d'autres, qui s'appelaient Rous' ».

Rapidement, le noyau territorial du pouvoir kiévien, puis l'ensemble du territoire contrôlé par les princes de Kiev, furent connus comme *rous'skaïa zemlia*, « terre de Rous' », la « terre ruthène ».

❖ 36- Peut-on, en laissant de côté les aspects légendaires, discerner le processus de formation de la Ruthénie kiévienne ?

Pour comprendre les débuts de la période kiévienne, on dispose essentiellement de la *Chronique des années écoulées*, et aussi de sources byzantines qui la corroborent partiellement.

La *Chronique* conte que deux « hommes de Riourik », Askold et Dir, s'étaient établis à Kiev « avec beaucoup de Varègues ». Ayant libéré les Polianes du paiement du tribut aux Khazars, ils devinrent leurs chefs. En 866, ils auraient attaqué Constantinople par la mer, mais leur flotte aurait été dispersée par la tempête.

En 882, un chef varègue nommé Oleg, agissant au profit du jeune Igor qui aurait été le fils de Riourik, s'empara de Kiev. De là, il étendit sa domination sur d'autres tribus slaves orientales : Slovènes, Krivitches, Drevlianes, Sivérianes, Radimitches, et aussi sur le peuple finnois des Méria. Dans certains cas, cette extension se fit par la guerre, comme en 883 pour les Drevlianes. Pour ce qui est des Sivérianes et des Radimitches, la *Chronique* précise qu'Oleg leur interdit de payer le tribut aux Khazars, c'est-à-dire qu'il se substitua de gré ou de force à ces derniers. Oleg organisa à son tour une expédition de pillage contre Constantinople, et la *Chronique* énumère ses troupes : « Il emmena avec lui une multitude de Varègues, et de Slovènes, et de Tchoudes, et de Krivitches, et de Méria, et de Drevlianes, et de Radimitches, et de Polianes, et de Sivérianes, et de Viatitches, et de Croates, et de Doulèbes, et de Tivertses... ». Tous n'étaient peut-être pas ses sujets, mais cela suggère que son influence s'étendait sous des formes diverses à la plupart des tribus slaves orientales sur les territoires actuels

de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Russie du Nord-Ouest, et aussi, dans cette dernière région, à des populations finnoises. L'expédition aurait débouché sur un traité de commerce signé en 912. Il faut noter que l'historicité des personnages et des événements, ainsi que leur chronologie, sont contestées par certains historiens contemporains.

En 913, Igor, un fils supposé de Riourik, succéda à Oleg. Au début de son règne, il vainquit les Drevlianes qui refusaient de reconnaître son pouvoir, et combattit les Petchénègues, nomades turcophones qui occupaient alors les steppes méridionales (cf. ❖ 41). Le début des années 940 le vit guerroyer contre Constantinople avec des armées composées de Slaves Orientaux, de Varègues, et même de Petchénègues. Il fut assassiné en 945 par les Drevlianes à qui il avait réclamé un tribut excessif.

Le successeur nominal d'Igor était son fils Sviatoslav – le premier membre de la dynastie à avoir porté un nom slave. Du fait de son jeune âge, sa mère Olga exerça la régence jusqu'en 964. La *Chronique* affirme qu'elle se rendit à Constantinople en 955 et se convertit, à titre personnel, au christianisme, ce qui lui valut plus tard d'être canonisée par l'Église orthodoxe. Les sources byzantines n'évoquent pas ce voyage.

Le règne personnel de Sviatoslav (964-972) fut une suite de guerres plus ou moins heureuses. En 965, il porta un coup fatal à l'empire khazar et, l'année suivante, soumit les Viatitches, jusque-là tributaires des Khazars. En 967, il vainquit les Bulgares des Balkans et, délaissant Kiev, s'installa sur le cours inférieur du Danube, à proximité de routes commerciales importantes. L'année suivante, il dut revenir précipitamment à Kiev cernée par les Petchénègues – mais, dès le siège levé, s'en retourna sur le Danube où, selon lui, affluaient « *tous les biens* ».

En 971, Sviatoslav installa son fils Iaropolk comme régent à Kiev et repartit guerroyer contre les Bulgares, avant d'attaquer Constantinople. Après des combats difficiles et un accord de paix, il reprit la route de Kiev mais tomba dans une embuscade

petchénegue sur le Dniepr au printemps de 972. Suivant une vieille tradition nomade, le chef petchénegue qui l'avait tué fit une coupe de son crâne.

Iaropolk succéda à son père, mais se heurta vite à ses frères, auxquels Sviatoslav avait confié les trônes de principautés tribales vassales de Kiev. Dans un premier temps, il chassa Oleg qui régnait sur les Drevlianes et Vladimir qui gouvernait Novgorod et régna ainsi, comme le dit la *Chronique*, sur « toute la terre ruthène ». Mais en 980, Vladimir revint d'exil avec une armée de mercenaires varègues, se rétablit à Novgorod, puis entama une marche triomphale vers le sud, prenant Polatsk et assiégeant Kiev. Trahi, Iaropolk fut tué. Vladimir se débarrassa de ses Varègues en les envoyant servir à Constantinople (et en recommandant à l'empereur de les diviser en petits groupes inoffensifs !). Ensuite, il mena une brillante série de guerres victorieuses : conquête des villes frontalières avec la Pologne (981) ; soumission des Viatitches (982), des Iatvinges baltes (983), des Radimitches (984) ; guerre contre les Bulgares de la Volga (985 - cf. ❖ 28).

Ces guerres de Vladimir assurèrent définitivement le pouvoir de la dynastie kiévienne et son monopole sur la Ruthénie (en 980, Vladimir avait éliminé Rogvolod de Polatsk, peut-être le dernier prince varègue non « riourikide »). La suite de son règne, à partir de 988 et du choix de la conversion au christianisme, allait faire entrer la Ruthénie dans sa phase de maturité.

Le récit de la *Chronique des années écoulées* est naturellement centré sur les faits et gestes des princes et non sur les processus sociaux ou économiques. On distingue quand même comment des aventuriers de talent, substituant leur suzeraineté sur les tribus à celle des Khazars, fédérant Varègues, Slaves et autres dans de grandes aventures comme les assauts contre Constantinople, contrôlant les routes commerciales comme celle du Dniepr (la « Voie des Varègues aux Grecs »), remplaçant les princes locaux par des membres de leur famille, devinrent de vrais souverains territoriaux, avec le titre de « grand-prince », à la tête d'un État embryonnaire.

❖ 37- Il a souvent été question des Khazars, célèbres surtout pour leur conversion au judaïsme. Quel rôle ont-ils joué dans l'histoire des Slaves Orientaux ?

Les Khazars apparaissent dans les sources à la fin du VI^e siècle. Il s'agit d'une nouvelle grande fédération nomade de langue turque, groupant des éléments divers, certains antérieurs, d'autres arrivés au cours des incursions dans les steppes européennes des Türks pourchassant les Avars (cf. ❖ 28). Ils formèrent un empire (« kaghanat ») sur le modèle türk, déjà puissant au VII^e siècle, et vassalisèrent à des dates inconnues une grande partie des tribus slaves orientales [carte XI], les Bulgares demeurés dans les steppes, et les Alains sédentarisés du Caucase du Nord. Ils occupèrent une partie de la Crimée (le reste demeurant aux mains des Byzantins). Les Khazars comptèrent aussi un temps parmi leurs vassaux les Magyars, nomades de langue ouralienne (plus précisément ougrienne) venus des rives de la Volga ; ces Magyars occupèrent aux VIII^e-IX^e siècles la steppe de « Lébédie » entre Dniepr et Don, puis le pays d'*Atelkouzou* à l'ouest du Dniepr.

La culture de Saltiv (milieu du VII^e - 1^{re} moitié du X^e siècle), dont les principales composantes sont bulgare et alaine, est le reflet de la domination khazare sur un vaste territoire compris entre le Dniepr, la Volga, et le Caucase. Allié à Constantinople, l'empire khazar joua un rôle historique décisif aux VII^e-VIII^e siècles, en arrêtant la vague arabo-musulmane qui, remontant d'Iran à travers le Caucase, menaçait de submerger l'Europe orientale.

À une date incertaine du VIII^e ou du IX^e siècle (au plus tard en 861), une partie de l'élite dirigeante khazare se convertit au judaïsme, peut-être pour profiter du prestige d'une religion révélée sans se soumettre à une métropole politico-religieuse, comme en cas d'adoption du christianisme ou de l'islam. Les conditions et l'ampleur de cette conversion, qui refroidirent les rapports entre les Khazars et Byzance, sont très discutées ; on sait que des parties de la population de l'empire khazar pratiquaient le christianisme, l'islam, et différents cultes traditionnels.

L'empire khazar déclina à partir de la fin du IX^e siècle. Une nouvelle horde turcophone, celle des Petchénègues, apparut entre Oural et Volga et, repoussée par les Khazars, continua sa route vers l'ouest en bousculant les Magyars. Ceux-ci franchirent alors les Carpathes et y fondèrent le royaume de Hongrie. Surtout, la Ruthénie kiévienne en formation devint rapidement un concurrent gênant, disputant aux Khazars le tribut qu'ils prélevaient sur les Slaves Orientaux. Au début du X^e siècle, les Alains du Caucase du Nord, convertis au christianisme, firent défection. En 965, Sviatoslav de Kiev prit la forteresse de Sarkel sur le Don, infligea une défaite irrémédiable aux Khazars, et leur arracha le contrôle des Viatiches – apparemment les derniers Slaves Orientaux à leur payer tribut. Les Khazars survécurent encore longtemps, mais ils avaient perdu toute importance politique et militaire.

L'empire khazar était un véritable État, dirigé par une élite d'origine nomade mais largement fixée dans des villes, avec une économie diversifiée et une organisation politico-militaire complexe. À sa tête se trouvaient le « kaghan », souverain sacré mais sans pouvoir, et le « bek » qui gouvernait effectivement. Or, le titre turco-mongol de kaghan fut apparemment emprunté par des chefs varègues, puis par les grands-princes de Kiev chez qui il est attesté aux X^e-XI^e siècles. Il semble donc que la Ruthénie se soit posée d'emblée en rivale de l'empire khazar et ait copié les attributs de son prestige (certains auteurs pensent que le motif en trident qui servait d'emblème à la dynastie kiévienne, et qui orne aujourd'hui les armoiries de l'Ukraine, serait inspiré d'un *tamga* – un emblème héraldique nomade – khazar). Cette imitation s'est en tout cas limitée aux symboles : si le titre de kaghan a été emprunté, c'est avec un contenu tout différent, puisque les grands-princes kiéviens gouvernaient eux-mêmes.

Une théorie qui fait toujours l'objet de violentes controverses présente les Khazars israélites comme les ancêtres au moins partiels des Juifs ashkénazes d'Europe centrale et orientale – ou, dans une autre variante, des Karaïtes de Crimée (des turcophones pratiquant un judaïsme non rabbinique). Récemment, des études génétiques à la méthodologie douteuse

ont ajouté à la confusion. Aucun point de vue ne peut encore être considéré comme scientifiquement démontré.

❖ **38- En 988, Vladimir de Kiev adopta le christianisme oriental pour lui-même et ses sujets. Pourquoi fit-il ce choix, et quelles en furent les conséquences ?**

Vladimir semble avoir été très conscient de l'importance d'une religion officielle comme ciment politique. Au début de son règne, il tenta d'imposer une sorte de « paganisme d'État » sur la base des cultes slaves orientaux. Ces derniers sont d'ailleurs très mal connus. La *Chronique des années écoulées* donne la liste des divinités auxquelles Vladimir avait fait élever des idoles : Péroun (le tonnerre) ; Khors et Dajdbog (deux dieux solaires aux rôles mal délimités) ; Stribog (le vent) ; Makoch (la seule déesse – de la fertilité ?) ; Sëmargl (aux attributions inconnues). La *Chronique* et d'autres textes – tous d'époque chrétienne – évoquent par ailleurs Volos ou Veles, comparé à l'Apollon grec (les commentateurs en font suivant les cas un dieu des troupeaux, ou de la poésie, ou de la mort !), Svarog (le ciel ?) et son « fils » Svarojitch, et aussi Rod (littéralement « race, clan ») et les Rojanitsy (ses émanations féminines ?). La mythologie qui reliait tous ces personnages divins est intégralement perdue, si bien qu'il est impossible, contrairement à ce que voudraient faire croire certains chercheurs, de reconstituer le cadre général de la religion des Slaves Orientaux. On en saisit quelques bribes à travers des comparaisons avec les croyances et les cultes slaves occidentaux, un peu mieux documentés. On relève d'ailleurs, au fil de ces comparaisons, la spécificité de certaines divinités slaves orientales, en particulier Khors et Sëmargl qui portent très probablement des noms d'origine iranienne (le second est le *Simourgh*, créature ailée de la tradition iranienne). Elles reflètent certainement une influence, difficile à dater, des Scythes ou Sarmato-Alains. La *Chronique* prétend que Vladimir ordonna même des sacrifices humains à ses dieux.

Après la victoire sur les Bulgares de la Volga, Vladimir aurait procédé à une sorte d'étude comparative entre les principales religions à vocation universelle. Il aurait ainsi reçu des missions musulmane (bulgare) et israélite (khazare), et envoyé lui-même des observateurs en pays chrétien, tant occidental qu'oriental. En définitive, c'est le christianisme de rite oriental qui fut choisi. La *Chronique* en donne des raisons pittoresques : Vladimir recule devant la circoncision et surtout la prohibition du vin, reproche aux Juifs de vouloir que les Ruthènes soient dispersés comme eux dans le monde entier, ses envoyés lui rapportent que les messes catholiques sont tristes mais qu'à Constantinople, ils se sont crus au ciel.

En réalité, l'église d'Orient était implantée en Crimée depuis l'Antiquité. Elle avait converti divers peuples des Balkans et du Caucase du Nord. Elle existait déjà en milieu ruthène : le texte du traité conclu en 945 entre Igor de Kiev et Constantinople précise que les chrétiens de l'armée ruthène jureront dans leurs églises d'en respecter les clauses. La régente Olga aurait été baptisée en 955 (cf. ❖ 36). La décision de Vladimir s'inscrit donc dans une tendance déjà ancienne. Sa canonisation après sa mort et le récit hagiographique de la *Chronique*, qui force le contraste entre le prince « païen », cruel et débauché, et le prince chrétien touché par la grâce, sage et modéré, ont occulté les convictions personnelles du souverain. Sur un plan strictement historique, en 988, Vladimir échangea sa conversion et son aide militaire à l'empereur d'Orient contre la main d'une princesse byzantine, ordonna le baptême de tous ses sujets, fit abattre les idoles et proscrivit les anciens cultes.

La décision de 988 détermina en grande partie le destin ultérieur des Slaves Orientaux. La Ruthénie kiévienne devint d'un coup membre du concert des royaumes chrétiens. Sans renoncer en rien à son indépendance politique, elle entra dans l'orbite culturelle de la brillante civilisation byzantine. L'architecture, la peinture byzantine furent introduites en Ruthénie, mais y prirent rapidement des formes indigènes. Vladimir battit monnaie (avec son effigie et l'emblème dynastique du « trident », cf. 37) sur le modèle byzantin.

Une Église locale naquit, subordonnée au patriarche de Constantinople mais autonome, et animée par un clergé slave dès qu'il eut été formé. Cette Église, sans concurrencer les princes sur le terrain politique, allait légitimer leur pouvoir et jouer un rôle culturel éminent. Enfin, c'est une langue slave qui fut d'emblée utilisée comme langue liturgique : le vieux-bulgare (vieux-bulgaro-macédonien), écrit au moyen de l'alphabet grec modifié dit « cyrillique » et dans lequel étaient rédigés les livres saints bulgares. La différenciation des langues slaves étant encore faible au X^e siècle, cela permit la naissance rapide d'une littérature religieuse, puis historique, écrite en langue d'église plus ou moins influencée par le slave oriental parlé.

Vladimir consacra la fin de son règne, de 988 à 1015, à consolider cette nouvelle Ruthénie chrétienne.

❖ 39- Le grand règne suivant, celui de Iaroslav « le Sage » (1019-1054) a laissé le souvenir d'un âge d'or. L'image est-elle justifiée ?

La succession de Vladimir, en 1015, déclencha une nouvelle série de guerres fratricides. Les fils du souverain défunt, nés de femmes différentes, s'entretuèrent. Dans un premier temps, Sviatopolk (qui y gagna – plus tard – le surnom de « Maudit ») élimina Boris, l'héritier favori, Gléb, et Sviatoslav. Le concurrent survivant le plus dangereux était Iaroslav, qui se trouvait à Novgorod. Iaroslav chercha des soutiens en Scandinavie et dans le Saint-Empire, Sviatopolk en Pologne (ses « alliés » pillèrent Kiev !) et chez les Petchénègues de la steppe. En 1019, Iaroslav l'emporta. À ce moment surgit un nouveau prétendant : son frère Mstislav, qui régnait sur la lointaine Tmoutorokan', colonie ruthène installée sur la péninsule de Taman' (dans la région du Kouban). En 1024, les deux adversaires conclurent un accord de paix : Iaroslav régnerait à Kiev, gouvernerait les territoires situés à l'ouest du Dniepr, et aurait une prééminence morale sur l'ensemble de la Ruthénie. Mstislav trônerait à Tchernihiv (Tchernigov) et administrerait les territoires de l'est du Dniepr.

Le traité fut respecté jusqu'à la mort de Mstislav en 1036, date à laquelle Iaroslav redevint l'unique grand-prince.

Il est incontestable que ce règne, partagé puis exclusif, de Iaroslav marqua l'apogée de la Ruthénie kiévienne. Après 1025, les villes galiciennes qu'avaient occupées les Polonais lors de leur intervention au profit de Sviatopolk furent reconquises. D'autres territoires furent annexés au nord, en Estonie et aux dépens de tribus finnoises de l'actuelle Russie. Des expéditions furent conduites au Caucase. En 1036, une défaite écrasante fut infligée aux Petchénègues – il est vrai à Kiev, où ils avaient pénétré. Iaroslav agrandit sa capitale, la dota de nouveaux remparts et de monuments magnifiques, et ordonna la construction d'une ligne de fortifications en bordure de la steppe.

En 1043, Iaroslav lança la dernière expédition ruthène par mer et par terre contre Constantinople. Elle échoua comme toutes celles de ses prédécesseurs, mais la paix ne fut conclue qu'en 1052. On peut se demander s'il s'agissait encore d'un moyen d'obtenir un traité de commerce plus avantageux ou si, comme à d'autres moments les souverains serbes et bulgares des Balkans, Iaroslav n'estimait pas le moment venu de prétendre à la succession politique de l'Empire d'Orient.

Le règne de Iaroslav fut une période de floraison de la culture et des arts ruthènes : architecture, fresques, icônes, mosaïques, arts décoratifs... La *Chronique des années écoulées* fut commencée à ce moment. De nombreuses œuvres furent traduites du grec.

Le prestige de la Ruthénie se mesure aux alliances dynastiques qu'elle put conclure dans la première moitié du XI^e siècle : Iaroslav avait épousé une fille du roi de Suède Olof Skötkonung, et ses filles épousèrent à leur tour André I^{er} de Hongrie, Henri I^{er} de France, et Harald III de Norvège (Harald *Hardrada*, que Iaroslav avait accueilli à sa Cour alors qu'il était en exil). Un graffiti dans l'église Sainte-Sophie de Kiev évoque la mort de « *notre César Iaroslav* » : pour son peuple au moins, le grand-prince avait mérité le titre impérial.

❖ 40- Qu'était cette Ruthénie parvenue à son apogée ? Quelles en étaient les structures ?

Au milieu du XI^e siècle, la *Rous'* était définie par l'extension des territoires que contrôlait le grand-prince de Kiev [carte XII]. Ces territoires étaient divisés en principautés régionales organisées autour de villes importantes (Tchernihiv, Polatsk, Novgorod, etc.), chacune dirigée par un prince qui appartenait obligatoirement à la dynastie kiévienne : la Ruthénie était une affaire de famille.

Le régime était monarchique, avec des éléments de contre-pouvoir aristocratique et populaire. Le grand-prince et chacun des princes étaient entourés d'une *droujina*, une suite de compagnons personnellement liés au souverain. C'étaient ses officiers, le noyau permanent de son armée, et aussi un vivier d'hommes de confiance chargés de diverses missions politiques ou diplomatiques. Ce groupe disposait d'une grande influence.

La population était répartie en classes sociales dont les limites ne paraissent pas avoir été complètement étanches. Les nobles possédaient les terres remises par le souverain – mais sans le lien quasi-charnel qui caractérisait le féodalisme occidental – et s'enrichissaient aussi volontiers dans le commerce. Il existait de nombreux groupes d'artisans et petits commerçants. Les paysans étaient juridiquement libres, mais souvent dépendants sur le plan économique. Cette dépendance était particulièrement forte dans le cas des ouvriers agricoles sans terre. Enfin, des paysans endettés ou des prisonniers de guerre étaient réduits en esclavage, mais leur nombre n'était probablement pas considérable. L'Église formait un groupe à part, très influent culturellement mais aussi économiquement, puisqu'elle possédait des terres et y employait des travailleurs.

Dans les villes, l'assemblée populaire (вѣче / *věché*) disposait d'un pouvoir réel. Durant les guerres civiles des XI^e-XIII^e siècles, des princes furent « appelés » – ou renvoyés – par la population.

La codification du droit ruthène fut entreprise sous Jaroslav et poursuivie par ses successeurs. Le code dit « Justice Ruthène » (cf. ❖ 33) contient le droit criminel et pénal, le droit civil, mais aussi le droit économique. On n'y trouve ni peine de mort, ni peine corporelle (sauf pour un esclave qui aurait attaqué un homme libre), mais un système de compensations financières partagées entre la victime et le souverain.

L'économie avait une base agricole. Les cultures et l'élevage étaient complétés par l'apiculture, la chasse et la pêche. La population slave orientale cherchait de nouvelles terres. Celles du sud, les plus riches, étaient rendues inaccessibles par la domination nomade sur les steppes, mais les Slaves colonisèrent, au nord et au nord-est, des territoires précédemment peuplés de tribus finnoises peu nombreuses. Ce mouvement de colonisation fut à la base de la formation du noyau de la future Moscovie, autour des villes princières de Souzdal et Vladimir.

Une autre ressource importante était le commerce. La Ruthénie était située non seulement sur le grand axe nord-sud de la « Voie des Varègues aux Grecs » par le Dniepr (cf. ❖ 36), mais aussi sur des routes commerciales vers les Balkans, l'Europe centrale (Bohême, Pologne, Hongrie, Allemagne), et l'Asie centrale. Elle exportait du blé, des fourrures, du miel et de la cire, du cuir, et aussi des esclaves. Elle importait divers produits de luxe comme la soie. Il existait également une active circulation interne de marchandises entre le sud et le nord du pays. La « Justice Ruthène » régleme en détail le commerce et le crédit.

Une part importante des transactions se faisait encore en unités de compte non monétaires, notamment des fourrures. Le grand-prince battait monnaie d'or et d'argent, mais les pièces sont si rares qu'on s'est demandé si cette monnaie n'avait pas une vocation en partie symbolique. La circulation de monnaies arabes, byzantines, et autres est attestée par de nombreuses découvertes.

❖ **41- Le règne de Iaroslav le Sage correspond aussi à la disparition des Petchénègues dans les steppes méridionales. Qui étaient ces Petchénègues et quels rapports avaient-ils avec la Ruthénie ? Qui les remplaça ?**

Les Petchénègues étaient un ensemble de huit tribus nomades turcophones. Le type physique dominant était euroïde. Sans doute refoulés d'Asie centrale par d'autres nomades, ils apparurent à l'est des steppes européennes dans la seconde moitié du IX^e siècle, expulsèrent les Magyars et affrontèrent les Khazars. Au début du X^e siècle, ils contrôlaient les steppes ukrainiennes occidentales entre Danube et Dniepr. La *Chronique des années écoulées* les cite pour la première fois au titre de l'année 915.

Les relations entre les Petchénègues et la Ruthénie étaient assez variables. Les Petchénègues fournirent en 944 des mercenaires à Igor. Ils tuèrent Sviatoslav en 972. Leur dernier grand raid de 1036 les conduisit jusqu'à Kiev, où Iaroslav les écrasa. En fait, s'ils étaient en position de menacer les voies commerciales traversant le sud de la Ruthénie (plutôt pour en tirer profit que pour les couper), s'ils pouvaient razzier les territoires limitrophes de la steppe, leur degré de structuration politique était trop faible pour qu'ils représentent une vraie menace.

Affaiblis après 1036, les Petchénègues furent concurrencés par de nouveaux groupes turcophones comme les Torks (= *Türk*) des années 1030-1060. Ils se replièrent vers l'ouest et leur histoire ultérieure concerne surtout celle de l'Empire byzantin.

Les Torks furent à leur tour vaincus par les princes de la Ruthénie méridionale en 1054 et 1060, et fuirent eux aussi vers les Balkans.

Une partie des Petchénègues et des Torks demeurés dans les steppes ukrainiennes se mit au service de la Ruthénie. Ils furent installés le long de la rivière Ros' et y formèrent les communautés militarisées des « Toques Noires », qui se fondirent ultérieurement dans la population ukrainienne de la région.

Enfin, au milieu des années 1060, dans la foulée des Torks, apparurent les Coumans ou Polovtses, dont le rôle dans l'histoire ultérieure de la Ruthénie allait être très important (cf. ❖ 45).

❖ 42- Pourquoi les succès et la stabilité du règne de Iaroslav ont-ils été suivis, presque immédiatement, de guerres civiles annonciatrices du déclin de la Ruthénie ?

Iaroslav, marqué par les guerres de succession dont il était lui-même sorti vainqueur, avait imaginé un système complexe destiné à assurer l'unité de la Ruthénie et la primauté de son successeur, tout en ménageant des places à ses autres enfants. Ses premiers fils devaient chacun disposer d'un trône dans le noyau ruthène initial non loin de Kiev, et d'un autre dans des régions plus éloignées. Ainsi, son aîné Iziaslav régnerait à Kiev et sur la grande ville marchande de Novgorod en Russie du Nord. Sviatoslav gouvernerait Tchernihiv, Tmoutorokan' au Kouban et les Radimitches et Viatitches. Vsévolod aurait Pereiaslav (petite principauté stratégique au sud de Kiev) et Rostov en Russie actuelle, etc. La règle du « séniorat » voulait en outre que chaque prince fût remplacé à sa mort non par son fils, mais par l'« aîné » de ses successeurs potentiels.

Ce système ne mit pas quinze ans à se dérégler. Iaroslav mourut en 1054 (l'année où le grand schisme sépara définitivement les chrétientés latine ou catholique et grecque ou orthodoxe) et Iziaslav lui succéda à Kiev. Lui et ses frères se brouillèrent rapidement. En 1068, après une défaite devant les Polovtses, Iziaslav fut chassé de Kiev et s'y rétablit avec l'aide des Polonais, ce qui lui coûta la ville de Peremychl' (Przemyśl). En 1073, à l'issue d'un conflit portant sur Polatsk, Iziaslav fut de nouveau chassé et remplacé par Sviatoslav jusqu'en 1076. À sa mort, c'est Vsévolod qui lui succéda, mais Iziaslav réussit à reprendre Kiev en 1077 avec le soutien polonais. En 1078, une bataille entre Iziaslav et divers compétiteurs dont un fils de Sviatoslav se solda par la mort du premier et l'exil de ce dernier, et le trône de Kiev revint à Vsévolod. Son règne (1078-1093) fut une longue lutte contre ses rivaux. À sa mort, son fils

Vladimir préférant régner à Tchernihiv céda Kiev à Sviatopolk, l'un des fils d'Iziaslav (1093-1113).

La dynastie, l'Église et la noblesse étaient bien conscientes des résultats catastrophiques de ces luttes de succession récurrentes, marquées par diverses interventions étrangères, et qui favorisaient les raids polovtsiens comme celui de 1094. En 1097 fut organisé à Lioubitch un congrès princier pour remettre en ordre la Ruthénie. Il fut convenu que désormais, chaque prince garderait son apanage et le transmettrait à ses enfants – ce qui revenait à officialiser l'existence de « sous-dynasties » locales. Tous jurèrent solennellement de respecter la paix. Mais presque immédiatement, un prince de Volhynie viola le traité en s'emparant d'un rival galicien pour lui crever les yeux, et les guerres recommencèrent.

Les règnes de Vladimir « Monomaque » et de son fils Mstislav marquèrent, de 1113 à 1132, un certain retour au calme assorti d'une recentralisation de la Ruthénie.

En 1113, à la mort du grand-prince Sviatopolk, la population de Kiev appela au trône Vladimir de Tchernihiv, fils de Vsévolod. Vladimir, surnommé le Monomaque, fut un souverain énergique et efficace. Il infligea de dures défaites aux Polovtses de la steppe. Il réaffirma son autorité sur les autres princes, et renforça le prestige diplomatique de la Ruthénie (liens avec Byzance, mais aussi l'Angleterre et la Scandinavie, la Hongrie, le Saint-Empire...). Son fils Mstislav lui succéda sans encombre en 1125 et poursuivit son œuvre, faisant à l'occasion une police énergique chez ses vassaux.

C'est après la mort de Mstislav, en 1132, que les rivalités dynastiques ressurgirent. Les fils de Mstislav durent affronter de puissants rivaux : les princes de Rostov et Souzdal (au nord-est de la Ruthénie, dans la future Moscovie), Iouriï Dolgorouki puis son fils André Bogolioubski, dont les troupes pillèrent Kiev et en saccagèrent les églises en 1169. Fait significatif, André Bogolioubski ne voulut pas régner à Kiev et repartit dans ses possessions. Il s'efforça – sans succès – d'y obtenir la création d'un siège de métropolite rival de celui de Kiev.

Kiev resta un centre culturel et religieux majeur, et la cible des ambitions de nombreux princes, mais elle ne retrouva pas sa prééminence politique. Le temps des principautés indépendantes était venu.

❖ 43- Quelles étaient, en dehors des ambitions personnelles, les causes profondes de cette désintégration ? Dans quelles mesures les principautés des XII^e-XIII^e siècles préfigurent-elles la division moderne des Slaves Orientaux en Ukrainiens, Russes et Biélorussiens ?

Il faut, pour comprendre les causes de la désagrégation de la Ruthénie kiévienne, essayer d'évaluer à quel degré d'unité elle était parvenue. Le sujet a une dimension ethnoculturelle et linguistique, et une dimension politique et économique.

L'ensemble ruthène des IX^e-XIII^e siècles représente-t-il un « peuple » qui se serait ultérieurement subdivisé en Biélorussiens, Russes et Ukrainiens, ou y distingue-t-on déjà des différences locales fortes qui annonceraient les ethnies slaves orientales modernes ? Les données sont ambiguës, et les réponses différentes selon leur interprétation ou l'importance relative qu'on leur accorde. En outre, la situation a pu évoluer du début à la fin de la période kiévienne.

Au XI^e siècle, les tribus slaves orientales cessent d'être mentionnées comme des groupes vivants. Tous les Slaves Orientaux sont dits « Ruthènes ». Cette commune dénomination a cependant un sens aussi politique qu'ethnique, et n'efface pas le sentiment de différences culturelles anciennes (la *Chronique des années écoulées* oppose par exemple les modes de vie à date ancienne des Polianes et des tribus forestières). Dans une certaine mesure, les anciennes tribus s'étaient réincarnées en principautés locales : les Sivérianes à Tchernihiv, les Polianes à Kiev, les Croates en Galicie, les Doulèbes / Volhyniens en Volhynie.

Les parlers slaves orientaux de l'époque sont mal connus, parce que la langue écrite est basée sur des traditions slaves méridionales (cf. ✦ 38). Il est sûr qu'au début de la période kiévienne, leur différenciation devait être faible, parce que les langues slaves dans leur ensemble étaient encore très proches entre elles. De fait, la *Chronique* affirme que « *la langue slave est une* », et un Serbe ou un Polonais se seraient sans doute encore compris. À la fin de la période, les choses devaient être un peu plus avancées. Il faut cependant voir que la « langue slave orientale » n'a pas plus existé à l'état naturel que d'hypothétiques langues « slave occidentale » ou « slave méridionale ». Dans ces deux derniers cas, tout le monde comprend bien que ces groupes linguistiques sont des abstractions et que la décomposition du slave commun au moment de la grande expansion du VI^e siècle a donné naissance, lentement mais directement, aux langues slaves occidentales et méridionales modernes. Dans le cas des Slaves Orientaux, l'existence d'un État commun avec une même langue écrite (empruntée qui plus est, à l'origine, aux Slaves méridionaux !) masque le début de ce processus de formation des langues actuelles, mais il serait irréaliste de penser que l'on parlait de la même façon, au XI^e ou XII^e siècle, à Kiev, à Novgorod, à Polatsk, à Souzdal ou à Halytch. D'ailleurs, là où le parler vivant transparaît dans la langue écrite, à cause par exemple des fautes de scribes influencés par leur propre dialecte, on constate des différences sensibles dont certaines présentent des traits proto-ukrainiens, proto-russes (avec diverses variantes, par exemple à Novgorod), ou proto-biélorussiens suivant les régions. Rétrospectivement, il est évident que les caractéristiques qui définissent les langues slaves orientales modernes étaient en voie d'apparition à l'époque kiévienne, et il est possible que certaines remontent même aux dialectes des tribus.

Le souvenir des anciennes tribus, la loyauté au prince local, et les différences dialectales, devaient engendrer des sentiments d'identité régionale à l'intérieur d'une appartenance globale à l'ensemble ruthène au sens le plus large.

L'autre aspect de la question est de nature politique et économique. Avant même et surtout après l'affaiblissement politique du foyer kiévien au XII^e siècle, d'autres centres de pouvoir et d'influence se constituèrent au sein de la Ruthénie, avec des affinités et des intérêts divergents. Or, il est clair que, dans une certaine mesure, ces blocs préfigurent les pays slaves orientaux des époques suivantes. La Moscovie, la première vraie « Russie », allait naître des principautés ruthènes du nord-est : Souzdal, Vladimir, Rostov (Moscou ne fut fondée qu'en 1147). Au nord de l'actuelle Russie, Novgorod, devenue en 1136 une grande « république » marchande, tournée vers la Scandinavie et les régions baltiques, aurait pu devenir le noyau d'une culture originale si elle n'avait été éliminée ultérieurement par la Moscovie (annexion en 1468, massacre de la population en 1570). Au nord-ouest, la principauté de Polatsk, autour de l'ancien centre tribal des Krivitches / Polotchanes, contrôlait une grande partie de la future Biélorussie. Quant à la future Ukraine, on en discerne plusieurs noyaux : un, voire deux, au sud-ouest de la Ruthénie, avec les puissantes principautés de Galicie et de Volhynie ; et un autre au sud, dans le vieux cœur de la première Ruthénie – mais celui-ci affaibli par le déclin de Kiev et la décomposition de la principauté de Tchernihiv.

❖ 44- Quelles sont, plus précisément, les principautés de la future Ukraine à la fin du XII^e et au début du XIII^e siècle, et leurs caractéristiques ?

La principauté de Kiev avait quasiment perdu tout rôle politique propre. Elle fut gouvernée, dans les dernières décennies du XII^e et les premières du XIII^e siècle, par des souverains issus de diverses branches de la dynastie, en dernier lieu les princes de Galicie et Volhynie (cf. *infra*).

La principauté de Tchernihiv, initialement très étendue (nord-est de l'actuelle Ukraine et régions adjacentes en Russie), se morcela en plusieurs « sous-principautés » autour des villes de Novhorod-Siverskyï, Kursk, Starodoub, Poutivl, etc.

La branche locale de la dynastie était issue de Sviatoslav II, fils de Iaroslav le Sage.

La principauté de Péréïaslav, au sud de Kiev, sur le Dniepr, occupait malgré sa taille réduite une place particulière dans l'ensemble ruthène méridional. Située en bordure des steppes, elle se trouvait en première ligne de la défense contre les nomades. Ses princes descendaient initialement de Vsévolod, un autre fils de Iaroslav le Sage. C'est à propos de cette région limitrophe de la steppe qu'apparaît pour la première fois, en 1187, le nom d'«Ukraine». Selon la *Chronique de Kiev*, lorsque le prince Vladimir fut mortellement blessé dans un combat contre les Polovtses, «*Tous les Péréïaslaviens le pleurèrent ; et à son sujet l'Ukraine (Оукраїна / Oukraina) se lamenta beaucoup.*»

La petite principauté de Tmoutorokan' sur la mer d'Azov, coupée du reste des territoires ruthènes, n'est plus signalée après la fin du XII^e siècle.

Sur le territoire de l'actuelle Ukraine, les plus puissantes principautés de cette période étaient celles de l'ouest : la Volhynie et la Galicie.

Longtemps dépendance directe de Kiev, la Volhynie fut gouvernée dans la seconde moitié du XII^e siècle par la famille du grand-prince Iziaslav II (un petit-fils de Vladimir Monomaque), et s'émietta avant d'être réunifiée, dans le premier quart du XIII^e siècle, par le prince de Loutsk Roman (petit-fils d'Iziaslav II).

La Galicie était dirigée, depuis la fin du XI^e siècle, par les descendants de Rostislav, un petit-fils de Iaroslav le Sage. Jouissant d'une relative stabilité, à l'abri des incursions nomades, elle s'enrichit grâce au rôle de place commerciale de sa capitale, Halytch, et à ses liens avec la Hongrie et la Pologne. Sa puissance crût sous les princes Volodymyrko (1141-1153) et Iaroslav «aux huit esprits» (*Osmomysl'*; 1153-1187). Sous ce dernier, qui entretenait des liens diplomatiques avec Byzance, la

Hongrie, le Saint-Empire, la Galicie s'étendit jusqu'à la côte de la mer Noire. Le régime galicien était caractérisé par la puissance des nobles, capable de contrebalancer le pouvoir princier.

À la mort de Iaroslav, la Galicie sombra dans une série de guerres de succession, qui dura douze ans, entre ses fils et divers compétiteurs, dont le prince de Volhynie Roman (cf. *supra*). Appelé par l'un des prétendants, le roi de Hongrie Béla III (1172-1196) se proclama lui-même souverain de Galicie. En définitive, c'est Roman de Volhynie qui se maintint sur le trône de Halytch à partir de 1199.

Roman se trouva ainsi à la tête des deux principautés de Galicie et Volhynie. Il fut, jusqu'à sa mort en 1205, le plus puissant souverain de la Ruthénie méridionale. Il contrôla Kiev durant une partie de son règne. Ses ambitions allaient encore au-delà, puisqu'il s'intitulait, selon un chroniqueur, « autocrate de toute la Ruthénie ». Il mourut dans une guerre contre la Pologne où il était l'allié des Hohenstaufen du Saint-Empire, ce qui donne la mesure de son champ d'action.

La succession de Roman fut troublée, avec des rivalités entre princes, des intrigues des nobles, l'intervention des Polonais et des Hongrois. L'un des fils de Roman, Danylo, monta à plusieurs reprises sur le trône de Galicie (1211, 1229, 1233) et en fut chaque fois chassé ; il se maintint mieux sur celui de Volhynie. Il reprit définitivement Halytch en 1237, et Kiev en 1240, reconstituant ainsi le vaste domaine de son père à son apogée. Mais à cette date, l'invasion mongole battait déjà son plein (cf. ❖ 48).

❖ 45- Les nomades de la steppe (avant l'invasion mongole) ont-ils eu un rôle dans la décomposition de la Ruthénie en principautés ?

Des années 1060 à l'arrivée des Mongols à la fin des années 1030, les voisins nomades de la Ruthénie ont été les Polovtses, succédant aux Petchénègues puis Torks (cf. 41).

« Polovtses » est le surnom slave donné au grand ensemble turcophone qui portait lui-même le double nom de « Coumans » (répandu surtout en Europe centrale et balkanique) et « Kiptchaks » (utilisé plus fréquemment en Orient). Ce double nom, et l'hétérogénéité des Polovtses en termes d'anthropologie physique (coexistence de mongoloïdes, europtoïdes, et métis), suggèrent une formation à partir de diverses populations nomades. Originaires de Sibérie, ils formaient aux XI^e-XII^e siècles l'une des principales fédérations turcophones. Leurs tribus occidentales s'avancèrent dans les steppes européennes, à l'ouest de la Volga, vers le milieu du XI^e siècle, sur les traces des Torks. Les chroniques ruthènes les citent pour la première fois en 1055. Leur premier raid en territoire ruthène, et leur première victoire sur une armée princière, sont signalés en 1061. C'est probablement eux qui mirent fin aux derniers vestiges de la présence politique et militaire de l'Empire byzantin en Crimée, qui remontait au VI^e siècle (cf. ❖ 28).

Dans les steppes au sud de la Ruthénie, les Polovtses ne constituèrent pas d'« empire », mais une union souple de tribus dirigées par des khans. Ils occupaient une position profitable entre divers grands États (la Ruthénie, mais aussi la Hongrie, l'empire byzantin et les Balkans, l'Alanie et la Géorgie au Caucase, les royaumes de l'Orient musulman...). Ils pouvaient commercer avec leurs voisins, se louer comme mercenaires, ou razzier leurs territoires.

En ce qui concerne la Ruthénie, les raids périodiques des Polovtses, et les représailles des princes ruthènes (particulièrement les campagnes de Vladimir Monomaque entre 1078 et 1120), n'empêchaient pas un commerce actif, l'emploi d'alliés ou mercenaires par les princes ruthènes dans leurs guerres civiles, et même des mariages dynastiques (cf. ❖ 46 et 47). À la fin du XII^e et au début du XIII^e siècle, une partie des Polovtses commençait à se sédentariser et même à se christianiser – sous les influences conjuguées de la Ruthénie, de la Hongrie, et des royaumes chrétiens du Caucase.

Bien sûr, la pression incessante des nomades au sud et leur intervention dans les guerres civiles ne pouvaient que détériorer la situation des principautés méridionales les plus exposées à leurs attaques. Probablement, ce facteur a contribué à affaiblir le noyau kiévien au profit de régions plus sûres comme le sud-ouest ou le nord-est (cf. ❖ 43). D'un autre côté, les Polovtses n'avaient ni les moyens ni l'intention de conquérir des territoires ruthènes, et ils n'étaient pour rien dans les conflits entre principautés.

❖ 46- Ces Polovtses sont ceux des « Danses polovtsiennes » de l'opéra de Borodine *Le prince Igor* ?

L'histoire du prince Igor est très intéressante à divers points de vue, parce qu'elle illustre à la fois la représentation slave des Polovtses et une réalité historique plus complexe.

En 1185, Igor, prince de Novhorod-Siverskyï dans l'actuelle Ukraine du Nord, jaloux des victoires remportées peu auparavant par le grand-prince Sviatoslav de Kiev sur les Polovtses, organisa une expédition contre eux. Ce fut un désastre : encerclé dans la steppe, il fut capturé avec son fils Vladimir et les survivants de son armée.

Son vainqueur était le khan polovtsien Kontchak dont le père Atrak, vaincu par Vladimir Monomaque, avait dû s'exiler en Géorgie. Kontchak lui-même était un ennemi acharné de la Ruthénie – mais il avait aussi été, en diverses occasions, l'allié de certains princes contre d'autres. Il traita royalement Igor qui, après une brève captivité, s'évada en abandonnant ses troupes et son fils.

L'épisode a été conservé par la *Chronique de Kiev* et surtout par un mystérieux texte épique, le *Dit de la campagne d'Igor*, retrouvé à la fin du XVIII^e siècle dans un monastère russe. Ce texte, et le bel opéra russe qu'en a tiré Alexandre Borodine en 1869-1887, exaltent la lutte des princes chrétiens contre les nomades « païens ». Mais pour goûter tout le sel de l'histoire, il faut savoir que Kontchak et Igor avaient précédemment été

associés dans diverses batailles des guerres civiles ruthènes ; qu'Igor et sa femme (l'intrépide « Iaroslavna » de l'opéra) avaient du sang polovtsien ; et que quand Vladimir, fils d'Igor, fut libéré et rentra en Ruthénie, il avait épousé la fille de Kontchak !

❖ 47- Le « Temps des Principautés » – et la période kiévienne en général – s'achevèrent à la fin des années 1230 avec les invasions mongoles. D'où venaient ces Mongols, et pourquoi les appelle-t-on « Tatars » ?

Le nom de « Tatars » était celui d'un peuple vaincu par les Mongols en Asie. Pour des raisons obscures, il fut appliqué aux Mongols – qui s'en formalisaient – dès le début de leurs conquêtes en Europe. Son succès est en partie dû à sa ressemblance avec l'appellation du Tartare, l'enfer de la mythologie grecque. Un jeu de mots attribués tant à l'empereur Frédéric II qu'au roi de France Louis IX disait qu'il fallait renvoyer les « Tartares » au Tartare d'où ils venaient assurément.

On notera qu'à partir du XIV^e siècle, le nom de « Tatars » a désigné différentes populations turcophones d'Europe orientale, issues du mélange des peuples précédents (Polovtses, Bulgares de la Volga...) et d'un très petit nombre de conquérants mongols.

L'empire mongol fut constitué à la fin du XII^e et au début du XIII^e siècle par Temüdjin, qui porta à partir de 1206 le titre de Gengis Khan ou « khan universel ». Après avoir uni toutes les tribus mongoles et diverses populations turques, Gengis Khan se lança à la conquête de la Chine du Nord. En 1219, un incident diplomatique entraîna une guerre avec l'empire turco-iranien du Khwârezm, construction récente et fragile implantée en Iran et Asie Centrale. Le Khwârezm s'effondra en deux ans. Les généraux mongols Djébé et Süböteï remontèrent alors vers le nord à travers le Caucase. Ils vainquirent les Géorgiens et se trouvèrent face à une coalition des peuples du Caucase du Nord, dont les Alains, et des Polovtses de la steppe ukraïno-russe. Ayant réussi à diviser leurs adversaires, ils les vainquirent

séparément. Le khan polovtsien Kotian fit alors appel à son gendre Mstislav, prince de la branche novgorodienne qui, en 1219, s'était emparé du trône de Galicie (cf. ❖ 44). Avec ses deux homonymes, Mstislav de Kiev et Mstislav de Tchernihiv, le prince de Galicie réunit une coalition ruthène méridionale qui vola au secours des Polovtsiens. Mais à la bataille de la Kalka (31 mai 1223), piégés en pleine steppe par les tactiques mongoles, les Ruthènes perdirent les 9/10^{es} de leur armée. Là dessus, les Mongols disparurent : Djébé et Süböteï n'étaient chargés que d'une reconnaissance, et ils rejoignirent le gros des troupes de Gengis-Khan en faisant le tour de la mer Caspienne par le nord.

Les princes ruthènes ne tirèrent aucune leçon de l'événement, et ne paraissent pas avoir envisagé le risque d'un retour de ces mystérieux assaillants. Mais après leurs succès foudroyants et imprévus en Asie et en Europe, les Mongols avaient développé une idéologie de conquête et de domination universelle. En 1235, le grand-khan Ögödeï, successeur de Gengis Khan mort en 1227, lança à l'assaut de l'Europe une armée commandée par Batou. Les Mongols débouchèrent dans les steppes européennes dès 1236 et détruisirent la « Bulgarie » de la Volga. La conquête des principautés ruthènes allait durer quatre ans.

❖ 48- Comment s'explique la chute de la Ruthénie ?

La victoire mongole a deux causes principales : la division des Ruthènes, et l'efficacité de la machine de guerre forgée par Gengis Khan.

Les princes ruthènes ont affronté l'envahisseur séparément, et les Mongols les ont vaincus l'un après l'autre. En outre, les premières victimes au moins n'ont sans doute pas compris immédiatement que leurs agresseurs n'étaient pas de simples pillards, mais des conquérants mettant en œuvre un plan organisé.

Il est vrai que l'ennemi était formidable. L'armée mongole du XIII^e siècle avait toutes les qualités manœuvrières des cavaliers

nomades et une organisation sophistiquée, où la responsabilité collective des unités garantissait une discipline de fer. Elle avait acquis des compétences poliorcétiques au fil de ses campagnes en Chine et en Asie centrale. Chaque grande opération était précédée du recueil de renseignements. À des fins psychologiques, les Mongols épargnaient ceux qui se soumettaient d'emblée, mais massacraient les récalcitrants. Ils manifestèrent, tout au long de leur invasion en Europe, une intelligence aiguë des contextes politiques et militaires. En Ruthénie, ils avaient réquisitionné dès 1223 le concours des « Brodniks », colons (slaves et polovtsiens ?) organisés en communautés autonomes dans les steppes, et dans lesquels certains auteurs voient l'un des prototypes des Cosaques (cf. ❖ 58).

Après avoir détruit la « Bulgarie » de la Volga, les Mongols battirent en 1237 les Polovtses, dont une partie s'enfuit vers l'ouest. Ces Polovtses furent ensuite accueillis en Hongrie où leurs descendants les *Kun* (Coumans) ne furent complètement assimilés qu'au XVIII^e siècle. Ensuite vint le tour des principautés ruthènes de l'actuelle Russie : Riazan en décembre 1237, Souzdal et Vladimir en 1238. À partir du printemps de 1239, les Mongols obliquèrent vers le sud et ravagèrent de nombreuses villes dont Péréiaslav et Tchernihiv. Kiev, défendue par un gouverneur nommé par le prince Danylo de Galicie-Volhynie (cf. ❖ 44) tomba, après un long siège, le 6 décembre 1240. Les « Tatars » envahirent ensuite la Galicie (que Danylo dut fuir pour se réfugier en Hongrie), puis s'avancèrent en Europe centrale, écrasant les armées hongroises et polonaises. En juillet 1241, ils occupaient l'Autriche. Leur reflux commença peu après, à cause de la mort du grand-khan Ögödeï (décembre 1241), ou parce que la cavalerie mongole ne trouvait plus, à l'ouest de la Hongrie, les pâturages nécessaires à l'immense troupeau de chevaux nécessaire à sa remonte, ou encore simplement parce que les conquérants étaient épuisés par des années de combats. Les Mongols évacuèrent l'Europe centrale, mais restèrent dans les steppes ukraino-russes.

En Ruthénie, la conquête mongole s'était accompagnée de destructions massives et d'une saignée démographique. Kiev fut particulièrement touchée et, quand le moine italien Plan Carpin

y passa en 1246, il n'y dénombra que 200 maisonnées au milieu des ruines.

❖ 49- Quels furent le caractère et les conséquences de la domination mongole ?

L'historiographie d'Europe de l'Est évoque expressivement le « Joug Tatar », dont les peuples slaves orientaux ont conservé un souvenir terrible.

L'empire mongol éclata assez rapidement en khanats autonomes : « grand khanat » en Mongolie et Chine, « Ilkhanat » en Iran, « khanat de Djaghataï » en Asie centrale, et « Horde d'or » dans les steppes ukraino-russes et au Caucase du Nord.

La Horde d'Or acquit son indépendance dans la deuxième moitié du XIII^e siècle, en particulier sous le khan Berké (1257-1266). Les quelques milliers de Mongols demeurés là furent assez rapidement assimilés par les nomades turcs – Polovtses survivants ou groupes arrivés avec les conquérants. C'est le turc kiptchak (la langue polovtsienne) qui devint le parler véhiculaire de la Horde, et les « Tatars » furent, à partir de la fin du XIII^e siècle, un peuple très mélangé et turcophone. C'est également sous Berké que commença, non sans résistances, la conversion de la Horde d'Or à l'islam. Sans se sédentariser vraiment, les Tatars créèrent des villes comme Saraï (« le palais ») sur la Volga.

Le « Joug Tatar » sur la Ruthénie s'exerçait par l'intermédiaire des princes de la dynastie kiévienne, qui conservaient un pouvoir limité en tant que vassaux du khan. Leur accession au trône devait être validée par le khan, qui n'hésitait pas à supprimer et remplacer les indociles. Les Tatars levaient un tribut sur leurs vassaux, les contraignaient à fournir des troupes auxiliaires, et pratiquaient un prospère commerce d'esclaves.

La domination de la Horde d'Or sur les principautés ruthènes revêtit des formes différentes selon les régions. Dans le nord-est,

des princes astucieux utilisèrent le « Joug Tatar » pour renforcer leur propre pouvoir.

Dès 1243, Iaroslav de Vladimir fut reconnu par le khan « doyen des princes ruthènes », avec une prééminence sur tous les souverains locaux. Son fils, Alexandre « Nevski », célèbre pour sa victoire sur les Suédois et les chevaliers teutoniques, fut un collaborateur particulièrement docile des Tatars. En 1299, le siège métropolitain de Kiev fut transféré à Vladimir (il devait être ultérieurement installé à Moscou, contribuant notablement au prestige des souverains moscovites auprès de l'ensemble des populations orthodoxes). Cette politique prudente permit à la future Moscovie de croître à l'ombre de l'occupation tatare.

Au sud, dans l'actuelle Ukraine, les choses étaient assez différentes. Les destructions et le dépeuplement avaient été plus graves. Nous ne disposons même pas d'une liste complète des princes de Kiev dans la seconde moitié du XIII^e et le premier tiers du XIV^e siècle. Ce n'est qu'en Galicie-Volhynie que des structures politiques relativement solides survécurent, et permirent le nouvel essor qui sera conté au chapitre suivant.

❖ 50- L'époque du « Joug Tatar » est aussi celle de la colonisation italienne en Crimée. Que faisaient là ces Italiens ?

Comme les Grecs dans l'Antiquité, des marchands italiens – principalement génois – créèrent tout un réseau de comptoirs et de petites colonies sur les côtes septentrionales et orientales de la mer Noire : *Moncastro* (Bilhorod-Dnistrovskyy) à l'embouchure du Dniestr, *Cembalo* (Balaklava), *Soldaia* (Soudak), *Caffa* (Théodosie), *Bosporo* (Panticapée / Kertch) en Crimée, *la Tana* (Azov) à l'embouchure du Don, *Matraga* (Taman') et *Copa* dans la région du Kouban, etc. Ces comptoirs offraient un débouché maritime au commerce terrestre de la Horde d'Or, qui les tolérait – quitte à les malmener de temps en temps (souvent, il est vrai, en réaction aux excès des Génois !). Ils étaient de hauts lieux du trafic des esclaves enlevés par les Tatars.

V- LES HÉRITIERS DE KIEV EN UKRAINE

Galicie-Volhynie et Lituanie-Ruthénie (1240-1569)

Chronologie

- . 1245 : victoire de Danylo de Galicie-Volhynie sur les Hongrois et leurs alliés à Iaroslav sur le Sian.
- . 1250 : paix entre la Galicie-Volhynie et la Hongrie.
- . 1253 : couronnement royal de Danylo de Galicie-Volhynie.
- . 1258-59 : invasion tatar (Bouroundaiï), démantèlement des villes fortifiées de Galicie-Volhynie.
- . 1264-1301 : règne de Lev I^{er}.
- . 1301-1308 : règne de Georges I^{er}.
- . 1308-1323 : règnes conjoints de Lev II et André.
- . 1323-1340 : règne de Georges-Boleslas.
- . 1340 : assassinat de Georges-Boleslas, fin du pouvoir royal en Galicie-Volhynie. Partage de la Volhynie entre Lituanie et Pologne, occupation de la Galicie par la Pologne.
- . 1341-1377 : règne d'Algirdas en Lituanie, incorporation de Kiev, Tchernihiv, Péréïaslav et de la Podolie à la grande-principauté.
- . 1385 : union lituano-polonaise de Kreva sous Iogaila.
- . 1387 : annexion de la Galicie à la Couronne de Pologne.
- . 1392-1430 : règne de Vytautas en Lituanie.
- . 1430-1432/35 : règne en Lituanie de Švitrigaila, favorable aux Ruthènes.
- . Années 1430 : indépendance du khanat de Crimée.
- . 1432/35-1440 : règne de Sigismond en Lituanie.
- . 1440-1492 : règne de Casimir en Lituanie.
- . 1452 : abolition de la principauté de Volhynie.
- . 1463 : création de la Confrérie orthodoxe de Lviv.
- . 1470 : abolition de la principauté de Kiev.
- . 1475 : vassalisation du khanat de Crimée par l'empire ottoman. Destruction des colonies italiennes de Crimée.
- . 1481 : échec d'un complot aristocratique ruthène.
- . 1483 : création de la Confrérie orthodoxe de Loutsk.
- . 1484 : annexion du Boudjak par l'empire ottoman.
- . 1484-1490 : grands raids des Tatars de Crimée en Ukraine.
- . Années 1490 : premières mentions de Cosaques en Ukraine.

- . 1492-1505 : règne d'Alexandre en Lituanie.
- . 1492-94 : guerre lituano-moscovite.
- . 1501-1514 : guerres lituano-moscovites.
- . 1505-1548 : règne de Sigismond « le Vieux » en Lituanie.
- . 1508 : échec de l'insurrection des princes Hlynsky en Ukraine.
- . 1514-1535 : opérations militaires cosaques du gouverneur de Tcherkassy, Ostap Dachkevitch, contre les Tatars.
- . 1548-1572 : règne de Sigismond II « Auguste » en Lituanie.

❖ 51- Qui a recueilli, en Ukraine, l'héritage de la Ruthénie kiévienne ?

Les historiens ukrainiens font traditionnellement une grande place à la Galicie-Volhynie ou « royaume de Ruthénie », qui était déjà le plus puissant État de Ruthénie méridionale avant l'invasion mongole, et a connu une éphémère grandeur dans la seconde moitié du XIII^e siècle [**carte XIII**]. La Galicie-Volhynie a en tout cas été la dernière formation étatique, installée presque exclusivement sur un territoire appartenant à l'actuelle Ukraine, à avoir joui d'une brève mais réelle indépendance.

L'autre héritier de la tradition kiévienne, dans les régions méridionales et occidentales, est plus inattendu : c'est la grande-principauté de Lituanie, devenue au fil de conquêtes étonnantes une « Lituanie-Ruthénie » majoritairement peuplée de Slaves Orientaux. La domination lituanienne en Ukraine (et Biélorussie) n'a pas eu le caractère d'une occupation étrangère, et il est assez légitime de l'inscrire dans la continuité du développement qui mène de l'ancienne Ruthénie à l'Ukraine moderne.

❖ 52- Comment la Galicie-Volhynie, après sa dévastation par les Mongols, a-t-elle pu redevenir un puissant État ?

Après le premier choc de 1241, la Galicie et la Volhynie, où les destructions avaient peut-être été moindres que dans d'autres

régions de la Ruthénie, se redressèrent rapidement. Les deux principautés étaient gouvernées par Danylo (cf. ❖ 44), qui régnait en Galicie avec, comme délégué en Volhynie, son frère Vasylo. En 1245, Danylo remporta une grande victoire sur divers rivaux locaux et étrangers, dont les Hongrois, et son pouvoir demeura dès lors incontesté.

En 1250, Danylo conclut la paix avec le roi de Hongrie Béla IV – un autre survivant de l’invasion mongole – et chercha à se rapprocher des puissances centre-européennes et occidentales pour organiser une croisade contre les « Tatars ». En laissant entrevoir au pape Innocent IV un possible retour de ses sujets orthodoxes dans le giron de l’Église catholique, il réussit même à se faire couronner roi en 1253. Les Mongols considéraient évidemment avec méfiance cette politique de leur vassal indocile, contre lequel ils soutinrent en Volhynie les « Bolokhoviens », communautés autonomes insoumises au pouvoir royal. En 1258-59, l’offensive du général mongol Bouroundaiï contraignit Danylo à démanteler ses plus puissantes forteresses : Volodymyr, Loutsk, Lviv... Seule Kholm (Chelm), résidence royale, conserva ses murailles. Il dut ensuite fournir une aide militaire à ses vainqueurs contre les Lituaniens et les Polonais. Sa mort en 1264 mit un terme à la résistance de la Ruthénie méridionale au « Joug Tatar ».

Le successeur de Danylo fut son fils Lev (Léon) I^{er} (1264-1301), qui régna directement sur la Galicie et conserva une suzeraineté effective sur la Volhynie. Renonçant à toute opposition aux Tatars, Lev mit à profit l’affaiblissement de ses voisins polonais et hongrois. Allié au roi de Bohême Václav II, il agrandit ses territoires aux dépens de la Pologne (région de Lublin), de la Hongrie (Transcarpathie) et de la Lituanie.

Georges (Iouriï) I^{er}, petit-fils de Danylo, régna de 1301 à 1308. Il resserra l’union de la Galicie et de la Volhynie en occupant personnellement les deux trônes. Son sceau montre qu’il portait le titre de « roi de Ruthénie ». Il obtint en 1303 la création d’une métropole orthodoxe à Halytch. Le siège métropolitain de Kiev ayant été, en 1299, transféré à Vladimir dans la future Moscovie,

la Galicie devenait ainsi le nouveau centre religieux de la Ruthénie méridionale. Le roi fut moins heureux en politique étrangère : il perdit la plupart des territoires annexés par son père, dont Lublin et la Transcarpathie qui redevint hongroise.

Les fils et successeurs de Georges, Lev II et André I^{er}, régnèrent solidairement. Avec divers alliés, ils luttèrent contre la Lituanie et la Horde d'Or – et tombèrent tous deux au combat contre les Tatars en 1323. Le trône passa alors au prince de Mazovie Boleslas (*Boleslaw*), un neveu des souverains défunts. Converti à l'orthodoxie et rebaptisé Georges-Boleslas (*Iourii-Boleslav*), il procéda à un complet renversement d'alliances. Il se rapprocha de la Lituanie et de l'Ordre teutonique pour lutter contre la Pologne et la Hongrie. Sa politique, en particulier des mesures favorables aux bourgeois (accueil de colons allemands, octroi à de nombreuses villes de l'autonomie municipale avec le « Droit de Magdebourg ») lui aliénèrent l'aristocratie, et des nobles l'empoisonnèrent en 1340.

L'assassinat du roi entraîna la fin du « royaume de Ruthénie ». Liubartas, un fils du grand-prince de Lituanie Gediminas (cf. ❖ 54), prit le contrôle de la Volhynie. En Galicie s'établit une sorte de gouvernement aristocratique collégial présidé par Dmytro Dedko ou Diadko, *provisor seu capitaneus terre Russie*. À la mort de Dedko en 1349, le roi de Pologne Casimir le Grand (1333-1370) s'entendit avec les Tatars et occupa le pays. Il se fit reconnaître, à titre viager, comme maître de la Galicie et de la Volhynie occidentale. En 1370, ces territoires passèrent à son successeur Louis le Grand, le puissant roi de Pologne et de Hongrie. En 1387, la reine Hedwige, fille et héritière en Pologne de Louis, annexa officiellement la Galicie à la Couronne de Pologne. À cette date, la Galicie cessa d'être considérée comme un royaume distinct soumis personnellement au souverain polonais, et devint une province, connue par la suite comme « palatinat de Ruthénie » (*województwo ruskie*). Elle devait rester polonaise jusqu'en 1792 et subir une polonisation assez profonde (cf. ❖ 56).

❖ 53- Dans quelle mesure la Galicie-Volhynie a-t-elle été, dans les années 1240-1340, un prolongement de la Ruthénie kiévienne ?

Le « royaume de Ruthénie » se situe dans la continuité directe de la période kiévienne, mais il a connu une évolution propre. Par exemple, si la culture du siècle qui suit la conquête mongole repose sur les traditions religieuses et artistiques de l'époque précédente, elle est marquée par les intenses contacts du pays avec l'Europe centrale. L'art kiévo-byzantin a subi les influences de l'art roman puis gothique occidental. On remarque aussi une certaine occidentalisation des souverains, visible dans leurs sceaux à inscriptions latines ou l'adoption d'une héraldique classique (un écu d'azur au lion d'or) en remplacement des diverses variantes du « trident » dynastique kiévien (cf. ❖ 37 et 38).

Le régime politique se distingue par le poids de l'aristocratie. *La Chronique de Galicie-Volhynie* affirme que dès le règne de Danylo, les nobles galiciens « *tenaient toute la terre dans leurs mains* ». Ces nobles finirent, comme on l'a vu, par supprimer leur dernier roi. Ce renforcement de l'aristocratie avait pour corollaire un début d'asservissement des paysans, à travers la limitation de leur droit de déplacement.

Les rois menèrent une active politique d'urbanisation (Lviv, qui devait devenir la nouvelle capitale de la Galicie après Halytch et Kholm, fut fondée en 1256) et de colonisation pour remédier aux destructions causées par les Tatars. Les villes accueillirent des colonies étrangères nombreuses, en particulier des Allemands.

Du point de vue de la continuité historique et symbolique, il faut noter que Danylo et ses successeurs, « rois de Ruthénie », ont expressément revendiqué l'héritage kiévien – comme le faisaient de leur côté, au nord-est de l'ancienne Ruthénie, les princes de la future Moscovie. Cette revendication n'avait rien de ridicule quand on considère le degré de développement culturel de la Galicie-Volhynie, sa puissance et son implication dans les affaires d'Europe centre-orientale. Mais en définitive,

ce nouveau foyer politique ruthène s'avéra éphémère et, quand il succomba à ses propres désordres internes et aux appétits de ses voisins, il ouvrit la voie aux ambitions d'un nouveau prétendant : la Lituanie.

❖ 54- Comment les Lituaniens, petit peuple balte, ont-ils constitué un véritable empire incluant pratiquement tous les territoires ukrainiens ?

Les Lituaniens parlent une langue indo-européenne de la branche balte (assez proche de la branche slave ; cf. ❖ 10), qui comprend également le letton et comprenait le vieux-prussien, disparu par suite de la colonisation allemande de la Prusse.

L'unification des tribus lituaniennes et la formation d'un État furent l'œuvre du prince Mindaugas (années 1230-1263). Ce fut un contrecoup de l'installation en Prusse, dans le premier tiers du XIII^e siècle, des ordres de moines-soldats voués à la « croisade » contre les Baltes « païens » : Ordre des Porte-glaives, puis Ordre Teutonique. Dès le règne de Mindaugas, le nouvel État incorpora des territoires ruthènes, en l'occurrence des parties de l'actuelle Biélorussie (Hrodna / Grodno, Navahradak / Novogroudok).

Après la mort de Mindaugas, la Lituanie connut une éclipse, mais fut réunifiée sous Gediminas (1316-1341) et reprit son expansion, absorbant le reste de la Biélorussie, puis la Volhynie à la chute du royaume de Galicie-Volhynie (cf. ❖ 52). Au fil de ces acquisitions de territoires ruthènes, les élites lituaniennes, peu nombreuses dans les nouvelles possessions, commencèrent à se slaviser. La langue « ruthène », la vieille langue écrite de l'époque kiévienne, de plus en plus teintée d'expressions des parlars vivants (biélorussiens ou ukrainiens selon les régions), conserva son statut officiel. Gediminas se disait déjà « roi des Lituaniens et des Ruthènes ».

Sous Algirdas (1341-1377), la Lituanie arracha à la Horde d'Or le cœur de l'ancienne Ruthénie kiévienne : les principautés de Tchernihiv, Kiev et Péréiaslav. Après son apogée sous les

khans Özbek (1312-1341), qui paracheva l'islamisation des Tatars, et Djanibeg (1341-57), la Horde était entrée en décadence. Ayant vaincu le khan Mourad aux Eaux-Bleues en 1362, Algirdas installa à Kiev son propre fils comme prince local. Dans les années 1360-1370, il ajouta la Podolie à ses domaines. La Lituanie comprenait alors toute la Biélorussie, et toute l'Ukraine actuelle en dehors des steppes occupées par les Tatars, de la Galicie et de l'ancienne Volhynie occidentale (polonaises) et de la petite Transcarpathie (hongroise). Au début des années 1390, elle allait même atteindre la côte de la mer Noire entre les embouchures du Dniestr et du Dniepr. Elle était bien devenue une « Lituanie-Ruthénie », où le poids de l'élément slave oriental et orthodoxe était déterminant [carte XIV].

Les causes de ces succès sont multiples. Les Lituaniens se trouvaient un peu, au XIII^e siècle, dans la situation des Slaves avant leur grande expansion du VI^e siècle : à l'écart, jusque-là, des grands mouvements historiques, et disponibles pour une grande aventure. Les élites de ce peuple encore « païen » surent adopter la culture ruthène et, de ce fait, apparaître moins comme de nouveaux conquérants que comme des dirigeants légitimes et des libérateurs du « Joug Tatar ». L'occupation de la Biélorussie s'effectua sans difficulté. En Ukraine, les Lituaniens affrontèrent une Horde d'Or affaiblie et défiée aussi, sur ses frontières du nord-est, par la Moscovie en pleine ascension (Dimitri I^{er}, grand-prince de Moscou et Vladimir, vainquit les 1380 les Tatars à Koulikovo).

❖ 55- Pourquoi alors, dès 1385, la Lituanie s'unit-elle à la Pologne par le traité dit de Krewa ?

L'union lituano-polonaise conclue le 14 août 1385 à Krewa en Biélorussie (*Krewa* est le nom polonais de la ville) était une alliance dynastique, politique et militaire, entre la Lituanie et la Pologne. Le grand-prince de Lituanie Jogaila (polonais *Jagiello*, francisé en « Jagellon »), fils et successeur d'Algirdas, épousait l'héritière de Pologne Hedwige (cf. ❖ 52) et devenait roi de Pologne. Il s'engageait à se convertir au catholicisme et à unir à perpétuité ses terres lituaniennes et ruthènes à la Pologne.

L'union était en grande partie tournée contre la menace que représentait l'Ordre Teutonique au nord, mais Jagellon cherchait aussi l'appui polonais contre son rival, son cousin Vytautas, soutenu par une partie de l'aristocratie lituanienne. Finalement, Vytautas fut reconnu comme grand-prince, indépendant *de facto*, de Lituanie-Ruthénie, ce qui vidait le traité de Kreva d'une partie de son sens. En 1399, toutefois, Vytautas, vaincu par les Tatars sur la Vorskla après avoir un moment tenu une portion de la côte de la mer Noire (cf. ❖ 54), dut se déclarer à nouveau vassal de Jagellon. Les troupes polonaises, lituaniennes, et ruthènes coalisées écrasèrent en 1410 l'Ordre Teutonique à la bataille de Tannenberg / Grünwald ; l'Ordre ne s'en remit jamais.

La Lituanie-Ruthénie n'en conserva pas moins une très large autonomie. En 1429, Vytautas fut même sur le point de se faire couronner roi à Loutsk en Volhynie – mais des aristocrates polonais firent avorter la cérémonie en s'emparant de la couronne bénie par le pape, et Vytautas mourut l'année suivante.

❖ 56- Quelles conséquences l'Union de Kreva eut-elle sur la situation des Ruthènes, plus particulièrement des Ukrainiens, au sein de la grande-principauté de Lituanie ?

Le principal effet pratique de l'Union fut la conversion au catholicisme des élites et du peuple lituaniens. Les Lituaniens étaient le dernier peuple « païen » d'Europe, mais beaucoup de leurs dirigeants avaient opté pour le christianisme orthodoxe des Ruthènes majoritaires. Après 1385, la noblesse passa au catholicisme. En 1413, un nouveau traité (« Union de Horodło ») offrit à ces nobles lituaniens catholiques les mêmes droits que ceux – très étendus – dont jouissait la noblesse polonaise. Dès lors, l'adhésion au catholicisme devint en pratique une condition de l'obtention de certaines charges. Dans les territoires ruthènes de la grande-principauté, l'aristocratie orthodoxe se vit placée devant une redoutable alternative : changer de confession, ou accepter de se voir reléguée au second plan. Les influences catholiques étaient tout aussi mal perçues par la

masse de la population. À Loutsk en Volhynie apparut en 1483 une « Confrérie » orthodoxe sur le modèle de celle créée à Lviv en 1463 pour résister au prosélytisme catholique (cf. *infra*). Cependant, ces influences restèrent en pratique très limitées ; les provinces ruthènes demeurèrent orthodoxes, et la « langue ruthène » (*rous'ka mova*) conserva son statut officiel, même si l'on observe quelques tentatives de l'écrire en caractères latins sur le modèle polonais.

Il faut souligner à ce propos que, si les sources d'époque ne connaissent que des « Ruthènes » et une « langue ruthène », les parlers ukrainiens et biélorussiens étaient déjà différenciés – formant donc deux langues indépendantes – et que cette différenciation transparait clairement dans le langage écrit officiel de l'époque. Des textes volhyniens du XIV^e siècle, malgré leur archaïsme délibéré, relèvent à l'évidence d'une langue ukrainienne pleinement constituée.

L'élément ruthène et orthodoxe joua un grand rôle dans les luttes de succession à la mort de Vytautas. En 1430, la couronne revint à Švitrigaila, frère agité et intrigant du défunt grand-prince. Fils d'une princesse russe (de Tver, ville rivale de Moscou) et baptisé dans l'orthodoxie avant de passer au catholicisme, il s'appuya sur ses sujets ruthènes, promit des droits étendus aux orthodoxes et s'efforça de restaurer l'indépendance complète de la Lituanie-Ruthénie. Entre 1432 et 1435, il fut chassé par son rival pro-polonais Sigismond, un frère de Vytautas. En 1440, Sigismond fut assassiné par des nobles ruthènes à Trakai, et le trône passa à Casimir, qui fut également élu roi de Pologne en 1447.

Le long règne de Casimir (mort en 1492) vit des changements importants. Tout en préservant l'autonomie de la grande-principauté, et après avoir fait certaines concessions aux orthodoxes, Casimir abolit les principautés de Volhynie (1452) et de Kiev (1470), dont les trônes, bien qu'occupés par des membres de la dynastie lituanienne qui n'étaient plus que des gouverneurs, perpétuaient la tradition de l'ancienne Ruthénie kiévienne.

L'aristocratie ruthène – particulièrement celle du nord de l'actuelle Ukraine – n'appréciait pas ces orientations. Un complot ruthène pour s'emparer du pouvoir échoua en 1481. À ce moment, une partie des nobles de la région de Tchernihiv avait déjà commencé à se tourner vers la Moscovie. Celle-ci, définitivement libérée en 1480 d'un «Joug Tatar» depuis longtemps symbolique, était la seule héritière complètement indépendante de l'ancienne Ruthénie – et surtout le seul État orthodoxe indépendant. Dès 1471, la Moscovie avait empêché par la force la ville et le territoire de Novgorod de passer sous suzeraineté lituano-polonaise. En 1492, à la mort de Casimir, la Pologne et la Lituanie choisirent des souverains différents (en Lituanie : Alexandre, qui ne devint roi de Pologne qu'en 1501). Aussitôt, la Moscovie attaqua la Lituanie ; le traité de paix conclu en 1494 prévoyait la cession à la Moscovie de territoires du nord-est de la Lituanie (sur l'Oka), et reconnaissait au grand-prince de Moscovie Ivan III le titre de «souverain de toute la Ruthénie» qui en disait long sur ses ambitions. Une seconde guerre commença en 1501 pour la possession de la «Sivérie» (le nord de l'actuelle Ukraine, d'après le nom des anciens Siviérianes ; cf. ❖ 32 et ❖ 43). Elle ne devait s'achever qu'en 1514. Après la mort du grand-prince Alexandre et l'avènement de son frère Sigismond «le Vieux» (1505), l'opposition ruthène dans la grande-principauté fut conduite par le prince Mykhaïlo Hlynsky (Gliński) et ses frères, qui dirigèrent en 1507-1508 une insurrection nobiliaire contre le nouveau souverain. Elle échoua, et les princes s'enfuirent en Moscovie.

Alexandre (à partir de 1501), son frère Sigismond «le Vieux», puis le fils et successeur de ce dernier, Sigismond II «Auguste» (1548-1572), régnèrent à la fois sur la Lituanie et la Pologne. Sigismond «le Vieux» aurait déjà envisagé une union plus étroite entre ses deux États. Sigismond-Auguste allait la réaliser en 1569, mettant fin, comme on le verra plus loin, à la période lituanienne ou «lituano-ruthène» de l'histoire de l'Ukraine.

La grande-principauté de Lituanie, très majoritairement slave orientale (biélorussienne et ukrainienne), est incontestablement l'une des héritières de la Ruthénie kiévienne. Son cadre

politique – surtout après la suppression des principautés locales sous Casimir – et social était certes assez différent. Les statuts de la noblesse, qui tenait terres et offices en échange de son service militaire, de la paysannerie, progressivement plus dépendante quoique nominalement libre, des villes, qui étaient nombreuses à jouir de l'autonomie offerte par le Droit de Magdebourg, n'étaient pas les mêmes qu'à l'époque kiévienne. Mais la continuité du droit et des traditions culturelles est frappante, surtout si l'on compare le sort des territoires ukrainiens de la Lituanie à celui de la Galicie, définitivement annexée à la Pologne en 1387 (cf. ❖ 52).

En Galicie, en effet, la polonisation avait commencé dès la 1^{re} moitié du XV^e siècle. Une partie de la noblesse galicienne (qui avait obtenu en 1430 les mêmes droits que la noblesse polonaise) commença à s'assimiler. Au fil des nouvelles chartes accordant aux villes le Droit de Magdebourg, le catholicisme devint une condition d'accès à diverses fonctions dirigeantes. La résistance orthodoxe prit la forme des « Confréries » urbaines, associations religieuses et économiques autonomes ; celle de Lviv fut créée dès 1463. L'asservissement des paysans s'accrut : en 1435, il leur fut défendu de changer de résidence plus d'une fois par an, et cette possibilité fut soumise au paiement d'une forte contribution. Les corvées et redevances s'accrurent.

❖ 57- Que devenaient, à cette époque, les Tatars des steppes méridionales ?

Le khan Tokhtamich (1380-96) vengea la Horde d'Or des défaites infligées par la Lituanie et la Moscovie (cf. ❖ 54). Mais la Horde fut ruinée par les campagnes du conquérant centro-asiatique Tamerlan dans les steppes européennes en 1387-98. Elle se désintégra au cours du XIV^e siècle en plusieurs khanats indépendants : Crimée (vers 1430), Kazan (vers 1450), Astrakhan (1466). Le khanat de Crimée était appelé à jouer un rôle considérable dans l'histoire de l'Ukraine. Créé par la dynastie gengiskhanide des Guiraï, il comprenait, outre la péninsule de Crimée, les steppes d'Ukraine méridionale, du

Don, et du Caucase du Nord-Ouest. En 1475, à la suite d'une crise de succession, le khanat dut se reconnaître vassal de l'empire ottoman, dont il devint la tête de pont sur la côte septentrionale de la mer Noire. Cette entrée dans l'orbite ottomane s'accompagna de la destruction des colonies italiennes de ces régions (cf. ❖ 50) et d'une « principauté de Theodoro » qui semble avoir été l'ultime État des Goths de Crimée. Les Ottomans occupèrent directement certaines villes, comme Caffa / Théodosie. En 1484, l'empire ottoman s'empara aussi du « Boudjak », c'est-à-dire de la Bessarabie méridionale entre Dniestr et Prout.

Les Tatars de Crimée furent d'emblée une menace redoutable pour les provinces ukrainiennes de la Lituanie. Allié à la Moscovie, le khan Mengli Guiraï (1478/9-1515) mena des expéditions dévastatrices en Kiévie (1484 et 1488), en Podolie (1485), jusqu'en Volhynie et à Kholm / Chełm (1490). Ces raids avaient pour but principal la capture d'esclaves. De vastes zones furent dépeuplées par ces enlèvements, les massacres ou la fuite des habitants. Il est sans doute significatif que ce soit à ce moment que les sources signalent les premières actions des Cosaques d'Ukraine contre les intérêts tatars et ottomans.

❖ 58- Qui étaient ces Cosaques ?

Le problème de l'origine des Cosaques d'Ukraine, et plus largement du phénomène cosaque (qui concerne aussi le sud de la Russie), a fait l'objet de controverses à la mesure de leur place dans l'histoire. Il s'agit de communautés militarisées libres, caractérisées par une organisation spéciale sur laquelle on reviendra.

On a cherché à rattacher les premiers Cosaques à divers phénomènes historiques antérieurs : les « Toques Noires », ces nomades au service des princes ruthènes aux XI^e-XIII^e siècles (cf. ❖ 41) ; ou les Brodniks du XIII^e siècle (cf. ❖ 48), peut-être un mélange de colons ruthènes et de Polovtses. Il est tout à fait

possible que des héritiers de ces populations, qui ne sont plus attestées après les invasions mongoles, aient fait partie des groupes « proto-cosaques », mais cette continuité est indémontrable. Le lien entre le système cosaque d'assemblée et le *vetché* kiévien (cf. ❖ 40) n'est guère défendable.

Si l'on considère les faits connus, le terme de « cosaque », attesté au moins depuis le début du XIV^e siècle, est turc (*qazaq*) et signifie approximativement « dissident » : c'est l'homme libre, celui qui s'est séparé de son groupe d'origine (la même racine se retrouve dans le nom des Kazakhs d'Asie centrale, « dissidents » du khanat ouzbek). Il ne s'agit donc pas d'un nom ethnique, mais de la désignation d'un mode de vie.

À partir des années 1440, des groupes de « Cosaques » opérant comme brigands ou mercenaires sont signalés dans les steppes ukraino-russes : Cosaques de Riazan (au sud-est de Moscou) en 1444 ; Cosaques « tcherkesses » (Caucasiens du Nord-Ouest ?) dans l'armée du khan de Kazan Oulough Mohammed en 1445 ; « Cosaques Orgousiens » au service des colonies génoises de Crimée. En 1470, un khan tatar (peut-être Ahmed, l'un des derniers souverains de la Horde d'Or définitivement détruite en 1502 par Mengli Guiraï de Crimée) envahit la Podolie avec une armée de « Cosaques » – terme que le chroniqueur polonais Jan Długosz traduit par « brigands et fugitifs ».

En Ukraine centrale, des groupes permanents de Cosaques, d'orientation anti-tatare et anti-ottomane, se formèrent au début des années 1490. Leurs premiers foyers semblent avoir été Kiev et la bourgade fortifiée de Tcherkassy, plus au sud sur le cours du Dniepr. Cela explique l'appellation de « Tcherkasses » par laquelle les documents officiels moscovites ont désigné les Cosaques d'Ukraine jusqu'au XVIII^e siècle (le nom de Tcherkassy lui-même reflète probablement l'implantation de Tcherkesses, c'est-à-dire de Caucasiens du Nord-Ouest, à la fin du XIII^e ou au XIV^e siècle). Outre leurs activités militaires, une charte kiévienne de 1499 montre qu'ils pêchaient et convoyaient du poisson sur le Dniepr.

Il est clair que le mode de vie cosaque est un moule dans lequel se sont coulés des gens de diverses origines : Tatars, Caucasiens du Nord, etc. Le début son développement massif, dans les années 1440, coïncide avec celui de la décomposition de la Horde d'Or, ce qui n'est sûrement pas un hasard. Par la suite, un nombre croissant de Ruthènes a adhéré à ce modèle. Les Slaves étaient peut-être déjà majoritaires parmi les Cosaques des années 1490, hostiles aux Ottomans et Tatars de Crimée. Ils l'étaient en tout cas au début du XVI^e siècle : Sigismond von Herberstein, ambassadeur du Saint-Empire en Moscovie, écrit dans la relation de ses voyages de 1517 et 1526 que « *les Circassiens* [c'est-à-dire les « Tcherkasses » ou Cosaques], *riverains du Borysthène, sont des Ruthènes.* »

Il est intéressant de replacer cela dans la perspective plus large des contacts anciens et durables entre les Slaves et le monde des steppes (cf. ❖ 14, 16, 21, 37, 41, 45), que le phénomène cosaque paraît prolonger et couronner. Déclinant à leur profit le « sarmatisme » polonais (cf. ❖ 22), les Cosaques d'Ukraine s'inventèrent d'ailleurs des mythes d'origine qui faisaient d'eux les descendants des Scythes, Sarmates et Roxolans, et Khazars (appelés « Kozars » en ukrainien).

Marquées par leur origine steppique, progressivement slavisées, les communautés cosaques ont ensuite continué d'accueillir des éléments divers mais majoritairement ruthènes, dont des paysans fuyant le servage. Certaines écoles historiques mettent l'accent sur cette composante de la Cosaquerie – mais la participation d'autres classes sociales est bien attestée. D'ailleurs, un trait spécifique des Cosaques ukrainiens (par rapport à ceux de Russie méridionale) est leur encadrement aristocratique. Des nobles employèrent des troupes cosaques, et parfois se firent eux-mêmes Cosaques. Dès 1493, le prince Bohdan Hlynsky détruisit avec des Cosaques le fort ottoman d'Otchakiv. En 1516, le prince Predslav Lantskoronsky (Przeclaw Lanckoroński) attaqua la forteresse ottomane d'Akkerman / Bilhorod-Dnistrovskyi « à la manière cosaque » – évènement qui eut un certain retentissement puisque des chroniqueurs polonais et ukrainiens y voient la naissance symbolique de la Cosaquerie. Ostap Dachkevitch, gouverneur

de Tcherkassy de 1514 à 1535, vainquit à plusieurs reprises les Tatars de Crimée à la tête de ses Cosaques.

Le gouvernement lituanien considérait tout cela avec une certaine méfiance, les attaques des Cosaques pouvant à tout moment entraîner la grande-principauté dans une guerre contre la Crimée et l'empire ottoman. En 1540, le grand-prince Sigismond ordonna un recensement des Cosaques de Kiev, Tcherkassy et Kaniv, dans l'idée de les enrégimenter au service de l'État. Mais les Cosaques restaient en grande partie indépendants et disponibles pour toutes sortes d'aventures, comme celles du prince Dmytro Vychnevetsky, dit « Baïda », un aventurier qui servit tour à tour la Lituanie et la Moscovie. Il occupa, de 1554 à 1557, un fortin sur l'île de Khortytsia. Il tenta en 1563 de s'emparer du trône de Moldavie, fut exécuté à Constantinople, et devint l'un des grands héros cosaques dans la mémoire populaire ukrainienne.

Durant cette période, les Cosaques ukrainiens contribuèrent à la formation de la Cosaquerie du Don, qui allait à son tour servir de vivier à d'autres communautés (Oural, Térék...) aux confins méridionaux de la Moscovie. Il y a avait des Cosaques dès la fin du XV^e siècle à Azov, colonie vénitienne (*La Tana*) de l'embouchure du Don devenue place forte ottomane (*Azaq*) en 1475. Mais les Cosaques du Don en tant que tels n'apparaissent qu'à la fin des années 1540. Leur première capitale se nommait Tcherkassk et doit probablement son nom à des « Tcherkasses » ukrainiens ; sa fondation est parfois attribuée au prince Baïda-Vychnevetsky, qui l'aurait créée en 1560 alors qu'il servait le tsar contre les Ottomans d'Azov. Les Cosaques d'Ukraine et du Don conservèrent des liens étroits jusqu'au XVIII^e siècle.

Les premiers Cosaques ukrainiens (comme, avec certaines différences, ceux du Don ou de l'Oural au sud de la Moscovie) étaient caractérisés par leur système d'organisation communautaire. Les chefs (ukr. *otaman*, russe *ataman* ; terme d'origine turque) et les principaux officiers étaient élus par l'assemblée (ukr. *rada* « conseil », russe *kroug* « cercle ») qui

pouvait aussi les démettre, attribuait les ressources sur une base égalitaire et réglait toutes les questions importantes.

On notera que les Cosaques ukrainiens, bien qu'ils aient possédé des chevaux et combattu montés à l'occasion, furent toujours plus réputés comme fantassins (c'étaient d'excellents fusiliers) et comme marins capables, dans leurs petits bateaux, d'étonnantes expéditions de l'autre côté de la mer Noire.

VI- LA PÉRIODE COSAQUE

Domination polonaise, luttes cosaques, mainmise russe (1569 - fin du XVIII^e siècle)

Chronologie

- . 1569 : union polono-lituanienne de Lublin, formation de la *Rzeczpospolita* (la « République des deux nations ») ; transfert des territoires ukrainiens de la grande-principauté de Lituanie à la Couronne de Pologne.
- . 1572 : mort de Sigismond II Auguste, extinction de la dynastie de Jagellon.
- . 1573-1574 : règne d'Henri de Valois (futur Henri III de France).
- . 1574-1579 : interventions cosaques en Moldavie.
- . 1575-1586 : règne d'Etienne Báthory. Début de la colonisation nobiliaire polonaise du sud de l'Ukraine.
- . 1578 : règlement créant la 1^{re} unité de Cosaques Enregistrés.
- . 1585 : première mention de la Sitch des Cosaques Zaporogues.
- . 1587-1632 : règne de Sigismond III Vasa.
- . 1591-1593 : participation des Cosaques au mouvement nobiliaire de Kosynsky.
- . 1594-1596 : mouvement cosaque de Nalyvaïko et Loboda.
- . 1596 : union des Églises, formation de l'Église « uniate » (gréco-catholique).
- . 1604-1613 : emploi de Cosaques par l'armée polonaise dans les guerres contre la Moscovie.
- . 1614-1617 : apogée des grandes expéditions cosaques contre les Tatars et les Ottomans.
- . 1615 : constitution de la Confrérie orthodoxe de Kiev.
- . 1620 : soutien cosaque à la restauration de la hiérarchie orthodoxe en Ukraine.
- . 1621 : rôle décisif des Cosaques (Sahaidatchny) dans la victoire polonaise sur les Ottomans à Khotyn.
- . 1632-1648 : règne de Ladislas IV Vasa.
- . 1637-1638 : soulèvements cosaques en Ukraine et restriction de l'autonomie cosaque.
- . 1648 : soulèvement et victoires de Bohdan Khmelnytsky. Mort du roi Ladislas IV et avènement de Jean-Casimir.

- . 18 août 1649 : traité de Zboriv.
- . Juillet 1651 : défaite cosaque à Berestetchko.
- . 1651-52 : formation de communautés cosaques en « Ukraine Slobodienne » sous juridiction moscovite.
- . 1654 : accord de Péréïaslav, passage de l'Ukraine cosaque sous suzeraineté moscovite.
- . 1657 : mort de Bohdan Khmelnytsky ; élection de son fils Iouriï comme hetman. Accession au pouvoir d'Ivan Vyhovsky.
- . 1658 : traité de Hadiatch entre l'hetman Vyhovsky et la Pologne. Formation d'une « grande-principauté de Ruthénie », troisième membre de la *Rzeczpospolita*.
- . 28-29 juin 1659 : victoire à Konotop de l'hetman Vyhovsky sur les Moscovites.
- . Septembre 1659 : chute de Vyhovsky et restauration de Iouriï Khmelnytsky.
- . 1660 : retour de Iouriï Khmelnytsky à l'allégeance polonaise. Révolte de Somko sur la Rive Gauche, et partage de fait des Cosaques entre Rive Gauche moscovite et Rive Droite polonaise.
- . Années 1660-80 : activité de l'otaman de la Sitch zaporogue Ivan Sirko contre les Tatars et les Ottomans.
- . 1663 : élections des hetmans Teteria sur la Rive Droite et Brioukhovetsky sur la Rive Gauche.
- . 1665 : élection de Petro Dorochenko comme hetman de la Rive Droite.
- . 1666 : alliance entre Dorochenko et l'empire ottoman.
- . 13 janvier 1667 : traité d'Androusovo officialisant le partage de l'Ukraine entre Moscovie et Pologne ; condominium polono-moscovite sur la Sitch.
- . 1668 : élection de Dorochenko comme hetman de toute l'Ukraine.
- . 1669 : élection des hetmans Mnohohrichny sur la Rive Gauche et Soukhovyï sur la Rive Droite.
- . 1670 : élection de l'hetman Khanenko sur la Rive Droite.
- . 1672 : élection de Samoïlovytch comme hetman de la Rive Gauche.
- . 1676 : arrestation de Dorochenko par les Moscovites.
- . 1678 : seconde restauration de Iouriï Khmelnytsky, par les Ottomans et comme hetman de la Rive Droite.
- . 1681 : déposition de Iouriï Khmelnytsky par les Ottomans
- . 1681-83 : gestion de la Rive Droite par le *hospodar* de Moldavie Georges Duca.

- . 1686 : traité polono-moscovite ; protectorat moscovite sur la Sitch. Subordination du clergé ukrainien à Moscou.
- . 2 juillet 1687 : élection d'Ivan Mazepa comme hetman de la Rive Gauche.
- . 1692-1696 : révolte indépendantiste et anti-moscovite de Petro Ivanenko.
- . 1699 : abandon par l'empire ottoman de ses prétentions sur la Rive Droite ; suppression des structures cosaques dans la région par le pouvoir polonais ; révolte de Samous et Semen Paliï.
- . 1704 : dans le cadre de la Grande guerre du Nord et de l'invasion de la Pologne par les Suédois, occupation de la Rive Droite par les Cosaques de l'hetman Mazepa.
- . Novembre 1708 : changement d'allégeance de Mazepa, alliance avec la Suède ; répression moscovite en Ukraine ; élection d'un hetman rival, Ivan Skoropadsky, sur l'ordre du tsar Pierre I^{er}.
- . Printemps 1709 : ralliement des Cosaques de la Sitch à Mazepa et aux Suédois ; destruction de la Sitch par les Moscovites.
- . 28 juin 1709 : victoire des Moscovites sur les Suédois et les Cosaques de Mazepa à Poltava ; fuite des vaincus en territoire ottoman.
- . 28 août 1709 : mort de Mazepa à Bender.
- . 1710 : élection de Philippe Orlyk comme hetman en exil (5 mai) ; adoption des « Pactes » de Bender. Formation d'une Sitch en exil.
- . 1721 : proclamation de l'empire de Russie par Pierre I^{er}.
- . 1722 : création d'un « Collège petit-russien » pour contrôler l'hetman Ivan Skoropadsky ; mort de Skoropadsky et vacance de la charge d'hetman.
- . 1725-1727 : règne de Catherine I^{re} en Russie.
- . 1727-1730 : règne de Pierre II en Russie.
- . 1727 : élection comme hetman de la Rive Gauche de Danylo Apostol.
- . 1734 : reconstitution de la Sitch zaporogue sous suzeraineté russe.
- . 1734 : mort de Danylo Apostol, vacance de la fonction d'hetman, création de la « Direction du gouvernement de l'Hetmanat ».
- . 1734 : intervention russe en Pologne ; insurrection cosaque et paysanne anti-polonaise sur la Rive Droite.
- . 1741-1762 : règne d'Élisabeth I^{re} en Russie.

- . 1764 : démission forcée de l'hetman Rozoumovsky, suppression de la fonction d'hetman, création d'un nouveau « Collège petit-russien ».
- . 1765 : abolition de l'autonomie de l'Ukraine slobodienne.
- . 1768 : intervention russe en Pologne ; insurrection des Haïdamaks et répression du mouvement par les troupes russes.
- . 1772 : premier partage de la Pologne ; annexion de la Galicie par l'Autriche.
- . 1774 : annexion de la Bukovine par l'Autriche.
- . 1775 : destruction de la Sitch zapороgue.
- . 1781-83 : suppression de l'Hetmanat et du statut cosaque en Ukraine de la Rive Gauche.
- . 1783 : annexion par la Russie du khanat de Crimée.
- . 1790 : mort de l'impératrice Marie-Thérèse, avènement de Joseph II (1780-90).
- . 1792 : transfert des Cosaques de la mer Noire (anciens Zaporogues) au Kouban.
- . 1793 : deuxième partage de la Pologne ; annexion de la Rive Gauche par la Russie.
- . 1795 : troisième partage de la Pologne ; annexion de la Volhynie occidentale par la Russie ; dissolution de l'État polono-lituanien.

❖ 59- En 1569, la Lituanie céda ses territoires ukrainiens à la Pologne. Pourquoi, et avec quelles conséquences ?

En 1569, la grande-principauté de Lituanie et le royaume de Pologne conclurent, à Lublin, une nouvelle Union, et formèrent dès lors un même État bipartite, qu'il est convenu de désigner par son nom polonais de *Rzeczpospolita*. Le terme signifie « République », mais au sens romain d'« État », puisque son chef était le roi.

Le souverain serait commun (ce qui avait été continuellement le cas depuis 1501), de même que la monnaie et la diplomatie, mais Pologne et Lituanie conserveraient chacune leur administration, leurs lois et leur armée.

Contrairement à l'Union de 1385, c'est la Pologne qui se trouvait en position de force, face à une Lituanie affaiblie notamment par ses conflits avec la Moscovie.

Et par le traité de Lublin, la Lituanie céda ses possessions ukrainiennes à la Pologne. Les historiens ne s'accordent pas sur la position prise à cet égard par les principaux intéressés, c'est-à-dire les nobles ukrainiens (le reste de la population n'ayant de toute façon guère voix au chapitre). Ils étaient sûrement divisés en fonction ce qu'ils redoutaient ou espéraient de ce transfert. L'accord de Lublin leur donnait d'ailleurs certaines garanties quant à l'usage de la « langue ruthène » officielle, aux droits des orthodoxes, et au monopole des Ukrainiens sur les emplois publics des territoires cédés. Mais le fait est qu'en 1569, l'Ukraine passa sous administration polonaise, et que cet événement orienta durablement son histoire.

D'abord, à partir de cette date, presque tous les territoires alors peuplés d'Ukrainiens se trouvèrent unis au sein de la Pologne (les seules exceptions sont la petite Transcarpathie hongroise, et les territoires de « Sibérie » rattachés à la Moscovie [carte XV]). La Pologne possédait en effet la Galicie depuis le XIV^e siècle (cf. ❖ 52).

Inversement, après 1569, l'Ukraine se trouva coupée de la Biélorussie. Les deux peuples « ruthènes » étaient distincts mais proches, et les Cosaques d'Ukraine, au milieu du XVII^e siècle, rêvèrent d'étendre leur guerre de libération à la Biélorussie. Mais cette dernière ne connut pas d'équivalent des puissantes organisations cosaques ukrainiennes, et les deux peuples empruntèrent finalement des chemins différents.

La cession de l'Ukraine modifia l'équilibre interne – territorial, démographique, militaire – du bloc polono-lituanien, désormais clairement dominé par la Pologne. Ce basculement eut des effets culturels et linguistiques à long terme.

Enfin, pour les anciens sujets ukrainiens de la Lituanie, l'Union fut un changement radical. La grande-principauté de Lituanie était en fait, on l'a dit, une « Lituanie-Ruthénie » où les Ukrainiens étaient chez eux, pouvaient pratiquer l'orthodoxie sans contrainte réelle, étaient gouvernés dans leur langue.

Le nouveau pouvoir polonais, lui, fut d'emblée perçu comme étranger, et de son côté ne considéra jamais l'élément ukrainien comme un partenaire égal.

❖ 60- Que fit le gouvernement polonais de ses nouveaux territoires ukrainiens ?

Juridiquement, ces territoires constituaient de simples provinces (« palatinats »), mais le droit commun polonais n'y fut pas appliqué. La langue administrative « ruthène » demeura en usage officiel, de même que le « Statut Lituanien », le code de loi inspiré des vieux textes de l'époque kiévienne (cf. ❖ 33 et 40). C'est dans le domaine social et foncier, et dans le domaine religieux, que les premiers effets de la nouvelle administration polonaise furent les plus sensibles.

Du point de vue polonais, l'un des attraits de l'Ukraine était sa partie méridionale, faiblement peuplée – la population étant concentrée dans les zones les moins exposées aux incursions tatars, c'est-à-dire au nord de la Kievue et dans la « Siverie ». Les immenses territoires du sud, considérés comme *res nullius*, se prêtaient à une entreprise coloniale. Sous Étienne Báthory (roi de 1575 à 1587 après l'extinction de la dynastie de Jagellon en la personne de Sigismond II Auguste et le bref intermède d'Henri de Valois en 1573-74), un inventaire des terres « vacantes » fut conduit. Son successeur Sigismond III Vasa (1587-1632) reçut en 1590 de la Diète, le parlement polonais, la pleine disposition de ces terres, et les distribua à son gré. D'énormes domaines nobiliaires furent constitués en Ukraine, avec des résidences somptueuses dont certaines devinrent le noyau de villes nouvelles, des villages, des fabriques. La main-d'œuvre y était attirée par des promesses d'exemption de redevances pour plusieurs décennies, mais la loi prévoyait en fait, après ces périodes d'exception, une totale dépendance des paysans envers les propriétaires. Une grande partie de l'Ukraine tomba ainsi aux mains de la *szlachta*, la noblesse polonaise ou polonisée déjà toute-puissante dans le reste du royaume.

Sur le plan religieux, le transfert des terres ukrainiennes de la Lituanie à la Pologne entraîna immédiatement des tensions. À l'époque, dans l'ambiance de la Contre-Réforme, l'Église catholique polonaise pratiquait avec succès une propagande active qui bénéficia notamment du soutien du roi Étienne. Son fer de lance était l'ordre des Jésuites, installé en 1575 en Galicie et qui étendit ensuite son activité à l'Ukraine ex-lituanienne. Les orthodoxes réagirent de diverses façons. Le prince volhynien Constantin Ostrojsky (1526-1608) créa dans son fief d'Ostroh une école réputée et une imprimerie, qui réalisa en 1580-81 une édition capitale de la Bible en langue liturgique slave. En 1582, le gouvernement polonais dut autoriser les orthodoxes à conserver le calendrier julien à la place du calendrier grégorien adopté cette année-là par les pays catholiques. Le mouvement des Confréries (cf. ❖ 56) se développa. En 1586, le patriarche de Constantinople approuva les nouveaux statuts de celle de Lviv et ordonna leur application à toute nouvelle Confrérie créée par la suite. L'extension des Confréries allait culminer avec la fondation de celle de Kiev en 1615.

Les rivalités religieuses furent encore exacerbées par l'acte même qui devait y mettre fin : l'Union des Églises proclamée à Brest en Biélorussie (Brest-Litovsk, Brześć) en 1596. Au terme de l'accord obtenu après de longs efforts, les Églises orthodoxes de la *Rzeczpospolita* polono-lituanienne devaient être incorporées à l'Église catholique, mais leurs ouailles conserveraient leur rite, leur langue liturgique, et diverses particularités (dont le mariage des prêtres). Dans les faits, l'aboutissement de ce vieux rêve unitaire tourna au cauchemar : une partie seulement du clergé ukrainien et biélorussien accepta l'Union, constituant ainsi l'Église « gréco-catholique » ou « uniate » subordonnée au pape. Le reste – avec la majorité des fidèles – la refusa, si bien que les Églises orthodoxes locales continuèrent d'exister. La Diète polonaise leur en reconnut le droit en 1607. Le catholicisme progressa surtout dans la partie de l'aristocratie qui voulait se concilier les faveurs royales. En 1608, à la mort du prince Constantin Ostrojsky, son école d'Ostroh devint un collège de Jésuites !

❖ 61- Quels furent les rapports entre le pouvoir polonais et les Cosaques ukrainiens ?

Le début de la période polonaise coïncide avec une augmentation du nombre et de la capacité militaire des Cosaques ukrainiens. En 1568, la présence d'établissements cosaques permanents est signalée sur le *Nyz*, c'est-à-dire sur le cours inférieur du Dniepr. En 1585, il est question pour la première fois des « Cosaques de la Sitch ». La Sitch (Сѣчь / *Sěč'* > ukr. mod. Січ ; le sens initial du terme est « abattis d'arbres ») était un camp fortifié sur une île du Dniepr, dont l'emplacement changea à plusieurs reprises, et autour duquel se constitua la forte communauté des « Zaporogues ». Ce nom désignait au départ les Cosaques établis « au-delà » (*za*) des « Rapides » (*porohy*) du Dniepr, ces barres rocheuses qui empêchaient ou compliquaient la navigation sur le fleuve. Devenu prestigieux, il fut plus tard adopté par tous les Cosaques ukrainiens, si bien que l'historien doit toujours préciser de quel groupe il parle.

Dès les années 1570, il y avait donc des Cosaques, d'une part dans les régions de Kiev et Tcherkassy, d'autre part plus au sud sur le bas Dniepr (les Zaporogues au sens premier du terme). Le pouvoir polonais adopta à leur égard la même attitude ambivalente que l'administration lituanienne, et pour les mêmes raisons (cf. ❖ 58). D'un côté, les Cosaques étaient un précieux appui militaire, d'autant que ces irréguliers connaissaient parfaitement l'ennemi turco-tatar. De l'autre, leur action autonome contre ce dernier risquait d'entraîner des complications diplomatiques, puisque le khan de Crimée et le sultan ottoman considéraient ces Cosaques comme des sujets du roi de Pologne. Or, les Cosaques s'agitaient beaucoup. Ils intervinrent en 1574-1579 dans les affaires de Moldavie, soutenant plusieurs prétendants au trône de ce pays. En 1576, ils brûlèrent le port de Bender (Tighina / Bendery, dans l'actuelle République de Moldavie). En 1577, ils tuèrent un ambassadeur tatar en route vers Moscou.

Dès 1572, le gouvernement polonais avait tenté d'imposer un chef aux Cosaques. Étienne Báthory créa en 1578 une unité

cosaque officielle : un premier régiment de 500 hommes, payé par la Couronne et commandé par un « aîné » (ukrainien старший / *starchyi*) subordonné au gouverneur de Tcherkassy. Ces Cosaques inscrits dans un « Registre » furent dès lors connus comme « Cosaques Enregistrés ». En 1583, ils étaient 600 ; en 1590, 1 000. Mais les Cosaques Enregistrés n'étaient qu'une petite partie d'une masse beaucoup plus considérable, dont la majorité, ne bénéficiant d'aucun statut légal, vivait essentiellement de son butin. L'État polonais ne pouvait ni détruire, ni contrôler, ni intégrer cette masse de « Cosaques libres », formée principalement par les Zaporogues de la Sitch, et qui était un réservoir de mécontents et d'aventuriers.

Vers la fin du XVI^e siècle, certains chefs cosaques commencèrent à porter le titre de « hetman » (de l'allemand *Hauptmann* « capitaine »). Ce titre, qui n'a qu'une ressemblance accidentelle avec celui, traditionnel chez les Cosaques, d'*otaman* (cf. ❖ 58), désignait les généralissimes des armées polonaise et lituanienne.

❖ 62- Toute l'histoire de l'Ukraine, des années 1590 à la grande explosion de 1648, est dominée par les démêlés des Cosaques avec l'État polonais, et avec les Tatars de Crimée et l'empire ottoman. Quels en furent les principaux épisodes ?

En 1591-1593, le soutien des Cosaques au hobereau kiévien Christophe Kosynsky, dans sa vendetta contre la famille Ostrojsky, les conduisit à une véritable guerre contre les troupes nobiliaires de Volhynie. En 1595, les Cosaques de Nalyvaïko et Loboda, qui se repliaient en Ukraine après avoir attaqué la Bessarabie ottomane à l'automne précédent (à l'instigation du pape et de l'empereur qui rêvaient de croisade !) se heurtèrent aux troupes polonaises. Beaucoup de paysans et de citoyens ukrainiens se rallièrent à eux. Le conflit, qui dura jusqu'en mai 1596, coïncida avec les négociations finales de l'Union des Églises (cf. ❖ 60), qui permit aux Cosaques de se présenter

comme des défenseurs de l'orthodoxie contre le catholicisme – un rôle qu'ils allaient désormais assumer en permanence.

Après la répression du mouvement de Nalyvaïko, la Diète polonaise proclama les Cosaques « rebelles et ennemis de la patrie » et réclama leur extermination. Mais très vite, la Couronne recommença à en recruter pour ses guerres, et ils jouèrent notamment un rôle militaire important lors des interventions polonaises dans les troubles dynastiques moscovites des années 1604-1613.

C'est néanmoins contre les Ottomans et les Tatars de Crimée que les Cosaques ukrainiens luttèrent avec le plus d'énergie dans les deux premières décennies du XVII^e siècle. Les succès impressionnants des Cosaques dans ces conflits furent dus en grande partie à un chef de talent, Petro Konachevytch Sahaïdatchny. De grandes expéditions maritimes furent organisées, à partir de la Sitch, vers Varna en Bulgarie (1608), Sinope en Anatolie (1614), Constantinople (1615), Caffa / Théodosie en Crimée et Trébizonde (1616). Les flotilles cosaques descendaient le Dniepr pour entrer en mer Noire en déjouant la surveillance des postes ottomans, débarquaient sur le littoral, pillaient les villages, délivraient les esclaves chrétiens, et se repliaient avec leur butin avant que l'ennemi n'ait pu réagir. En 1607, 1614 et 1619, le gouvernement polonais, craignant des représailles ottomanes, prit des mesures pour contrôler plus étroitement les mouvements des Cosaques : nomination par la Couronne de leur chef (auquel n'était encore reconnu que le modeste titre d'« aîné »), interdiction des sorties en mer, etc.

Ces contraintes peu réalistes étaient mal ressenties par les Cosaques qui, de leur côté, soutenaient de plus en plus visiblement l'orthodoxie en Ukraine. Ils adhérèrent collectivement à la Confrérie de Kiev fondée en 1615 (cf. ❖ 60). Sahaïdatchny soutint le clergé orthodoxe très affaibli par le ralliement d'une partie de ses cadres à l'Union.

Il joua un rôle important dans la nomination d'un nouveau métropolite à Kiev en 1620.

En 1620-21, l'armée polonaise recruta en catastrophe 41 500 Cosaques ukrainiens pour faire face à l'invasion et à la tentative de conquête de la Pologne par les Ottomans. Sahaidatchny fut l'un des artisans de la victoire polonaise de Khotyn en septembre 1621, et mourut de ses blessures le 10 avril 1622.

En 1622-1625, les Cosaques reprirent leurs attaques contre les Tatars de Crimée et l'empire ottoman. En 1625, l'armée polonaise marcha sur les territoires «zaporogues» du bas Dniepr pour contraindre les Cosaques à se tenir tranquilles. Les expéditions reprirent cependant dès 1628.

Le roi Ladislas IV Vasa (Władysław IV, 1632-1648), qui fut toujours assez populaire chez les Cosaques, les employa en grand nombre dans ses guerres tout en tentant de mieux les contrôler. Mais en 1637-38, des révoltes conduites par les chefs cosaques Pavliouk – qui s'attaqua aux Cosaques Enregistrés considérés comme des «traîtres» – Ostrianytsia et Hounia, furent punies d'une sévère diminution de l'autonomie cosaque. Des officiers polonais furent nommés à la tête des régiments du Registre, et une garnison régulière installée à la Sitch. Les Cosaques matés se tinrent tranquilles pendant dix ans, mais les tensions ne firent que croître en Ukraine où la noblesse polonaise (ou polonisée), libérée de tout contrepoids, disposait d'un pouvoir absolu.

On voit bien que pour la Pologne, le problème cosaque était insoluble. Comme l'avaient montré les guerres contre la Moscovie et les Ottomans, l'apport militaire des Cosaques pouvait être vital. Mais ces communautés armées et insoumises, qui s'étaient instituées les protectrices de l'orthodoxie, dont les «libertés cosaques» exerçaient une fascination compréhensible sur la paysannerie ukrainienne asservie, et qui menaient une guerre presque permanente avec les voisins criméen et ottoman de la Pologne, étaient un facteur de déséquilibre intérieur et extérieur. Seule la petite minorité des Cosaques Enregistrés (6 000 hommes en 1625 ; 8 000 hommes en 1628, 7 000 en 1635), dont l'autonomie interne était reconnue, était vraiment

intégrée à l'État. Leur statut était d'ailleurs convoité, voire jaloué, par les dizaines de milliers de « Cosaques Libres » vivant en dehors du système officiel.

❖ **63- Après dix ans de calme, quelle fut la cause du grand soulèvement de 1648, et en quoi se différençait-il des mouvements précédents ?**

La révolte cosaque de 1648, qui se transforma en « guerre de libération » ukrainienne, est le résultat de toutes les tensions religieuses, sociales, nationales, accumulées en Ukraine depuis le début de la domination polonaise. Les Cosaques y combattirent largement, du moins au début, pour leurs propres intérêts, mais la population se rallia à eux pour exprimer toutes ses frustrations.

La cause immédiate de l'explosion fut la brouille entre un officier cosaque du nom de Bohdan Khmelnytsky, prospère et bien intégré au système du Registre, et un fonctionnaire polonais. Après le sac de son domaine, Khmelnytsky ne put obtenir réparation de la justice polonaise et fut lui-même brièvement emprisonné. Il s'enfuit alors dans les territoires « zaporogues » où, avec une petite troupe, il chassa la garnison régulière de la Sitch et se fit proclamer « hetman » le 16 avril 1648. Il eut l'astuce de présenter son mouvement comme dirigé, non pas contre le roi, mais contre la noblesse qui, deux ans plus tôt, avait empêché le souverain d'accorder aux Cosaques divers privilèges dans le cadre de la guerre qu'il envisageait contre l'Empire ottoman. Et il obtint le soutien militaire des Tatars de Crimée, dont les archers montés devaient contrebalancer la supériorité de la cavalerie polonaise (rappelons que les Cosaques ukrainiens excellaient surtout comme fantassins et marins). Cette alliance avec l'« ennemi héréditaire » révèle la profondeur de la haine portée au régime polonais. Du côté criméen, elle illustre le degré de liberté que se permettait le khanat quand les circonstances étaient favorables : profitant des troubles qui allaient conduire à la déposition du sultan fou Ibrahim I^{er} à Constantinople, le khan Islam Guiraï refusa

d'envoyer son armée combattre contre Venise et accepta de soutenir les Cosaques contre la Pologne.

L'importance historique cruciale du soulèvement de 1648 tient à son ampleur, à sa dimension « nationale » (au sens de l'époque) et internationale, et surtout à ses conséquences, car la série de guerres qu'il provoqua aboutit au passage d'une partie de l'Ukraine sous le contrôle de la Moscovie. La personnalité de Bohdan Khmelnytsky, chef de guerre, créateur d'un véritable État cosaque ukrainien, et diplomate, a été déterminante.

❖ 64- Quelles ont été les grandes étapes du soulèvement – puis de la guerre – contre le pouvoir polonais ?

Une première phase des événements, en 1648-49, fut marquée par des succès cosaques. Les 16 et 26 mai 1648, Khmelnytsky remporta sur les deux armées polonaises qui avaient été envoyées contre lui les batailles de Jovti Vody (les « Eaux Jaunes ») et de Korsoun'. Dans une grande partie de l'Ukraine, les paysans se soulevèrent contre la noblesse, s'attaquèrent au clergé uniate et aux Juifs (cf. ❖ 65). Le roi, dont la popularité chez les Cosaques aurait pu favoriser une solution négociée, mourut le 20 mai. L'extension de la révolte paysanne d'une part, les représailles féroces conduites par le prince Jérémie Wiśniowiecki d'autre part, firent échouer les premiers pourparlers. Khmelnytsky vainquit à nouveau les Polonais lors de deux batailles en Volhynie : à Pyliava (septembre 1648) puis à Kostiantynové (octobre 1648). Son armée pénétra alors en Galicie, provoquant une révolte de la population ukrainienne de la province. Le 20 novembre 1648, Jean-Casimir Vasa, frère de Ladislas IV, fut élu roi de Pologne, et ouvrit immédiatement des négociations avec les Cosaques. Entré en triomphateur dans Kiev à Noël 1648, Khmelnytsky dut reprendre les armes en mai 1649 devant l'échec des discussions. Les Cosaques encerclèrent l'armée polonaise à Zboriv et l'auraient anéantie sans la défection des Tatars. Les adversaires se résignèrent à négocier, et conclurent le 18 août 1649 le traité de Zboriv.

Ce traité créait un statut d'exception dans les trois « palatinats » polonais de Kiev, Bratslav et Tchernihiv [carte XVI]. Les Cosaques, dont l'effectif enregistré serait porté à 40 000 hommes, jouiraient d'une pleine autonomie dans ces régions et éliraient leur hetman, confirmé par le roi. L'Union des Églises y serait abolie et les fonctions officielles réservées aux orthodoxes. Les Juifs et les Jésuites en seraient expulsés. Les insurgés seraient amnistiés.

Le traité fut ratifié à la fin de 1649 par la Diète polonaise, mais jamais vraiment appliqué. Rien n'était prévu en faveur des paysans, qui se considéraient désormais comme libres. Il y avait à la Cour de Jean-Casimir des aristocrates partisans d'un écrasement pur et simple des Cosaques. Bohdan Khmelnytsky lui-même ne se satisfaisait plus d'être simplement le chef d'une armée autonome au service de la Pologne. Il s'empessa de créer une administration militaire cosaque en divisant les trois palatinats en « régiments » territoriaux. Il essaya d'étendre son influence à la Moldavie (1650) et accueillit avec intérêt les offres de « protection » du sultan ottoman.

La guerre reprit donc, et sa seconde phase fut beaucoup moins favorable aux Cosaques. Ceux-ci, trahis par les Tatars de Crimée qui séquestrèrent même un moment Khmelnytsky en pleine bataille, furent écrasés à Berestetchko en Volhynie (juillet 1651). L'armée lituanienne occupa le nord de l'Ukraine. Après d'autres combats indécis, Khmelnytsky dut signer le 28 septembre 1651 le traité de Bila-Tserkva, qui réduisait le territoire ukrainien autonome au seul palatinat de Kiev et l'effectif du Registre à 20 000 Cosaques. Ce traité ne fut pas ratifié par la Diète.

La guerre se poursuivit en Moldavie – où les Cosaques furent vaincus et le fils aîné de Khmelnytsky tué au combat – et en Ukraine. En 1653, les Cosaques et leurs alliés tatars encerclèrent l'armée polonaise et le roi lui-même à Jvanets sur le Dniestr, et Khmelnytsky obtint la promesse d'un retour aux conditions du traité de Zboriv. Mais à cette date, son alliance avec la Moscovie était déjà en cours de conclusion (cf. ❖ 66).

L'intervention moscovite ouvrit une nouvelle série de conflits, mais surtout une nouvelle page de l'histoire de l'Ukraine.

On peut noter à ce propos que durant cette période, les conflits ukraino-polonais entraînèrent la fuite de nombreux Ukrainiens en territoire moscovite, dans la région de Kharkiv. Ils y formèrent des unités cosaques directement subordonnées au pouvoir moscovite, en échange d'une certaine autonomie locale. La région reçut le nom d'« Ukraine des slobodes », c'est-à-dire des « communautés libres ».

❖ 65- Le soulèvement de 1648 est vu par les Ukrainiens comme une guerre de libération nationale, par les Polonais comme une période d'anarchie sanglante, et par les Juifs comme l'un des grands épisodes de persécution de leur histoire européenne. Qu'y a-t-il de vrai dans ces images contradictoires ?

Il y a trois niveaux dans les événements de 1648 et des années suivantes. Le premier est la vengeance personnelle de Bohdan Khmelnytsky. Le second est la volonté des Cosaques, dix ans après leur défaite de 1638, de recouvrer leur pleine autonomie. Mais le troisième, sans lequel ce mouvement n'aurait pas eu plus de conséquences que les précédents, c'est le rejet, par une grande partie de la population ukrainienne, du régime polonais. En ce sens, on peut bien parler de guerre de libération, exprimant les aspirations confuses mais profondes des Ukrainiens dans leur ensemble et pas seulement des Cosaques.

Cette guerre conduisit à de terribles massacres de part et d'autre. Le caractère à la fois national, religieux et social du conflit multiplia les prétextes aux cruautés. À la ruée vengeresse des Cosaques – et surtout de leurs auxiliaires paysans – sur les domaines nobiliaires, répondirent les expéditions punitives de l'armée privée du prince Wiśniowiecki.

En ce qui concerne particulièrement les Juifs, ils furent victimes de leur position dans le système polonais.

L'origine des communautés juives d'Ukraine est un sujet complexe. Il y avait des Juifs en Crimée dès l'Antiquité. La contribution des Khazars convertis au judaïsme à la formation des Askénazes est très controversée (cf. ❖ 37). Au Moyen Âge, des Juifs sont venus d'Europe centrale en Ukraine, avec l'autorisation des rois de Galicie-Volhynie puis des grands-princes de Lituanie.

Sous la domination polonaise, les Juifs – relativement privilégiés – occupaient une place dangereuse entre toutes : ils servaient d'intermédiaire économique et financier entre la classe dirigeante et les paysans. Les Juifs étaient intendants de domaines, collecteurs d'impôts, détenteurs de divers monopoles, etc. La chronique de Nathan Hannover, *Le fond de l'abîme* (*Yeven Mezulah*, 1653), qui relate les massacres perpétrés en Ukraine, les explique directement par ce rôle des Juifs qui les faisait détester. L'antijudaïsme religieux existait, mais n'était pas plus violent qu'ailleurs dans le monde chrétien ou musulman. L'antijudaïsme ethnique ou « racial », tel qu'on l'a connu aux XIX^e-XX^e siècles, était quant à lui, tout à fait absent ; on connaît de nombreux cas bien attestés de Juifs – dûment convertis au christianisme orthodoxe – servant dans les troupes cosaques, parfois à des grades élevés.

L'ampleur réelle des massacres de Juifs en 1648-49 est difficile à déterminer (plusieurs dizaines de milliers de morts ?), mais ces violences sont à replacer dans le contexte d'une guerre extrêmement brutale. Il faut noter aussi que les Juifs de Pologne furent victimes ensuite, dans les années 1650-1660, de divers crimes perpétrés aussi bien par des armées polonaises que par les envahisseurs suédois : les Cosaques, et les Ukrainiens en général, n'avaient pas l'exclusivité de tels forfaits.

❖ 66- Pourquoi Bohdan Khmelnytsky, après plusieurs tentatives d'entente avec le pouvoir polonais, se tourna-t-il vers la Moscovie, et comment celle-ci réagit-elle ?

On a vu que l'hetman Khmelnytsky, dans sa recherche d'alliances, n'avait pas hésité à se tourner vers les Tatars de

Crimée et l'empire ottoman, ennemis traditionnels des Cosaques. La Moscovie, puissance orthodoxe, puissance slave revendiquant l'héritage de l'ancienne Ruthénie, faisait à tout prendre un allié plus présentable.

En 1653, après cinq ans de guerre et plusieurs traités jamais vraiment appliqués, Khmelnytsky doutait de la possibilité de parvenir à une paix stable, garantissant définitivement l'autonomie de l'Ukraine cosaque, avec la Couronne de Pologne. Tout en négociant encore avec les Polonais, il avait deux autres fers au feu. Il se réclamait toujours de la protection du sultan ottoman (cf. ❖ 64). Et il sollicita parallèlement le tsar de Moscovie.

Le tsar Alexis I^{er}, second souverain de la dynastie des Romanov, ne vit pas que des avantages à faire passer sous son sceptre les Cosaques ukrainiens et les territoires qu'ils contrôlaient. L'opération signifiait évidemment une guerre contre la Pologne. C'est donc après quelques hésitations que le souverain et les États Généraux (*Zemskii sobor*) de Moscovie acceptèrent en 1653 les avances de Bohdan Khmelnytsky. En janvier 1654, les Cosaques d'Ukraine et les représentants des villes (celles qui jouissaient de l'autonomie en vertu du Droit de Magdebourg) jurèrent fidélité au tsar. Des problèmes surgirent dès ce stade : une partie des chefs cosaques refusa le serment, certaines villes envoyèrent leurs représentants directement à Moscou en court-circuitant l'hetman, et le représentant du tsar refusa de jurer au nom de ce dernier (qui, étant « autocrate », ne pouvait se lier envers ses nouveaux sujets) de respecter les libertés cosaques.

En mars 1654, le tsar Alexis accepta les clauses d'autonomie proposées par Bohdan Khmelnytsky (ce que l'on nomme les « Articles de Bohdan Khmelnytsky » ou, de façon moins exacte, le « Traité de Péréïaslav »). La Moscovie aiderait les Cosaques à chasser les Polonais d'Ukraine. Elle prendrait à son compte la solde des Cosaques Enregistrés, dont l'effectif du Registre serait porté à 60 000 hommes – un nombre jamais atteint auparavant. Les Cosaques conserveraient tous leurs droits antérieurs, dont celui de n'être jugé que par leurs propres

tribunaux. Ils éliraient leur hetman, qui pourrait avoir des relations diplomatiques avec tous les pays autres que la Pologne et l'empire ottoman. Seuls des Ukrainiens seraient nommés aux emplois publics en Ukraine, et les impôts seraient recouvrés localement. La Sitch des Zaporogues du bas Dniepr conservait son propre gouvernement. Sur le papier, Khmelnytsky avait apparemment atteint son but et obtenu de la Moscovie plus que la Pologne ne lui avait jamais offert.

❖ 67- Pourquoi, alors, l'accord de Péréïaslav fait-il l'objet de si violents débats historiques ?

Pour l'école historique ukrainienne, l'accord de 1653-54 fut une catastrophe. Les Cosaques, qui auraient préféré trouver leur place dans le système nobiliaire et éclairé de la Pologne, se jetèrent par désespoir dans les bras d'un monarque absolu et furent engloutis par un État dont les traditions politiques et sociales leur étaient tout à fait étrangères. Le choix malheureux de Bohdan Khmelnytsky permit à la Moscovie de prendre pied en Ukraine, puis d'y étendre une domination qui allait se révéler néfaste aux Ukrainiens.

Cette analyse est partagée par les historiens polonais, qui considèrent que les Cosaques, et les Ukrainiens en général, ne gagnèrent rien à troquer le système polonais, où ils se croyaient malheureux, contre le système moscovite, qui allait les asservir.

La vision de l'historiographie russe est bien sûr diamétralement opposée. Selon elle, en 1654, la Moscovie entreprit de libérer ses frères slaves orientaux et orthodoxes de l'occupation polonaise, et l'accord de Péréïaslav fut une étape importante dans la reconstitution de l'ancienne Ruthénie (identifiée par l'école russe à une ancienne « Russie », cf. ❖ 33) sous le sceptre des Romanov. La terminologie russe, d'époque impériale ou soviétique, est significative, puisqu'il y est question de « réunification » de l'Ukraine avec la Moscovie-Russie.

Indépendamment des interprétations patriotiques, deux choses doivent être bien comprises.

D'une part, la carte moscovite n'était que l'une de celles jouées simultanément ou successivement par Bohdan Khmelnytsky. Comme on l'a vu, il n'avait pas rompu en 1653 avec les Ottomans, alors même qu'il négociait avec les Moscovites. Dès 1655, il allait se tourner vers la Suède. Rien ne prouve, en dépit des effusions orthodoxes de 1654, qu'il ait accordé une importance sentimentale particulière à ses combinaisons moscovites.

D'autre part – comme le montraient déjà les incidents survenus à Péréiaslav en 1654 – les Cosaques ukrainiens et les Moscovites n'avaient pas la même lecture de leurs accords. Pour les premiers, le territoire ukrainien formait une entité autonome administrée par l'armée cosaque, sous la suzeraineté d'un tsar lointain qui ne se mêlerait pas de ses affaires intérieures. Pour les seconds, l'Ukraine était désormais une partie de l'État moscovite et ses habitants des sujets du tsar. Celui-ci consentait à accorder certains privilèges aux Cosaques et à d'autres (les habitants des villes), étant entendu que ces privilèges unilatéralement octroyés pouvaient être unilatéralement révoqués par l'autocrate. Le refus d'une partie des Cosaques (dont des officiers de premier plan comme le colonel Ivan Bohoun, l'un des héros de la guerre contre les Polonais) de prêter serment au tsar suggère qu'ils étaient conscients des difficultés d'accorder libertés cosaques et absolutisme moscovite.

❖ 68- D'où vient l'appellation officielle de « Petite-Russie » donnée à la partie de l'Ukraine désormais contrôlée par la Moscovie ?

Il s'agit en fait à l'origine de « Petite Ruthénie » (Мала́я Русь / *Malaïa Rous* '). Cette appellation est d'origine byzantine, mais son sens a changé au cours du temps. En 1303, le roi de Galicie-Volhynie Georges I^{er} avait obtenu la création d'un siège

métropolitain orthodoxe à Halytch (cf. ❖ 52). Comme ce métropolitain ne contrôlait qu'une partie des évêchés ruthènes, les services du patriarche de Constantinople et de l'empire d'Orient désignèrent son ressort ecclésiastique par l'expression de « Petite Ruthénie » (en grec *Mikrà Rhôssía*), par opposition à la « Grande Ruthénie » qui était le ressort du métropolitain de Kiev (installé à Vladimir depuis 1299). À l'origine, donc, la « Petite Ruthénie » correspondait à la Galicie-Volhynie et la « Grande Ruthénie », de façon beaucoup plus vague, au reste de l'ensemble ruthène et, particulièrement, aux régions du nord-est où siégeait désormais le métropolitain « de Kiev », devenu en fait celui de Vladimir puis de Moscou. Le nom de Petite Ruthénie s'appliqua ensuite parfois à tout ou partie des territoires ruthènes de la Pologne-Lituanie.

En 1654, quand l'Ukraine cosaque passa sous contrôle moscovite, le tsar Alexis adopta une nouvelle titulature pour refléter cet accroissement territorial et se déclara souverain « de toute la Grande et Petite Ruthénie ». À l'époque impériale russe, les appellations de « Grande Ruthénie », « Petite Ruthénie » (et aussi « Ruthénie Blanche », la Biélorussie) furent réinterprétées en « Grande Russie », « Petite Russie » (*Malorossïia*) et « Russie Blanche ». En français, on parle habituellement de « Petite-Russie » et de « Petits-Russiens », l'emploi de « Russiens » à la place de « Russes » dans cette dernière expression étant d'ailleurs le souvenir d'une vague différence entre les concepts de Ruthènes et de Russes.

Chez les Ukrainiens eux-mêmes, ces appellations n'ont jamais été populaires et sont restées cantonnées au langage officiel. Il faut au contraire remarquer que la période cosaque a vu la diffusion du nom d'« Ukraine » sur les deux rives du Dniepr, et la substitution progressive du nom ethnique d'« Ukrainiens » à celui de « Ruthènes ». Ces appellations furent introduites dans la science et la littérature française par la *Description d'Ukraine* de l'ingénieur militaire Guillaume Le Vasseur de Beauplan (1651) et reprises par divers auteurs, dont Voltaire (*Histoire de Charles XII roi de Suède*).

❖ 69- Quels furent les effets de l'intervention moscovite dans le conflit ukraino-polonais ?

L'appui militaire moscovite ne s'avéra pas décisif ; les relations entre les Cosaques et leur nouveau suzerain se tendirent rapidement, notamment parce que les Moscovites s'empresaient d'installer des garnisons et des gouverneurs militaires subordonnés au tsar dans les villes d'Ukraine. En 1655, le roi de Suède Charles X Gustave entra en guerre contre la Pologne, dont le roi Jean-Casimir (un Vasa) avait contesté ses droits. Bohdan Khmelnytsky prit contact avec ce nouveau protagoniste et, quand un conflit éclata en mai 1656 entre la Suède et la Moscovie dont les souverains convoitaient tous deux le trône d'une Pologne fort mal en point, l'hetman tenta de s'allier à la Suède, aux principautés roumaines de Moldavie et Valachie, et à la Transylvanie, contre la Moscovie et la Pologne de Jean-Casimir. Mais il mourut, durant ces tractations, le 6 août 1657.

Quelques mois avant sa mort, Bohdan Khmelnytsky avait fait désigner par l'assemblée des Cosaques son fils survivant, Iouriï, comme successeur. Ce jeune homme de seize ans, inexpérimenté et peu doué, fut rapidement évincé par le secrétaire général de l'armée cosaque, Ivan Vyhovsky. Peu populaire, Vyhovsky dut réprimer une révolte du régiment de Poltava, soutenue par les Zaporogues de la Sitch et encouragée en sous-main par la Moscovie qui poussait ses propres pions en Ukraine (fin 1657 - juin 1658). Du coup, Vyhovsky se tourna vers de nouveau vers la Pologne et conclut avec Jean-Casimir, le 16 septembre 1658, le traité de Hadiatch.

Ce traité transformait l'Ukraine cosaque en une « grande-principauté de Ruthénie », qui formerait une troisième partie de la *Rzeczpospolita* avec le royaume de Pologne et la grande-principauté de Lituanie (cf. ❖ 59). Ses frontières seraient celles du traité de Zboriv de 1649 (cf. ❖ 64). Elle serait gouvernée par l'hetman, élu à vie par les Cosaques et confirmé par le roi. Elle jouirait de l'autonomie administrative et judiciaire, la langue officielle y serait la « langue ruthène » (en l'occurrence l'ukrainien), l'Union des Églises y serait abolie. Les

Cosaques Enregistrés seraient au nombre de 30 000, et le roi en anoblirait cent par an. L'hetman pourrait en outre employer 10 000 mercenaires – une garantie contre les revirements politiques de ses turbulents Cosaques. Deux universités et de nombreuses écoles seraient créées en Ukraine.

Le traité de Hadiatch satisfaisait finalement toutes les revendications cosaques, et en général ukrainiennes, les plus fondamentales. Les Cosaques en tant qu'institution, et les Ukrainiens en tant que troisième nation constituante, trouvaient enfin leur place dans l'État. Mais cet accord venait trop tard. Vyhovsky était contesté, la haine des Polonais avait été entretenue chez les Ukrainiens par dix ans de guerres dévastatrices et, surtout, la Moscovie ne pouvait pas abandonner si facilement ses nouvelles possessions. En juin 1659, Vyhovsky et ses alliés tatars de Crimée infligèrent à Konotop une lourde défaite à l'armée moscovite venue « reconquérir » l'Ukraine. Mais sa situation se dégrada rapidement. Une attaque des Zaporogues de la Sitch en Crimée le priva du soutien des Tatars, partis défendre leur territoire. En septembre 1659, il fut renversé par une partie de ses Cosaques Enregistrés soutenue par ceux de la Sitch, et Iouriï Khmelnytsky fut élu hetman une seconde fois. Il procéda aussitôt à un nouveau renversement d'alliances et conclut avec la Moscovie, le 17 octobre 1659, un traité beaucoup moins avantageux que les « Articles » de son père ; il prévoyait notamment la nomination par le tsar de gouverneurs dans les villes ukrainiennes. Bien entendu, c'est la Pologne qui, cette fois, refusa de renoncer à l'Ukraine.

❖ **70- La période suivante (à partir de 1660) a été baptisée « la Ruine » par les historiens. Qu'est-ce qui justifie ce nom sinistre ?**

Les Polonais ayant remporté quelques succès contre les Moscovites, Iouriï Khmelnytsky tenta en 1660 de changer à nouveau de camp et se rallia à la Pologne aux conditions du traité de Hadiatch. Mais une partie des Cosaques, dirigée par Iakym Somko, colonel de Péréiaslav et « hetman délégué » sur la rive gauche du Dniepr, ne le suivit pas. L'Ukraine cosaque se trouva divisée de fait, suivant le cours du Dniepr, entre une

Rive Droite d'obédience polonaise et une Rive Gauche d'obédience moscovite, avec deux hetmans rivaux.

En 1663, Iouriï Khmelnytsky et Somko furent renversés par leurs Cosaques respectifs, qui élirent sur la Rive Droite Pavlo Teteria et sur la Rive Gauche Ivan Brioukhovetsky, soutenu par la masse des Cosaques pauvres et la Moscovie.

Brioukhovetsky mena une politique de strict alignement sur les intérêts moscovites, ce qui lui valut d'être anobli par le tsar et marié à une princesse moscovite. Ses diverses concessions diminuèrent notablement l'autonomie des Cosaques de la Rive Gauche.

Sur la Rive Droite, Teteria fut renversé dès 1665 et remplacé par l'ambitieux Petro Dorochenko. Celui-ci tenta de s'émanciper de la Pologne en demandant le soutien de l'empire ottoman, qui lui accorda sa protection au printemps de 1666 et ordonna au khan de Crimée Adil Guiraï de le soutenir. Avec l'aide des Tatars, Dorochenko vainquit une armée polonaise à l'automne. Mais sa rébellion eut une conséquence imprévue : face à la menace d'une intervention ottomane, la Pologne conclut en hâte la paix avec la Moscovie, et les deux États se partagèrent l'Ukraine cosaque (traité d'Androusovo, 13 janvier 1667). La Pologne conservait la Rive Droite, la Moscovie la Rive Gauche et, à titre provisoire, Kiev. La Sitch des Zaporogues et les territoires qu'elle contrôlait sur le bas Dniepr étaient placés sous le condominium des deux puissances [carte XVII]. Les Cosaques s'émurent de ce partage. Dorochenko, qui avait dû, le 19 octobre 1667, renouveler son allégeance au roi de Pologne, se tourna vers la Rive Gauche. Il franchit le Dniepr avec ses troupes et, quand Brioukhovetsky déconsidéré eut été tué par ses propres Cosaques, se fit élire le 8 juin 1668 hetman de toute l'Ukraine. Mais les gouvernements moscovite et polonais lui suscitèrent des rivaux chacun de son côté. En mars 1669, les Moscovites reconnurent Damian Mnohohrichny comme hetman de la Rive Gauche, sous leur contrôle étroit. L'année suivante, les Polonais reconnurent de même Mykhaïlo Khanenko sur la

Rive Droite ; le khan de Crimée en fit autant – ce qui lui valut d’être déposé par le sultan en 1671 au profit de Sélim Guirai.

Divisés entre les partisans des trois puissances qui prétendaient aux territoires ukrainiens, les Cosaques avaient de moins en moins de marge d’initiative.

Sur la Rive Gauche, les Moscovites remplacèrent en 1672 Mnohohrichny, suspecté de contacts avec Dorochenko, par Ivan Samoïlovytch.

Sur la Rive Droite, Dorochenko continuait la lutte contre les Polonais avec le soutien ottoman, sans parvenir à vaincre les forces de l’efficace généralissime, puis roi élu de Pologne, Jan Sobieski. Dorochenko finit par se rendre aux Moscovites qui l’emprisonnèrent brièvement en 1676 (avant de le nommer gouverneur de Viatka dans l’actuel Tatarstan ; il mourut en 1698).

Les Ottomans tirèrent alors de l’oubli Iouriï Khmelnytsky, qui avait déjà été deux fois hetman en 1657 et 1659-63 et qu’ils proclamèrent « prince de Sarmatie ». Malgré quelques succès sur la Rive Droite et une incursion sur la Rive Gauche, en 1678, ce personnage cruel et mentalement instable déçut vite ses protecteurs, qui le déposèrent en 1681 (et l’exécutèrent en 1685). L’empire ottoman joua une dernière carte en confiant l’Ukraine de la Rive Droite, dépeuplée par toutes ces guerres, à son vassal le prince de Moldavie Georges Duca. Mais Duca, qui avait participé à la campagne européenne du grand vizir Kara Mustafa et au célèbre siège de Vienne (1683) fut capturé par les Polonais après la défaite de l’armée ottomane. En 1685, le roi Jan Sobieski, qui avait recruté des Cosaques pour cette guerre, nomma un officier du nom de Mohylenko hetman de la Rive Droite.

En 1686, la Moscovie et la Pologne conclurent un traité d’alliance qui confirmait le partage de l’Ukraine cosaque décidé en 1667 à Androusovo et accordait définitivement Kiev au tsar. La Sitch des Zaporogues, précédemment placée sous le contrôle conjoint des deux puissances, passait sous le seul protectorat

moscovite. L'année suivante, l'hetman de la Rive Gauche Samoïlovytch fut déposé. Insuffisamment docile, il avait dû accepter la subordination du clergé ukrainien au patriarche de Moscou mais avait protesté contre la pérennisation du partage, et on lui imputa l'échec d'une expédition moscovite contre la Crimée (qu'il avait déconseillée !). L'assemblée cosaque fut priée d'élire Ivan Mazepa, candidat des Moscovites. Après avoir réprimé le soulèvement de Petro Ivanenko, soutenu par les Tatars de Crimée et une partie des Zaporogues de la Sitch (1692-1696), Mazepa mit à profit ses bonnes relations avec le tsar Pierre I^{er} – dont le règne effectif avait commencé en 1689 – pour renforcer son pouvoir personnel.

En 1699, aux termes du traité de Karlowitz (Sremski Karlovci) signé entre l'empire ottoman et la Sainte-Ligue européenne, le sultan renonça à toute prétention sur l'Ukraine de la Rive Droite. Aussitôt, la Diète polonaise y décréta la suppression des structures cosaques, considérées comme désormais inutiles. Les Cosaques se révoltèrent sous la conduite de l'hetman de la Rive Droite Samiïlo Samous et surtout du colonel du régiment de Fastiv, Semen Paliï. Ils sollicitèrent l'aide de l'hetman de la Rive Gauche et de son suzerain moscovite, sans l'obtenir immédiatement.

❖ 71- Que devenait, dans la seconde moitié du XVII^e siècle, la Sitch zaporogue ?

La Sitch et les territoires cosaques du bas Dniepr ne relevaient pas de l'autorité des hetmans des deux rives.

Bien que Bohdan Khmelnytsky ait été, en 1648, élu hetman à la Sitch et reconnu comme le chef suprême de tous les Cosaques ukrainiens, les territoires du bas Dniepr ne furent pas inclus dans le territoire à statut exceptionnel créé en Ukraine par le traité de Zboriv en 1649, ni divisés en « régiments » territoriaux. La Sitch conserva sa propre organisation, avec sa division en *kourin'* (groupes de Cosaques vivant dans un même baraquement), son assemblée générale égalitaire et toute-puissante et son *kochovyï otaman* ou « otaman du camp » élu pour un an. Elle continua aussi à mener sa propre politique.

On a vu que le traité d'Androusovo (1667) la plaçait sous le contrôle commun de la Pologne et de la Moscovie, qui demeura largement théorique. Des années 1660 à sa mort en 1680, le principal chef des Zaporogues de la Sitch fut Ivan Sirko, fameux pour ses exploits contre les Ottomans et les Tatars de Crimée. Sirko était plutôt pro-moscovite, mais avec beaucoup de réserves et des relations difficiles avec les hetmans de la Rive Gauche.

La paix polono-moscovite de 1686 fit passer la Sitch sous la suzeraineté nominale du tsar. Le gouvernement moscovite manifesta vite une volonté de contrôle réel, mal ressentie par les Zaporogues.

❖ 72- Quelles furent les conséquences pour l'Ukraine de la « Grande guerre du Nord » commencée en 1700 ?

La « Grande guerre du Nord » est une suite de conflits qui eurent pour théâtre l'Europe septentrionale, centrale et orientale, notamment la Pologne et l'Ukraine, entre 1700 et 1721. Elle fut essentiellement un affrontement entre la Suède du jeune roi guerrier Charles XII et différents adversaires, dont la Moscovie de Pierre I^{er} et la Pologne d'Auguste de Saxe (électeur de Saxe et successeur en 1687 de Jan Sobieski). On se limitera ici aux péripéties concernant directement l'histoire de l'Ukraine.

Ayant envahi la Pologne, les Suédois firent élire au trône polonais leur propre candidat, Stanislas (Stanisław) Leszczyński, en 1704. De son côté, l'hetman de la Rive Gauche Mazepa mit à profit le conflit pour occuper au nom de la Moscovie l'Ukraine de la Rive Droite et placer sous sa coupe les Cosaques de la région, en révolte contre le pouvoir polonais depuis la suppression de leur statut en 1699 (cf. ❖ 70). Il fit d'ailleurs arrêter et déporter en Sibérie Semen Paliï, l'animateur de cette résistance, trop indépendant à son goût.

En 1706, Charles XII vainquit la Saxe, contraignant Auguste à renoncer au trône de Pologne et à l'alliance avec la Moscovie.

Il tourna alors toutes ses forces contre cette dernière, qu'il attaqua en 1708. C'est à ce moment qu'à la surprise générale, l'hetman Mazepa quitta le camp moscovite pour s'allier à la Suède.

❖ **73- Mazepa est considéré de ce fait comme un héros de l'indépendance par les Ukrainiens patriotes, et comme un traître par la plupart des Russes. Quelles étaient les vraies motivations de sa décision de 1708 ?**

Mazepa est un personnage complexe et tortueux. De petite noblesse ukrainienne orthodoxe, bien éduqué et cultivé comme beaucoup de dirigeants cosaques, il avait servi à la Cour de Pologne. Après des mésaventures qui devaient inspirer les Romantiques (il aurait été attaché par un mari trompé sur un cheval lancé ensuite au galop...), il revint en Ukraine. Il servit l'hetman Dorochenko puis se rallia à Samoïlovytch. Envoyé en mission à Moscou, il noua de précieux contacts avec différents personnages dont le tsar Pierre I^{er} lui-même. Avec ces soutiens, il complota contre Samoïlovytch et se fit élire hetman en 1687 (cf. ❖ 70).

L'hetman Mazepa fut, sur la Rive Gauche, un dirigeant autoritaire et moyennement populaire. La Sitch des Zaporogues lui fut longtemps hostile, et on a vu qu'il lui fallut affronter le mouvement anti-moscovite de Petro Ivanenko. Mais il sut se poser en véritable souverain local. Ses proclamations, qui avaient force de loi, montrent qu'il intervenait dans tous les domaines de la vie de son territoire. Il fut aussi un mécène fastueux de l'Église et des arts.

Mazepa conserva une stricte loyauté au tsar jusqu'aux premières années de la Grande guerre du Nord. Ce conflit fit peser sur l'Hetmanat de la Rive Gauche des charges militaires et économiques sans cesse croissantes. Des rumeurs coururent sur l'intention qu'aurait le tsar d'échanger l'Ukraine contre une portion de côte baltique, ou de la rendre à la Pologne. En face, le roi pro-suédois de Pologne Stanislas Leszczyński, puis

Charles XII de Suède lui-même, firent à Mazepa des offres d'alliance. En 1708, deux hauts responsables cosaques dénoncèrent à Moscou les contacts de Mazepa avec l'ennemi ; le tsar ne les crut pas, et ils furent décapités sur l'ordre de l'hetman. Celui-ci cherchait manifestement à préserver l'Ukraine et à retarder le plus possible son choix. Mais après l'échec de ses plans d'attaque de Moscou en septembre 1708, l'armée suédoise se dirigea vers l'Ukraine où elle comptait trouver les approvisionnements nécessaires. Le 8 novembre 1708, Mazepa rallia finalement le camp suédois.

La seule explication que donnent habituellement les historiens russes de cette « trahison » de l'hetman est l'ambition personnelle. Mais Mazepa était septuagénaire, riche, couvert d'honneurs et de titres. Il semble bien que non seulement lui, mais aussi une part non négligeable de l'élite dirigeante cosaque, aient fait un choix politique. D'un côté, la superpuissance suédoise et son allié polonais offraient de garantir formellement les libertés de l'Ukraine cosaque sur les deux rives du Dniepr, sous la protection du roi de Suède. De l'autre, le tsar qui pressurait l'Ukraine depuis des années ne faisait pas grand cas des privilèges cosaques, et il est possible que la sauvage répression, en 1708, de la dernière révolte indépendantiste des Cosaques du Don sous l'ataman Boulavine ait fait la plus pénible impression en Ukraine. Dans la proclamation où il justifie son changement d'allégeance, Mazepa invoque le non-respect par les Moscovites des droits garantis à l'Ukraine. L'ambition personnelle a pu jouer un rôle, mais elle était au service d'une réflexion et d'un projet politiques.

❖ 74- Pourquoi ce changement de camp longuement réfléchi se termina-t-il en catastrophe ?

Mazepa avait trop gardé le secret sur ses intentions pour pouvoir préparer la population ukrainienne, et surtout les Cosaques, à son coup de théâtre. Il ne put amener au camp suédois que 5 000 hommes. Une grande partie des Cosaques ne suivit pas l'hetman, parce qu'elle ne comprit pas son choix ou,

plus souvent, parce que la réaction moscovite ne lui en laissa pas le temps.

Cette réaction fut en effet foudroyante. Le 13 novembre, la ville de Batouryn, résidence de l'hetman, fut prise par les troupes moscovites et toute sa population massacrée à titre d'exemple. Le 17 novembre, une assemblée cosaque convoquée sur l'ordre du tsar dut, sous la contrainte, déposer Mazepa et élire à sa place le colonel du Régiment de Starodoub, Ivan Skoropadsky. Le 23 novembre, le clergé ukrainien dut lancer l'anathème contre son ancien bienfaiteur. Un tribunal d'exception fut créé à Lebedyn pour condamner les partisans réels ou supposés de Mazepa.

En mars 1709, les Cosaques zaporogues de la Sitch se rallièrent de façon inattendue à Mazepa et aux Suédois. Ils n'aimaient pas Mazepa, mais détestaient beaucoup plus les empiètements moscovites sur leurs libertés (cf. ❖ 71). Là encore, la réaction fut rapide et, en mai-juin 1709, une armée moscovite détruisit la Sitch.

Le 28 juin 1709, les armées suédoise et moscovite, avec leurs alliés cosaques respectifs, s'affrontèrent à Poltava (chez les Moscovites servaient non seulement le nouvel hetman Skoropadsky, mais aussi Semen Paliï, le « résistant » cosaque de la Rive Droite évincé par Mazepa en 1704 ; cf. ❖ 72). Les Moscovites remportèrent une victoire totale.

Le roi Charles XII et ses alliés durent fuir et demander asile en territoire ottoman, où Mazepa mourut (à Bender) le 28 août 1709.

❖ 75- Les historiens ukrainiens font grand cas de la « Constitution de Bender » adoptée en 1710 par les « Mazépistes » en exil. De quoi s'agit-il ?

À l'issue de la bataille de Poltava, les Cosaques Enregistrés de Mazepa et les Cosaques de la Sitch détruite se placèrent sous la protection du sultan ottoman et du khan de Crimée Devlet Guiraï. Après la mort de Mazepa, ces Cosaques choisirent le 5 mai 1710 comme hetman son plus proche collaborateur,

Philippe Orlyk. À cette occasion fut signé un texte intitulé *Pactes et constitutions des lois et libertés de l'Armée zaporogue* (l'« Armée zaporogue » est ici l'ensemble des forces cosaques ukrainiennes et non la seule armée de la Sitch ; cf. ❖ 61).

À la fois texte normatif et programme de reconquête, les *Pactes* se composent de seize articles dont le contenu vaut d'être cité comme témoignage de la pensée politique des Cosaques ukrainiens au début du XVIII^e siècle :

- 1 : Monopole religieux du christianisme orthodoxe.
- 2 : Frontières de l'Ukraine cosaque définies par des traités avec la Pologne et la Moscovie, et garanties par la Suède.
- 3 : Maintien de l'alliance avec les Tatars de Crimée.
- 4 : Restitution aux Zaporogues de leurs territoires.
- 5 : Placement sous contrôle de la Sitch de la ville-hospice de Trakhtemyriv.
- 6 : Limitation des pouvoirs de l'hetman par un groupe de dignitaires investi d'une fonction de conseil et de contrôle ; tenue régulière des assemblées générales des Cosaques.
- 7 : Droit des dignitaires et officiers à être jugés par le tribunal de l'Armée cosaque et non punis directement par l'hetman.
- 8 : Utilisation exclusive par l'hetman, pour les affaires publiques, des responsables cosaques compétents (et non de ses serviteurs personnels).
- 9 : Contrôle des budgets de l'Hetmanat et des Régiments, distincts des revenus personnels de l'hetman et des colonels.
- 10 : Protection par l'hetman des simples cosaques et de la population civile ; réaffirmation du principe électif, interdiction de l'achat des charges.
- 11 : Protection par l'hetman des veuves et orphelins cosaques.
- 12 : Révision générale des titres de propriété et éventuelle redistribution des terres après la libération de l'Ukraine.

13 : Garantie de l'autonomie des villes.

14 : Limitation des droits de réquisition et cantonnement exercés par les Cosaques.

15 : Limitation par l'assemblée générale du recrutement des forces para-cosaques (« Serdiouks » et « gendarmes »), entretenues sur le budget de l'Armée et non plus aux frais de la population.

16 : Limitation de la taxation du petit commerce privé.

Le préambule évoque le mythe de l'origine khazare des Cosaques d'Ukraine (cf. ❖ 58). S'il ne s'agit pas exactement d'une « constitution » au sens moderne du terme, on voit que le propos déborde largement les intérêts et les préoccupations des seuls Cosaques.

Orlyk avait le soutien du khan Devlet Guiraï qui, avec Charles XII, poussait le sultan Ahmet III à déclarer la guerre à la Moscovie. Ses Cosaques et les Tatars effectuèrent au début de 1711 un raid sur la Rive Droite. En juillet 1711, Pierre I^{er}, défait par les Ottomans sur le Prout, dut s'engager entre autres concessions à ne plus intervenir dans les affaires cosaques. En réalité, si les Moscovites évacuèrent la Rive Droite dont la Pologne reprit possession, ils conservèrent la Rive Gauche avec Skoropadsky comme hetman.

Philippe Orlyk jusqu'à sa mort en 1742, puis son fils Grégoire (1702-1759) continuèrent inlassablement, mais sans beaucoup de résultats, leur propagande en faveur d'une intervention ottomane ou européenne pour libérer l'Ukraine. Grégoire Orlyk servit le roi de France Louis XV et fut notamment associé à la rocambolesque tentative de restauration de Stanislas Leszczyński sur le trône de Pologne en 1733-34 (Stanislas, chassé par Auguste II de Saxe appuyé par Pierre I^{er}, était devenu le beau-père de Louis XV).

❖ 76- Comment la Moscovie reprit-elle en main «son» Ukraine de la Rive Gauche après l'échec des partisans de Mazepa ?

Pierre I^{er}, qui avait été pris au dépourvu par la « trahison » de Mazepa, se méfiait désormais des Cosaques ukrainiens. Des garnisons moscovites furent postées aux limites occidentales et méridionales de l'Hetmanat, pour empêcher les contacts avec la Pologne ou les Tatars et Ottomans. Des résidents furent nommés pour surveiller le nouvel hetman Skoropadsky, qui dut s'installer à Hlouchiv, sur la frontière avec la Moscovie. En 1715, le tsar abolit l'un des fondements du système cosaque : l'élection des officiers. Les principaux d'entre eux – dont les colonels – seraient désormais choisis sur une liste avec l'accord du résident moscovite. Cela permit de nommer à différents postes importants des personnages « sûrs », dont beaucoup n'étaient ni cosaques, ni même ukrainiens.

Outre la répression initiale qui avait touché les partisans de Mazepa, le tsar Pierre infligea aux Cosaques ukrainiens une sorte de punition collective en les employant comme main-d'œuvre dans ses grands chantiers de travaux publics : nouvelle capitale à Saint-Petersbourg, canaux, etc.

Toute l'Ukraine de la Rive Gauche subit les conséquences de mesures économiques, sociales et culturelles brutales. Le commerce de l'Hetmanat fut détourné vers les ports que voulait développer le tsar en Russie. Certaines importations furent interdites par suite des monopoles accordés aux nouvelles manufactures moscovites. Des impôts, en constante augmentation, furent perçus par le Trésor moscovite. De grands domaines furent distribués à des propriétaires moscovites, qui s'efforcèrent d'y introduire le servage. En 1720, l'impression en langue ukrainienne fut interdite et la version moscovite des ouvrages religieux imposée en Ukraine – première mesure d'une longue série de restrictions semblables !

❖ **77- En 1721, le tsar Pierre I^{er} fut proclamé « empereur de Russie » par le Sénat qu'il avait institué. Quels effets cela eut-il sur la situation en Ukraine de la Rive Gauche ?**

Le changement de nomenclature politique marque symboliquement l'avènement de la Russie moderne. Pour Pierre I^{er}, modernisateur aussi efficace que brutal, il signifiait la transformation de la vieille Moscovie pétrie de traditions byzantines en un État de type occidental – bien que le principe de l'autocratie soit soigneusement préservé.

Dans l'esprit du nouvel empereur, la modernisation passait notamment par l'homogénéité politique et juridique (on verra comment Catherine II poussa cette idée encore plus loin ; cf. ❖ 79). Bien que la proclamation de l'empire n'ait en elle-même rien changé au statut de l'Ukraine, ce n'est pas un hasard si, dès l'année suivante, fut créé un « Collège petit-russien », organe administratif composé de six officiers russes, qui fut adjoint à l'hetman Skoropadsky et s'empara en fait du pouvoir. Et lorsque Skoropadsky mourut peu après, le gouvernement impérial interdit l'élection de son successeur et abolit les passeports délivrés par l'administration cosaque. Les Cosaques envoyèrent à Saint-Petersbourg une délégation présidée par le colonel Pavlo Poloubotok, candidat favori à la charge d'hetman, pour défendre leur point de vue. Les délégués furent arrêtés et Poloubotok mourut en prison.

❖ **78- Après la mort de Pierre I^{er} en 1725, la situation des Cosaques ukrainiens s'améliora-t-elle sous ses successeurs ?**

Les dernières décennies de l'histoire des Cosaques ukrainiens ont été largement conditionnées par la personnalité des successeurs de Pierre I^{er}. Après le règne de Catherine I^{re}, veuve de Pierre I^{er} (1725-1727), celui de Pierre II (1727-1730) et le début de celui d'Anne I^{re} (1730-1740) furent marqués par une certaine détente. Dès 1727, le Collège petit-russien fut aboli et l'élection d'un nouvel hetman autorisée. Les Cosaques choisirent Danylo Apostol, qui fit de son mieux pour élargir

l'autonomie de la Rive Gauche. La fiscalité fut allégée, les principaux postes repassèrent aux mains des Cosaques, une politique économique dynamique fut conduite. En 1733, la ville de Kiev fut placée sous la juridiction de l'hetman. Apostol obtint le « pardon » des Cosaques zaporogues de l'ancienne Sitch qui, après sa destruction en 1709 (cf. ❖ 74), avaient vécu sous la protection des Tatars de Crimée et du sultan ottoman. Leurs rapports avec ces souverains ayant été presque constamment mauvais, les Zaporogues cherchaient depuis longtemps un moyen de rentrer dans l'allégeance russe. En 1734, ils furent autorisés à bâtir une nouvelle Sitch sur le Dniepr inférieur, à condition de servir sous le commandement de l'hetman et de l'état-major russe.

À la mort de l'hetman Apostol en 1734, l'impératrice Anne ordonna de laisser la charge à nouveau vacante et créa un second Collège petit-russien, baptisé « Direction du gouvernement de l'hetman » et composé à parité de trois Russes et trois Ukrainiens.

La situation s'améliora de nouveau, une dernière fois, sous l'impératrice Élisabeth I^{re}, la fille de Pierre I^{er} (1741-1762). Élisabeth avait pour amant un Cosaque ukrainien du nom de Rozoumovsky. Elle prit goût à l'Ukraine et prêta une oreille complaisante aux revendications des Cosaques de la Rive Gauche. En 1750, elle fit élire hetman le frère de son amant, Kyrylo Rozoumovsky. Le bilan de ce dernier – ou plutôt des officiers cosaques qui administraient l'Hetmanat en son nom – est contrasté. À côté de succès non négligeables, comme la subordination à l'hetman de la Sitch reconstituée en 1734 et de la ville de Kiev, la frontière douanière entre l'Hetmanat et le reste de l'empire fut abolie en 1755 et, surtout, les tribunaux cosaques furent supprimés en 1760.

Même affaibli, l'Hetmanat des années 1750 conservait un très fort particularisme, avec sa classe dirigeante de Cosaques Enregistrés, son propre gouvernement et son propre budget, sa division en « Régiments » territoriaux, ses paysans en majorité libres, etc.

79- Les Ukrainiens ont une vision particulièrement négative de l'impératrice Catherine II, la « Grande Catherine ». Fut-elle vraiment l'ultime fossoyeur des « Libertés cosaques » en Ukraine, et pourquoi ?

Le règne de Catherine II (1762-1796) a vu la destruction méthodique des structures cosaques ukrainiennes – et aussi l'annexion du khanat de Crimée et les partages de la Pologne.

Catherine II rêvait d'un empire rationalisé et soumis à une même loi. L'Hetmanat, quasi-État autonome, constituait pour elle un archaïsme, doublé d'un risque politico-militaire au cas où les Cosaques chercheraient à nouveau l'appui de la Pologne ou des Turco-Tatars contre la tutelle russe. Cette volonté d'alignement explique la suppression, en 1764, de la charge d'hetman. Kyrylo Rozoumovsky fut contraint de démissionner et remplacé par un nouveau « Collège petit-russien » de huit membres paritaire, mais présidé par le Russe Piotr Roumiantsev. Les autres institutions de l'Hetmanat subsistèrent cependant dans un premier temps. En 1765, le statut cosaque de l'Ukraine slobodienne (cf. ❖ 64) fut aboli, les régiments cosaques de la région convertis en unités de cavalerie légère régulière et les paysans soumis au servage.

En 1775, c'est la Sitch qui fut supprimée. Après sa victoire dans la guerre russo-ottomane de 1768-74, la Russie obtint l'accès à la côte de la mer Noire et imposa l'« indépendance » de la Crimée qu'elle avait envahie dès 1771. Du coup, la Sitch perdait aux yeux des Russes toute utilité stratégique comme barrage contre les attaques tatares ou ottomanes, et une armée russe la détruisit en juin 1775. Comme en 1709, une partie des Zaporogues s'enfuit en territoire ottoman pour y fonder une nouvelle communauté, la « Sitch transdanubienne » (ils connurent diverses aventures au service du sultan – et même, brièvement, du Saint-Empire entre 1785 et 1812 ! – avant de se rallier à la Russie lors de la guerre russo-ottomane de 1828-29 ; ils devinrent alors une Armée cosaque d'Azov, installée à l'embouchure du Don). D'autres Zaporogues furent recrutés par

la suite dans de nouvelles formations cosaques de l'armée russe, principalement l'Armée cosaque de la mer Noire (1788).

Enfin, au début des années 1780, Catherine II détruisit les structures de l'Hetmanat qui avaient survécu à l'abolition de la fonction d'hetman en 1764. En 1781, le territoire de la Rive Gauche fut divisé en provinces de droit commun, formant un « gouvernement-général de Petite-Russie ». En 1783, le statut cosaque y fut aboli et les paysans définitivement fixés au sol, c'est-à-dire asservis. L'enseignement fut désormais dispensé en langue russe.

Il ne faut pas méconnaître la dimension ethnoculturelle de ce démontage de l'autonomie cosaque. Pour Catherine II, le problème posé par les Cosaques ukrainiens était autant, sinon plus, ukrainien que cosaque. Le pouvoir russe ayant pris le parti de considérer officiellement les « Petit-Russiens » comme une simple variante de Russes, il était logique de réduire autant que possible leur particularisme, voire d'effacer leur histoire propre. Catherine II écrivit ainsi au procureur général du Sénat Viazemski : *« Il faut conduire ces provinces [...] à ce qu'elles se russifient [...]. Quand il n'y aura plus d'hetman en Petite-Russie, il faudra faire en sorte que la période et le nom des hetmans disparaissent. »*

L'abolition des institutions cosaques fit disparaître le cadre d'une vie culturelle brillante. Sous la domination polonaise, la culture ukrainienne avait incorporé de nombreux éléments venus de l'ouest et élaboré des synthèses artistiques originales en architecture, en peinture, etc. Comme on l'a signalé à propos de Mazepa, l'élite dirigeante cosaque avait été le mécène des arts en Ukraine de la Rive Gauche (et même en Zaporogouie). On évoque parfois un « Baroque cosaque » original. Le souvenir des grandes guerres contre la Pologne avait donné naissance à une tradition historiographique cosaque (chroniques de Hrabianka, de Vélytchko, du « Témoin Oculaire »). L'instruction était très développée. Tout cela fut balayé à la fin du XVIII^e siècle, et de nombreux artistes ukrainiens firent désormais carrière à la Cour russe, comme les grands musiciens

Maksym Berezovsky (1757-1825) et Dmytro Bortniansky (1751-1825), et le peintre Volodymyr Borovykovsky (1757-1825).

Ainsi s'explique l'acharnement déployé contre les institutions cosaques en Ukraine, alors même que dans le reste de l'empire, les armées cosaques continuaient de croître et que de nouvelles étaient créées. Même celle du Iaïk, principal soutien de la grande révolte de Pougatchov qui fit si peur au gouvernement impérial en 1772-74, ne fut pas dissoute, mais seulement rebaptisée « Armée cosaque de l'Oural ». Ainsi s'explique aussi que, comme auparavant sous Pierre I^{er}, les attaques contre les structures cosaques aient été accompagnées en Ukraine de restrictions à l'emploi de la langue ukrainienne : en 1769, le Saint-Synode (l'organe dirigeant de l'Église russe) refusa au monastère des Grottes de Kiev le droit de publier des ouvrages en ukrainien.

Il faut enfin signaler que l'élite cosaque de l'Hetmanat contribua à la disparition du système en acceptant de troquer les « Libertés » traditionnelles contre le confortable statut de nobles russes. On verra plus loin que la tradition cosaque ukrainienne survécut à la suppression de ses grandes institutions pour connaître diverses survivances et renaissances (cf. ❖ 84, 85, 88), et surtout devenir un élément majeur du patriotisme ukrainien moderne.

❖ 80- Durant cette destruction des institutions cosaques de la Rive Gauche par les Russes se produisit, sur la Rive Droite polonaise, l'ultime révolte « cosaque » dite des Haïdamaks (1768). Que fut cette révolte et pourquoi les Russes intervinrent-ils pour la réprimer ?

Après la paix de Prout en 1711 (cf. ❖ 75), la Pologne avait conservé l'Ukraine cosaque de la Rive Droite. La recolonisation polonaise de la Rive Droite et la tentative d'y restaurer le système social antérieur aux guerres cosaques provoquèrent des résistances de la population ukrainienne. Il n'y avait plus, dans la région, d'hetman ni de Régiments cosaques territoriaux, mais

divers groupes de résistants-brigands se formèrent ; ces groupes bénéficièrent souvent, entre 1734 et 1775, du soutien des Zaporogues de la dernière Sitch (cf. ❖ 78). Ces Cosaques ou Pseudo-Cosaques de la Rive Droite furent appelés « Haïdamaks », d'un verbe turc signifiant « attaquer, piller ».

En 1734 déjà, une intervention russe en Pologne pour soutenir le roi Auguste III et empêcher la restauration de Stanislas Leszczyński (cf. ❖ 75) avait provoqué une insurrection en Ukraine de la Rive Droite.

En 1768, ces évènements se reproduisirent à plus grande échelle. L'opposition entre un groupe de nobles (« Confédération de Bar ») et le roi Stanislas Poniatowski – ancien amant de Catherine II de Russie – fut le prétexte à l'intervention en Pologne de troupes prussiennes et russes. L'entrée des Russes en Ukraine de la Rive Droite servit de déclencheur à la plus grande révolte des Haïdamaks. Conduits par Maxime Zalizniak, chef d'une bande zaporogue, et Ivan Honta, commandant d'une milice cosaque privée aux ordres des princes polonais Potocki, les Haïdamaks prirent la ville d'Ouman' où ils massacrèrent les nobles polonais et les Juifs. Zalizniak fut élu hetman, et les Haïdamaks s'efforcèrent de restaurer l'ancienne organisation cosaque sur la Rive Droite. Encouragés un moment par les Russes, ils crurent pouvoir compter sur leur soutien. Mais quand un groupe d'insurgés attaqua la ville ottomane de Balta (dans l'actuelle Moldavie), Catherine II ordonna la répression du mouvement haïdamak pour montrer qu'elle n'y avait aucune part.

Les Haïdamaks sont devenus des héros populaires ukrainiens, chantés notamment dans l'œuvre de Taras Chevtchenko. Les historiens polonais tendent à voir en eux de simples brigands, auteurs de massacres affreux. Comme en 1648, l'insurrection fut l'occasion pour les paysans ukrainiens d'exprimer toute leur haine pour le système polonais et ses agents. Mais Zalizniak et Honta n'avaient pas la carrure d'un Bohdan Khmelnytsky, et cette explosion ne fut pas canalisée au service d'un projet politique.

❖ 81- Que devint le sud de l'actuelle Ukraine après la destruction de la Sitch zaporogue ?

Après la suppression de la Sitch (1775) vint le tour du khanat de Crimée, dont l'indépendance avait été arrachée par la Russie à l'empire ottoman en 1774. En réalité, c'est un protectorat russe qui s'imposa, malgré la résistance des Tatars (1775-77, 1781-1782). En 1778, les Russes déportèrent les chrétiens grecs et arméniens de Crimée (environ 40 000 personnes), à la fois pour coloniser leurs nouveaux territoires du sud de l'Ukraine et pour affaiblir l'économie du khanat où ils avaient une place importante. Finalement, le dernier khan Chahine Guiraï fut contraint d'abdiquer et Catherine II proclama le 8 février 1783 l'annexion de la Crimée et de ses dépendances au Caucase du Nord-Ouest.

La destruction de la Sitch et du khanat de Crimée ouvrirent la voie à la colonisation des steppes méridionales, rebaptisées « Nouvelle Russie ». Le gouvernement russe entreprit la construction de « villes nouvelles » : Kherson (1778) et Marioupol (1779) sur la côte, Sébastopol (1784) en Crimée, Iékatérinoslav (1786 ; ukr. Katérynoslav) au nord des anciens territoires zaporogues. En 1787, l'Empire ottoman exigea tardivement le respect des clauses du traité de Kütchük-Kaïnardji de 1774. Une nouvelle guerre se solda par des annexions russes supplémentaires ; la frontière russo-ottomane fut fixée sur le Dniestr. Dans ces nouveaux territoires fut fondé le port d'Odessa (1796). Ces conquêtes allaient être complétées, au début du siècle suivant, par l'annexion de la Bessarabie entre Dniestr et Prout (1812).

L'occupation de ces régions offrait à la Russie un accès à la mer Noire. Les plans de Catherine II et de son amant et conseiller le prince Grigoriï Potiomkine (« Potemkine ») allaient beaucoup plus loin : ils rêvaient de prendre Constantinople aux Ottomans et de reconstituer un empire byzantin sous tutelle russe.

La colonisation des steppes fut assurée au premier chef par des Ukrainiens, mais aussi par de nombreux étrangers :

des Allemands, et des chrétiens des Balkans, notamment des Serbes, Bulgares, et Grecs. Ce processus de peuplement détermina un caractère assez particulier de ces régions, même si les Ukrainiens y restèrent toujours nettement majoritaires. Quant à la Crimée, son annexion marqua le début d'un double processus de colonisation slave (russe et ukrainienne) et d'émigration des Tatars.

À partir de 1792, les Cosaques de la mer Noire (d'anciens Zaporogues, cf. ❖ 79) furent installés au nord du fleuve Kouban, sur la côte orientale de la mer d'Azov, où ils fondèrent la ville de Iékatérinodar.

❖ 82- En 1772, 1793 et 1795 se déroulèrent les trois partages de la Pologne entre Russie, Prusse et Saint-Empire. Quel fut le sort des territoires ukrainiens qui étaient demeurés polonais jusque-là ?

Les partages successifs de la Pologne (ou plutôt de la *Rzeczpospolita* polono-lituanienne) à la fin du XVIII^e siècle sont le résultat tant de la décadence d'un système politique livré à l'« anarchie nobiliaire » que des convoitises de puissants voisins : Russie, Prusse, Saint-Empire.

Après avoir tenté de déposer le roi Stanislas Poniatowski en 1771, les « confédérés » de Bar furent vaincus en 1772. Les puissances intervenantes, Prusse et Russie, décidèrent alors d'annexer des parties de la *Rzeczpospolita*. La Russie se contenta d'une étroite bande de territoire à l'est de la grande-principauté de Lituanie – mais elle se réservait la tutelle du roi Stanislas. La Prusse se servit plus largement. Mais ce qui concerne plus directement l'histoire de l'Ukraine, c'est que l'Autriche des Habsbourg, après bien des hésitations, vint prendre part à ce dépeçage et annexa la Galicie. La justification officielle de Marie-Thérèse était fondée sur les prétentions anciennes des souverains de Hongrie, dont les Habsbourg étaient les héritiers, au trône de Galicie (cf. ❖ 44).

Les tentatives de réforme conduites par le roi après ce premier désastre débouchèrent sur d'autres troubles, qui à leur tour servirent de prétexte à un second partage. Cette fois, la Russie s'empara de la Rive Droite du Dniepr jusqu'à la Volhynie orientale (et de la plus grande partie de la Biélorussie).

Le soulèvement national polonais dirigé par Tadeusz Kościuszko contre les occupations étrangères et particulièrement les Russes, en 1794-95, permit de même un troisième et dernier partage en 1795. Le roi Stanislas dut abdiquer et l'État polono-lituanien disparut complètement. À cette occasion, la Russie annexa notamment la Volhynie occidentale.

Les trois partages remodelèrent complètement la carte politique de l'Europe centre-orientale, et notamment celle des territoires ukrainiens. Ceux-ci se retrouvèrent, à partir de 1795, divisés entre l'empire russe (qui en détenait la majeure partie) et les possessions autrichiennes (Galicie, Bukovine prise aux Ottomans en 1774 et aussi la Transcarpathie héritée de la Hongrie) [**carte XVIII**]. Cette configuration allait durer jusqu'à la Première Guerre mondiale et aux révolutions de 1917-1918.

VII- L'ÉCLIPSE DE L'UKRAINE ET LE MOUVEMENT NATIONAL

Des partages de la Pologne aux révolutions de 1917-1918

Chronologie

- . 1792-1835 : règne de François II, souverain du Saint-Empire (1792-1806), empereur d'Autriche (1804-1835).
- . 1796-1801 : règne de Paul I^{er} en Russie.
- . Fin des années 1790-début du XIX^e siècle : développement des études historiques et ethnographiques en Ukraine de la Rive Gauche.
- . 1798 : parution de l'*Enéide travestie* d'Ivan Kotliarevsky.
- . 1801-1825 : règne d'Alexandre I^{er} en Russie.
- . 1812 : invasion de la Russie par les Français, création de régiments de Cosaques ukrainiens dans la cavalerie russe.
- . 1^{re} moitié des années 1820 : développement des sociétés secrètes d'opposition en Russie.
- . 1825 : soulèvement des Décembristes russes.
- . 1825-55 : règne de Nicolas I^{er} en Russie.
- . 1831 : soulèvement national polonais. Formation d'unités cosaques ukrainiennes.
- . 1835-1848 : règne de Ferdinand I^{er} en Autriche.
- 1839 : abolition de l'Union des Églises en Ukraine russe.
- . 1840 : publication du *Kobzar* de Taras Chevtchenko.
- . 1842 : abolition du Statut Lituanien en Ukraine russe.
- . 1846-47 : affaire de la Confrérie Cyrille et Méthode.
- . 1848 : création du Duché de Bukovine (province autrichienne).
- . 1848 : révolution dans l'empire des Habsbourg.
- . Avril 1848 : abolition du servage en Galicie.
- . 2 mai 1848 : création à Lviv du « Conseil Ruthène Suprême ».
- . 19 octobre 1848 : congrès des savants ruthènes à Lviv.
- . 1848-1916 : règne de François-Joseph en Autriche (1867-1916 : Autriche-Hongrie).
- . 1850-51 : réaction politique en Autriche ; 1851 : dissolution du Conseil Ruthène Suprême.
- . 1853-56 : guerre de Crimée entre l'empire russe et l'empire ottoman allié à la France, à la Grande-Bretagne et au Piémont-Sardaigne.

- . 1855 : formation d'unités cosaques ukrainiennes et mouvement « cosaque » spontané dans la région de Kiev.
- . 1855-1881 : règne d'Alexandre II en Russie.
- . 1856-1863 : phase libérale en Russie ; développement du mouvement ukrainien.
- . 1860 : formation de l'Armée cosaque du Kouban, comprenant l'ancienne Armée de la mer Noire.
- . 1861 : abolition du servage en Russie.
- . 1861 : constitution libérale en Autriche.
- . 1863 : insurrection nationale polonaise en Russie ; répression russe du mouvement ukrainien, « Circulaire Valouïev » limitant l'usage écrit de l'ukrainien. Dernière levée de troupes cosaques en Ukraine russe.
- . 1867 : double monarchie austro-hongroise.
- . 1873-76 : activité en Ukraine de la « Filiale du Sud-Ouest de la Société géographique russe ».
- . 1876 : « Oukaze d'Ems » : interdiction totale de l'emploi écrit de l'ukrainien en Russie.
- . 1881-1894 : règne d'Alexandre III en Russie.
- . 1889 : création du Parti Radical Ruthène-Ukrainien en Galicie.
- . Années 1890-1900 : développement de l'émigration économique des Ukrainiens d'Autriche-Hongrie vers le Nouveau Monde.
- . 1895-1917 : règne de Nicolas II en Russie.
- . 1900 : formation du Parti Révolutionnaire Ukrainien à Kharkiv.
- . 1905 : révolution en Russie et avènement d'un régime constitutionnel ; levée des mesures d'interdiction de la langue ukrainienne et de la censure ; développement des activités culturelles et politiques ukrainiennes.
- . 1906 : élection de la première Douma (parlement) russe.
- . 1906-1907 : virage autoritaire en Russie ; instauration d'un suffrage censitaire.
- . 1907 : instauration du suffrage universel égal en Autriche.
- . 1914 : accord ukraïno-polonais en Galicie sur la répartition des sièges à la Diète régionale.

❖ 83- Comment se présentait la partie russe de l'Ukraine au début du XIX^e siècle ?

Il faut d'abord noter qu'il n'existait pas, en Russie, d'entité politique ou territoriale « ukrainienne ». Les régions peuplées d'Ukrainiens – ou, selon la terminologie officielle, de « Petits-Russiens » – étaient divisées en provinces parmi lesquelles on distingue plusieurs groupes.

Sur la Rive Gauche, dans l'ancien Hetmanat, les souvenirs de l'époque cosaque demeuraient très vivaces. Les anciens Cosaques avaient conservé leur liberté personnelle, ce qui explique l'importante proportion de paysans non asservis dans la région. L'aristocratie était en grande partie issue de l'ancienne élite cosaque. Ce sont ces provinces qui furent, dans les premières décennies du XIX^e siècle, le principal centre culturel de l'Ukraine.

Sur la Rive Droite et en Volhynie, dans les régions annexées à l'empire russe en 1793-95, l'influence polonaise demeurait dominante. Même le gouvernement russe tendait à considérer ces régions comme « polonaises » de culture, la majorité paysanne ukrainienne n'ayant ni droits ni représentants.

Le sud était encore dépourvu de grand centre urbain et culturel, mais la mise en valeur agricole qui allait transformer les steppes en « grenier à blé » avait commencé.

Enfin, la transplantation d'anciens Zaporogues au nord du Kouban (cf. ❖ 81) avait ajouté cette région au territoire ethnographique ukrainien. Comme les autres territoires cosaques de l'empire, celui des « Cosaques de la mer Noire » échappait complètement au droit commun (cf. ❖ 93).

❖ 84- Quelle fut la politique en Ukraine des successeurs de Catherine II, et comment les Ukrainiens y réagirent-ils ?

Le successeur de Catherine II fut son fils Paul I^{er} (1796-1801), curieux personnage qui détestait sa mère mais n'eut guère le temps de modifier les structures de l'empire avant de succomber à un complot de palais. Son fils Alexandre I^{er} (1801-1825) eut un règne marqué par les guerres napoléoniennes et nettement divisé en une phase plutôt libérale et, à partir de 1815, une phase plus conservatrice et fortement mystique.

Durant ce premier quart du XIX^e siècle, les territoires ukrainiens de l'empire russe ne connurent pas de grand changement. Lors de l'invasion française de 1812, ils furent épargnés par les opérations militaires. Le gouvernement décida la formation de quinze régiments de « Cosaques montés petits-russiens », et le gouverneur-général de Petite-Russie, le prince Lobanov-Rostovski, donna à croire qu'il envisageait la reconstitution d'une armée cosaque permanente en Ukraine. Mais ces régiments furent dissous dès 1816. On notera à ce sujet que le projet d'Ukraine indépendante prêté à Napoléon est un mythe. Il se résume aux élucubrations de Michał Sokolnicki, Polonais au service de la France, qui suggérait la création d'une « Napoléonide » (sic !) réunissant Cosaques et Tatars de Crimée sous le protectorat français.

Les faits les plus marquants de cette période, du point de vue ukrainien, concernent la vie intellectuelle et l'histoire des idées. En 1798 parut l'*Enéide travestie* d'Ivan Kotliarevsky, poème burlesque relatant les aventures des Cosaques zaporogues après la destruction de la Sitch. Kotliarevsky l'avait rédigé en ukrainien populaire et non dans l'ancienne « langue ruthène » de chancellerie : il est considéré comme le précurseur de la littérature ukrainienne moderne. On constate un remarquable essor des travaux historiques et ethnographiques sur l'Ukraine, en particulier sur le passé cosaque encore récent. L'université de Kharkiv, fondée en 1802, devint un centre important de ces études. La noblesse d'origine cosaque de la Rive Gauche jouait un rôle de premier plan dans les recherches, en partie par

patriotisme local et nostalgie des gloires passées, en partie par intérêt : il s'agissait de prouver la réalité et l'ancienneté de ses droits nobiliaires, que le gouvernement russe avait commencé à vérifier de près !

Cette élite était globalement loyale à l'empereur, mais parfois critique sur la suppression des « Libertés » anciennes. Cet aspect est très présent dans un livre célèbre et représentatif de tout un courant de pensée, l'*Histoire des Ruthènes* (en russe *Исторія Русовъ / Istorïia Rousov*). Ce texte, dont le vrai auteur n'est pas connu avec certitude, ne fut édité qu'en 1846, mais il circulait déjà sous forme de copies manuscrites dans les années 1820 et avait peut-être été rédigé dès le tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. C'est un récit patriotique, basé sur des documents inventés et sur une manipulation et une falsification parfois grossières de l'histoire. Le but est de glorifier la Cosaquerie comme une chevalerie ancestrale, protectrice de l'Ukraine et de l'orthodoxie. La tonalité générale est anti-polonaise, accessoirement anti-juive, avec des critiques plus voilées à l'encontre de la Russie.

En ce qui concerne la population dans son ensemble, des témoins comme A. Levchine en 1816 et le général Alexandre Mikhaïlovski-Danilevski, aide de camp de l'empereur, en 1824, n'hésitent pas à parler de « haine » envers les Russes. Le premier l'explique par « la violation des droits de la Petite-Russie ».

Après les guerres napoléoniennes et les contacts qu'eurent beaucoup d'officiers de l'armée russe avec l'Europe centrale et occidentale, de nouvelles idées commencèrent à se répandre dans l'empire : romantisme, démocratism, panslavisme (l'idée d'une union de tous les peuples slaves). L'un des vecteurs semi-clandestins en était la franc-maçonnerie ou le grouillement de sociétés secrètes qui s'en inspiraient. En Ukraine, un panslavisme démocratique et fédéraliste était à la mode chez les intellectuels. Une loge maçonnique de Kiev portait le nom symbolique de « Slaves Unis ». À la fin du règne d'Alexandre I^{er}, il existait dans tout l'empire russe un dense

réseau de réformistes et de révolutionnaires amateurs, comme la « Société du bien public », partagée ensuite en une « Société du Nord » et une « Société du Sud » qui devaient s'illustrer lors de la révolte des Décembristes (cf. ❖ 85). En ce qui concerne l'Ukraine, les questions locales étaient, dans ces cercles, largement éclipsées par les préoccupations panslaves et les théories politiques générales, d'autant que les chefs de file du mouvement à l'échelle de l'empire étaient généralement opposés à l'autonomie des peuples non russes.

❖ 85- Comment évolua la situation en Ukraine russe sous le règne de Nicolas I^{er} (1825-1855) ?

En décembre 1825 (d'où le nom de mouvement des « Décembristes »), des officiers membres des sociétés secrètes d'opposition tentèrent de renverser le régime en profitant de la mort soudaine de l'empereur Alexandre I^{er} et de la confusion provoquée par la succession. La tentative échoua et Nicolas I^{er}, qui monta peu après sur le trône, resta obsédé par le risque de désordre révolutionnaire. Sa méfiance ne fit que s'accroître après le soulèvement national polonais de 1831, qui toucha l'Ukraine de la Rive Droite.

Sous Nicolas I^{er} s'acheva l'alignement juridique des provinces ukrainiennes sur le droit commun russe. Le gouvernement-général de Petite-Russie, dont les limites rappelaient encore l'ancien Hetmanat de la Rive Gauche, fut supprimé. Le droit de Magdebourg dont jouissaient diverses villes fut aboli en 1831, et le vieux « Statut Lituanien », basé sur le droit de la Ruthénie kiévienne, en 1842.

Après 1831, des mesures furent prises pour « dépoloniser » la Rive Droite. Les établissements d'enseignement polonais furent supprimés, et une université russe créée à Kiev dès 1832. Les monastères catholiques furent fermés ; en 1839, l'Union des Églises fut officiellement abolie dans toute l'Ukraine russe – c'est-à-dire que le culte gréco-catholique « uniate », qui avait disparu en Ukraine de la Rive Gauche au moment des guerres

cosaques du XVII^e siècle, fut interdit sur la Rive Droite et en Volhynie (les Polonais demeurant libres de célébrer le culte catholique de rite latin). Certaines mesures bénéficièrent marginalement à la population ukrainienne : pour diminuer l'influence sociale des propriétaires fonciers polonais, le gouvernement russe adoucit le servage en limitant les corvées auxquelles étaient soumis les paysans ukrainiens.

Comme en 1812, des unités cosaques avaient été levées en 1831 dans les provinces de la Rive Gauche pour lutter contre l'insurrection polonaise. Après la fin des combats, leurs effectifs furent partagés – non sans résistances – entre l'armée régulière russe et des unités servant au Caucase.

Que cela paraisse paradoxal ou au contraire naturel, c'est sous ce règne répressif et sévère qu'apparut un véritable mouvement patriotique ukrainien. En 1846 se constitua, autour de l'historien Mykola Kostomarov, une nouvelle société secrète, la « Confrérie Cyrille et Méthode » (du nom des deux saints qui furent, au IX^e siècle, les premiers évangélistes des Slaves). Son programme mêlait préoccupations politiques, sociales, et nationales – et, dans ce dernier domaine, combinait patriotisme ukrainien et fédéralisme panslave. Un curieux pamphlet, les *Livres de la genèse du peuple ukrainien*, inspiré d'un ouvrage du poète polonais Mickiewicz et peut-être rédigé par Kostomarov, reflète l'idéologie de la Confrérie. Il idéalise le caractère égalitaire et démocratique des Slaves en général et des Cosaques d'Ukraine en particulier, et conclut en affirmant que l'Ukraine deviendra « *une république indépendante dans l'union slave* ».

Ce petit groupe d'intellectuels, sans appui dans la masse de la population, ne risquait guère de réaliser un tel programme. La Confrérie fut dénoncée et ses membres arrêtés dès 1847. Mais l'affaire était révélatrice de nouvelles tendances. Dans son rapport sur la Confrérie, le comte Orlov (le chef de la « III^e Section » – la police politique russe) l'expliquait fort bien : « *À Kiev et en Petite-Russie, la slavophilie se transforme en ukrainophilie. Les jeunes gens y associent l'idée de l'union*

des Slaves avec des idées de restauration de la langue, de la littérature et des mœurs de la Petite-Russie et vont même jusqu'à rêver du retour de l'époque de l'Hetmanat [...] Les idées de ces derniers sur le rétablissement de la nationalité de leur patrie peuvent susciter chez les Petit-Russiens et à leur suite chez d'autres peuples soumis à la Russie le désir de retrouver leur indépendance. » On note le remarquable aveu de ce très haut responsable : il y a bien une langue et un peuple ukrainiens, un particularisme qu'il est important de réprimer pour éviter le développement de revendications indépendantistes.

Une victime collatérale de l'affaire Cyrille et Méthode fut le peintre et poète Taras Chevtchenko (1814-1861). Chevtchenko avait fait paraître en 1840 son recueil *Kobzar* (littéralement : le « joueur de *kobza* », ancien instrument à cordes), rédigé en ukrainien populaire et qui, après l'*Enéide travestie* de Kotliarevsky, constitue la seconde grande étape de la formation de l'ukrainien littéraire moderne. Il fut arrêté en 1847 et durement condamné – moins pour son appartenance à la Confrérie que pour des poèmes injurieux envers la famille impériale. Le tribunal lui infligea dix ans de déportation dans l'Oural comme simple soldat, verdict auquel l'empereur ajouta cruellement de sa main « avec interdiction d'écrire et de dessiner ».

Si les intellectuels (même issus des couches les plus humbles, comme Chevtchenko qui était né serf) n'avaient guère d'influence sur le peuple, celui-ci continuait à nourrir, au moins dans les anciennes régions cosaques, ses propres nostalgies des libertés perdues. On le vit par exemple durant la guerre de Crimée qui opposa, en 1853-56, la Russie à l'empire ottoman et à ses alliés français, britanniques et italiens. D'éphémères régiments de Cosaques ukrainiens furent une fois de plus levés en 1855-56. Mais dans la région de Kiev, des paysans répondant au manifeste impérial qui appelait à la défense de l'empire se constituèrent spontanément en unités « cosaques ». Considérés comme des rebelles, ils furent durement traités.

❖ 86- Comment se traduit, dans la première moitié du XIX^e siècle, la domination autrichienne sur les territoires ukrainiens annexés à partir de 1772 à l'empire des Habsbourg ?

En 1772, lors du premier partage de la Pologne (cf. ❖ 82), l'Autriche avait annexé la Galicie – largement pour maintenir l'équilibre des forces avec les autres puissances prédatrices, et pour empêcher la Russie de trop avancer vers l'ouest. Les territoires ainsi acquis s'étendaient en fait des deux côtés du Sian (polonais San), affluent de la Vistule, et comprenaient, à l'est des régions peuplées d'Ukrainiens, mais avec des villes très polonisées, et à l'ouest des régions à majorité polonaise. Ce caractère binational allait peser sur toute l'histoire de la Galicie autrichienne. La nouvelle province reçut le nom officiel de « Royaume de Galicie et Lodomérie » (« Lodomérie » renvoie à Volodymyr, capitale médiévale de la Volhynie ; c'était une façon de revendiquer l'héritage de l'ancien royaume de Galicie-Volhynie, cf. ❖ 44 et 52). Sa capitale fut établie à Lviv (Lemberg en allemand, Lwów en polonais, *Leopolis* en latin).

Deux ans plus tard, l'Autriche annexa la Bukovine, au nord de la Moldavie, pour assurer une meilleure continuité territoriale entre ses possessions de Transylvanie et de Galicie. Placée sous administration militaire jusqu'en 1786, la Bukovine fut ensuite réunie à la Galicie jusqu'en 1848, avant d'être érigée en « Duché de Bukovine ». Comme la Galicie, la région était binationale avec, dans ce cas, des Ukrainiens au nord et des Roumains au sud.

Au troisième partage de la Pologne (1795), l'Autriche reçut encore une vaste région de Pologne méridionale sur les deux rives de la Vistule, entre les cours du Boug occidental et de la Pilica. Cette nouvelle « Galicie Occidentale », dont l'est était peuplé d'Ukrainiens, fut cédée dès 1809 au « Duché de Varsovie », la mini-Pologne restaurée par Napoléon, puis jointe après 1815 à l'empire de Russie. Enfin, la Russie occupa de

1809 à 1815 la région de Ternopil à l'est de la Galicie, mais la rétrocéda finalement à l'Autriche.

La Galicie orientale (ukrainienne) avait appartenu à la Pologne depuis le milieu du XIV^e siècle (cf. ❖ 52). Les classes dirigeantes s'étaient assez largement polonisées. Au milieu du XVII^e siècle, craignant la contagion des révoltes cosaques, le pouvoir polonais avait resserré son contrôle sur la région et finalement imposé la généralisation de l'Union des Églises aux orthodoxes de Galicie (1700). Même la Confrérie de Lviv, noyau de la résistance orthodoxe depuis 1463 (cf. ❖ 56), dut y adhérer en 1708. Néanmoins, l'Église gréco-catholique, qui conservait son rite oriental et sa langue liturgique, se transforma rapidement en Église nationale ukrainienne. Pour le reste, la région était appauvrie par les guerres successives, et la condition de la paysannerie ukrainienne (« ruthène », selon la nomenclature autrichienne officielle) misérable.

La nouvelle administration autrichienne prit assez vite quelques mesures de redressement. Un inventaire des terres fut conduit en 1772-75. En 1775, l'impératrice Marie-Thérèse enjoignit aux propriétaires fonciers de se comporter « humainement » envers leurs serfs et de limiter les redevances qu'ils leur imposaient. En 1777, il fallut même interdire de soumettre aux corvées les membres du clergé.

Des efforts particuliers furent consentis pour élever le niveau culturel des « Ruthènes » – et former une élite loyale au nouveau pouvoir. En 1774 ouvrit à Vienne, dans l'église Sainte-Barbara, le séminaire dit « Barbareum » destiné aux Ukrainiens, et dont l'influence s'étendit jusqu'en Transcarpathie. La même année fut décrétée la création d'écoles paroissiales où l'enseignement était dispensé en ukrainien dans les premières classes, puis en allemand.

Le règne de Joseph II (1780-1790), incarnation du « despotisme éclairé », eut des effets contrastés pour les Ukrainiens de Galicie. L'empereur conduisit des réformes profondes, dont une amélioration sensible de la situation juridique et économique

des paysans. Sans être tout à fait libérés du servage, ceux-ci furent protégés par la loi contre les seigneurs dont le pouvoir judiciaire fut strictement encadré, et purent conserver la plus grande part du fruit de leur travail. Mais les réformes de l'empire étaient conduites dans un esprit de centralisation et d'homogénéisation qui faisait peu de cas des particularismes locaux. La langue allemande fut imposée partout, par exemple à l'université ouverte à Lviv en 1784.

Après le bref règne de Léopold II (1790-92), celui de François II (1792-1835 ; dernier empereur du Saint-Empire jusqu'en 1806, empereur d'Autriche à partir de 1804) fut marqué par les guerres contre la France révolutionnaire puis impériale et leurs conséquences. Mais dans la partie ukrainienne de la Galicie, le clergé gréco-catholique favorisé par les Autrichiens commença à jouer le rôle d'élite culturelle nationale qu'il était seul à pouvoir assumer. Des prêtres ou fils de prêtres se firent auteurs en langue ukrainienne, comme Iosyp Levytsky qui publia en 1834 la première grammaire « ruthène », ou le poète Markian Chachkevych (1811-1843).

Sous l'empereur Ferdinand I^{er} (1835-1848), ce réveil culturel des Ukrainiens de Galicie fut considéré avec une certaine méfiance par le pouvoir autrichien, et réprimé à l'occasion. Ainsi, lorsque Chachkevych publia en 1837 son recueil de poésie *L'Ondine du Dniestr (Rousalka Dnistrova)*, rédigé en ukrainien populaire et non en langue d'église archaïque, l'ouvrage fut immédiatement confisqué. Si les « Ruthènes » de Galicie étaient en majorité passifs ou loyaux à l'empire des Habsbourg, le gouvernement redoutait le développement de tendances slavophiles ou, pire, russophiles : les Ukrainiens d'Autriche ne risquaient-ils pas de souhaiter leur rattachement à ceux de Russie, sous le sceptre des Romanov ?

La Galicie fut secouée, en 1846, par la révolte polonaise indépendantiste partie de la ville libre de Cracovie. Les paysans de la province contribuèrent à son échec en se révoltant à leur tour contre les propriétaires.

❖ 87- Comment les Ukrainiens d'Autriche vécurent-ils la révolution de 1848 dans l'empire des Habsbourg ?

La révolution autrichienne de 1848 détruisit l'absolutisme incarné par le chancelier Metternich, qui fut renversé dès mars 1848. Mais elle fut surtout, dans l'empire des Habsbourg et ailleurs en Europe, un « Printemps des peuples » qui vit une floraison de nationalismes romantiques. En Galicie, le mouvement fut moins tourné contre le pouvoir impérial et le régime autrichien que contre la domination économique, sociale et culturelle des Polonais dans la province.

Le servage, déjà très limité par les réformes de Joseph II, fut définitivement aboli en Galicie en avril 1848. La loi prévoyait un rachat des terres par les paysans sur 40 ans.

Les Polonais de Galicie tentèrent de rallier les « Ruthènes » à leur propre mouvement national, dont le but ultime était la restauration de l'État polonais dans ses frontières d'avant les partages. Mais les Ukrainiens, qui jouissaient du soutien du comte Franz Stadion, gouverneur de Galicie, optèrent pour une action distincte. Ils se dotèrent à cette occasion de leurs propres emblèmes nationaux : le lion d'or sur champ d'azur, anciennes armes des rois de Galicie-Volhynie puis du « palatinat ruthène » en Pologne, et les couleurs bleu clair et jaune. Le 19 avril 1848, les intellectuels ukrainiens de Galicie adressèrent à l'empereur Ferdinand une pétition rappelant que leur peuple était autochtone dans la province, où il avait formé au Moyen Âge son propre royaume, et réclamant une vraie égalité pour la langue ukrainienne, l'Église gréco-catholique, et les Ukrainiens en général.

Le 2 mai fut constitué le premier organe représentatif des Ukrainiens d'Autriche : le « Conseil Ruthène Suprême » (Головна Руська Рада / *Holovna rous'ka rada*). Les Polonais tentèrent vainement de lui opposer une « assemblée ruthène » (*Rous'kyi sobor*) fantoche. Le Conseil prit immédiatement une position de principe importante en affirmant que les Ruthènes

d'Autriche étaient une partie des 15 millions d'Ukrainiens répartis des deux côtés de la frontière austro-russe.

Ukrainiens et Polonais de Galicie formèrent deux « gardes nationales » distinctes dans la province et envoyèrent au Congrès panslave, qui se tint à Vienne en juin 1848, une délégation mixte, sur la base d'un programme d'autonomie territoriale avec stricte égalité des deux nationalités.

Le premier parlement autrichien, qui siégea de juillet 1848 à septembre 1849, comptait 96 représentants de la Galicie dont 39 Ukrainiens. Fait intéressant, la grande majorité de ces élus ukrainiens (27) étaient des paysans.

Les intellectuels ukrainiens entreprirent aussi un important travail culturel. Le Congrès des savants ruthènes, tenu à Lviv le 19 octobre 1848, décida la codification de la langue ukrainienne sur la base des parlers populaires. Une chaire de langue et littérature ukrainienne fut fondée à l'université de Lviv à la fin de 1848.

Le 2 décembre 1848, l'empereur Ferdinand abdiqua en faveur de son neveu François-Joseph, dont le très long règne allait durer jusqu'en 1916. Après l'écrasement de la révolution hongroise en 1849 (avec l'aide de troupes russes), le gouvernement autrichien reprit progressivement en main l'empire. Le Conseil Ruthène Suprême fut dissous en 1851. Mais les acquis des années précédentes ne furent pas tous perdus, notamment dans le domaine culturel. La révolution de 1848 marqua un tournant décisif dans la cristallisation de la conscience nationale des Ukrainiens de Galicie.

❖ 88- Pour revenir à l'Ukraine russe, le règne répressif de Nicolas I^{er} fut suivi par le règne réformateur d'Alexandre II (1855-1881). Les Ukrainiens en profitèrent-ils ?

Alexandre II monta sur le trône au moment de la défaite russe dans la guerre de Crimée. Il entama aussitôt de très profondes

réformes d'un État dont l'archaïsme et les faiblesses venaient d'être cruellement démontrés. Le nouveau souverain manifesta d'emblée son libéralisme en amnistiant nombre de prisonniers politiques, dont les membres de la Confrérie Cyrille et Méthode (cf. ❖ 85). Du coup, divers intellectuels ukrainiens organisèrent à Saint-Pétersbourg un groupe politico-littéraire informel dans l'espoir de changements décisifs venus d'en haut. Le mouvement reçut même le soutien de représentants des classes dirigeantes, comme les riches propriétaires Tarnovsky et Galagan qui financèrent l'ouverture d'une imprimerie ukrainienne dans la capitale impériale. De nombreuses œuvres furent publiées, tant littéraires (Kotliarevsky, Chevtchenko) qu'historiques ou ethnographiques (*Écrits sur la Petite-Russie* de Pantéléïmon Koulich). En Ukraine même se constitua, sur la Rive Gauche et à Kiev, un réseau d'associations locales appelées *hromada* (litt. « communauté »). Elles encouragèrent la création d'écoles ukrainiennes et la diffusion de la culture ukrainienne sous toutes ses formes : littérature, musique, théâtre. Une revue en ukrainien, la « Feuille de Tchernihiv » (*Tchernihivs'kyi lystok*) parut dans cette ville de 1861 à 1863.

La grande affaire du moment, dans tout l'empire russe, était l'abolition du servage. Alexandre II, qui en avait décidé le principe dès 1856, l'imposa finalement en 1861. La réforme déçut, parce que les paysans devaient racheter la terre qu'ils travaillaient (sur 48 ans, avec l'aide de l'État). En Ukraine, elle posa aussi d'emblée un problème foncier, car les terres manquaient dans certaines régions : les lots y furent plus petits qu'ailleurs, et leur prix supérieur.

Alors même que les grandes réformes continuaient dans l'administration impériale et locale, la justice, l'armée, et l'éducation, l'attitude relativement tolérante du gouvernement envers le mouvement ukrainien fit brusquement place à une nouvelle vague de répression. L'activisme ukrainien inquiétait depuis un moment l'administration, certains propriétaires, et même une partie des intellectuels russes. Le patriotisme ukrainien était souvent suspecté à la fois de « séparatisme » et de tendances socialistes qui devenaient fort à la mode.

En janvier 1863 éclata le dernier grand soulèvement national polonais contre l'occupation russe. Le gouvernement insurrectionnel polonais revendiquait les frontières de 1772 (son emblème combinait l'aigle polonaise, le chevalier lituanien et l'archange de Kiev!), et les dirigeants russes firent une confusion, sincère ou non, entre la révolte polonaise et l'hypothétique « séparatisme » ukrainien. Alors même que, pour la dernière fois, des unités de « Cosaques montés petit-russiens » étaient levées sur la Rive Gauche pour lutter contre les Polonais, des figures du mouvement ukrainien furent arrêtées, des écoles fermées, des publications interdites. Durant l'été 1863, le ministre de l'intérieur Valouïev prit une circulaire interdisant l'édition en ukrainien de livres pour les écoles et le public populaire. Elle affirme que la langue ukrainienne a été inventée « *par quelques Petits-Russiens et surtout des Polonais* » et cite ces propos du directeur de la Commission archéographique de Kiev, Mikhaïl Iouzéfovitch : « *Il n'y a jamais eu, il n'y a pas et il ne peut y avoir aucune langue petite-russienne particulière.* »

L'essor du mouvement ukrainien en fut brisé pour longtemps. La réforme de l'administration locale et municipale donna le pouvoir, dans les organes de gestion des collectivités rurales (*zemstvo*) comme dans les villes, aux possédants, propriétaires fonciers ou bourgeois, russifiés et généralement conservateurs. Le service militaire universel, le nouveau système d'éducation, s'ajoutèrent à l'Église comme instruments de russification.

Les activités ukrainiennes officielles, étroitement surveillées, se limitèrent à la sphère culturelle, avec Kiev pour foyer principal. En 1873 fut créée la « Filiale du Sud-Ouest de la Société géographique russe », qui fit un important travail dans les domaines historique, géographique et ethnographique. Comme les soupçons de séparatisme persistaient, une commission interministérielle (Intérieur, Éducation, Gendarmerie, et même clergé!) fut réunie en 1875 pour enquêter sur les activités que le pouvoir russe qualifiait bizarrement d'« ukrainophiles ». Sur la base de son rapport, la « Filiale du Sud-Ouest » fut fermée et l'empereur lui-même, par son « oukaze » (ordre)

d'Ems de 1876, édicta une interdiction absolue de publier ou d'imprimer en ukrainien, et d'introduire dans l'empire des ouvrages en « dialecte petit-russien » édités à l'étranger (c'est-à-dire en Galicie). Ces interdictions valaient aussi pour les traductions et pour les œuvres musicales. La seule exception concernait les documents historiques conservant l'orthographe originale. Les représentations théâtrales et les conférences en ukrainien étaient également prohibées. À partir de là, certains intellectuels découragés émigrèrent et la Galicie autrichienne, qui jouissait d'un régime bien plus libéral, devint le centre principal des activités ukrainiennes (cf. ❖ 94).

C'est durant le règne d'Alexandre II que se développèrent dans l'empire des mouvements d'opposition radicaux, adeptes du terrorisme. Il n'y en eut pas de spécifiquement ukrainien, mais des Ukrainiens adhèrent à des groupes violents comme *Narodnaïa Volia* (« Volonté [ou Liberté] – du Peuple »). L'empereur finit par être assassiné en 1881, alors qu'il s'engageait sur la voie d'une monarchie constitutionnelle. Rétrospectivement, les rapports entre le pouvoir russe et le mouvement ukrainien sous son règne sont une bonne illustration du fait que les questions nationales ne sont pas solubles dans le progrès politique, social ou économique.

❖ 89- Les règnes des empereurs Alexandre III (1881-1894) et Nicolas II (1895-1917) ont associé la poursuite de la modernisation de la Russie et – jusqu'à la révolution de 1905 – un régime autoritaire. Comment cela s'est-il traduit en Ukraine ?

Alexandre III, monté sur le trône russe après l'assassinat de son père, mena une politique autoritaire et, dans le domaine des nationalités, une politique de russification brutale, étendue même à la Pologne et à la Finlande.

L'Ukraine connut, autant et sans doute plus que d'autres parties de l'empire, un considérable développement économique, appuyé en partie sur des capitaux étrangers. La région du

Donets et de Kryvyï-Rih / Krivoï-Rog devint un grand bassin industriel. Ce décollage rapide, sans accompagnement social, se traduisit d'ailleurs par la formation d'un prolétariat urbain misérable, déraciné et russifié, clientèle rêvée pour les groupes révolutionnaires.

Le mouvement national ukrainien, lui, demeurait limité à un travail purement culturel, comme celui effectué par la revue de langue russe *Antiquité kiévienne* (*Kievskaiïa starina*) à partir de 1882. L'interdiction de publier en ukrainien n'empêcha pas des écrivains de talent de s'exprimer dans cette langue, comme Mykhaïlo Kotsioubynsky ou la poétesse Larysa Kosatch-Kvitka, alias Lesia Oukraïnka «Lesia l'Ukrainienne». Les publications se faisaient en Galicie autrichienne, devenue le refuge de beaucoup d'activistes ukrainiens de Russie. À partir de 1894, la chaire d'histoire de l'Ukraine à Lviv fut ainsi occupée par Mykhaïlo Hrouchevsky, le grand historien venu d'Ukraine russe.

À partir de 1895, sous le têtù mais faible Nicolas II, la pression du régime se relâcha légèrement. À ce moment apparut le premier parti politique (clandestin) ouvertement séparatiste : le Parti Révolutionnaire Ukrainien fondé à Kharkiv en 1900. Ce parti éclata dès 1904 et d'autres apparurent, mais il faut noter une donnée importante : la plupart des opposants ukrainiens radicaux au régime impérial adhéraient, à cette époque, à une forme ou une autre de socialisme (pas nécessairement marxiste). Ils étaient divisés sur la priorité à donner aux revendications nationales proprement ukrainiennes, ou à des revendications politiques et sociales concernant l'ensemble de l'empire russe. Cette situation dura jusqu'à la révolution de 1917.

Au début des années 1900, la survie opiniâtre du fait ukrainien commença à faire réfléchir certains cercles dirigeants russes. Plutôt que de nier absolument l'existence d'un peuple ukrainien, il parut judicieux de reconnaître qu'il y avait trois peuples «russes», les Grands-Russiens, Petits-Russiens et Blancs-Russiens (Biélorusses), formant une sorte de trinité

indissoluble. Le Saint-Synode accepta le principe d'une traduction des Évangiles en ukrainien. En 1904, avant même les événements révolutionnaires, le gouvernement réfléchissait à l'abolition possible des restrictions à l'usage de l'ukrainien. Ces concessions avaient entre autres un but pratique : favoriser l'enseignement primaire en permettant de le dispenser dans la langue maternelle des élèves. Le recensement exhaustif de 1897 venait de révéler un taux d'analphabétisme absolument catastrophique en Ukraine russe (87 % d'analphabètes !). L'académie impériale des sciences, les universités de Kiev et Kharkiv, le gouverneur de Kiev, se déclarèrent favorables à cette libéralisation linguistique.

❖ 90- La révolution de 1905 et la libéralisation qui s'ensuivit accélèrent-elles les choses ?

Les troubles de 1905, provoqués par l'humiliante défaite russe dans la guerre contre le Japon (1904-1905), contraignirent Nicolas II à accepter un régime constitutionnel avec un parlement, la Douma. La censure fut abolie. L'Académie des sciences reconnut l'ukrainien comme langue distincte, et les restrictions à son usage furent levées. Immédiatement apparurent ou reparurent journaux, maisons d'édition, associations culturelles (les *Prosvita*, litt. « illumination »), des théâtres, etc., en ukrainien. Des partis politiques – en majorité socialistes – se formèrent ou apparurent au grand jour, les uns strictement ukrainiens, d'autres étant les branches locales en Ukraine de partis existant à l'échelle de tout l'empire. On peut citer la Société des Progressistes ukrainiens de Mykhailo Hrouchevsky, dont le rôle devait être important en 1917. Certains de ces partis furent représentés à la Douma, où un intergroupe de 40 députés ukrainiens réclama en 1906 l'autonomie pour l'Ukraine.

Cette éclaircie libérale ne dura guère. Nicolas II, qui aurait pu être un tranquille souverain constitutionnel, s'acharna à reprendre progressivement les pouvoirs qu'il avait dû céder. La première Douma, puis la seconde, furent dissoutes, après quoi la loi électorale fut modifiée dans un sens censitaire pour

garantir des majorités conservatrices. À partir de 1907, l'enseignement fut repris en main, mais beaucoup d'institutions culturelles ukrainiennes, comme les *Prosvita*, survécurent. En fait, le mouvement ukrainien avait, sur les plans tant culturel que politique, répondu à une réelle attente de nombreux ukrainiens et s'était si vite enraciné que le retour – incomplet – à l'autoritarisme ne put le détruire. Même une partie des hommes politiques russes tenait compte du facteur ukrainien. D'autres, il est vrai, y voyaient un danger, comme Piotr Stolypine, ministre de l'Intérieur en 1906-1911, qui écrivait en 1910 : « *Le devoir historique de l'État russe est de lutter contre le mouvement appelé à l'heure actuelle ukrainien, qui vise la renaissance de l'ancienne Ukraine et l'organisation de l'Ukraine petite-russienne sur la base de l'autonomie nationale et territoriale.* »

❖ 91- Les territoires ukrainiens de l'empire russe furent, sous les règnes des deux derniers Romanov, le théâtre de violences anti-juives. Reflétaient-elles un antijudaïsme spécifiquement ukrainien ?

Les principaux pogroms de cette période touchèrent l'Ukraine, mais aussi la Bessarabie (l'actuelle République de Moldavie), la Biélorussie et la Pologne – c'est-à-dire toute la « Zone de résidence » où les Juifs étaient tenus de résider en vertu d'une décision de Catherine II datant de 1791. Exclus de certaines grandes villes et de diverses professions, les Juifs vivaient en majorité fort pauvrement. À la fin du XIX^e siècle, privés de toute perspective d'intégration sociale dans le cadre russe, ils se tournèrent en grand nombre vers les partis révolutionnaires (ils devaient former le noyau dirigeant bolchévique lors de la révolution) ou vers le rêve sioniste.

Il n'est pas juste d'affirmer que les Ukrainiens auraient été plus hostiles aux Juifs que d'autres. Certes, le vieux fond anti-judaïque, fait d'hostilité religieuse et de souvenirs du ressentiment social du XVII^e siècle (cf. ❖ 65) était bien vivant. Il s'y ajoutait désormais une dimension politique,

les Juifs étant considérés comme des « révolutionnaires » (l'assassinat d'Alexandre II en 1881 provoqua des violences contre eux). Mais les pogroms n'étaient pas le fait du « peuple ukrainien » en tant que tel. Accomplis par une plèbe urbaine multinationale (cf. ❖ 92), ils étaient tolérés par moment – certains ont même dit : encouragés comme dérivatif politique – par le gouvernement russe et les autorités locales. Les principaux promoteurs de la haine antijuive étaient les partis russes extrémistes comme l'Union du Peuple Russe et leur bras armé, les « Centuries Noires ». Il faut remarquer que ces partis étaient également les plus opposés au mouvement national ukrainien qualifié de « séparatiste » ou « mazépiste » (par allusion à l'hetman Mazepa, cf. ❖ 73).

En 1913 eut lieu à Kiev le célèbre procès de Menakhem Mendel Beïlis, arrêté deux ans plus tôt pour un prétendu « crime rituel ». Alors que le gouvernement russe et ses partisans sur place se cramponnaient à leur absurde accusation, des intellectuels ukrainiens comme l'historien Mykhaïlo Hrouchevsky soutinrent le prévenu. Beïlis fut acquitté.

En définitive, si les sentiments antijuifs existaient bien en Ukraine, dans des proportions en rapport avec les effectifs considérables de la population juive (un peu moins de deux millions de personnes), ils n'étaient pas propres à la population ukrainienne ou au mouvement patriotique.

❖ 92- Quel était finalement le visage de l'Ukraine russe à la veille de la Première Guerre mondiale ?

En 1914, les territoires à majorité ukrainienne de l'empire russe [carte XIX] s'étendaient sur neuf « gouvernorats » (provinces) et une partie de la région des Cosaques du Kouban (sur ces derniers, cf. ❖ 93). Les neuf gouvernorats étaient ceux de Volhynie, Podolie, Kherson, Kiev, Tchernihiv, Poltava, Kharkiv, Katérynoslav (Iékatérinoslav), Tauride (à l'exception de la Crimée). Des Ukrainiens occupaient également des parties des provinces de Koursk et Voronèj, et du territoire des

Cosaques du Don. La population devait compter une trentaine de millions de personnes (23 430 000 au recensement de 1897).

Les différentes régions conservaient leurs particularités (cf. ❖ 83), mais le visage du pays avait profondément changé au cours du XIX^e siècle. L'Ukraine s'était urbanisée. Avant la Première Guerre mondiale, Kiev comptait 620 000 habitants, Odessa 506 000, Kharkiv 245 000. La population de ces villes était en grande partie étrangère (d'après le recensement de 1897 : 70 % de non Ukrainiens, dont 34 % de Russes, 27 % de Juifs). Elle ne reflétait en rien la composition de l'ensemble de la population, qui était presque inverse : en 1897, 72,5 % de « Petits-Russiens », soit environ 17 millions de personnes, et 27,5 % de non Ukrainiens (dont 11,7 % de Russes, 8,2 % de Juifs, 2,8 % de Polonais). Elle était donc assez étrangère aux revendications nationales ukrainiennes.

Sur le plan économique, l'Ukraine était en cours de développement rapide. Elle produisait surtout des matières premières (houille), du fer et de la fonte, et des produits agricoles, blé, sucre et autres. Un réseau de chemins de fer créé à partir de 1871 la liait au reste de l'empire. Une industrie était née, notamment pour la transformation de la production agricole.

Du point de vue culturel, la situation était déplorable, comme en témoigne le taux, déjà évoqué, de 87 % d'analphabètes dans les neuf gouvernorats ukrainiens en 1897 (cf. ❖ 89).

La société était elle aussi en voie d'évolution rapide. Le pouvoir politique restait aux mains de l'administration impériale de tous niveaux, mais on assistait à l'émergence d'un pouvoir économique. Les classes dirigeantes en Ukraine étaient très largement russifiées, même si certains de leurs représentants exprimaient volontiers une forme de patriotisme local.

L'identité ukrainienne existait en fait à deux niveaux. Elle était présente, sous une forme « naturelle », surtout dans la paysannerie, demeurée en grande majorité ukrainophone ; là, elle n'avait guère de traduction idéologique, bien qu'il y ait

eu une nostalgie persistante des « Libertés cosaques » idéalisées et de très vagues aspirations à l'autonomie. Et elle avait aussi, chez de nombreux intellectuels, une forme théorisée, conceptualisée, associée la plupart du temps à des doctrines socialistes. Ces intellectuels étaient au demeurant très divisés. Les partis politiques ukrainiens étaient numériquement faibles et avaient souvent peu d'influence sur la masse de la population.

Toutes ces caractéristiques eurent de lourdes conséquences sur les tentatives indépendantistes de 1917-21 (cf. chapitre VIII).

Il faut enfin signaler la migration de nombreux Ukrainiens vers la Sibérie durant les dernières décennies de l'empire. Causée par le manque de terres et les projets gouvernementaux de mise en valeur, elle aboutit à la création de colonies ukrainiennes dans ces régions, notamment celle du « Coin Vert » (*Zeleni Klyn*) en Extrême-Orient russe.

93- Qu'étaient devenus, au XIX^e siècle, les anciens Cosaques zaporogues (« Cosaques de la mer Noire ») transférés au Kouban en 1792 ?

Les Cosaques de la mer Noire colonisèrent activement le territoire qui leur avait été alloué, territoire acquis par l'empire russe en 1783 et dont les Tatars Nogaï avaient été expulsés. Leur organisation, un temps conforme à celle de l'ancienne Sitch zaporogue, fut rapidement alignée sur celle des autres « Armées » (russe *voïsko*) territoriales de Russie. Ils conservèrent cependant la langue et beaucoup de traditions ukrainiennes, tout en adoptant progressivement le costume, les armes, et certaines traditions des peuples caucasiens du Nord avec lesquels ils se trouvaient désormais en contact (en particulier leurs voisins et adversaires adyghés-tcherkesses de la rive sud du Kouban).

En 1860, alors que s'achevait la conquête russe du Caucase, l'Armée cosaque de la mer Noire fut réunie à une partie de l'« Armée cosaque de la ligne du Caucase », créée en 1832, pour former une nouvelle « Armée cosaque du Kouban ».

Les Cosaques de la Ligne étaient russophones, si bien que la nouvelle communauté fut d'emblée bilingue (le russe ayant toujours été, bien entendu, la seule langue officielle). En 1864, après la capitulation des derniers réfractaires caucasiens, le territoire de la région militaire des Cosaques du Kouban fut considérablement étendu au sud du fleuve éponyme, dans les zones vidées par l'émigration des indigènes vers l'empire ottoman. En 1865, les Cosaques d'Azov (héritiers de la Sitch transdanubienne de 1775-1828, cf. ❖ 79) rejoignirent l'Armée du Kouban.

Après 1868, les « civils » russes eurent le droit de venir s'installer sur le territoire, et l'immigration y fut si forte qu'à la veille de la révolution de 1917, les Cosaques étaient devenus nettement minoritaires (43 % de la population). Une partie de ces immigrants étaient des Ukrainiens, si bien que les ukrainophones, Cosaques et autres, demeuraient légèrement majoritaires dans l'ensemble de la province ; cette majorité était très nette au nord-ouest, sur le territoire initial des Cosaques de la mer Noire.

En 1914, les Cosaques du Kouban, au nombre de 1 214 000 personnes, familles comprises, formaient la seconde communauté cosaque de l'empire russe après celle du Don. Caste endogame soumise à un très long service militaire (dix-huit ans en plusieurs « tours », depuis 1909), ils possédaient environ 60 % des terres de la région et jouissaient de divers privilèges fiscaux et administratifs, dont une autonomie locale restreinte.

❖ 94- Comment évoluèrent les territoires ukrainiens de l'Autriche après la révolution de 1848, et quels furent leurs liens, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, avec ceux de Russie ?

Malgré la réaction politique qui suivit, au début du règne de François-Joseph, la révolution de 1848-49 (cf. ❖ 87), le régime autrichien demeura incomparablement plus libéral que le régime russe, surtout après l'adoption de la constitution de

1861. Les problèmes des Ukrainiens tenaient, d'une part à la domination persistante des Polonais en Galicie, d'autre part à leur propre division. Aux tenants d'un patriotisme « ruthène » local, ou d'un patriotisme panukrainien, s'opposaient les partisans d'une « unité russe » (comprendre : slave-orientale). En effet, certains Ukrainiens de Galicie étaient russophiles par anti-polonisme ; cette tendance fut particulièrement forte en 1866, lors de l'affaiblissement de l'Autriche consécutif à la défaite dite de Sadowa (Sadová en Bohême) face à la Prusse.

En 1867, après la perte de sa primauté sur les pays allemands et pour satisfaire les revendications autonomistes des Hongrois, l'empire des Habsbourg fut transformé en monarchie double, unissant sous le même souverain un « Empire d'Autriche » ou « Cisleithanie », et le « Royaume de Hongrie » ou « Transleithanie » (la rivière Leitha / Lajta servant de limite entre les deux). La Galicie et la Bukovine continuaient à relever de l'Autriche, la Transcarpathie de la Hongrie [carte XIX].

Lors des répressions qui frappèrent le mouvement ukrainien en Russie après la phase libérale du règne d'Alexandre II (cf. 88), la Galicie lui servit de refuge. Des intellectuels d'Ukraine russe y firent éditer leurs œuvres littéraires ou politiques, ou même s'y installèrent. À son tour, cette activité revivifia celle des Ukrainiens de Galicie, affaiblie par le conflit entre « ukrainophiles » et « moscophiles » et la perte d'influence politique subie depuis le milieu du siècle (en 1879, la Diète régionale de Galicie ne comptait plus que deux députés « ruthènes » !). Les idées radicales progressèrent, portées par des personnages de premier plan comme l'écrivain et militant Ivan Franko (1856-1916). En 1889, un Parti Radical Ruthène-Ukrainien fut fondé par Franko et l'historien d'Ukraine russe Mykhaïlo Drahomanov. En 1895, il prit position pour l'indépendance de l'Ukraine. D'autres organisations politiques de diverses tendances se constituèrent à sa suite. Les tendances russophiles déclinèrent nettement au profit d'un patriotisme ukrainien anti-polonais et anti-russe. Le clergé gréco-catholique, malgré la popularité des idées socialistes, continuait à jouer un rôle culturel et même politique important :

le métropolite de Lviv, l'archevêque Andriï Cheptytsky (nommé en 1900), était lui-même un ardent patriote ukrainien. En 1907, l'instauration du suffrage universel égalitaire permit une meilleure représentation parlementaire ukrainienne, et les Ukrainiens passèrent en 1914 avec les Polonais un accord qui leur garantissait un tiers des sièges de la Diète galicienne et divers postes administratifs.

Même si le long règne de François-Joseph vit un considérable développement économique de l'Autriche, puis de l'Autriche-Hongrie, la population ukrainienne de Galicie n'était pas particulièrement riche, comme en témoigne la forte émigration vers le nouveau monde des années 1890-1900. Les difficultés économiques encouragèrent un important mouvement coopératif.

L'éducation progressa beaucoup. Avant la Première Guerre mondiale, il y avait en Galicie 3 000 écoles ukrainiennes, et les Ukrainiens détenaient onze des chaires de l'université de Lviv. La presse et l'édition ukrainienne étaient florissantes.

La Galicie servait de référence aux Ukrainiens de la petite province de Bukovine, et à ceux de Transcarpathie; ces derniers, faisant partie du royaume de Hongrie, ne bénéficiaient pas du libéralisme autrichien.

En 1910, il y avait sur les territoires à majorité ukrainienne de l'Autriche-Hongrie (partie orientale de la Galicie, Bukovine, Transcarpathie) 6 450 000 habitants, dont 3 831 000 Ukrainiens (60,1 %), 1 381 000 Polonais (21,4 %), 823 000 Juifs (12,7 %), 125 000 Allemands (1,9 %), 90 000 Hongrois (1,4 % – en Transcarpathie) et 87 000 Roumains (1,3 % – en Bukovine).

VIII- LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

(1914-1921)

Chronologie

- . Juillet-août 1914 : début de la Première Guerre mondiale.
- . 1914-1915 et 1916 : occupations russes de la Galicie.
- . 1916-1918 : règne de Charles I^{er} en Autriche-Hongrie.
- . Février (mars) 1917 : début de la révolution russe.
- . 17 mars 1917 : création de la Rada Centrale d'Ukraine à Kiev.
- . 23 juin et 16 juillet 1917 : 1^{er} et 2^e Universals de la Rada ; autonomie de l'Ukraine russe.
- . 7 novembre 1917 : prise du pouvoir par les bolchéviks en Russie (« Révolution d'Octobre »). Formation de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie.
- . 20 novembre 1917 : 3^e Universal de la Rada Centrale, proclamation de la République Populaire d'Ukraine.
- . Décembre 1917 : guerre entre l'Ukraine et la Russie soviétique. Formation d'un gouvernement soviétique ukrainien à Kharkiv.
- . Décembre 1917 - février 1918 : invasion des forces russes bolchéviques en Ukraine.
- . 9 février 1918 : signature d'une paix séparée entre la République Populaire d'Ukraine et l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et leurs alliés.
- . 16 février 1918 : proclamation de la République Populaire du Kouban.
- . Février-mars 1918 : expulsion des bolchéviks hors d'Ukraine par les forces allemandes, austro-hongroises et ukrainiennes.
- . Mars-août 1918 : occupation de Iékatérinodar (capitale du territoire du Kouban) par les bolchéviks. Alliance des Cosaques du Kouban avec les forces « blanches ».
- . 29 avril 1918 : coup d'État ; dissolution de la Rada ; élection de Pavlo Skoropadsky comme « hetman de toute l'Ukraine » ; remplacement de la République Populaire d'Ukraine par l'État Ukrainien.
- . 12 juin 1918 : traité de paix entre l'État Ukrainien et la Russie soviétique.
- . Été 1918 : révoltes paysannes.
- . 18 octobre 1918 : création à Lviv du Conseil National Ukrainien, représentant les Ukrainiens d'Autriche-Hongrie.

- . 1^{er} novembre 1918 : proclamation de la République Populaire d'Ukraine Occidentale à Lviv. Début de la guerre ukraino-polonaise.
- . 14 novembre 1918 : proclamation fédérative de l'hetman Skoropadsky ; mutinerie d'une partie de l'armée ukrainienne ; création d'un « Directoire » revendiquant le pouvoir. Soulèvement paysan.
- . 18 novembre : nomination d'Anton Dénikine comme commandant en chef des Forces Armées du Sud de la Russie (« Blancs »).
- . 21 novembre 1918 : prise de Lviv par les Polonais.
- . 4 décembre 1918 : adoption de la constitution du Territoire du Kouban.
- . 14 décembre 1918 : renonciation à ses pouvoirs et départ de l'hetman Skoropadsky.
- . 19 décembre 1918 : installation du Directoire à Kiev, restauration de la République Populaire d'Ukraine.
- . Décembre 1918-janvier 1919 : nouvelle invasion soviétique en Ukraine. Débarquement de troupes françaises sur la côte de la mer Noire.
- . 22 janvier 1919 : acte d'union des deux républiques ukrainiennes.
- . 1919 : guerres en Ukraine entre la République Populaire d'Ukraine, les forces soviétiques russes et ukrainiennes, les forces russes « blanches » du général Dénikine, divers groupes anarchistes (Makhno) ou indépendants (Hryhoriev).
- . Février 1919 : occupation soviétique de Kiev. Élection de Symon Petlioura à la tête du Directoire.
- . 6 avril 1919 : expulsion des troupes françaises d'Odessa par les forces de Hryhoriev.
- . 23 juin 1919 : attribution provisoire de la Galicie orientale à la Pologne à la Conférence de la paix.
- . Juillet 1919 : occupation totale de la Galicie par les Polonais.
- . Août 1919 : offensive de l'armée nationale ukrainienne contre les bolchéviki, occupation de Kiev (31 août 1919), immédiatement reperdue au profit des forces russes « blanches » de Dénikine.
- . 2^e semestre 1919 : défaite des forces du Directoire.
- . 10 septembre 1919 : intégration de la Transcarpathie (« Ruthénie Subcarpathique ») à la Tchécoslovaquie (traité de Saint-Germain).
- . 4-5 novembre 1919 : coup d'État des Russes « blancs » au Kouban.
- . 2 décembre 1919 et 22 avril 1920 : alliance entre la République Populaire d'Ukraine et la Pologne.

- . Fin 1919-début 1920 : débâcle des forces « blanches » en Ukraine et Russie méridionale. Remplacement de Dénikine par Piotr Wrangel (4 avril 1920).
- . 10 janvier 1920 : proclamation symbolique d'une union cosaque Don-Kouban-Térék indépendante.
- . Avril-octobre 1920 : guerre entre l'alliance polono-ukrainienne et la Russie soviétique.
- . Automne 1920 : destruction par l'armée soviétique des dernières forces de Makhno et du généralissime « blanc » Wrangel.
- . 18 mars 1921 : traité polono-soviétique de Riga.
- . Novembre 1921 : ultime offensive ukrainienne (général Tioutiounyk) contre les forces soviétiques.

❖ 95- Comment l'Ukraine fut-elle touchée par la Première Guerre mondiale ?

La Première guerre mondiale partagea les Ukrainiens entre le camp des empires centraux (« Ruthènes » d'Autriche-Hongrie) et celui de l'Entente (« Petits-Russiens » de Russie). Bien que l'on raconte de touchantes histoires de fraternisation sur le Front entre Ukrainiens des deux armées, cette division fut un drame – vécu aussi, par exemple, par les Polonais.

Seule la partie occidentale du territoire ukrainien (essentiellement la Galicie) fut touchée par les opérations militaires de 1914-1917. L'un des buts de guerre russes était de s'emparer de la Galicie, en principe pour « libérer » les Ruthènes d'Autriche considérés comme des Russes, mais aussi pour détruire le refuge du « séparatisme » ukrainien. L'armée russe occupa la Galicie en 1914-1915 et l'attaqua de nouveau en 1916. Elle s'y comporta fort maladroitement, fermant les institutions culturelles ukrainiennes, interdisant la langue, et persécutant même l'Église gréco-catholique dont le métropolite fut arrêté et déporté en Russie. Tout cela mit un terme à l'existence des tendances russophiles chez les Ukrainiens de Galicie (cf. ❖ 94).

Sur le plan politique, la situation était très différente des deux côtés. Les Ukrainiens d'Autriche-Hongrie formèrent un « Conseil Suprême Ukrainien » présidé par Kostiantyn Levytsky. Lviv, puis Vienne, abritèrent aussi l'Union pour la Libération de l'Ukraine, organisme de propagande anti-russe formé par des Ukrainiens radicaux de Russie. L'empereur François-Joseph autorisa la levée d'une unité militaire purement ukrainienne, les « Tirailleurs de la Sitch » (Січові стрільці / *Sitchovi stril'tsi* ; on note la référence zaporogue qui montre la force du mythe cosaque jusqu'en Galicie, où les structures cosaques n'avaient jamais existé). Les empires centraux et les cercles pangermanistes agitèrent le thème d'une « libération » de l'Ukraine russe et de son indépendance.

En Russie, la guerre fut au contraire l'occasion d'interdire de fait toutes les activités politiques et culturelles ukrainiennes au nom de l'« unité nationale ». Aucune perspective politique ne fut offerte aux Ukrainiens pour l'après-guerre, alors même que la Russie promettait la restauration d'un État polonais et levait des unités militaires lettones et finlandaises sous leurs propres couleurs nationales.

La tournure désastreuse prise par la guerre fut la cause immédiate de la révolution qui emporta le régime impérial russe en février 1917 (en fait en mars, à cause du décalage des calendriers grégorien occidental et julien russe).

❖ 96- Comment la révolution de février 1917 fit-elle naître un pouvoir autonome ukrainien ?

Les pertes d'une armée russe mal préparée et mal commandée – et dont l'empereur avait maladroitement pris le commandement suprême – les difficultés d'approvisionnement des villes, provoquèrent à Petrograd (le nom de Saint-Pétersbourg depuis 1914) des émeutes qui se muèrent en vraie révolution. Nicolas II, abandonné de tous, abdiqua le 15 mars 1917. Un gouvernement provisoire fut mis en place par la Douma, tandis que naissaient partout les « soviets » (conseils), assemblées de soldats ou de civils qui prétendaient être l'expression d'une démocratie

directe. Le gouvernement provisoire déclara vouloir continuer la guerre aux côtés de l'Entente, ce qui le rendit d'emblée impopulaire et favorisa la propagande pacifiste du parti extrémiste des bolchéviks (la branche la plus radicale issue de la scission du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie, c'est-à-dire du mouvement marxiste russe).

En Ukraine, les militants du mouvement national saisirent l'occasion qu'offrait la vacance du pouvoir. Dès le 17 mars 1917 fut constitué à Kiev, à l'initiative de la Société des Progressistes Ukrainiens (cf. ❖ 90), un « Conseil Central Ukrainien ». L'histoire le connaît habituellement sous son nom ukrainien de *Rada* (Українська центральна рада / *Oukraïns'ka tsentral'na rada*). Mykhaïlo Hrouchevsky (cf. ❖ 89 et 90) en fut élu président le 27 mars. La Rada, formée de représentants des principaux partis et organisations d'orientation ukrainienne, se posa en représentante des intérêts ukrainiens en Russie. Malgré son statut incertain, plusieurs grands congrès tenus à Kiev au cours des mois suivants lui donnèrent une certaine légitimité en lui apportant leur soutien : Congrès panukrainien des 17-21 avril, Congrès militaire des 18-25 mai, Congrès paysan des 10-16 juin, Congrès ouvrier des 24-26 juillet.

À ce stade, dans toute la Russie, la grande majorité de la population avait comme préoccupations prioritaires la fin de la guerre, le partage des terres, la garantie de droits sociaux, etc. Mais en Ukraine, il s'y mêlait une forte aspiration à l'autonomie politique et culturelle (l'indépendantisme radical étant encore très minoritaire). Ces thèmes, portés par les intellectuels, avaient un écho certain dans la paysannerie – alors que la population russe ou russifiée des villes y était souvent hostile.

La Rada se fit le porte-parole de cette revendication autonomiste et, comme le gouvernement provisoire russe ne voulait pas en discuter en temps de guerre, elle procéda de façon unilatérale. Le 23 juin 1917, elle publia une proclamation, le « 1^{er} Universal » (універсал / *ouniversal*, du nom des anciennes proclamations des rois de Pologne et des hetmans cosaques). Elle appelait à la constitution d'une Ukraine autonome au sein

de la Russie : « *Peuple d'Ukraine ! [...] Par ta volonté tu nous as institués, nous la Rada centrale d'Ukraine, pour veiller aux droits et aux libertés de la terre ukrainienne [...]. Que l'Ukraine soit libre. Sans se séparer de toute la Russie, sans rompre avec l'État russe, que le peuple d'Ukraine ait sur sa propre terre le droit d'organiser sa vie lui-même...* ». La Rada elle-même, de cénacle des partis et associations du mouvement ukrainien, se transformait en une sorte de parlement local. Le 28 juin 1917, elle créa un Secrétariat Général dirigé par l'écrivain Volodymyr Vynnytschenko, et qui était en fait un gouvernement dominé par les différents partis socialistes.

En juillet 1917, le gouvernement provisoire russe se résolut à négocier et reconnut la Rada comme parlement temporaire de l'Ukraine. Ce succès fut officialisé le 16 juillet par un 2^e Universal ; à cette occasion, des représentants des principales minorités nationales – Russes, Juifs, Polonais – entrèrent à la Rada. Mais très vite, des divergences surgirent entre Kiev et Petrograd sur le champ d'application des accords : le gouvernement provisoire voulait le restreindre à la partie rurale de l'Ukraine (gouvernorats de Kiev, Volhynie, Podolie, Poltava, Tchernihiv), refusait tout pouvoir législatif à la Rada, et voulait se subordonner le Secrétariat Général. En réaction, les autonomistes ukrainiens prirent la tête d'un vaste mouvement revendicatif de toutes les minorités de Russie, et organisèrent les 21-28 septembre 1917 un Congrès des peuples de la Russie qui réclama la fédéralisation de l'État. La Rada commença aussi à se doter d'un embryon de force armée. Dès le mois de mars, elle avait tenté d'« ukrainiser » et de prendre le contrôle des unités à majorité ukrainienne de l'ancienne armée impériale russe, mais ces unités étaient en pleine décomposition. De nouvelles troupes furent créées, en particulier les « Tirailleurs de la Sitch » ; ceux-ci, qui reprenaient le nom de l'unité ukrainienne de l'armée austro-hongroise (cf. ❖ 95), étaient des prisonniers de guerre, originaires de Galicie et de Bukovine, passés au service de la Rada centrale.

Un homme fut très actif dans les débuts de ce processus : Symon Petlioura, instituteur, journaliste et militant de longue date du mouvement ukrainien. Il s'y forgea une réputation de

spécialiste des questions militaires, opposé au pacifisme naïf qui dominait à la Rada.

❖ **97- Comment la prise du pouvoir par les bolchéviks en Russie changea-t-elle la situation et les orientations du pouvoir ukrainien ?**

La «révolution d’octobre» (7 novembre 1917 – toujours à cause du décalage des calendriers) fut en réalité un coup d’État réalisé par une poignée de révolutionnaires professionnels, dans l’indifférence générale. L’impopularité et l’incompétence du gouvernement provisoire, son obstination à continuer une guerre désastreuse, les slogans démagogiques habilement calculés des bolchéviks, lui permirent de réussir. Les nouveaux dirigeants proclamèrent aussitôt la «République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie» (l’adjectif «soviétique» signifiant que le régime était prétendument une émanation de tous les «soviets», les conseils d’ouvriers, paysans et soldats du pays). Mais si la prise du pouvoir réussit à Petrograd, à Moscou – qui redevint la capitale de la Russie – et dans d’autres grandes villes, elle échoua à Kiev.

La Rada refusa de reconnaître le gouvernement bolchévique russe, et annonça par un 3^e Universal la création d’un État : la «République Populaire d’Ukraine» (Українська Народна Республіка / *Oukraïns’ka Narodna Respublika*). La nouvelle république était toutefois présentée comme une partie d’une future fédération russe : «*Dorénavant l’Ukraine devient la République Populaire d’Ukraine. Sans nous séparer de la République russe et tout en préservant son unité, nous nous tiendrons fermement sur notre terre, pour aider par nos forces toute la Russie, pour que la République russe devienne une fédération de peuples égaux et libres...*». Son territoire devait comprendre les neuf gouvernorats à majorité ukrainienne – sauf la Crimée – et être complété par des référendums menés dans les régions voisines.

Le 3^e Universal contenait également les grandes orientations sociales et politiques de la République Populaire d'Ukraine : garantie des grandes libertés, abolition de la peine de mort, journée de travail de huit heures, contrôle ouvrier sur les entreprises, autonomie des minorités nationales, suppression de la propriété privée des terres. On y déchiffre facilement l'idéologie socialiste dominante de la Rada.

La République Populaire d'Ukraine adopta le drapeau aux couleurs bleu clair et jaune qui étaient celles du mouvement ukrainien depuis la révolution de 1848 en Galicie (cf. ❖ 87). Divers projets d'armoiries furent étudiés, mais c'est l'ancien « trident » des grands-princes de Kiev (cf. ❖ 38) qui s'imposa rapidement comme emblème.

Le 25 novembre 1917 se tinrent dans tout l'ancien empire russe les élections à l'assemblée constituante, organisées par le gouvernement provisoire et que les bolchéviks avaient jugé plus politique d'autoriser. En Ukraine, elles donnèrent une forte majorité aux partis composant la Rada Centrale ; les bolchéviks eurent moins de 10 % des voix, très concentrés dans les villes.

Pour des raisons tant économiques que politiques, le gouvernement bolchévique russe ne pouvait en aucun cas se résoudre à la « perte » de l'Ukraine. Lénine adressa le 17 décembre un ultimatum à la Rada Centrale. Le texte commençait par une reconnaissance formelle de la République Populaire d'Ukraine, mais exigeait de celle-ci la coopération dans la lutte contre les Cosaques du Don antibolchéviques : l'Ukraine devrait empêcher le passage des Cosaques revenant du front occidental vers leur pays, et autoriser celui de troupes bolchéviques partant reprendre le contrôle du Don. La Rada, qui voyait très bien les conséquences de l'entrée en Ukraine d'une armée bolchévique, et qui se trouva confortée par le vote de confiance du Congrès des Soviets d'Ukraine tenu les 17-19 décembre 1917, refusa. Les bolchéviks organisèrent alors à Kharkiv un gouvernement rival, le « Secrétariat Populaire » (25 décembre 1917). Immédiatement, les troupes soviétiques russes envahirent l'Ukraine pour le soutenir.

❖ 98- Pourquoi la guerre entre l'Ukraine et la Russie bolchévique, rapidement gagnée par cette dernière, aboutit-elle cependant à la vraie indépendance de l'Ukraine ?

Faute d'obtenir la reconnaissance et l'aide de l'Entente (la France et ses alliés) dans le camp de laquelle elle prétendait se situer, la Rada dut se tourner vers le seul soutien possible : les puissances centrales. La République Populaire d'Ukraine demanda son admission aux négociations de paix ouvertes à Brest-Litovsk, en Biélorussie, entre les empires centraux et la Russie soviétique. Le 22 janvier 1918, l'Ukraine renforça son statut en proclamant sa pleine indépendance par le 4^e Universal : « *Désormais la République Populaire d'Ukraine devient l'État du peuple ukrainien, souverain, libre, indépendant et soumis à nul autre* ». Le Secrétariat Général fut rebaptisé « Conseil des Ministres Populaires ».

Pendant ce temps, l'invasion russo-soviétique progressait. Les forces ukrainiennes étaient peu nombreuses (la Rada, autant par idéologie que par manque d'efficacité, n'avait pas constitué de vraie armée) et parfois peu sûres. La récupération par les bolchéviks du slogan d'indépendance, avec un programme social plus radical encore, semait le trouble dans une population peu formée à la réflexion politique. Le 29 janvier 1918, une unité d'étudiants hâtivement formée pour la défense de Kiev fut anéantie à Krouty. Peu après éclata dans la capitale le soulèvement des ouvriers de l'arsenal, que les troupes ukrainiennes parvinrent à écraser le 4 février. Mais dès le 8 février, la Rada et le gouvernement durent évacuer Kiev, où les troupes bolchéviques entrèrent peu après, faisant régner la terreur et procédant à de nombreuses exécutions sommaires de « contre-révolutionnaires » de toutes tendances.

La Rada parvint cependant à transformer sa défaite militaire en victoire diplomatique. Le 9 février 1918, le gouvernement ukrainien signa à Brest-Litovsk une paix séparée avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'empire ottoman et la Bulgarie. Tous ces États reconnaissaient l'indépendance de

l'Ukraine [carte XX]. Allemands et Austro-Hongrois y voyaient la possibilité de détacher de la Russie vaincue un pays riche qui leur fournirait les subsistances dont ils avaient cruellement besoin. L'Ukraine sollicitait leur aide militaire contre les bolchéviks (qui concluaient parallèlement la paix avec les mêmes puissances centrales!). Une clause secrète ukraino-autrichienne garantissait l'autonomie future de la Galicie orientale au sein de l'empire austro-hongrois.

Dès le 19 février 1918, les troupes allemandes et austro-hongroises, et des troupes ukrainiennes formées notamment de prisonniers de guerre libérés et réarmés, passèrent à l'offensive et balayèrent les unités bolchéviques en Ukraine, y compris dans l'est du pays où les bolchéviks, espérant limiter la portée du traité de Brest-Litovsk, avaient créé le 12 février une « République de Donets-Kryvyï Rih ». Les opérations militaires durèrent jusqu'en avril-mai 1918.

La Rada Centrale et le gouvernement se réinstallèrent à Kiev dès le début du mois de mars 1918. La Rada reprit ses réformes économiques et sociales et élaborait une constitution. Sa législation fut particulièrement favorable aux minorités nationales auxquelles furent reconnues de très larges droits ; les billets de banque émis par la République Populaire d'Ukraine étaient même libellés en quatre langues : ukrainien, russe, polonais et – fait unique – yiddish.

❖ 99- Pourquoi, dès le mois d'avril 1918, les Allemands et Austro-Hongrois encouragèrent-ils un changement de régime en Ukraine ?

Les enjeux économiques de la « paix du pain » (*Brotfrieden*), comme on disait en Allemagne, étaient très élevés pour les empires centraux. Les expérimentations socio-économiques de la Rada centrale – en particulier la nationalisation des terres – et l'amateurisme du gouvernement leur paraissaient inquiétants. Du coup, ils observèrent avec intérêt le développement d'une

opposition associant l'aile conservatrice du mouvement national ukrainien et des représentants des anciennes classes dirigeantes. Ces cercles élaborèrent un projet de coup d'État et d'instauration d'un régime autoritaire. Ils se trouvèrent un chef : le général Pavlo Skoropadsky, brillant officier de l'armée impériale rallié à la cause ukrainienne – et issu de la famille de l'hetman Ivan Skoropadsky, le successeur de Mazepa (cf. ❖ 74-77). Skoropadsky avait été élu en 1917 chef des « Cosaques Libres », organisation militaire d'auto-défense créée en Ukraine centrale. En décembre 1917, à la tête d'un corps d'armée « ukrainisé », il avait sauvé Kiev menacée par des troupes bolchévisées revenant du front.

Le 29 avril 1918, le « Congrès des Agriculteurs » réuni dans la capitale pour protester contre la politique agraire de la Rada fit un accueil triomphal à Pavlo Skoropadsky et le désigna comme « hetman de toute l'Ukraine » : à la Rada – qui n'avait jamais été élue – se substituait ainsi un chef d'État choisi par ceux qui estimaient, en tant que propriétaires, représenter la terre ukrainienne. Il n'y eut pratiquement pas de résistance. Les partisans de l'hetman occupèrent les bâtiments publics. La Rada fut dissoute.

❖ 100- Quels étaient les caractéristiques du nouveau régime ukrainien ?

Le 30 avril 1918 parurent deux textes justifiant le coup d'État et organisant, à la place de la République Populaire d'Ukraine, un « État ukrainien » (Українська держава / *Oukraïns'ka derjava*) dirigé par l'hetman. Dans un Universal contenant une « épître » ou « charte » (*hramota*) au peuple ukrainien, Pavlo Skoropadsky expliquait que la désorganisation totale de l'Ukraine l'avait incité à agir. Il annonçait la convocation future d'une Diète, la pleine restauration de la propriété privée des terres, mais aussi une réforme agraire ordonnée, l'encouragement à l'initiative économique privée, et diverses mesures sociales. Les « Lois sur l'organisation étatique temporaire de l'Ukraine », censées régir l'Ukraine jusqu'à l'élection de la

Diète, concentraient tout le pouvoir entre les mains de l'hetman. Le titre de ce dernier situait le nouveau régime dans la continuité du premier Hetmanat des XVII^e-XVIII^e siècles.

Skoropadsky était déterminé à construire un État solide, en employant toutes les compétences et notamment en ralliant une partie des élites sociales traditionnelles à la cause ukrainienne. Il envisageait la restauration d'une classe cosaque et le développement de catégories de petits propriétaires ruraux et d'entrepreneurs attachés à la stabilité et à la prospérité du pays. Il comptait affirmer l'identité nationale sans céder à la russophobie d'une partie des radicaux ukrainiens. Les circonstances historiques ne permirent pas de réaliser ce programme qui aurait pu rallier une grande partie des habitants de l'Ukraine, et le nouveau pouvoir ne dura que sept mois et demi.

❖ 101- Les jugements portés sur le régime de Skoropadsky ont longtemps été très négatifs. La tendance en Ukraine est aujourd'hui à la réhabilitation. Quelle a vraiment été l'œuvre de l'hetman ?

Jusqu'à l'indépendance de l'Ukraine en 1991, Skoropadsky a été présenté comme un dictateur réactionnaire par les Soviétiques ; comme un usurpateur russophile par une majorité des émigrés ukrainiens républicains ; comme un traître à la Russie par les émigrés russes ; et comme une « marionnette des Allemands » par les trois écoles ! Les historiens ukrainiens actuels mettent davantage l'accent sur la politique d'équilibre de l'hetman, le calme relatif qu'il sut préserver entre deux périodes d'anarchie sanglante, et surtout la construction d'un véritable État fonctionnel. C'est ce que montrent les nombreux travaux publiés en 2018 à l'occasion du centenaire des événements.

En matière intérieure, la tâche de l'hetman Skoropadsky fut compliquée par trois facteurs :

- Le premier était le refus des partis ukrainiens de tendance socialiste de collaborer avec le nouveau régime. Celui-ci employa des techniciens compétents, mais dont beaucoup n'avaient que des liens assez faibles avec le mouvement national ukrainien. L'hetman dut parfois œuvrer contre l'inertie, voire le sabotage, de sa propre administration. L'Ukraine avait aussi accueilli de très nombreux réfugiés venus de Russie, pour la plupart favorables aux mouvements russes « blancs » antibolchéviques et hostiles à l'indépendance ukrainienne.

- Le second facteur était la présence des forces austro-hongroises et surtout allemandes. Ces alliés encombrants, déterminés à obtenir le respect des engagements économiques pris par le régime précédent, s'ingéraient sans cesse dans les affaires ukrainiennes. En même temps, les Allemands ralentirent de leur mieux la constitution d'une armée ukrainienne puissante (objectif prioritaire de l'hetman) qui aurait rendu leur présence inutile.

- Le troisième facteur fut, à partir de l'été 1918, l'agitation dans les campagnes, due au retour des propriétaires fonciers, à la volonté du gouvernement de ne partager les terres que dans l'ordre, au poids de la présence étrangère. Des révoltes armées éclatèrent, particulièrement dans les régions méridionales, et durent être réprimées par les troupes ukrainiennes et austro-allemandes. Le terrain était favorable à l'agitation entretenue par les bolchéviks et d'autres partis révolutionnaires : le maréchal Hermann von Eichhorn, le commandant du groupe allemand d'armées de Kiev, fut même assassiné le 30 juillet.

Dans ces conditions pour le moins défavorables, le régime de l'hetman accomplit une œuvre considérable, dont certains éléments lui survécurent. La situation économique et financière fut stabilisée. Une réforme agraire fut projetée : les grands domaines seraient divisés et la terre remise gratuitement aux exploitants, les propriétaires étant indemnisés par une banque foncière d'État. Les bases d'une véritable armée furent jetées et quelques grandes unités constituées. L'intention de l'hetman était de restaurer des structures cosaques en Ukraine, avec une

organisation régionale coiffée par un « Grand conseil cosaque ». Enfin, une Académie des sciences et deux universités ukrainiennes furent fondées, ainsi qu'un Chœur national chargé de valoriser le patrimoine musical ukrainien.

Sur le plan diplomatique, l'État ukrainien, légèrement agrandi au nord et à l'est [**carte XX**] fut reconnu par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et leurs alliés, ainsi que par divers pays neutres. Il le fut également par la Russie soviétique, avec laquelle un traité de paix préliminaire fut conclu le 12 juin 1918. Aucune des deux parties n'y accordait beaucoup de crédit. L'hetman Skoropadsky passa des accords avec les gouvernements antibolchéviques des régions du Don et du Kouban. Une partie des Cosaques du Kouban aurait favorablement envisagé un rattachement de la province à l'Ukraine (cf. ❖ 109), mais les Allemands s'opposèrent au projet, au nom du respect des frontières fixées par le traité de Brest-Litovsk.

❖ 102- L'hetman Skoropadsky est accusé d'avoir finalement bradé l'indépendance ukrainienne pour sauver son pouvoir. Pourquoi ?

Le sort de l'État ukrainien était lié à celui des empires centraux – même si, paradoxalement, l'hetman n'était pas très germanophile, et que cet état de fait résultait du traité signé par le régime ukrainien précédent.

Quand l'Autriche-Hongrie, puis l'Allemagne, capitulèrent (3 et 11 novembre 1918), la situation de l'Ukraine devint très précaire. L'hetman prit contact avec les puissances victorieuses. Mais celles-ci, et particulièrement la France, étaient hostiles à l'indépendance de l'Ukraine, parce qu'elles y voyaient une « intrigue allemande », ou la croyaient fatale à la Russie à laquelle elles étaient encore théoriquement alliées. Les cercles russes antibolchéviques pratiquaient une active désinformation sur la situation ukrainienne. Les Alliés exigèrent donc comme préalable la reconnaissance du principe de l'unité panrusse.

Le 14 novembre 1918, Pavlo Skoropadsky nomma un nouveau gouvernement et publia un *Universal* annonçant le principe de la création, dans un avenir indéterminé, d'une fédération russe dans laquelle l'Ukraine jouerait « *l'un des rôles principaux* ». Cette proclamation, qui n'avait aucun effet juridique immédiat, fut le détonateur d'un soulèvement organisé par les républicains socialistes, groupés dans une « Union nationale étatique ukrainienne ». Un « Directoire » de cinq membres présidé par Volodymyr Vynnytschenko fut créé. Le régiment des Tirailleurs de la Sitch (cf. 96), qui avait été dissous lors du coup d'État du 29 avril 1918 puis recréé par l'hetman, se mutina, suivi par d'autres unités auxquelles se rallièrent des dizaines de milliers de paysans. Cette armée hétéroclite marcha sur Kiev et, le 14 décembre 1918, Pavlo Skoropadsky renonça à ses pouvoirs avant de quitter le pays. Le Directoire s'installa à Kiev le 19 décembre et proclama la restauration de la République Populaire d'Ukraine.

❖ 103- Quelles furent les conséquences de la défaite de l'Autriche-Hongrie sur les territoires ukrainiens de la monarchie des Habsbourg ?

Au cours de la Première Guerre mondiale, les Ukrainiens d'Autriche-Hongrie étaient demeurés en majorité loyaux à l'empereur François-Joseph, puis à son successeur Charles (1916-18). Une convention secrète jointe au traité de Brest-Litovsk entre l'empire et la République Populaire d'Ukraine garantissait l'autonomie future de la Galicie orientale et de la Bukovine septentrionale, c'est-à-dire des régions à majorité ukrainienne de ces deux provinces. Mais quand la défaite parut inéluctable, il devint nécessaire pour les Ukrainiens d'Autriche-Hongrie de se doter d'une représentation politique qui leur permettrait d'avoir voix au chapitre lors des futures négociations de paix – et d'empêcher les Polonais de s'emparer de la Galicie orientale. Les Polonais avaient en effet une, sinon deux, longueurs d'avance : le principe de l'indépendance de la Pologne était admis par les deux camps, et le Comité national

polonais de Roman Dmowski et Ignacy Paderewski avait été reconnu dès septembre 1917 par l'Entente.

En septembre 1918 fut constitué un « comité militaire » pour préparer la formation de troupes ukrainiennes. Le 18 octobre 1918, les parlementaires ukrainiens (ceux du parlement de Vienne et ceux de la Diète de Galicie) et des représentants des partis politiques formèrent à Lviv un Conseil National Ukrainien présidé par Iévhen Petrouchevytch. Le 30 octobre, le Conseil exigea du gouverneur de Galicie une passation de pouvoirs à l'amiable puis, devant son refus, prit le pouvoir le 1^{er} novembre 1918 en procédant à l'occupation des bâtiments publics de Lviv et d'autres villes, et au désarmement des troupes autrichiennes. Il proclama la création d'un État indépendant sur les territoires à majorité ethnique ukrainienne de la monarchie des Habsbourg, avec une frontière ukraino-polonaise sur le Sian [**carte XX**]. Il rappela du front tous les soldats ukrainiens de l'armée austro-hongroise pour se constituer une armée.

Le 13 novembre 1918, le Conseil national ukrainien adopta la constitution provisoire de la « République Populaire d'Ukraine Occidentale » et forma un gouvernement présidé par Kostiantyn Levytsky. La nouvelle république choisit comme emblèmes le drapeau bleu clair et jaune et les anciennes armes au lion de Galicie.

Dans les faits, les Ukrainiens ne parvinrent pas à prendre durablement le contrôle du territoire qu'ils revendiquaient. Les Roumains réclamaient toute la Bukovine et les Polonais toute la Galicie. Le 21 novembre 1918, des troupes polonaises prirent Lviv et le gouvernement ukrainien occidental se replia à Ternopil, puis à Stanyslaviv (l'actuelle Ivano-Frankivsk). Il demanda l'appui du gouvernement ukrainien oriental – celui de l'État ukrainien de l'hetman Skoropadsky – puis, après la chute de l'Hetmanat en décembre 1918, celui du Directoire de la seconde République Populaire d'Ukraine (cf. ❖ **102** et **104**). Ce rapprochement conduisit à un acte de grande portée

symbolique : l'union des deux républiques ukrainiennes, le 22 janvier 1919.

❖ 104- Quelle fut la politique du Directoire après son accession au pouvoir dans l'ancienne Ukraine russe ?

Dans une première phase, le Directoire fut présidé par Volodymyr Vynnytschenko, partisan d'une politique très « gauchiste » et d'une entente avec les bolchéviks. La « Déclaration du Directoire » publiée le 26 décembre 1918 reflète ces tendances : *« Le peuple ukrainien travailleur en armes a, par son soulèvement héroïque, balayé de la face de la terre ukrainienne la ruineuse domination latifundio-monarchique – l'Hetmanat [...]. Le Directoire considère que [...] le pouvoir dans la République populaire d'Ukraine doit appartenir seulement aux classes laborieuses – aux ouvriers et paysans. »* Le Directoire annonçait la création d'un « Congrès du Peuple Travailleur d'Ukraine » comme « représentation révolutionnaire des masses laborieuses organisées ». Cette logorrhée démagogique n'aboutit qu'à entretenir, dans l'esprit de beaucoup d'Ukrainiens, la confusion entre le Directoire et le gouvernement soviétique ukrainien que les bolchéviks avaient réactivé, à la frontière russe, dès le début de la révolte contre l'hetman Skoropadsky.

Le seul vrai succès du Directoire à ses débuts fut l'union des deux républiques ukrainiennes. Le 22 janvier 1918, la « République Populaire d'Ukraine Occidentale » devint la « Région Occidentale de la République Populaire d'Ukraine », tout en conservant son gouvernement local et ses forces armées. Iévhen Petrouchevytch, le président du Conseil national Ukrainien de Galicie, entra au Directoire. Les territoires peuplés d'Ukrainiens étaient, sur le papier, unifiés pour la première fois depuis des siècles. L'union eut néanmoins pour conséquence de mettre la République Populaire d'Ukraine en état de guerre contre la Pologne, qui affrontait les Ukrainiens occidentaux depuis novembre (cf. ❖ 103).

❖ 105- Comment s'explique le chaos sanglant de l'année 1919 en Ukraine ?

La situation du Directoire se dégrada très rapidement pour des raisons à la fois internes et externes. Il était parvenu au pouvoir grâce à la défaite allemande, à la faveur d'une révolte militaire à laquelle s'était ajouté un soulèvement populaire (cf. ❖ 102). Mais dès la chute de l'Hetmanat, la grande armée que le Directoire avait cru contrôler se désintégra : de nombreux soldats rentrèrent tout simplement chez eux, tandis que des officiers habitués à commander leur unité en toute indépendance se muèrent en chefs de bande. Et la République Populaire d'Ukraine était entourée d'ennemis : la Russie soviétique comptait réinstaller un gouvernement bolchévique à Kiev ; les armées russes « blanches » antibolchéviques étaient par principe hostiles aux « séparatistes » ukrainiens ; les Alliés occidentaux soutenaient ces mouvements « blancs ».

Les bolchéviks passèrent les premiers à l'offensive. En février 1919, ils expulsèrent le Directoire de Kiev. Le 11 février, Volodymyr Vynnytschenko, qui avait cru jusqu'au bout à un accord avec eux, dut démissionner et fut remplacé par Symon Petlioura, l'ancien secrétaire général aux affaires militaires en 1917 (cf. ❖ 96). Petlioura subordonnait son socialisme à son patriotisme, et détermina une politique moins gauchiste. Le Directoire, replié en Podolie, noua des contacts avec les troupes françaises qui occupaient la côte de la mer Noire dans le cadre de leur politique de soutien armé des mouvements russes « blancs ». La France, qui était hostile à l'indépendance ukrainienne et distinguait mal le Directoire des bolchéviks, posa, pour le reconnaître, des conditions irréalisables : subordination à un commandement « russe blanc », démission des éléments « probolchéviques » (dont Petlioura !), quasi-protectorat français sur les ressources ukrainiennes... Les pourparlers connurent une fin abrupte quand les troupes françaises furent chassées d'Odessa par la bande de Nykyfor Servetnyk alias Hryhoriev (Grigoriev), un « seigneur de la guerre » aux allégeances fluctuantes qui venait de se rallier aux bolchéviks.

Durant l'été 1919, l'armée de Petlioura reçut le renfort des troupes ukrainiennes occidentales, chassées de Galicie en juillet par les Polonais victorieux. En août 1919, les armées ukrainiennes menèrent une offensive conjointe contre les bolchéviks. Mais une autre armée marchait simultanément sur la capitale : les « Forces Armées du Sud de la Russie » du général Anton Dénikine, partisan de la « Russie une et indivisible » et ennemi mortel de l'indépendance ukrainienne. Le 31 août, les Ukrainiens et les Russes de Dénikine pénétrèrent séparément dans Kiev, et les seconds en chassèrent presque immédiatement les premiers. Du coup, le Directoire déclara la guerre à Dénikine le 24 septembre.

Le désordre le plus total régnait en Ukraine. Les forces nationales ukrainiennes étaient très divisées. Le 29 avril 1919, le général Oskilko tenta de renverser le Directoire. En juin, Petlioura fit exécuter son rival Petro Bolbotchan, un patriote conservateur qui avait été l'un des meilleurs généraux de l'armée ukrainienne. Les Galiciens considéraient les Polonais comme leur ennemi principal, alors que les Ukrainiens orientaux redoutaient d'abord les Russes, « rouges » ou « blancs ». Des bandes armées ravageaient le pays sous des drapeaux divers, changeant de camp à l'occasion. Les exécutions sommaires et les massacres étaient courants, notamment les pogroms de Juifs (cf. ❖ 106). L'Entente ayant reconnu le gouvernement de Dénikine en Russie méridionale, l'armée ukrainienne subit un blocus de tous les produits stratégiques, y compris les vêtements et les médicaments, et fut décimée par une épidémie de typhus. En novembre, les dernières forces du Directoire se trouvèrent encerclées en Volhynie entre les armées bolchévique, polonaise, et russe de Dénikine. Le 6 novembre 1918, les troupes galiciennes firent défection et se rallièrent aux Russes « Blancs » de Dénikine, qui promettait de lutter contre les Polonais, puis, après la défaite de Dénikine (fin 1919-avril 1920) aux bolchéviks.

Une figure de ces événements chaotiques est bien connue en France : Nestor Makhno (1889-1934), paysan ukrainien autodidacte converti à la doctrine anarchiste bien avant la

révolution. Il organisa une « armée insurrectionnelle » qui contrôla à certains moments de vastes zones autour de son village d'origine, Houliaïpolé. Il lutta principalement contre les forces russes « blanches » de Dénikine, mais aussi parfois contre l'armée du Directoire. Ses forces furent intégrées nominalement à l'armée rouge bolchévique en janvier 1919, avant que les bolchéviks eux-mêmes ne se retournent contre lui. Makhno a été considéré par certains comme un simple bandit, ce qui est simpliste, mais des sympathisants de l'anarchie en ont dressé un portrait exagérément positif. Le personnage avait beaucoup de sang sur les mains, et sa prétendue « révolution anarchiste » se résume à une équipée stérile marquée par beaucoup de massacres. Entre octobre et décembre 1919, par exemple, les troupes de Makhno s'en prirent aux Mennonites, colons d'origine allemande ; dans certains villages, comme Eichenfeld, ils les assassinèrent avec une particulière cruauté. Makhno méconnut aussi complètement le facteur national de la situation ukrainienne. Sous couvert du drapeau noir de l'anarchie, son mouvement véhiculait diverses pulsions sociales primaires, comme la haine du paysan pour la ville et l'organisation étatique qui en provenait.

❖ **106- Les massacres de Juifs perpétrés en Ukraine cette même année 1919 sont souvent attribués aux partisans de Symon Petlioura. Leur responsabilité est-elle prouvée ?**

La question des pogroms de 1919 a parfois donné lieu à une véritable désinformation. Dès le début des années 1920, l'idée se répandit que leur principal responsable était Petlioura. Quand celui-ci fut assassiné à Paris, le 25 mai 1926, par le Juif Samuel Schwarzbard manipulé par les services secrets soviétiques, et que l'assassin fut acquitté par la justice française au motif qu'il avait en quelque sorte « vengé les pogroms », cette idée acquit force de loi. Elle est encore très vivante chez certains Juifs.

La vérité est qu'en Ukraine, en 1919, toutes les armées en présence se rendirent coupables de violences antijuives. Cela

vaut, certes, pour des unités ukrainiennes plus ou moins subordonnées au Directoire ; mais aussi pour les Russes « blancs » de Dénikine, qui voyaient dans les Juifs le virus du bolchévisme ; mais aussi pour les bolchéviks et les anarchistes, parce que les Juifs incarnaient le capitalisme bourgeois. Toutes ces armées avaient leur part de pillards et d'assassins opportunistes.

Le Directoire n'avait aucune attitude antijuive, bien au contraire. Comme auparavant l'hetman Skoropadsky et la Rada centrale, il nomma des ministres juifs. En 1919, Petlioura lui-même, dont on ne peut citer une seule phrase hostile aux Juifs, condamna fermement les pogroms (ordre du jour du 12 octobre : « *La peine de mort doit s'abattre sur la tête des pogromistes...* ») et fit exécuter certains de leurs responsables. En 1921, Petlioura en exil échafaudait avec le dirigeant sioniste Vladimir Jabotinski des projets de gendarmerie juive destinée à protéger les communautés juives d'Ukraine après une hypothétique reconquête... On peut cependant lui reprocher des réactions parfois tardives et, de façon générale, un manque de contrôle réel sur certaines unités qui se réclamaient de la République Populaire d'Ukraine. Le personnage, beaucoup trop idéalisé par les patriotes ukrainiens, a été injustement diabolisé – souvent par ignorance ou par commodité. Laissons le dernier mot à Jabotinski : « *Ni Petlioura, ni Vynnytchenko, ni le reste des principaux membres de ce gouvernement ukrainien n'ont jamais été des "pogromistes" [...]. On ne convaincra ni moi-même, ni le reste des sionistes pensants du Sud de la Russie, que des gens de ce type puissent être considérés comme des antisémites.* » (*The Jewish Morning Journal*, 4 juillet 1926).

❖ 107- Pourquoi la dernière carte du Directoire, en 1920, fut-elle l'alliance avec la Pologne ?

La défection des Galiciens en novembre 1919 (cf. ❖ 105) délia les mains de Symon Petlioura et lui permit d'ouvrir des négociations avec la Pologne. Celle-ci était dirigée par Józef Piłsudski, socialiste devenu nationaliste, farouche ennemi des bolchéviks (et des Russes en général) et partisan d'une vaste

fédération d'Europe centre-orientale qui reconstituerait, sous une forme modernisée, l'ancienne Pologne-Lituanie. De toutes les forces avec lesquelles la République Populaire d'Ukraine était en guerre à la fin de 1919, la Pologne était la seule prête, sous certaines conditions, à reconnaître le Directoire. Un premier accord fut conclu dès le 2 décembre 1919, suivi d'un traité d'alliance le 22 avril 1920.

Aux termes de ce traité, la République de Pologne reconnaissait la République Populaire d'Ukraine comme un État indépendant et le Directoire comme son pouvoir légitime. Elle s'engageait à lui apporter une aide militaire et renonçait à la frontière du Dniepr (celle d'avant les partages). En échange, l'Ukraine lui cédait la Galicie et la partie occidentale de la Volhynie.

Cet accord – unanimement condamné par les Galiciens – permit une offensive polono-ukrainienne conjointe en Ukraine, entamée le 25 avril 1920. Le 7 mai, Kiev fut prise. Mais rapidement, la contre-offensive des troupes soviétiques causa la perte de tout le territoire « libéré », et l'armée rouge menaça la Pologne même, sauvée *in extremis* par le « miracle de la Vistule » le 19 septembre 1920. Après ces opérations de grande ampleur, les Polonais traitèrent avec le gouvernement soviétique, qui lui garantissait à peu près les mêmes cessions territoriales que celles promises par le Directoire. Un armistice fut conclu le 12 octobre 1920. Les troupes ukrainiennes quittèrent l'Ukraine le 21 novembre et furent internées en Pologne. En mars 1921, la nouvelle frontière entre la Pologne et la République Socialiste Soviétique d'Ukraine contrôlée par les Bolchéviks fut confirmée par le traité de Riga.

Dès la fin des combats contre la Pologne, les armées de la Russie soviétique et de sa succursale ukrainienne achevèrent de liquider les anarchistes de Makhno (Makhno lui-même, blessé dans un combat, avait dû s'exiler dès août 1920), puis les Forces Armées du Sud de la Russie « blanches ». Celles-ci, réfugiées en Crimée et dirigées, depuis avril 1920, par le général Piotr Wrangel (qui les rebaptisa « Armée Russe »), durent s'exiler en novembre 1920. Les troupes ukrainiennes réfugiées en Pologne organisèrent un ultime raid en novembre

1921. Il échoua et, à la fin de l'année 1921, le régime communiste contrôlait effectivement - malgré la persistance d'ultimes insurrections paysannes locales, comme dans la région de Tcherkassy - le territoire de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine.

❖ 108- Rétrospectivement, pourquoi le combat ukrainien pour l'indépendance échoua-t-il là où réussirent ceux des Polonais, Finlandais, ou Baltes ?

On peut indiquer plusieurs causes. En Ukraine autrichienne, les Ukrainiens furent d'emblée submergés par des forces polonaises supérieures et soutenues par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale.

En Ukraine russe, la population était peu préparée à l'indépendance, les élites étaient russifiées, et même les activistes ukrainiens restèrent longtemps attachés à un programme fédéraliste. Peu de dirigeants ukrainiens de la période 1917-1920 avaient la carrure d'un Piłsudski (en Pologne) ou d'un Mannerheim (en Finlande). Seul l'hetman Skoropadsky aurait pu jouer ce rôle, mais on a vu comment et pourquoi sa tentative échoua (cf. ❖ 101 et 102). L'Ukraine trouva peu d'alliés, et tous l'abandonnèrent. Elle représentait un tel enjeu économique et stratégique que les Russes (« rouges » et « blancs » confondus) devaient nécessairement faire les plus grands efforts pour la conserver. Enfin, le cas de l'Ukraine doit évidemment être replacé dans un contexte plus large : les bolchéviques l'emportèrent dans presque tout l'ancien empire russe, pour des raisons tenant à leur organisation supérieure, à leur manque total de scrupules, à un programme démagogique très habile, et bien sûr aux multiples erreurs de leurs adversaires.

L'échec de l'indépendance ukrainienne ne fut cependant pas total. L'existence même éphémère d'un État ukrainien contraignit les bolchéviques à organiser leur propre Ukraine soviétique. L'Ukraine ne reperdit jamais par la suite son statut, même partiellement fictif, d'État. Seuls les émigrés russes

« blancs » persistèrent à nier l'existence du peuple ukrainien et à attribuer le mouvement national à une inexplicable aberration séparatiste ou à une intrigue étrangère (autrichienne, allemande, polonaise...).

109- Comment se déroula la période révolutionnaire dans la région, à majorité ukrainienne, des Cosaques du Kouban ?

Plusieurs tendances s'affrontèrent au Kouban durant les années de révolution. Une partie des Cosaques – généralement les descendants ukrainophones des Cosaques de la mer Noire, cf. ❖ 93 – souhaitait l'union du territoire à l'Ukraine. D'autres, dont de nombreux officiers, étaient fidèles, sinon à la monarchie des Romanov, du moins à l'idée d'une Russie unie que devait servir la classe cosaque. La constitution d'une « Cosaquie » autonome unissant les principaux territoires cosaques de l'ancien empire avait également ses partisans. Enfin, beaucoup de non Cosaques et certains Cosaques pauvres se laissèrent tenter par les promesses bolchéviques de partage des terres.

Lors de la révolution de février 1917, les institutions militaires cosaques du territoire servirent de base à la formation d'un gouvernement local. Une assemblée territoriale fut créée à Iékatérinodar sous le nom de « Rada » (une appellation cosaque et ukrainienne). La Rada adhéra à la fin de 1917 au projet d'une « Union du Sud-Est » ou « Union Dono-Caucasienne », sorte de fédération antibolchévique de Russie méridionale qui aurait associé les Cosaques du Don, du Kouban, du Térék, d'Astrakhan, les peuples nord-caucasiens, les Kalmyks de la Volga, etc. Une constitution du Kouban fut adoptée le 24 novembre 1917. Le 16 février 1918, la Rada proclama une « République Populaire du Kouban » – l'influence du modèle ukrainien est évidente – mais l'assemblée et l'ataman Alexandre Filimonov (le commandant en chef des forces cosaques du Kouban) furent chassés de Iékatérinodar par les bolchéviks. Les Cosaques s'allièrent aux forces russes « blanches » de Russie méridionale. Après une première campagne manquée au printemps de 1918, Cosaques et Russes

« blancs » reprirent Iékatérinodar le 2 août 1918. La cohabitation fut d'emblée difficile entre le gouvernement du général Dénikine, qui voyait partout le danger « séparatiste », et la Rada autonomiste qui avait notamment pris contact avec le gouvernement ukrainien de l'hetman Skoropadsky (cf. ❖ 101). Le 4 décembre 1918, la Rada adopta une nouvelle constitution du « Territoire du Kouban », qui envisageait l'extension des privilèges cosaques aux non Cosaques (les immigrants d'origine ukrainienne, russe, voire arménienne, et la minorité indigène nord-caucasienne).

En 1919, Dénikine exerça une pression croissante sur le gouvernement autonome du Kouban. En juin, le président pro-ukrainien de la Rada, Mykola (Nikolaï) Riabovol, fut assassiné. Les 4 et 5 novembre 1919, l'armée de Dénikine effectua un coup d'État à Iékatérinodar, occupant la ville, arrêtant divers membres de la Rada dont l'un (un prêtre !) fut exécuté. Le gouvernement du Kouban dut aligner sa politique sur celle de Dénikine. Lors de la débâcle « blanche » dans la région, au début de 1920, les Cosaques firent une ultime tentative pour proclamer un État indépendant associant les régions du Don, du Kouban et du Terek (10 janvier 1920). La Rada et l'ataman Nikolaï Boukretov (élu en janvier) quittèrent Iékatérinodar au début de mars 1920. Les dernières forces antibolchéviques au Kouban durent capituler ou se faire évacuer en mai 1920.

Après la victoire soviétique, les Cosaques du Kouban, comme ceux des autres régions cosaques, perdirent leur statut particulier. Leur territoire fut partagé entre plusieurs entités administratives dont les limites varièrent à diverses reprises.

À titre anecdotique, on peut signaler que le réveil national ukrainien avait eu un lointain écho dans le « Coin Vert » (cf. ❖ 92), où un État ukrainien d'Extrême-Orient fut projeté en 1918-1922.

❖ **110- Durant cette période de la première indépendance, les gouvernements ukrainiens successifs revendiquèrent-ils la Crimée ?**

Les dirigeants ukrainiens étaient partagés à ce sujet entre une logique ethnique et une logique stratégique et économique.

La Crimée avait été activement colonisée par l'empire russe durant tout le XIX^e siècle. Selon les données du recensement de 1897, les Tatars n'avaient plus dans la péninsule qu'une majorité relative de 35,5 % ; les Russes étaient 33,1 %, les Ukrainiens 11,2 %, avec 19,6 % de minorités diverses. Les Tatars avaient connu, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, un certain réveil national (et religieux). Au moment de la révolution russe, ils réclamèrent l'autonomie. Le 14 octobre 1917, ils désignèrent un organe représentatif, le *Kouroultai*. Après la prise du pouvoir par les bolchéviks en Russie, ils proclamèrent une République Populaire de Crimée qui resta largement virtuelle et fut détruite par les forces russes soviétiques en décembre 1917-janvier 1918. Le Kouroultai fut dissous le 28 janvier. Le président tatar, Nouman Tchelebidjikhanev, fut fusillé le 23 février.

La première République Populaire d'Ukraine n'avait pas réclamé la Crimée, terre principalement tatare et russe. Des troupes ukrainiennes y pénétrèrent cependant aux côtés des Allemands lors de la reconquête du printemps 1918 (cf. ❖ 98) ; elles en furent expulsées par leurs alliés qui s'en tenaient aux frontières fixées par le traité de Brest-Litovsk. Un Gouvernement Régional de Crimée, administration de coalition russo-tatare, fut créé.

L'hetman Skoropadsky, lui, revendiqua ouvertement la Crimée, indispensable selon lui à l'Ukraine, et l'ancienne Flotte russe de la mer Noire, placée sous séquestre par les Allemands à Sébastopol. Il instaura un blocus terrestre de la Crimée pour forcer la main au Gouvernement Régional. Au cours de son voyage de septembre 1918 en Allemagne, il discuta avec un ministre criméen le principe de l'intégration de la péninsule à l'État Ukrainien comme région autonome, et obtint des

Allemands la cession d'une partie de la Flotte. Ces deux projets sombrèrent avec la chute du régime en décembre 1918. En 1919, la Crimée fut disputée entre les Soviétiques et les Russes « Blancs », dont elle constitua le dernier refuge jusqu'en novembre 1920. Elle fut alors intégrée à la Russie soviétique.

IX- L'ENTRE-DEUX-GUERRES ET LA SECONDE GUERRE MONDIALE

L'Ukraine entre communisme et nationalisme (1921-1945)

Chronologie

- . 1921-1923 : famine en Ukraine et en Russie. Introduction de la « Nouvelle politique économique » de Lénine.
- . 1922 : loi (non appliquée) sur l'autonomie administrative de la Galicie polonaise.
- . 30 décembre 1922 : entrée de l'Ukraine soviétique dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
- . 14 mars 1923 : reconnaissance par les Alliés occidentaux de l'annexion définitive de la Galicie orientale par la Pologne.
- . 1923 : lancement de la politique d'« ukrainisation » en Ukraine soviétique.
- . 1926 : retour au pouvoir du maréchal Piłsudski : régime autoritaire en Pologne. Assassinat de Symon Petlioura en France.
- . 1927 : début de la collectivisation des terres en Union soviétique.
- . 1928-1933 : premier plan quinquennal stalinien.
- . 1929 : début de la dictature personnelle de Staline.
- . 1929 : création de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens.
- . 1932-33 : grande famine organisée en Ukraine soviétique.
- . 1933-1938 : pic de la terreur stalinienne en Ukraine soviétique.
- . 1934 : assassinat du ministre polonais de l'intérieur par les nationalistes ukrainiens ; ouverture du camp de détention de Bereza Kartuska.
- . 1935 : mort du maréchal Piłsudski, tentative de détente polono-ukrainienne en Pologne.
- . 8 octobre 1938 : formation d'un gouvernement autonome en Ruthénie Subcarpathique tchécoslovaque.
- . 22 octobre 1938 : loi constitutionnelle de fédéralisation de la Tchécoslovaquie.
- . 2 novembre 1938 : annexion par la Hongrie du sud de la Ruthénie Subcarpathique.
- . 15 mars 1939 : indépendance de l'« Ukraine Carpathique ». Invasion hongroise et annexion à la Hongrie.

- . Septembre 1939 : partage de la Pologne entre Allemagne et Union soviétique.
- . Novembre 1939 : annexion de l'Ukraine occidentale (ex-polonaise) à l'Ukraine soviétique.
- . 28 juin 1940 : cession par la Roumanie de la Bessarabie et du nord de la Bukovine à l'Union Soviétique.
- . 22 juin 1941 : offensive allemande contre l'Union Soviétique.
- . 30 juin 1941 : proclamation d'indépendance ukrainienne à Lviv et constitution d'un gouvernement rapidement dissous par les Allemands.
- . 1^{er} août 1941 : rattachement de la Galicie au « Gouvernement Général » de Pologne.
- . 20 août 1941 : formation du Commissariat du Reich Ukraine.
- . 5 octobre 1941 : création à Kiev d'un Conseil National Ukrainien, dissous par les Allemands à la fin de l'année.
- . 1942-43 : formation de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne, anti-allemande et anti-soviétique.
- . 28 avril 1943 : formation de la division SS galicienne.
- . 17 mars 1945 : formation du Comité National Ukrainien et de l'Armée Nationale Ukrainienne.
- . 8-9 mai 1945 : fin de la Seconde Guerre mondiale.

❖ 111- Quel était le nouveau découpage territorial de l'Ukraine après 1921 ?

Les territoires à majorité ukrainienne furent partagés, par différents traités internationaux, entre cinq États, dont deux républiques soviétiques [carte XXI].

La plus grande partie de l'ancienne Ukraine russe formait la République Socialiste Soviétique d'Ukraine.

L'ancien territoire des Cosaques du Kouban et les parties ukrainiennes des anciens gouvernorats de Kursk et Voronèj étaient rattachés à la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie.

La Galicie et la Volhynie occidentale étaient passées sous contrôle polonais.

La Bukovine, et la Bessarabie où le peuplement roumain était dominant, avaient été annexées par la Roumanie dès 1918 (alors que les Ukrainiens de ces régions avaient tenté de se rattacher aux deux républiques ukrainiennes).

La Transcarpathie avait été attribuée en 1919 à la nouvelle Tchécoslovaquie sous le nom de Ruthénie Subcarpathique.

Cette situation dura, sans autre changement majeur que la constitution de l'Union Soviétique, jusqu'en 1939.

❖ 112- Dans quelle mesure la République Socialiste Soviétique d'Ukraine était-elle un véritable État ?

L'« Ukraine soviétique » fut créée par les bolchéviks pour concurrencer la République Populaire d'Ukraine, une première fois en 1917 (cf. ❖ 97) et une seconde en 1919 (cf. ❖ 104). Sa première constitution fut adoptée par le III^e Congrès panukrainien des Soviets, les 6-10 mars 1919, en pleine guerre.

L'idéologie marxiste-léniniste fait de la nation un phénomène transitoire, et le but des bolchéviks était la formation d'un État soviétique mondial. Les événements et diverses préoccupations tactiques conduisirent le parti de Lénine à composer avec le fait national, mais jusqu'à un certain point seulement. Le droit de chaque nationalité à l'autodétermination, voire à l'indépendance, était reconnu en théorie, mais subordonné aux intérêts du « prolétariat » et à la conduite de la révolution mondiale. Les mouvements nationaux des peuples de l'ancien empire étaient tolérables seulement s'ils s'inscrivaient dans le cadre du projet communiste.

La République Socialiste Soviétique d'Ukraine recrée en 1919 était théoriquement indépendante. En pratique, son gouvernement prenait ses ordres à Moscou. Il était entièrement contrôlé par les bolchéviks, même s'ils tolérèrent brièvement l'existence d'autres formations communistes (la principale fut le Parti communiste ukrainien, dit « borotbiste » du nom de son journal *Borot'ba* « La lutte », qui comptait en 1920 davantage

de militants que les bolchéviks !). Or le parti bolchévique, déjà minoritaire en Russie, l'était plus encore en Ukraine, où il n'existait guère que dans les villes et y était représenté principalement par des Russes et des Juifs. On peut dire objectivement que la République Socialiste Soviétique d'Ukraine de 1919 était une construction artificielle qui ne reposait que sur les baïonnettes de l'Armée Rouge.

Dès le 28 décembre 1920, un accord ukraino-russe sur la coopération militaire et économique avait formalisé cette relation inégale. L'Ukraine Soviétique fut signataire de quelques accords internationaux, dont le traité de Riga fixant sa frontière avec la Pologne (cf. ❖ 107). L'« indépendance » dura jusqu'à la formation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (30 décembre 1922) que l'Ukraine fonda avec la Russie, la Biélorussie, et la Transcaucasie. L'Union, telle que la définissait sa première constitution adoptée en janvier 1924, était une fédération garantissant – sur le papier – des droits étendus à ses membres, dont celui de faire sécession.

❖ 113- Quelles furent les grandes orientations de la politique soviétique en Ukraine avant l'avènement du pouvoir personnel de Staline ?

Durant la période dite du « communisme de guerre », l'Ukraine fut traitée comme un pays occupé et son économie durement exploitée. L'industrie et le commerce furent nationalisés, l'agriculture soumise à des réquisitions confiscatoires. Une famine consécutive à ces mesures aurait fait, entre 1921 et 1923, environ un million et demi de morts en Ukraine (diverses régions de Russie furent également touchées). L'écroulement de l'économie contraignit Lénine, dès 1921, à réintroduire sans le dire une forme de capitalisme sous le nom de « Nouvelle politique économique ». Les bolchéviks conservèrent néanmoins le monopole du pouvoir.

En 1923, le parti adopta une ligne plus favorable aux cultures nationales non russes.

Le « chauvinisme grand-russien » fut condamné comme héritage de l'ancien régime et principale cause du développement par réaction des « nationalismes bourgeois ». L'idée était de créer, chez les peuples non russes de l'Union, des élites communistes locales – et aussi de montrer à l'étranger que le régime respectait les droits de ces peuples.

En Ukraine, cette politique se traduisit par la phase dite d'« ukrainisation ». Le pourcentage d'Ukrainiens dans les instances locales du parti augmenta. L'enseignement fut dispensé en ukrainien, la presse, l'édition, les spectacles dans cette langue, développés. Certains émigrés politiques de premier plan rentrèrent en Ukraine, à commencer par Mykhaïlo Hrouchevsky en 1924. La région du Kouban, bien que rattachée administrativement à la Russie, bénéficia aussi un temps de mesures d'ukrainisation.

L'« ukrainisation » était, pour le régime, un exercice d'équilibrisme : il devait maintenir une façade de libéralisme culturel, tout en conservant un contrôle total de la pensée. Dès 1926, des intellectuels ukrainiens furent condamnés pour « déviationnisme nationaliste ». Le vrai tournant se produisit en 1929, lorsque Staline, ayant éliminé ses rivaux, inaugura son pouvoir absolu.

❖ 114- Comment se traduit pour l'Ukraine la dictature stalinienne jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ?

Staline avait pour programme, après l'échec des tentatives de révolution mondiale, la « construction du socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire l'édification d'une superpuissance communiste. Toutes les ressources furent mobilisées dans ce but, toutes les résistances écrasées. Le patriotisme russe commença d'être réintroduit dans l'idéologie officielle, tandis que les « nationalistes bourgeois » non russes étaient pourchassés impitoyablement.

La terreur politique devint un instrument de gouvernement, et les communistes eux-mêmes furent ses premières victimes : Staline redoutait avant tout ses collègues. Entre 1933 et 1938, un quart des membres du Parti Communiste d'Ukraine fut exclu, ce qui présageait généralement une mort sociale, suivie éventuellement de la mort physique. Les purges furent particulièrement violentes au Comité Central du Parti et dans les gouvernements successifs : en 1937, tous les membres du gouvernement ukrainien furent liquidés.

Staline organisa en Ukraine (comme ailleurs) des procès à grand spectacle où étaient jugés – et toujours condamnés – de supposés opposants et les membres d'organisations d'opposition imaginaires.

Les communistes liquidés par Staline étaient loin d'être innocents, mais la terreur toucha bien sûr toute la population de l'Ukraine soviétique, à travers des arrestations, des déportations et des exécutions parfois décidées sur la base de quotas fixés depuis Moscou. L'élite intellectuelle fut littéralement massacrée, avec des purges dans l'enseignement, la presse, les milieux artistiques et scientifiques. Elles touchèrent notamment les talents éclos lors de la phase d'ukrainisation : on a parlé de « renaissance fusillée ». Une doctrine stricte fut imposée dans chaque discipline, y compris la peinture ou la sculpture (« réalisme socialiste »).

Mais la plus terrible conséquence de la politique stalinienne fut la grande famine de 1932-33, organisée par l'État pour briser la résistance des paysans à la collectivisation. Staline décréta en 1929 « la liquidation des koulaks [les paysans les plus aisés] en tant que classe » et la collectivisation totale de l'agriculture. En pratique, les paysans réticents furent contraints par tous les moyens d'entrer dans les exploitations collectives comme salariés. Entre 1931 et 1933 furent adoptées des lois instaurant une sorte de nouveau servage : quotas de production exagérés à fournir à l'État, priorité de ces fournitures sur les besoins alimentaires des producteurs, interdiction de déplacement dans le pays ou de changement d'emploi. En 1932 et 1933, les quotas n'étant pas atteints, les moindres stocks de nourriture furent

confisqués par des « activistes » envoyés dans les villages ; des régions entières d'Ukraine furent encerclées par l'armée ou les troupes du ministère de l'Intérieur pour empêcher la fuite des paysans affamés. Des cas d'anthropophagie furent signalés. Le nombre des victimes en Ukraine est impossible à établir précisément : les certificats de décès indiquent toujours d'autres causes que l'inanition, et beaucoup de morts « disparurent » simplement dans des fosses communes. Les estimations varient entre 3 et 10 millions de victimes, les plus sérieuses se situant entre 4 et 7 millions. La saignée démographique (venant après celles de la Première Guerre mondiale, des années de révolution, et de la première famine de 1921-1923) fut terrible. Pendant toute cette période, l'Union soviétique exporta du blé pour financer son industrialisation.

Tout cela s'accomplit dans une atmosphère de cynisme total, sur fond de louanges officielles au régime le plus libre que l'Ukraine ait connu. Le transfert de la capitale à Kiev en 1934, l'adoption d'une constitution révisée en 1937, furent présentés comme des étapes du développement de la nouvelle Ukraine.

On reconnaît parfois au régime stalinien (et au système soviétique en général) le mérite d'avoir créé une grande puissance, fût-ce par des moyens d'une extrême brutalité. Mais d'une part, il ne faut pas exagérer l'état de sous-développement de l'empire russe, qui était avant 1914 en voie de croissance rapide (et cela vaut pour l'Ukraine). D'autre part, des résultats équivalents ou supérieurs auraient sans doute pu être atteints par des moyens n'exigeant pas ce coût humain astronomique. En 1940, la production agricole de l'Ukraine soviétique était à peine celle de l'Ukraine russe de 1913 !

❖ 115- La famine organisée de 1932-33 peut-elle être considérée comme un génocide ?

L'Ukraine actuelle considère la grande famine de 1932-33 comme un « génocide » (loi du 28 novembre 2006), et cherche à le faire reconnaître comme tel et à populariser son nom

ukrainien de *holodomor* (голодомор, litt. « meurtre par la faim »). Tout dépend évidemment de la définition même du génocide.

Il est évident que le gouvernement soviétique n'a pas tenté de détruire l'ensemble du peuple ukrainien ; de nombreux exécutants du plan étaient d'ailleurs ukrainiens. La cible était la paysannerie indépendante réfractaire à la collectivisation. Mais il est tout aussi évident que c'est la paysannerie *ukrainienne* qui était principalement visée. Des mesures semblables ont été prises, avec le même effet, dans d'autres parties de l'Union, par exemple au Kouban, sur le Don, et au Kazakhstan. Mais ce n'est pas par l'effet d'un quelconque hasard que l'immense majorité des victimes a péri en Ukraine, et au Kouban, territoire encore largement ukrainien à cette date. La famine était le volet rural d'une politique d'ensemble qui consistait non pas à exterminer tous les Ukrainiens, mais à faire disparaître toutes leurs élites, dont la partie la plus dynamique de la paysannerie, porteuse traditionnelle de l'identité nationale. En détruisant cette classe, Staline faisait d'une pierre deux coups. Ajoutons que les pertes démographiques ukrainiennes furent en partie compensées par l'immigration de Russes en Ukraine, facteur supplémentaire de dénationalisation. Au Kouban, la famine paracheva la russification de la région, dont 86 % des habitants, au recensement de 1939, se déclarèrent comme « Russes ».

Dès lors, l'étiquette de génocide, si elle a une charge symbolique bien compréhensible, est moins importante que la réalité et l'ampleur du crime. Celui-ci peut sans conteste être mis sur le même plan que les principaux meurtres de masse du XX^e siècle – qu'ils aient été motivés par des critères ethniques, sociaux ou autres.

❖ 116- Comment s'est déroulée cette période de l'Entre-deux-guerres dans la partie de l'Ukraine sous domination polonaise ?

Le 23 juin 1919, la Conférence de la paix tenue par les vainqueurs du premier conflit mondial avait reconnu à titre

provisoire les droits de la Pologne sur la Galicie orientale, sous réserve de garanties d'autonomie culturelle. La frontière polono-soviétique fixée au traité de Riga (18 mars 1921) cédait aussi à la Pologne la Volhynie occidentale et l'ouest de la Biélorussie. La Pologne reconstituée comprenait ainsi une population ukrainienne forte de 5 à 6 millions de personnes et peu satisfaite de sa nouvelle citoyenneté – surtout en Galicie où les combats ukraïno-polonais avaient été violents. Les promesses d'autonomie ne furent pas tenues, et les Ukrainiens de Galicie boycottèrent les élections polonaises de 1922. Le 14 mars 1923, l'annexion de la Galicie orientale à la Pologne fut définitivement reconnue par les Alliés occidentaux, et une partie des Ukrainiens se résigna à composer avec le pouvoir polonais. Une autre opta pour une opposition radicale, représentée d'un côté par les communistes soutenus par l'Union Soviétique (un « Parti Communiste d'Ukraine Occidentale » fut créé en 1923), de l'autre par des mouvements nationalistes comme l'« Organisation Militaire Ukrainienne » créée par le colonel Iévhen Konovalets, ancien officier des armées autrichienne puis ukrainienne.

La politique polonaise à l'égard des Ukrainiens, qui représentaient 16 % de la population du pays, n'était d'ailleurs pas claire. Dès 1923, le terme d'« Ukrainiens » fut officiellement remplacé par celui de « Ruthènes ». En 1924, l'usage de la langue ukrainienne fut interdit dans l'administration. En 1926, le maréchal Piłsudski revint au pouvoir qu'il avait dû quitter en 1922. Bien que cet ancien allié de la République Populaire d'Ukraine ait été favorable à une entente avec les Ukrainiens, il était déterminé à ce que la Pologne conserve ses acquisitions de 1920-21. Face au nouveau régime autoritaire, les Ukrainiens se radicalisèrent aussi. L'« Organisation des Nationalistes ukraïniens » (OOuN d'après les initiales ukraïniennes), créée à Vienne en 1929 sur la base de l'Organisation Militaire Ukrainienne du colonel Konovalets, organisa des attentats. En 1930, le gouvernement polonais entreprit une opération de « pacification » de la Galicie, qui se solda par la fermeture d'institutions culturelles et de coopératives ukraïniennes, des arrestations, diverses violences. Le 15 juin 1934, l'OOuN

assassina le ministre polonais de l'intérieur, le général Pieracki. Deux jours plus tard fut créé à Bereza Kartuska un camp de détention dont les premiers prisonniers furent des nationalistes ukrainiens.

Après la mort de Józef Piłsudski en 1935, les partis ukrainiens légalistes et le pouvoir polonais tentèrent de trouver un *modus vivendi*. Mais dès 1938, le contexte international inspira un nouveau durcissement de l'attitude polonaise. Du côté ukrainien, les partis modérés furent déconsidérés et l'OOuN y gagna un large soutien, en particulier dans la jeunesse.

En 1939, au début de la Seconde Guerre mondiale, le régime polonais n'avait pratiquement aucun soutien chez les Ukrainiens de Pologne, qui le considéraient comme une occupation étrangère pure et simple. Il faut cependant souligner, pour être juste, que malgré ses abus, ce régime était incomparablement plus humain que celui qui régnait en Ukraine soviétique.

❖ 117- **Quelle a été la politique roumaine envers les minorités ukrainiennes de Roumanie durant l'Entre-deux-guerres ?**

La « Grande Roumanie » formée en 1918 était un État instable, contesté par des minorités nationales (Hongrois, Allemands) nombreuses. À l'encontre des Ukrainiens comme d'autres groupes, le régime prit le parti d'une « roumanisation » totale. Le roumain fut imposé dans l'enseignement, la presse et l'édition, et même la liturgie. Ce n'est qu'en 1927 qu'apparut en Bukovine une première représentation officielle des intérêts ukrainiens, le « Parti National Ukrainien ». Dans les années 1930, il fut dépassé par les nationalistes radicaux de l'OOuN. À partir de 1938 et de la proclamation de la « dictature royale » par Carol II, les Ukrainiens perdirent pratiquement toute possibilité légale d'expression.

❖ 118- Pourquoi la Transcarpathie fut-elle rattachée à la Tchécoslovaquie, et quels furent les effets de cette appartenance en 1919-1939 ?

En 1918, les Ukrainiens de Transcarpathie hongroise avaient tenté de se rattacher à la République Populaire d'Ukraine Occidentale. La défaite de celle-ci face aux Polonais (cf. ❖ 103) empêcha la réalisation de ce projet. En définitive, les Alliés, pour que la région ne retombe pas aux mains des Hongrois, l'attribuèrent à la nouvelle Tchécoslovaquie. Cette incorporation avait été approuvée, dès le 8 mai 1919, par un « Conseil Central Populaire Ruthène ». La région devint officiellement la « Ruthénie Subcarpathique » (en tchèque : *Podkarpatská Rus*).

Le gouvernement de Prague considérait sa province la plus orientale avec une certaine perplexité. Le territoire était arriéré, l'identité de sa population incertaine, d'autant que les intéressés eux-mêmes ne s'accordaient pas sur ce point essentiel. Ils étaient divisés entre pro-ukrainiens, pro-russes (généralement anticommunistes) et autonomistes promoteurs d'un peuple « carpatho-ruthène » distinct. Ces divisions eurent des conséquences dommageables, notamment dans l'enseignement où la question de la langue (ukrainien littéraire ? ukrainien dialectal ? « langue ruthène » à codifier ? russe ?) ne fut jamais vraiment tranchée.

Même si la Tchécoslovaquie était un État artificiel, dirigé par une élite principalement tchèque, aux tendances centralisatrices contestées par les populations slovaques et allemandes, il faut reconnaître que ses gouvernements successifs montrèrent un grand libéralisme à l'égard des Ukrainiens de Transcarpathie. À partir de 1935 et du succès aux élections locales de mouvements d'orientation pro-ukrainienne, l'enseignement fut partiellement ukrainisé. L'Organisation des Nationalistes Ukrainiens s'était implantée en Transcarpathie, même si elle n'y développait pas la même action clandestine ou violente qu'en Pologne.

La décomposition de la Tchécoslovaquie commença en 1938 sous la pression de ses minorités nationales et de l'Allemagne. Les accords de Munich (30 septembre 1938) entraînèrent la transformation de la république en État fédéral, dont la Ruthénie Subcarpathique serait l'un des membres. Un gouvernement local d'orientation ukrainienne fut formé le 8 octobre 1938, et le prêtre gréco-catholique Avgoustyn Volochyn (1874-1945) devint son président le 26 octobre.

Le 2 novembre 1938, le premier arbitrage de Vienne rendu par Adolf Hitler amputa la Ruthénie Subcarpathique d'une bande de territoire remise à la Hongrie (qui annexa aussi la partie méridionale, peuplée de Hongrois, de la Slovaquie). L'Allemagne donnait ainsi satisfaction partielle aux revendications irrédentistes du gouvernement du régent Horthy, dont toute la politique extérieure tournait autour de la reconstitution du royaume de Hongrie dans ses frontières historiques.

Même ainsi diminuée, la Transcarpathie autonome suscita un immense espoir chez tous les émigrés politiques ukrainiens. Le nationalisme ukrainien devint la principale force politique de la région, comme le montrèrent les élections du 18 février 1938 à la Diète locale. Une petite force armée fut créée sous le nom de « Sitch de Transcarpathie ».

En mars 1939, l'Allemagne acheva de détruire la Tchécoslovaquie. Le 14 mars, la Slovaquie proclama son indépendance. Le 15 mars, la Diète de Ruthénie Subcarpathique déclara à son tour l'indépendance de la région sous le nom d'« Ukraine Carpathique ». Ce nom, tout comme le drapeau national bleu et jaune et l'hymne ukrainien adoptés à cette occasion, manifestaient le vœu que ce micro-État soit la préfiguration d'une Ukraine unie et libre.

L'indépendance de l'Ukraine Carpathique fut immédiatement contestée par la Hongrie. L'Allemagne, après avoir envisagé de s'en servir comme instrument de propagande contre la Pologne et l'Union soviétique, l'abandonna à son sort. Les troupes hongroises occupèrent la Transcarpathie, qui redevint une partie du royaume de Hongrie jusqu'en 1945.

❖ 119- Quelles furent, durant l'Entre-deux-guerres, les grandes orientations et le rôle de l'émigration politique ukrainienne ?

De nombreux hommes politiques et intellectuels ukrainiens avaient quitté le pays après l'échec de la lutte pour l'indépendance. Ils poursuivirent une activité politique et culturelle en exil. On peut y distinguer schématiquement trois groupes : les « républicains », les « hetmanistes », et les « nationalistes ».

Les « républicains » étaient les partisans du Directoire et de la République Populaire d'Ukraine. Ils maintinrent un gouvernement en exil, présidé par Symon Petlioura. Ils espèrent par moments réactiver l'alliance ukraino-polonaise, et il est significatif que l'assassinat de Petlioura à Paris le 25 mai 1926, très probablement organisé par les Soviétiques (cf. ❖ 107), ait suivi de peu le retour au pouvoir du maréchal Piłsudski en Pologne (12-14 mai 1926). Leur idéologie était démocratique et socialiste.

Les « hetmanistes » ou « monarchistes » étaient groupés autour de Pavlo Skoropadsky, en exil en Allemagne. Ils comptaient quelques personnages de premier plan, comme l'historien Viatcheslav Lypynsky ou l'ancien ministre des affaires étrangères Dmytro Dorochenko. Leurs idées mettaient l'accent sur le rôle des élites et de l'État dans la construction de la nation. Elles évoluèrent progressivement vers un modèle monarchique héréditaire.

Les « nationalistes », enfin, étaient représentés par l'OOuN. Leur idéologie, inspirée des idées radicales de Dmytro Dontsov (1883-1973), était proche de celles de beaucoup d'autres mouvements comparables en Europe et ailleurs dans les années 1920-1940. Sans être à proprement parler des « fascistes », ils partageaient avec le fascisme italien le culte de l'autorité et du chef, le nationalisme intransigeant, l'anticommunisme et le rejet de la démocratie traditionnelle. L'OOuN voulait créer un « État Indépendant Uni d'Ukraine » où les intérêts de classe et de parti seraient subordonnés à ceux de la nation, dans un cadre

économique corporatiste et solidariste. L'OOuN, qui était le seul mouvement à mener une lutte armée (en Pologne) pour la libération de l'Ukraine, devint dans les années 1930 la partie la plus influente de l'émigration politique ukrainienne.

L'OOuN était l'œuvre du colonel Iévhen Konovalts (cf. ❖ 116). L'assassinat de ce dernier à Rotterdam en 1938 par un agent soviétique porta un coup très dur au mouvement. Konovalts fut remplacé par le colonel Andriï Melnyk, autre ancien officier ukrainien. Dès 1940, l'aile radicale de l'OOuN, animée par de jeunes militants, fit scission avec à sa tête Stepan Bandera (1909-1959). Les historiens distinguent après cela une « OOuN-M » (Melnyk) ou « solidariste » et une « OOuN-B » (Bandera) ou « révolutionnaire ».

❖ 120- Après l'indépendance avortée de l'Ukraine Carpathique, la première conséquence de la Seconde Guerre mondiale en Ukraine fut l'annexion par l'Union Soviétique de l'Ukraine occidentale. Dans quelles conditions eut-elle lieu ?

Le pacte germano-soviétique (23 août 1939) permit une double offensive des armées allemande et soviétique contre la Pologne et la défaite rapide de celle-ci. Les deux vainqueurs procédèrent alors à un « quatrième partage » de la Pologne. L'État polonais disparut et, en septembre 1939, la frontière germano-soviétique fut fixée sur le Sian – à peu près à la limite ethnographique entre les territoires proprement polonais d'une part, ukrainiens et biélorussiens de l'autre.

Le 22 octobre 1939, les occupants soviétiques firent élire en Ukraine occidentale (sur une liste unique !) une « assemblée populaire » qui s'empressa de demander l'incorporation du territoire à l'Ukraine soviétique. Cette incorporation fut effective en novembre 1939.

Le 28 juin 1940, c'est la Roumanie qui fut obligée de céder à l'Union Soviétique le nord de la Bukovine, et la Bessarabie. Le

2 août, les parties à majorité ukrainienne de ces territoires furent à leur tour rattachées à la République Socialiste Soviétique d'Ukraine.

Dans toutes ces régions, le régime opéra une « soviétisation » rapide, en arrêtant puis exécutant ou déportant tous les opposants potentiels et en supprimant toutes les institutions politiques ou culturelles indépendantes.

❖ 121- Le 21 juin 1941, l'armée allemande attaque l'Union soviétique. Quels étaient les plans allemands pour l'Ukraine ?

Pour les idéologues nationaux-socialistes, la destruction de l'Union Soviétique devait d'une part entraîner celle du communisme, d'autre part permettre l'établissement d'une sorte d'empire colonial allemand en Europe orientale. En ce qui concerne l'Ukraine, l'Allemagne devait s'approprier ses ressources, mais la suite n'était pas claire. Il y avait, parmi les dirigeants allemands, divers projets allant de la création d'un État satellite (défendue par Alfred Rosenberg, ministre des « Territoires de l'Est ») à l'exploitation directe. Hitler repoussa toute décision définitive jusqu'à la fin de la guerre et décida d'organiser les territoires conquis, à 200 km en arrière du front, en « Commissariats du Reich » sous administration civile allemande. Des quatre Commissariats prévus (Ukraine, « Ostland » groupant la Biélorussie et les pays baltes, Moscovie, Caucase), seuls les deux premiers furent effectivement créés.

L'offensive allemande fut foudroyante et toute l'Ukraine soviétique occupée à la fin de 1941 (dans un état désastreux, à cause des combats mais aussi des destructions effectuées par l'armée soviétique battant en retraite).

Les nationalistes ukrainiens des deux branches rivales de l'OOuN (cf. ❖ 119) tentèrent de profiter de cette avance rapide. La Wehrmacht avait recruté deux petites unités ukrainiennes parmi les militants nationalistes, et ceux-ci surestimèrent leur crédit auprès des Allemands. Le 30 juin 1941, les partisans de

Stepan Bandera (OOuN-B) proclamèrent à Lviv, en présence d'officiers allemands pris au dépourvu, l'indépendance de l'Ukraine et la création d'un gouvernement régional galicien présidé par Iaroslav Stetsko. Après quelques jours de flottement, ce gouvernement fut dissous par les troupes allemandes, plusieurs dirigeants de l'OOuN-B (dont Bandera) arrêtés et certains exécutés. Le mouvement passa à la clandestinité. Le 5 octobre 1941, c'est l'OOuN-M – les partisans d'Andriï Melnyk – qui forma plus prudemment à Kiev un « Conseil National Ukrainien ». Mais celui-ci fut également dissous à la fin de l'année, et le mouvement de Melnyk frappé à son tour par des arrestations et des exécutions : les Allemands ne voulaient dans l'immédiat ni État ukrainien, ni organisme représentatif des Ukrainiens.

L'Ukraine fut traitée comme un butin de guerre et divisée en plusieurs parties [**carte XXII**].

La Galicie fut rattachée le 1^{er} août 1941 au « Gouvernement Général », c'est-à-dire à la Pologne occupée. Les Ukrainiens, représentés par un « Comité Central Ukrainien », y furent mieux traités qu'ailleurs, parce que la politique allemande était tournée en priorité contre les Polonais et les Juifs. Le gouverneur de Galicie en 1942-44, le baron autrichien Otto von Wächter, leur était personnellement favorable.

Les régions prises en 1940 par l'Union Soviétique à la Roumanie furent restituées à cette dernière, qui s'empara en outre de tout le territoire ukrainien entre le Dniestr et le Boug, baptisé « Transnistrie ». Toute activité ukrainienne y fut interdite, et la région devint le lieu de déportation de divers indésirables – à commencer par les Juifs de Roumanie.

La plus grande partie de l'ancienne Ukraine Soviétique fut constituée le 20 août 1941 en « Commissariat du Reich Ukraine ». Celui-ci devait s'étendre, selon le plan initial, très loin à l'est, englobant des régions mixtes (Koursk, Voronèj) ou purement russes (Oriol, Tambov, Saratov), jusqu'à la République des Allemands de la Volga (descendants de colons

installés en Russie au XVIII^e siècle, et qui avaient été déportés par les Soviétiques dès le début du conflit). En fait, une bande de 200 km de large en arrière du front resta soumise à l'autorité militaire. Le commissaire du Reich Erich Koch, brute fanatique, méprisait les Ukrainiens et mit en place un système d'exploitation impitoyable : maintien des exploitations agricoles collectives, rafles de travailleurs envoyés en Allemagne, représailles violentes contre toute manifestation d'insoumission... Tous les établissements d'enseignement supérieur furent fermés. Le ministre des Territoires de l'Est, Alfred Rosenberg, ne put convaincre Hitler de renvoyer Koch ou de lui imposer un changement de politique avant qu'il ne soit trop tard.

La Transcarpathie, annexée par la Hongrie en 1939 (cf. ❖ 118), fut administrée durant la guerre par un « commissaire du régent », plus favorable aux autonomistes ruthènes, voire aux russophiles, qu'aux patriotes ukrainiens.

❖ 122- Comment les Ukrainiens réagirent-ils à ces occupations et quelle fut leur attitude durant la guerre ?

Beaucoup d'Ukrainiens n'eurent aucun choix, comme ceux mobilisés dans l'armée soviétique (quoique les désertions aient été nombreuses). Dans un premier temps, la population fit bon accueil à l'armée allemande, et de nombreux volontaires demandèrent à participer à la « lutte contre le bolchévisme ». Après les tueries et la terreur de l'époque stalinienne, les Allemands firent brièvement figure de libérateurs. L'impression ne dura pas : la dissolution du gouvernement de Iaroslav Stetsko à Lviv et du Conseil National Ukrainien à Kiev, le partage des territoires ukrainiens, l'installation du commissaire Erich Koch, dissipèrent les illusions.

Deux résistances ukrainiennes concurrentes se mirent en place dès 1941.

La première émanait des mouvements nationalistes et fut dominée, à partir de 1943, par l'OON-B. Celle-ci reprit à son

compte le nom d'« Armée Insurrectionnelle Ukrainienne » (Українська Повстанська Армія / *Oukraïns'ka Povstans'ka Armiiä*, OUPA), utilisé à l'origine par une organisation locale, la « Sitch de Polésie » formée par Vasyl Borovets – qui était, lui, d'orientation républicaine. Elle aurait compté jusqu'à 200 000 combattants en 1944, dont des ressortissants d'autres peuples de l'Union Soviétique. À cette date, elle se dota d'un organe politique, le « Conseil Suprême de Libération Ukrainien ». Par réaction aux excès allemands, l'idéologie de l'OOUN se démocratisa nettement ; sa nouvelle devise proclamait : « *Liberté aux peuples, liberté à l'individu !* ». La seconde était le mouvement communiste des partisans, organisé par le régime soviétique dès l'offensive allemande.

En Ukraine occidentale, la situation fut compliquée par la rivalité entre l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne et l'« Armée Nationale » (*Armija Krajowa*) de résistance polonaise. Des massacres de villageois polonais eurent lieu en Volhynie, en 1943-44. La responsabilité en est généralement attribuée à l'OOUN-B et à l'OUPA – du moins à certains de leurs dirigeants qui aurait entrepris un « nettoyage ethnique » de la région. Des massacres d'Ukrainiens par des groupes polonais se produisirent également. Enfin, les nationalistes ukrainiens des deux branches de l'OOUN s'entre-déchirèrent durant toute la guerre.

Les Allemands avaient découragé beaucoup de bonnes volontés en Ukraine. Ils avaient néanmoins recruté, à la fois par nécessité locale et à des fins de propagande, diverses petites unités de police ou militaires. Ces dernières étaient regroupées sous l'étiquette générale d'« Armée de Libération Ukrainienne » (Українське Визвольне Військо / *Oukraïns'ké Vyzvol'né Viiis'ko*), pendant de l'« Armée de Libération Russe » du général Andreï Vlassov, mais sans réelle structure centrale.

L'attitude allemande commença à changer en 1943, au fil des premières défaites et sous l'influence des idéologues SS qui, de plus en plus puissants au sein du III^e Reich, élaboraient un projet d'Europe fédérale dirigée par une élite SS issue de la

guerre. À l'initiative du gouverneur de Galicie Otto von Wächter, une division SS ukrainienne fut levée en 1943 (*14. Waffen-Grenadier-Division der SS « Galizien »*). Au cours de 1944, le gouvernement allemand libéra certains des nationalistes ukrainiens qu'il avait emprisonnés et entreprit des négociations avec eux. Le 13 mars 1945, un « Comité National Ukrainien » fut formé sous la présidence du général Pavlo Chandrouk (1889-1979), dont la carrière résume bien les aléas de l'histoire ukrainienne du XX^e siècle : il avait été successivement officier de l'armée impériale russe, puis de l'Ukraine indépendante, puis général de l'armée polonaise ! Le Comité reçut le soutien du « gouvernement en exil » de la République Populaire d'Ukraine (cf. ❖ 119), de l'hetman Pavlo Skoropadsky (qui, blessé lors d'un bombardement américain, mourut en Bavière le 26 avril), et des nationalistes des deux branches de l'OOU. Chandrouk prit nominalement le commandement des diverses unités ukrainiennes sous contrôle allemand : l'Armée de Libération Ukrainienne, la division SS galicienne rebaptisée « 1^{re} Division Ukrainienne », et autres, l'ensemble devenant sur le papier l'« Armée Nationale Ukrainienne ». Mais le territoire ukrainien était entièrement réoccupé par l'armée soviétique depuis la fin de 1944. Fait remarquable, jusqu'au bout, les Allemands interdirent toute proclamation, même symbolique, d'une Ukraine indépendante.

En ce qui concerne la question de la « collaboration », il faut se garder de juger la situation ukrainienne en fonction des critères de la France ou d'autres pays. Les Ukrainiens qui s'engagèrent aux côtés des Allemands le firent pour des raisons très diverses, allant de la contrainte à l'idéologie en passant par l'intérêt matériel. Et quand il s'agissait d'idéologie, ce n'était pas celle du national-socialisme allemand (vraiment peu attrayante pour des Slaves !), mais celle du nationalisme ukrainien. Les jeunes Galiciens, par exemple, furent nombreux à s'engager dans la division SS qu'ils voyaient comme le prolongement des « Tirailleurs de la Sitch » (cf. ❖ 95) et le noyau d'une future armée ukrainienne. Ils étaient si peu « nazis » qu'en 1946, les Alliés refusèrent de les livrer à l'Union soviétique ou au gouvernement polonais (ils étaient citoyens polonais dans les

frontières d'avant 1939) ; la plupart d'entre eux émigrèrent... en Grande-Bretagne et au Canada. Ce point est important, car la propagande soviétique d'après-guerre a beaucoup manipulé le thème de la compromission des nationalistes ukrainiens avec l'Allemagne. En réalité, le nombre total des volontaires ukrainiens sous l'uniforme allemand n'a probablement pas été supérieur à celui des résistants anti-allemands et anti-soviétiques de l'OuPA. Et on peut difficilement leur reprocher d'avoir « trahi » l'Union soviétique, responsable de la mort de millions d'Ukrainiens durant vingt ans.

Ajoutons à ce sujet que la collaboration avec les Allemands servit de prétexte à la déportation par les Soviétiques de toute la population tatare de Crimée en mai 1944. Certes, des Tatars avaient combattu du côté allemand (comme l'avaient fait des représentants de tous les peuples soviétiques, y compris de très nombreux Russes !), mais les considérer comme des « traîtres » suppose là encore d'admettre que l'Union Soviétique était leur « patrie » légitime, ce qui peut se contester. En réalité, Staline voulait parachever la colonisation slave entamée dès l'annexion de 1783 et éliminer cette population turcophone et musulmane (plusieurs peuples du Caucase du Nord, autres vieux « ennemis » de la Russie, furent déportés au même moment).

Beaucoup de généralités ont été émises sur l'attitude des Ukrainiens envers la persécution des Juifs par les Allemands. Les comportements furent – comme dans tant d'autres pays européens – très variés. De nombreux Ukrainiens collaborèrent (par opportunisme, par cupidité, par haine des Juifs assimilés au bolchévisme...) à des rafles et à des exécutions de Juifs par les Allemands. D'autres cachèrent des Juifs. Le métropolite de Lviv, Andriï Sheptytsky, rédigea une lettre pastorale intitulée « *Tu ne tueras point* » pour dénoncer les violences allemandes et abrita des Juifs dans des monastères et jusque dans sa propre résidence.

❖ 123- Les Allemands occupèrent également la région du Kouban en 1942-43. Quelle y fut leur politique ?

L'occupation militaire allemande au nord du Caucase fut en général plus modérée que l'administration civile en Ukraine. Une partie de la population, notamment celle d'origine cosaque et les ethnies indigènes, accueillit favorablement les Allemands. Au Kouban, des troupes cosaques anti-soviétiques furent recrutées, et un « District expérimental cosaque » autorisé à fonctionner de façon semi-autonome. De nombreux Cosaques suivirent l'armée allemande lors de son repli. À la fin de la guerre, il existait deux régiments cosaques du Kouban au sein du « Corps de cavalerie cosaque » de l'armée allemande, commandé par le général Helmut von Pannwitz. Ces hommes furent livrés en 1945 aux Soviétiques par les Britanniques, auxquels ils s'étaient rendus contre la promesse de ne pas être extradés.

Les Soviétiques avaient constitué, dès 1936, leurs propres unités cosaques au Kouban (comme dans d'autres anciennes régions cosaques), en y mêlant toutefois les descendants de Cosaques et de populations non cosaques de la région. Ces unités, dont certaines se distinguèrent durant la guerre, furent dissoutes immédiatement après la fin du conflit.

X- LA SECONDE PÉRIODE SOVIÉTIQUE (1945-1991)

Chronologie

- . 1944-45 : reconstitution de l'Ukraine soviétique et fixation de ses frontières.
- . 1945 : adhésion de l'Ukraine soviétique à l'Organisation des Nations Unies comme membre fondateur.
- . 1946 : suppression de l'Église gréco-catholique en Galicie.
- . 1947 : opération « Vistule » : déportation des Ukrainiens de Pologne vers les territoires allemands annexés.
- . 1949 : suppression de l'Église gréco-catholique en Transcarpathie.
- . 5 mars 1950 : mort de Roman Choukhevytch, commandant en chef de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne.
- . 1953 : mort de Staline, début de la déstalinisation.
- . 1954 : rattachement de la Crimée à l'Ukraine soviétique.
- . 1955-56 : « Dégel » et déstalinisation sous la direction de Nikita Khrouchtchov.
- . 1959 : assassinat de Stepan Bandera par un agent soviétique à Munich.
- . Années 1960 : développement de l'activité des intellectuels ukrainiens contestataires.
- . 1963-72 : Petro Chelest, premier secrétaire du Parti en Ukraine.
- . 1964 : renversement de Khrouchtchov, arrivée au pouvoir de Léonid Brejnev. Durcissement du régime.
- . 1972 : éviction de Petro Chelest, accentuation de la russification.
- . 1976-81 : activité du groupe Helsinki ukrainien.
- . 1982 : mort de Léonid Brejnev, remplacé par Iouriï Andropov (1982-1984) puis Constantin Tchernenko (1984-1985).
- . Mars 1985 : nomination de Mikhaïl Gorbatchov comme premier secrétaire du Parti Communiste ; début des politiques de « restructuration » et de « transparence ».
- . 26 avril 1986 : explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl'.
- . 1987-88 : premiers effets des réformes en Ukraine ; libérations de dissidents ; création d'organisations culturelles, puis politiques.
- . 1989 : création du Roukh ; développement de la presse informelle ; premières grèves ouvrières ; renaissance des Églises ukrainiennes.

- . 28 octobre 1989 : adoption de l'ukrainien comme langue officielle de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine.
- . Mars 1990 : élections semi-libres ; succès de l'opposition démocratique et patriotique en Ukraine.
- . 16 juillet 1990 : Déclaration de souveraineté de l'Ukraine.
- . 17 mars 1991 : référendum sur une « Union des Républiques Socialistes Souveraines ».
- . 19-21 août 1991 : tentative de coup d'État communiste à Moscou.
- . 24 août 1991 : proclamation d'indépendance de l'Ukraine.
- . 1^{er} décembre 1991 : confirmation par référendum de l'indépendance.

❖ 124- Quel fut le sort des différentes parties de l'Ukraine à la fin de la Seconde Guerre mondiale ?

Dès la fin de 1944, l'armée soviétique avait réoccupé tout le territoire qui était celui de l'Ukraine soviétique en 1941 et y avait réinstallé le régime communiste. Le pays était en ruines. On estime que 700 villes avaient été plus ou moins détruites (Kiev à 85 %) et que 10 millions de personnes avaient péri ou quitté le pays, dont la plus grande partie de la population juive. La reconstruction fut aussitôt entreprise dans un esprit typiquement stalinien, avec priorité à l'industrie lourde. Le niveau de production d'avant-guerre fut atteint dès 1950.

Les frontières de 1941 – celles d'après l'annexion soviétique de l'Ukraine occidentale – furent rétablies avec de légers changements [carte XXIII]. La frontière ukraïno-roumaine fut définie dès 1944. En mai 1945, la Tchécoslovaquie reconstituée dut abandonner la Transcarpathie. Enfin, en août 1945, la frontière ukraïno-polonaise (et biélorusso-polonaise) retrouva à peu de chose près le tracé de 1939. La Pologne conserva toutefois une bande de territoire à majorité ukrainienne. Une partie des Ukrainiens de ces régions fut « rapatriée »

en Ukraine soviétique, tandis que les Polonais d'Ukraine étaient expédiés en Pologne.

Le régime soviétique, et le régime polonais communiste établi en 1946, durent combattre la résistance de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (OuPA, cf. ❖ 122). Celle-ci avait lutté en 1944 contre la réoccupation soviétique de l'Ukraine occidentale et même réussi à tuer, en mars 1944, le général Nikolaï Vatoutine. Pour supprimer les bases de l'OuPA du côté polonais de la frontière, le gouvernement de Varsovie déporta en 1947 les 150 000 Ukrainiens qui y restaient et les réinstalla en majorité dans les territoires allemands annexés à l'ouest de la Pologne (« action Vistule »).

❖ 125- Comment se déroulèrent les dernières années de l'ère stalinienne en Ukraine ?

En 1945, les « collaborateurs » réels ou supposés furent punis, ceux qui avaient été capturés par les Allemands et qui avaient survécu à leur dure captivité furent considérés comme des traîtres et, plus généralement, tous ceux qui avaient vécu sous l'occupation allemande et avaient pu être « contaminés » par elle furent traités comme des suspects. Nikita Khrouchtchov prétendit plus tard que Staline aurait voulu déporter en Sibérie tous les Ukrainiens et n'y aurait renoncé que pour des raisons techniques ! Fait peu connu, les quotas de production démesurés exigés de nouveau des paysans provoquèrent en 1946-47 une nouvelle famine.

Des purges frappèrent, en 1947 et de 1949 à 1952, les intellectuels et les membres du Parti communiste.

Sur tout le territoire ukrainien, mais plus spécialement dans les régions occidentales récemment annexées, le régime entreprit une lutte féroce contre le « nationalisme bourgeois ukrainien ». Bien qu'affaibli depuis 1947, l'OuPA existait toujours, et elle poursuivit sa résistance jusqu'à la mort de son chef, le général Roman Choukhevytch, abattu le 5 mars 1950 ; quelques petites

unités la prolongèrent plus longtemps encore. Cette longue survie dans les conditions d'un régime totalitaire, sans vraie aide extérieure, montre que la résistance bénéficiait d'un fort soutien de la population d'Ukraine occidentale.

Les Églises gréco-catholiques, considérées comme trop patriotiques, furent dissoutes à la faveur de synodes d'ailleurs totalement irréguliers, en 1946 en Galicie et en 1949 en Transcarpathie. Elles continuèrent d'exister clandestinement jusqu'à la fin de l'Union Soviétique.

Pendant qu'en Ukraine toute manifestation de patriotisme ukrainien était réprimée et que le régime glorifiait le peuple russe (vrai vainqueur de la guerre selon Staline), sa langue et sa culture, l'Union Soviétique donnait le change au moyen de concessions symboliques. La République Socialiste Soviétique d'Ukraine fut, en 1945, membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies (comme celle de Biélorussie). Elle signa en 1947-48 divers accords internationaux. En 1949, elle fut, première de toutes les républiques de l'Union soviétique, dotée d'emblèmes d'État à vague coloration nationale : sur le drapeau rouge avec faucille et marteau d'or, les initiales dorées de la république furent supprimées et une bande horizontale bleu ciel ajoutée en bas ; et la version ukrainienne de *L'Internationale* fut remplacée par un hymne particulier (calqué, il est vrai, sur la mélodie de l'hymne soviétique et glorifiant l'union avec la Russie).

❖ 126- Qu'apportèrent à l'Ukraine le « Dégel » et la déstalinisation ?

En 1953, la mort de Staline, la liquidation par ses collègues de Lavrentii Beria (le chef de la police secrète qui avait un moment fait figure de successeur), puis l'affirmation de Nikita Khrouchtchov, ouvrirent une phase de très relative libéralisation, en Ukraine comme dans le reste de l'Union Soviétique. Un Ukrainien, Oleksiï Kyrytchenko, fut nommé premier secrétaire du Parti Communiste Ukrainien, poste jusque-là détenu par des Russes. Néanmoins, le 300^e anniversaire de

l'accord de Péréïaslav (cf. ❖ 66 et 67) et de la prétendue « réunification de l'Ukraine à la Russie » fut célébré dans un esprit de glorification du « grand frère » russe. À cette occasion, la Crimée fut transférée à la République Socialiste Soviétique d'Ukraine. Elle avait été, avant 1941, une république autonome au sein de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie. Son intégration à l'Ukraine, qui répondait à une logique de continuité territoriale et de rationalité économique, était en fait un cadeau empoisonné, car la population criméenne, après l'élimination des Tatars (cf. ❖ 122) était en grande majorité russe et venait accroître le pourcentage de population russophone en Ukraine.

En 1954 toujours, la République Socialiste Soviétique d'Ukraine adhéra à l'UNESCO et au Bureau International du Travail.

Le vrai « Dégel » commença en 1955, avec une amnistie partielle des déportés, et surtout en 1956 avec le XX^e congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et la déstalinisation officielle. L'économie fut quelque peu décentralisée, mais la priorité demeura l'industrie lourde. La situation de la langue ukrainienne s'améliora. Les écrivains et les artistes retrouvèrent une petite marge de liberté. Une opposition semi-clandestine commença à s'exprimer par la voix de l'« auto-édition » (ukr. *samvydav*, russe *samizdat*) de journaux et d'ouvrages officiels. Cependant, pour éviter toute perte de contrôle comme lors de l'« ukrainisation » des années 1920 (cf. ❖ 113), le Parti maintint un cadre idéologique très strict. Une violente campagne antireligieuse débuta en 1957. Khrouchtchov ordonna les assassinats en Allemagne de Lev Rebet (1957) et de Stepan Bandera (1959), chefs de deux fractions de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens. Rappelons aussi qu'il avait été premier secrétaire du Parti en Ukraine de 1938 à 1949 et un exécutant enthousiaste des crimes staliniens...

La libéralisation permit l'éclosion du mouvement dit de « ceux des années soixante » (шестидесятники / *chestydesiatnyky*). Les intellectuels qui y prirent part (Ivan Dziouba, Sviatoslav Karavansky, Valentyn Moroz, Mykhaïlo Osadtchy,

Léonid Pliouchtch, Iévhen Sverstiouk, Ivan Svitlitchny, Viatcheslav Tchornovil...) étaient de tendances différentes, mais avaient en commun le souci de défendre la langue et la culture ukrainiennes.

Le « Dégel » fut de courte durée. Les tendances centralisatrices reprirent le dessus dès 1959, et le russe retrouva une place prééminente dans l'enseignement en Ukraine. En 1961, le XXII^e congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique adopta la thèse suivant laquelle, au sein de l'Union, les nationalités connaissaient un « rapprochement » qui déboucherait à terme sur une « fusion » en un peuple unique – évidemment russophone. Ce raidissement du pouvoir fit naître une opposition plus ferme avec, pour la première fois, la formation d'organisations clandestines radicales comme l'« Union Ukrainienne des Ouvriers et Paysans » de Levko Loukianenko en 1959-60.

❖ 127- Par opposition au « Dégel », les années 1960-80 ont été baptisées la « Glaciation ». Comment l'Ukraine vécut-elle cette dernière phase de la période soviétique ?

Après le complot de palais qui renversa Nikita Khrouchtchov en 1964, la nouvelle équipe dirigée par Léonid Brejnev mena une politique de recentralisation économique et politique. En Ukraine cependant, Petro Chelest, premier secrétaire du Parti de 1963 à 1972, mena une sorte de double jeu. Il affichait un loyalisme sans faille à l'égard de Moscou, tout en essayant de se ménager des marges de liberté internes et de donner aux Ukrainiens l'image d'un (très prudent) patriotisme. La contestation des intellectuels réformistes était tolérée jusqu'à un certain point – Chelest lui-même fut, dit-on, vivement intéressé par le pamphlet d'Ivan Dziouba, *Internationalisme ou russification ?*, qui dénonçait en 1965 la politique de russification culturelle du régime. En revanche, ceux qui mettaient en cause le système lui-même étaient sévèrement réprimés, a fortiori les groupes clandestins comme le « Front National Ukrainien » démasqué en 1967. Après le Printemps de Prague et les événements de Tchécoslovaquie (1968), la chasse

au « nationalisme bourgeois ukrainien » et à toute autre forme d'opposition s'intensifia. En 1971-72, l'État s'attaqua particulièrement à l'auto-édition contestataire.

En 1972, Petro Chelest fut démis de ses fonctions. Bien qu'il ait retrouvé brièvement un poste honorifique à Moscou, il est clair que la direction soviétique lui reprochait un ukrainisme trop affiché – on critiquait spécialement son livre *Ô notre Ukraine soviétique* (1970) pour ses accents excessivement patriotiques. Il fut remplacé par Volodymyr Chtcherbytsky, instrument plus docile du centre.

L'éviction de Chelest ouvrit une période de russification particulièrement intense et durable. Des 1972-73, des procès firent disparaître de la scène les intellectuels les plus remuants. Dans la presse, l'enseignement, la vie publique, les spectacles, l'ukrainien recula devant le russe, surtout dans les villes d'Ukraine centrale et orientale. À partir de 1973, toutes les thèses universitaires durent être rédigées en russe. Chelest rapporte ces propos, privés mais révélateurs, de Brejnev : *« Je travaillais dans une usine quand on a introduit l'ukrainisation [de 1923-29 ; cf. ❖ 113] – c'était quoi, c'était une absurdité, une rigolade. Et d'ailleurs la langue ukrainienne, c'est un jargon du russe. »* La culture ukrainienne, toujours présentée comme moins riche et importante que celle du « grand frère » russe, se vit menacée de muséification et de folklorisation. La même politique touchait d'ailleurs peu ou prou tous les peuples non russes de l'Union. En 1979, à la conférence de Tachkent, le Parti adopta la théorie suivant laquelle existait désormais un « peuple soviétique », « nouvelle communauté historique » appelée évidemment, à long terme, à ne plus parler que le russe.

L'opposition chercha de nouveaux moyens de s'exprimer et s'appuya sur les accords d'Helsinki (1975), par lesquels l'Union Soviétique faisait reconnaître sa mainmise sur l'Europe centrale et orientale en échange de vagues garanties sur les « droits de l'homme ». Ceux que l'on allait appeler les « dissidents », en Ukraine comme ailleurs, feignirent de prendre au mot ces

accords pour en exiger l'application. Un « Groupe Ukrainien Helsinki » fut ainsi créé en 1976, avec une composition qui varia au fil des arrestations jusqu'à sa suppression totale en 1981. Contre les opposants ukrainiens, le régime pratiqua aussi l'expulsion à l'étranger, et même l'assassinat (le compositeur Volodymyr Ivasiouiuk fut « suicidé » en 1979).

Dès le tournant des années 1970 et 1980, toutefois, les premiers signes annonciateurs du déclin soviétique étaient perceptibles : les difficultés de la guerre en Afghanistan, les événements de Pologne qui contraignirent pour la première fois un pouvoir communiste à admettre un contre-pouvoir (le syndicat Solidarność), la fermeté de dirigeants occidentaux comme le président américain Ronald Reagan... L'affaire polonaise, particulièrement, éveilla des échos en Ukraine occidentale.

❖ 128- Quels effets la politique de Mikhaïl Gorbatchov eut-elle en Ukraine ?

Mikhaïl Gorbatchov fut nommé premier secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique en 1985, avec pour mission de moderniser le système. Il lança pour ce faire les deux politiques dites de « restructuration » (*perestroïka*, en ukrainien *pereboudova*) et « transparence » (*glasnost'*, ukr. *hlasnist'*). En Ukraine, elles se heurtèrent à la résistance des instances locales du parti et de leur chef Volodymyr Chtcherbytsky. L'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl' (26 avril 1986) ouvrit cependant la voie à une critique virulente du régime en Ukraine.

En 1987 et 1988 intervinrent les premières libérations de « dissidents » et les premières créations d'associations politico-culturelles indépendantes du pouvoir. En 1989 apparurent la « Société de la Langue Ukrainienne Taras Chevtchenko », vouée à la défense et à la promotion de l'ukrainien, et surtout le « Mouvement Populaire Ukrainien pour la Reconstruction » [au sens gorbatchévien du terme], souvent appelé le « Roukh » (ukr. *pyx / roukh* « mouvement »).

Ce dernier, comme les organisations du même type formées dans les autres républiques (*Sajudis* lituanien, *Adradjen'ne* biélorussien...), devait soutenir les réformes du centre. Il devint rapidement un mouvement patriotique, qui joua un rôle essentiel dans la marche de l'Ukraine vers l'indépendance. Il comptait 280 000 membres à la fin de l'été 1989.

Une presse « informelle », ni reconnue officiellement ni vraiment interdite, fleurit. Les Églises ukrainiennes indépendantes de Moscou se reformèrent : l'Église orthodoxe autocéphale en 1989, l'Église gréco-catholique en 1990. Un mouvement « néo-cosaque » se constitua. Une activité culturelle intense se développa, avec une focalisation particulière sur les questions linguistiques et historiques.

Le 28 septembre 1989, Volodymyr Chtcherbytsky fut démis de ses fonctions de premier secrétaire du Parti Communiste d'Ukraine. Le 28 octobre, l'ukrainien fut déclaré langue officielle de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine.

À partir de 1989, une partie des Tatars de Crimée (les déportés de 1944 et leurs descendants) commença à revenir dans la péninsule, dans des conditions économiques et politiques difficiles : hostilité des autorités locales, manque de logements et de travail, etc.

❖ 129- Comment la chute du système soviétique en 1991 conduisit-elle à l'indépendance de l'Ukraine ? Était-ce inévitable ?

Mikhaïl Gorbatchov, dépassé par le processus qu'il avait lancé, critiqué par les « conservateurs » du parti qui lui reprochaient son aventurisme, se lança dans une sorte de course en avant. En 1990, il leva l'ultime tabou en abolissant le monopole politique du Parti Communiste et en autorisant des élections partiellement libres. Jusqu'à la fin, il demeura persuadé que le régime pouvait être sauvé par la réforme ; et jusqu'à la fin, il crut que l'édifice fédéral soviétique résisterait – sauf peut-être dans les pays baltes – aux pressions des patriotismes locaux.

En Ukraine comme ailleurs, la situation était agitée. De grandes grèves ouvrières eurent lieu en 1989 et 1990 dans le Donbas à l'est du pays, avec des revendications à la fois socio-économiques et politiques. Des manifestations patriotiques de grande ampleur eurent lieu (chaîne humaine de janvier 1990, « Journées de la gloire cosaque » en août 1990). Les élections de mars 1990 donnèrent – de façon prédéterminée – un quart des sièges au « Bloc Démocratique » dominé par le Roukh. De nombreux partis politiques se formèrent durant l'année 1990.

Les communistes locaux commencèrent à se rallier à une revendication nationale dont ils pouvaient mesurer la puissance croissante. Le 16 juillet 1990, à l'instar de diverses autres républiques (dont la Russie quelques jours plus tôt), l'Ukraine adopta une « Déclaration de souveraineté étatique ». Elle affirmait la suprématie de la constitution et des lois de la république sur son territoire, et les droits de l'Ukraine à la gestion de ses ressources nationales, à une citoyenneté distincte, à son armée, à sa monnaie, et à sa diplomatie propres : tous les attributs de l'indépendance. Le « Conseil Suprême », le parlement de l'Ukraine soviétique, adopta ce texte par 225 voix contre 4 et le compléta le 3 août 1990 par une loi sur l'indépendance économique.

Dans une ultime tentative pour sauver une Union soviétique qui craquait de toutes parts, Mikhaïl Gorbatchov proposa la négociation d'un nouveau traité et la création d'une « Union des Républiques Socialistes Souveraines ». Un référendum organisé sur ce projet le 17 mars 1991 lui donna une large majorité, mais les motivations des électeurs étaient très diverses. En Ukraine, l'idée d'une nouvelle Union fut approuvée par 70,5 % des votants, certains y voyant une étape supplémentaire vers la pleine souveraineté, d'autres la garantie d'une unité maintenue avec les autres républiques. Les électeurs de Galicie et de Kiev avaient en majorité voté contre le projet.

Le 19 août 1991, une fraction de la direction soviétique, considérant que les réformes de Gorbatchov avaient conduit à l'anarchie, tenta un coup d'État militaire et policier.

L'entreprise échoua piteusement, grâce notamment à la réaction vigoureuse du président russe Boris Ieltsine.

En Ukraine, le gouvernement et le Conseil Suprême étaient demeurés remarquablement prudents, attendant de savoir qui l'emporterait à Moscou, tandis qu'une partie des communistes locaux soutenait les putschistes. L'échec du coup d'État ajouta au discrédit du Parti, dont même les dirigeants ukrainiens qui en étaient issus voulurent se désolidariser. Ces mêmes dirigeants comprirent que l'ancienne Union Soviétique ne serait jamais restaurée, que Mikhaïl Gorbatchov et son projet de nouvelle fédération étaient irrémédiablement affaiblis, et qu'eux-mêmes auraient une meilleure chance de sauvegarder leurs positions dans une structure distincte.

Le 24 août 1991, le Conseil Suprême proclama la pleine indépendance de l'Ukraine (l'appellation de « République Socialiste Soviétique » était abandonnée), sous réserve d'un référendum de confirmation. Les emblèmes soviétiques furent remplacés par ceux de la première indépendance. Pour l'opposition patriotique, c'était l'aboutissement d'un rêve séculaire et le point culminant du mouvement national ranimé depuis 1989. Pour la majorité communiste ou ex-communiste, c'était un ralliement résigné à cette vague patriotique qu'elle espérait à présent diriger à son propre profit.

Le 1^{er} décembre 1991, le référendum donna une majorité écrasante de 90,35 % des suffrages exprimés à l'indépendance de l'Ukraine ; toutes les parties du pays, y compris les régions orientales les plus russifiées et la Crimée majoritairement peuplée de Russes, se prononcèrent pour l'indépendance. Le même jour, Léonid Kravtchouk, l'un des hauts responsables du Parti Communiste ralliés à la cause nationale (et qui avait signé l'interdiction dudit Parti le 30 août !), fut élu président au premier tour avec 62 % des voix.

Le 5 décembre 1991, le Conseil Suprême de l'Ukraine constata la nullité du traité fondateur de l'Union Soviétique en 1922. Le 7 décembre, les présidents ukrainien, russe et biélorussien firent de même avant de créer une « Communauté des États

Indépendants » qui n'était pas une nouvelle fédération, mais une organisation de coopération internationale.

L'indépendance de l'Ukraine fut ainsi obtenue dans des conditions bien différentes de celles de 1918, et beaucoup moins tragiques. Fut-elle un simple sous-produit de l'effondrement du système soviétique, disloqué par les réformes de Mikhaïl Gorbatchov, ou le résultat des efforts du mouvement national ? En réalité, toute l'histoire de l'Ukraine sous domination russe montre l'existence permanente d'un puissant courant patriotique, prêt à s'exprimer dès que le libéralisme ou l'affaiblissement du centre russe le lui permettait (lors des remissions accordées à l'Hetmanat ; au début du règne d'Alexandre II ; en 1917-18 ; en 1941 ; lors du « Dégel »...). Il n'y avait peut-être pas, dans l'Ukraine de 1990, des millions d'Ukrainiens prêts à défier le régime soviétique pour lui arracher l'indépendance. Mais lorsque le pourrissement du système offrit une chance, la population la saisit. Des Russes amers ont ironisé sur les « rats quittant le navire » ou le « vote pour le saucisson ». Les Ukrainiens pouvaient croire qu'un développement indépendant améliorerait plus rapidement leur vie ; mais ils pouvaient tout aussi bien redouter ce saut dans l'inconnu. Pour qui a vu l'Ukraine dans les derniers mois du régime soviétique, la réalité de l'enthousiasme patriotique ne fait aucun doute.

❖ 130- Quel a été le rôle politique et culturel de l'émigration ukrainienne durant les dernières décennies de l'Union soviétique ?

L'émigration politique ukrainienne en Europe occidentale et dans le Nouveau Monde a été renforcée à deux reprises : à la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis au cours des années 1970-1980 avec l'expulsion de « dissidents » tels que Valentyn Moroz ou Léonid Pliouchtch.

Sur le plan politique, les communautés d'émigrés ont longtemps reproduit les schémas politiques des années 1930-1940, voire pour certains ceux de l'époque de la révolution, avec leurs

divisions en républicains, hetmanistes, et surtout nationalistes de diverses obédiences. Les assassinats des chefs de deux des branches de l'OOU en 1957-59 (cf. ❖ 126) suggèrent que le régime soviétique redoutait encore quelque peu cette émigration politique. Jusqu'aux années 1980 d'ailleurs, la propagande soviétique dirigée contre elle a paradoxalement contribué à lui donner de l'importance.

L'émigration a aussi eu un rôle de conservation et de diffusion d'une histoire, d'une science, d'une culture nationales occultées en Ukraine soviétique. On peut citer l'activité de l'Université Ukrainienne Libre de Munich, de l'Institut de recherche ukrainien de Harvard et de la Société Scientifique Chevtchenko en France.

De façon générale, l'utilité des émigrés ukrainiens (en tout cas de leur partie consciente et organisée) a été de servir de *memento* à l'égard du monde occidental et de caisse de résonance à des revendications ukrainiennes qui ne pouvaient s'exprimer qu'en exil.

ÉPILOGUE

Questions d'histoire récente et d'actualité

❖ 131- Quels ont été les principaux problèmes de l'Ukraine post-soviétique ?

Les problèmes les plus visibles du nouvel État ukrainien étaient – et sont encore dans certains cas – d'ordre économique et social. L'économie « socialiste » ukrainienne, complètement imbriquée dans celle du reste de l'ex-Union soviétique, a dû se muer en économie de marché autonome, quoique lourdement dépendante de l'extérieur (et surtout de la Russie) pour son approvisionnement en énergie. L'ancienne classe dirigeante, restée de fait au pouvoir, et quelques aventuriers (les fameux « oligarques »), se sont beaucoup enrichis au cours de ce processus interminable de transition qui a en revanche paupérisé des millions d'Ukrainiens. Les années 1991-1994 ont été marquées par la chute de la production et l'inflation. Ce n'est que dans la seconde moitié des années 1990, en particulier après l'introduction en 1996 d'une nouvelle monnaie plus stable (la *hryvnia*), que la situation a commencé à se redresser.

Un autre aspect préoccupant de la situation est la chute de la démographie, entamée d'ailleurs dès la fin de l'époque soviétique. La population de l'Ukraine, qui comptait 52 millions de personnes en 1992, est tombée aujourd'hui (2019) à moins de 45 millions. La cause principale en est la faible natalité, aggravée par l'émigration économique. L'état sanitaire de cette population dans les premières années de l'indépendance était franchement mauvais, du fait de la désorganisation et de la « privatisation » du système de santé (sans parler des conséquences durables de la catastrophe de Tchernobyl').

Derrière ces problèmes très concrets et bien connus, il faut en signaler d'autres : le poids persistant du passé russo-soviétique

dans la mentalité de beaucoup d'Ukrainiens ; les dysfonctionnements d'un système « démocratique » sans racines historiques profondes ; les différences de culture politique entre les régions de l'Ukraine, avec des tendances centrifuges en Crimée et dans l'extrême est du pays ; l'absence de renouvellement radical de la classe dirigeante après 1991, et ses conséquences sur le rythme trop lent de transformation du pays... Ils se ramènent pour l'essentiel à ce que l'on pourrait appeler un « trouble de la personnalité » à l'échelle du pays. La russification n'avait pas seulement relégué la langue ukrainienne dans une position subalterne qui laissait présager son extinction à terme. Elle avait très profondément dévalorisé, aux yeux des Ukrainiens eux-mêmes, leur culture et leur identité.

Au contraire des États baltes, l'Ukraine n'a pas fermé d'un coup et renié en totalité la parenthèse soviétique (ce que Lettons, Estoniens et Lituanais avaient fait symboliquement en restaurant pour un temps leurs constitutions d'avant l'annexion de 1940). Si une sorte d'idéologie patriotique de commande a remplacé dès 1991, dans le discours officiel, l'idéologie communiste et le culte obligatoire du « grand frère » russe, la désoviétisation psychologique complète s'est avérée difficile. Un autre symptôme de ces problèmes d'identité était la situation des Églises orthodoxes en Ukraine, divisées entre une branche d'obédience russe (patriarcat de Moscou), une branche indépendante depuis 1992 (patriarcat de Kiev), et l'Église orthodoxe autocéphale ukrainienne qui existait en exil avant 1989.

Il y a aussi, bien sûr, l'attitude de la Russie. Le premier président de la Fédération de Russie, Boris Ieltsine, s'était résigné par réalisme à l'indépendance de l'Ukraine. Son successeur à partir de 2000, Vladimir Poutine, et son entourage, considéraient l'Ukraine comme un État artificiel, largement composé de territoires « russes » et qui risquait en outre de devenir un instrument de l'Union Européenne et des États-Unis.

Pour autant, les craintes (ou les espoirs de certains !) de voir l'Ukraine reperdre rapidement son indépendance, ou se diviser en une partie occidentale « européenne » et une partie orientale « eurasienne » ne se sont pas concrétisées. L'État ukrainien s'est lentement consolidé.

❖ 132- Comment comprendre les surprenants zigzags de la politique ukrainienne de cette période, en particulier les deux révolutions de 2004 et 2014 ?

Après Léonid Kravtchouk, rendu très impopulaire par la catastrophe économique du début de l'indépendance et battu à des élections anticipées en 1994, l'Ukraine fut dirigée pendant dix ans par Léonid Koutchma. Cette décennie vit le début d'un redressement économique, la poursuite de l'organisation de l'État (adoption de la constitution en 1996), le maintien de sa souveraineté – alors que Koutchma passait initialement pour « pro-russe ». Mais les pratiques politiques et financières du président étaient pour le moins douteuses ; il fut même compromis dans l'assassinat en 2000 du journaliste Gongadzé. À la fin de la période, l'informel « parti du pouvoir », très déconsidéré, était prêt à tout pour se maintenir aux affaires.

L'élection présidentielle d'octobre-novembre 2004 opposa principalement Viktor Ianoukovytch, dernier premier ministre de Koutchma (et ancien criminel de droit commun), à Viktor Iouchtchenko, soutenu par une coalition « nationale-démocrate ». Elle fut marquée par une tentative, jamais élucidée, d'empoisonnement de Iouchtchenko en pleine campagne électorale, puis par des fraudes massives en faveur du candidat du pouvoir. À l'issue du second tour, Ianoukovytch fut proclamé vainqueur.

L'ampleur du trucage souleva alors une vague d'indignation inattendue : la « Révolution Orange » (du nom de la couleur de ralliement des opposants). Des actions de protestations furent organisées dans différentes villes. Des manifestants venus de toute l'Ukraine vinrent camper à Kiev sur la Place de l'Indépendance (*Maïdan Nezalejnosti*) – dans l'ordre et

sans violence. Au terme d'une épreuve de force de plusieurs semaines, les opposants obtinrent un « troisième tour » qui vit la nette victoire de Viktor Iouchtchenko. La charismatique et populaire héroïne de la révolution, Ioulia Tymochenko, devint premier ministre.

L'ancien « parti du pouvoir » et nombre de Russes ont vu dans ce mouvement une entreprise préméditée de déstabilisation conduite avec l'aide des États-Unis. Le soutien occidental est avéré, tout comme, en face, le soutien russe à Viktor Ianoukovytch dont Vladimir Poutine s'empressa maladroitement de reconnaître la victoire falsifiée. Mais l'ampleur du mouvement démontre son authenticité : ce fut une véritable réaction de masse contre des dirigeants corrompus et arrogants au point de prendre trop visiblement leurs électeurs pour des imbéciles.

Le mandat de Viktor Iouchtchenko, d'orientation patriotique et pro-occidentale, fut marqué par diverses péripéties politiciennes (Ianoukovytch fut même premier ministre en 2006-2007 !). L'opinion déçue se retourna contre le camp « orange » divisé et, en 2010, c'est Ianoukovytch qui fut élu.

Peu intelligent, avide, parlant mal l'ukrainien, le nouveau président prit une ligne jugée par beaucoup antinationale : prolongation de 25 ans du bail russe à Sébastopol, loi sur les langues minoritaires visant à redonner au russe un statut officiel, relecture de l'histoire dans un sens russo-soviétique, etc. Des opposants, dont Ioulia Tymochenko, furent emprisonnés à l'issue de procès contestables. En novembre 2013, le refus de signer l'accord d'association à l'Union Européenne longuement négocié provoqua un nouveau mouvement massif d'opposition, baptisé par la suite « Révolution de la Dignité ». Ianoukovytch ne sut pas négocier à temps et son sort fut scellé par la fusillade du 20 février 2014 sur la Place de l'Indépendance à Kiev, qui fit plus de 80 morts et 600 blessés parmi les manifestants. Paniqué, le président s'enfuit en Russie. Le parlement le destitua et désigna Oleksandr Tourtchynov comme chef d'État par intérim.

Les élections de 2014, tenues dans les difficiles conditions d'une intervention russe directe et indirecte (cf. ❖ 134 et 135), consacrèrent le retour à une politique d'inspiration patriotique et « pro-européenne ». L'industriel et homme d'affaires Petro Porochenko, qui fut élu président contre Ioulia Tymochenko, était un candidat de compromis qui avait travaillé avec ses trois prédécesseurs.

❖ 133- La révolution de 2014 a été considérée par le pouvoir russe comme un « coup d'État » et l'arrivée au pouvoir d'une « junte » « nationaliste » ou « fasciste ». Dans quelle mesure est-ce vrai ?

Ces termes sont évidemment inappropriés. La destitution de Ianoukovytch n'a pas suivi la lettre de la constitution, mais il était déjà en fuite, et on ne peut contester la légitimité du nouveau pouvoir issu des élections présidentielles et parlementaires de 2014.

Des groupes nationalistes ont pris part, comme beaucoup d'autres, à la « Révolution de la Dignité ». L'assimilation de leur idéologie, qui s'inspire largement de celle de l'ancienne OOU (cf. ❖ 119), au fascisme ou au national-nationalisme est simpliste. L'influence réelle des nationalistes radicaux en Ukraine a été mesurée lors du scrutin présidentiel de 2014 : les deux candidats de cette mouvance ont recueilli au total moins de 2 % des voix. Les « nationalistes » sont également très minoritaires au parlement. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que la révolution, puis le conflit avec la Russie (cf. ❖ 134 et 135) ont valorisé, dans de larges couches de la population ukrainienne, certaines idées, certaines figures (comme Stepan Bandera), certains symboles (comme le drapeau rouge et noir de l'ancienne OOU-B).

En ce qui concerne un point souvent évoqué, le parlement ukrainien a symboliquement abrogé le 23 février 2014 la loi de 2012 sur les langues minoritaires, ce que la Russie a interprété comme une atteinte aux droits des russophones.

Mais cette abrogation restaurait seulement le système précédemment en vigueur (depuis 1989, à la fin du système soviétique) – et le président par intérim Tourtchynov, soucieux justement d'éviter tout conflit sur ce thème, ne la promulgua pas ! Du point de vue ukrainien, le soutien à la langue n'est pas une entreprise d'ukrainisation artificielle et forcée, mais une correction des dégâts causés par la russification.

❖ 134- En 2014, la Russie a annexé la Crimée. N'avait-elle pas le droit moral de récupérer cette terre à majorité russe ?

La population criméenne est en effet majoritairement russe, bien que moins nettement depuis le retour partiel des Tatars (cf. ❖ 128). Au recensement de 2001, les Russes étaient 59 %, les Ukrainiens 24 %, les Tatars 12 %, avec 5 % de minorités diverses. Les Ukrainiens de Crimée et d'autres étant en grande partie russophones, la langue russe domine très largement. Mais ce n'est pas le seul aspect à prendre en considération.

Le dossier criméen a posé problème à l'Ukraine dès son indépendance. Le 12 février 1991, une République autonome de Crimée fut créée au sein de l'État ukrainien (le grand port militaire de Sébastopol devenant une municipalité à statut spécial, non intégrée à cette république). Entièrement dominée par la majorité russe locale, elle manifesta en 1992 et 1994 des velléités d'indépendance ouvertement soutenues par la Russie. La situation parut se stabiliser après l'adoption des nouvelles constitutions criméennes de 1995 et 1998 et le partage de la Flotte de la mer Noire en 1997, la Russie louant les installations portuaires de Sébastopol.

De leur côté, les Tatars de Crimée, représentés par leur propre *Kouroultai* (assemblée) et son organe exécutif le *Medjlis*, avaient une attitude globalement loyale à l'Ukraine, mais les gouvernements ukrainiens successifs ne firent pas grand-chose pour leur intégration économique et politique.

Malgré des tensions persistantes, la majorité de la population criméenne (72,3 % selon une enquête de 2004) s'accommodait de l'autonomie au sein de l'Ukraine.

À la fin de février 2014, après la chute de Ianoukovytch, des troupes russes occupèrent par surprise les institutions et les points stratégiques de la péninsule, sous prétexte de protéger la population russe des « putschistes » de Kiev. Le 6 mars, le parlement de la République Autonome de Crimée demanda le rattachement de la péninsule à la Russie, avant de proclamer l'indépendance le 11 mars. Le 16 mars, un référendum hâtif approuva finalement l'intégration à la Russie par 96,6 % des suffrages exprimés. Selon le Medjlis des Tatars de Crimée – mais aussi, ce qui est plus surprenant, le Conseil pour la Société Civile et les Droits de l'Homme auprès du Président de la Fédération de Russie (avis du 5 mai 2014) – la participation réelle aurait été de 30 à 50 %, avec un vote en faveur de la Russie de 50 à 60 %. Le 18 mars 2014, la République Autonome de Crimée fut officiellement incorporée à la Fédération de Russie. La majorité des États ne reconnaît pas cette annexion.

L'affaire de Crimée est apparemment un cas classique d'opposition entre le droit international (les frontières de l'Ukraine étant reconnues et garanties par différents traités, signés notamment par la Russie) et le droit des peuples. Mais dans cette dernière perspective, outre le caractère extrêmement douteux du référendum de 2014, se pose le problème du respect des droits des Ukrainiens de Crimée et de ceux des Tatars, peuple minoritaire mais véritablement indigène de la péninsule, dont les représentants qualifiés n'ont pas admis l'annexion russe. Indépendamment des vieilles aspirations russes à reprendre la Crimée, les événements de 2014 étaient évidemment des représailles contre l'éviction du président « pro-russe » Ianoukovytch. Il en va de même du conflit en Ukraine orientale.

❖ 135- Ce conflit est-il une guerre civile ou une guerre ukraino-russe ?

Il concerne le bassin industriel du Donets ou « Donbass », dans les régions de Donetsk et Louhansk (à majorité ethnique ukrainienne, mais très russifiées linguistiquement). Au lendemain de la révolution de 2014, des groupes armés

d'opposants au nouveau pouvoir occupèrent des bâtiments publics et réclamèrent l'autonomie puis l'indépendance. Une « République Populaire de Donetsk » fut proclamée le 7 avril 2014, suivie d'une « République Populaire de Louhansk » le 27 avril. L'extension de ces structures séparatistes dans les deux régions concernées, et l'éventuelle contagion du mouvement à d'autres régions du sud et de l'est de l'Ukraine, furent arrêtées par une réaction militaire vigoureuse à laquelle contribuèrent beaucoup de nombreuses unités de volontaires.

Les deux « républiques populaires », qui ont envisagé un moment de s'unir en une fédération de « Nouvelle-Russie », ne contrôlent que la partie orientale des régions de Donetsk et Louhansk. Elles se réclament de références russes impériales et soviétiques assez confuses et surtout d'une virulente opposition au « nationalisme ukrainien ». Malgré les dénégations russes, il est évident que leur création a largement été l'œuvre de forces armées russes et qu'elles ne survivent que sous perfusion militaire et économique de la Russie. Le « processus de Minsk » engagé en septembre 2014 n'a pas permis de régler le conflit – dont l'issue dépend en fait surtout de l'attitude russe.

Ce conflit à la fois interne et externe illustre deux phénomènes. Le premier est le refus de l'identité ukrainienne par une frange des Russes et des Ukrainiens russifiés des régions de l'est et du sud, qui rejettent le nouveau récit national et la place croissante reconquise par la langue d'État. Lors de la future réintégration des prétendues « républiques populaires » dans le cadre ukrainien, plus généralement dans la gestion des questions linguistiques et identitaires, le pouvoir ukrainien devra faire montre de subtilité.

Il lui faudra chercher un équilibre entre la volonté légitime de réukrainisation et les sensibilités locales nées de cette histoire même à laquelle la politique actuelle tente de remédier.

Le second phénomène est, en sens inverse, le soutien nouveau apporté à l'idée ukrainienne par une part importante des minorités qui n'y avaient pas adhéré aussi nettement (voire l'avaient combattue) dans le passé. On peut d'ailleurs se

demander si l'épreuve en cours ne contribuera pas au développement d'un nouveau modèle d'identité nationale ukrainienne où, à côté des bases ethnolinguistiques traditionnelles, l'appartenance à un même État, la défense de son existence et de son unité, joueraient un rôle déterminant.

❖ 136- Entre ce conflit, les va-et-vient idéologiques et les difficultés socio-économiques persistantes, quel peut être l'avenir immédiat de l'Ukraine ?

Le mandat présidentiel de Petro Porochenko (2014-2019) a été marqué par de réels progrès en matière de souveraineté et d'affirmation nationale : reconstruction de l'armée, signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne (2014, complété en 2017 par un régime sans visa), lois de « décommunisation » visant à liquider l'héritage soviétique (2015), reconnaissance par le patriarcat de Constantinople de l'autocéphalie de l'Église orthodoxe ukrainienne (2018)... Mais le niveau de vie moyen de la population a trop peu progressé et Porochenko, pas plus que ses prédécesseurs, n'a pu – ou voulu – détruire l'influence des « oligarques » et le système de corruption généralisée auquel ils président. Il n'a pas réussi à régler le conflit du Donbass, qui a fait 13 000 morts en cinq ans.

Aux élections d'avril 2019, le président sortant a été écrasé par un adversaire inattendu : Volodymyr Zelensky, comédien d'origine juive, sans expérience politique ni programme précis, connu pour avoir interprété dans une série télévisée populaire le rôle... du chef de l'État. Le triomphe de Zelensky (73 % des voix au second tour, avec une participation de 62 %) procède d'un rejet massif de toute la classe dirigeante. Les électeurs ont vu, dans l'absence de passé politique du candidat, une garantie de son indépendance par rapport au système en place, alors même qu'il est lié à l'un des « oligarques » les plus connus.

Les scénarios pour l'avenir sont nombreux – mais ici, l'historien doit se taire : sa discipline peut servir à comprendre le présent, non à prédire le futur.

CONCLUSION

Telle est donc l'histoire de l'Ukraine. Plutôt que celle d'un État, comme en France, c'est celle d'une identité enracinée sur un territoire.

Portée par une population dont le fond était en place dès la Préhistoire, cette identité a lentement mûri dans le cadre de diverses formations politiques et culturelles proto-slaves puis slaves, slaves orientales du sud et ruthènes méridionales, enfin proprement ukrainiennes. Elle s'est affirmée fortement à l'époque cosaque, où la conscience nationale s'est définitivement cristallisée face aux Polonais et aux Russes.

Cette identité a survécu aux empires et aux régimes qui avaient voulu la nier et la détruire, et elle a été le moteur et la justification de la renaissance, en 1991, d'une Ukraine indépendante.

Le peuple ukrainien n'est pas traversé indemne l'épreuve des siècles et surtout celle de l'époque soviétique. Il y a perdu une partie de son aire ethnographique traditionnelle, une partie de son potentiel démographique, et surtout une partie de sa personnalité.

L'indépendance n'a pas été le point d'orgue heureux d'une aventure tourmentée. L'Ukraine doit réparer les dégâts de toutes natures qui lui ont été infligés. Elle doit faire sa paix avec elle-même pour trouver sa voie et sa place entre Occident et Russie, avant de relever le défi d'une mondialisation dissolvante des peuples et des cultures.

Il faut souhaiter aux Ukrainiens, qui pour la première fois depuis des siècles peuvent durablement décider de leur propre sort, de savoir et de vouloir survivre comme communauté, dans cet avenir incertain, avec autant d'obstination que dans le passé.

ATLAS

Sommaire


- I-** L'Ukraine : régions historiques et grandes zones naturelles
- II-** L'aire ethnolinguistique ukrainienne traditionnelle
- III-** Les grandes aires culturelles en Ukraine au Chalcolithique (4500-3500 av. J.-C.)
- IV-** Les grandes aires culturelles en Europe orientale et centrale à la fin du Chalcolithique (3200-2200 av. J.-C.)
- V-** Cultures attribuées aux Proto-Slaves ou Proto-Balto-Slaves à l'âge du Bronze
- VI-** La période « cimmérienne » (IX^e-VII^e siècles av. J.-C.)
- VII-** La période scythe (VII^e-III^e siècles av. J.-C.)
- VIII-** Sarmates et Proto-Slaves (II^e siècle av. - II^e siècle ap. J.-C.)
- IX-** Goths et Proto-Slaves (III^e-IV^e siècles)
- X-** Les Slaves au VI^e siècle
- XI-** Les Slaves Orientaux au VIII^e siècle
- XII-** La Ruthénie kiévienne aux X^e-XI^e siècles
- XIII-** La Galicie-Volhynie (« royaume de Ruthénie ») aux XIII^e-XIV^e siècles
- XIV-** La Lituanie-Ruthénie aux XIV^e-XV^e siècles
- XV-** Les terres ukrainiennes dans la *Rzeczpospolita*, 1569-1648
- XVI-** L'Ukraine cosaque, 1648-1667
- XVII-** L'Ukraine cosaque, 1667-1672
- XVIII-** Les territoires ukrainiens après les partages de la Pologne et l'expansion russe au nord de la mer Noire
- XIX-** Les territoires ukrainiens de Russie et d'Autriche-Hongrie en 1914
- XX-** L'Ukraine en 1917-1921
- XXI-** L'Ukraine durant l'Entre-deux-guerres
- XXII-** L'Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale
- XXIII-** La formation territoriale de l'Ukraine actuelle

Légende de la carte I

 Frontière de l'Ukraine

 Forêts

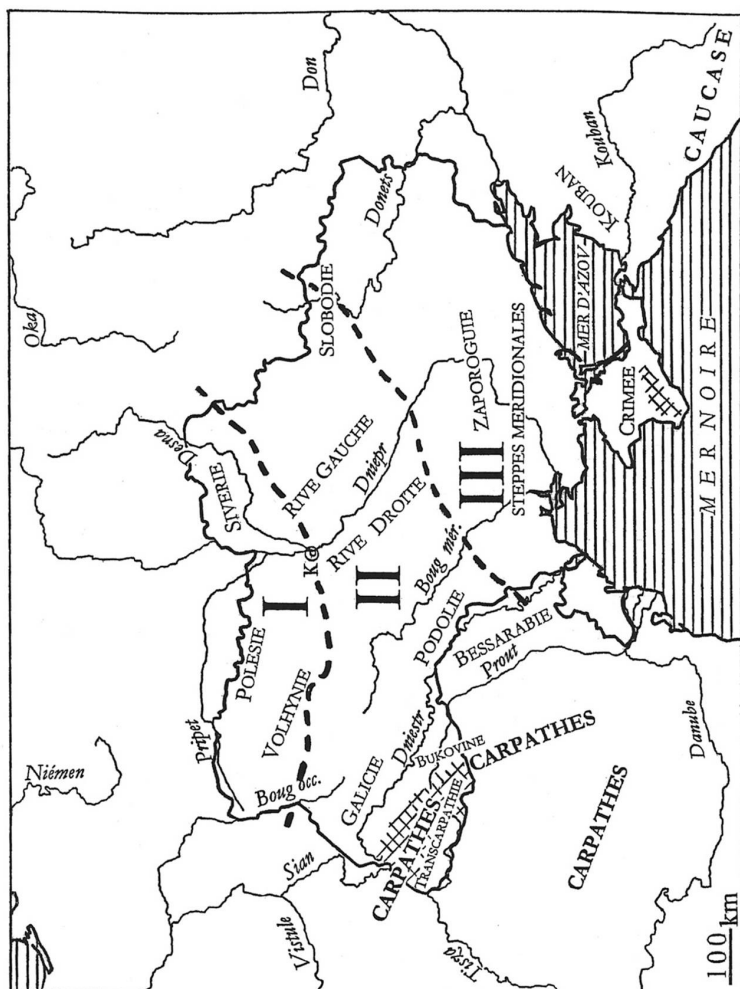
 Steppe boisée

 Steppe herbeuse (mise en culture depuis la fin du XVIII^e siècle)

 Montagnes

❖ CARTE I ❖

L'Ukraine : régions historiques et grandes zones naturelles



Légende de la carte II

- ==== Limite de l'aire ethnolinguistique ukrainienne continue au début du XX^e siècle

- Limites entre les aires dialectales du Nord, du Sud-Ouest, du Sud-Est

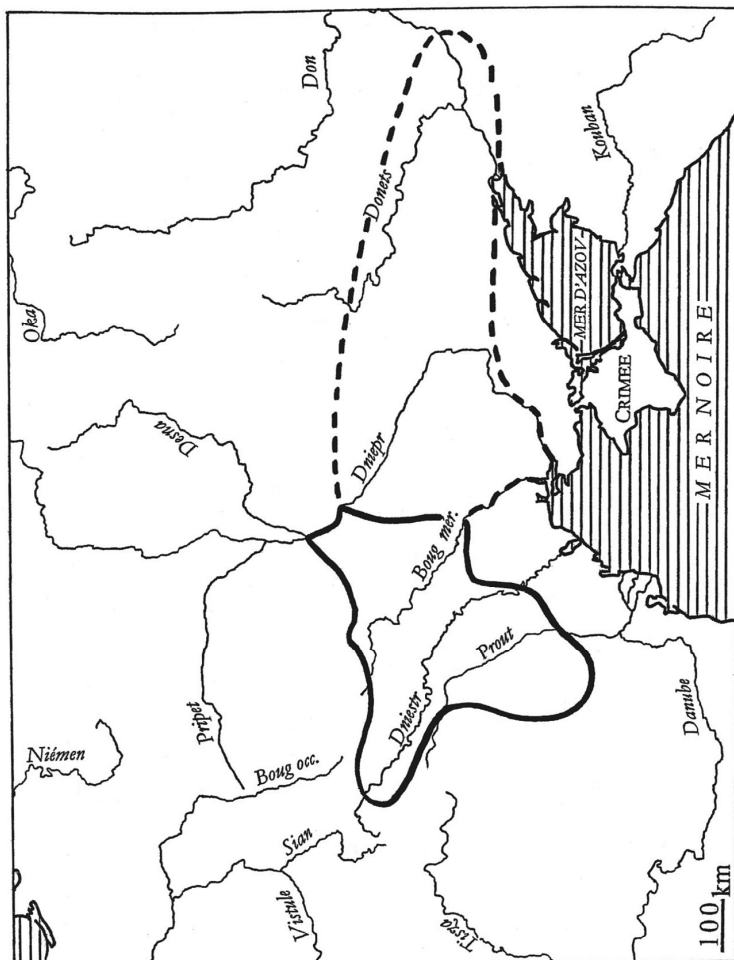
Légende de la carte III

— Extension maximale de la culture de Trypillia

- - - Culture de Serechnii Stih

❖ CARTE III ❖

Les grandes aires culturelles en Ukraine
au Chalcolithique (vers 4500-3500 av. J.-C.)



Légende de la carte IV

— Culture des Tombes à fosse

- - - Culture de la Céramique cordée et des Haches de combat

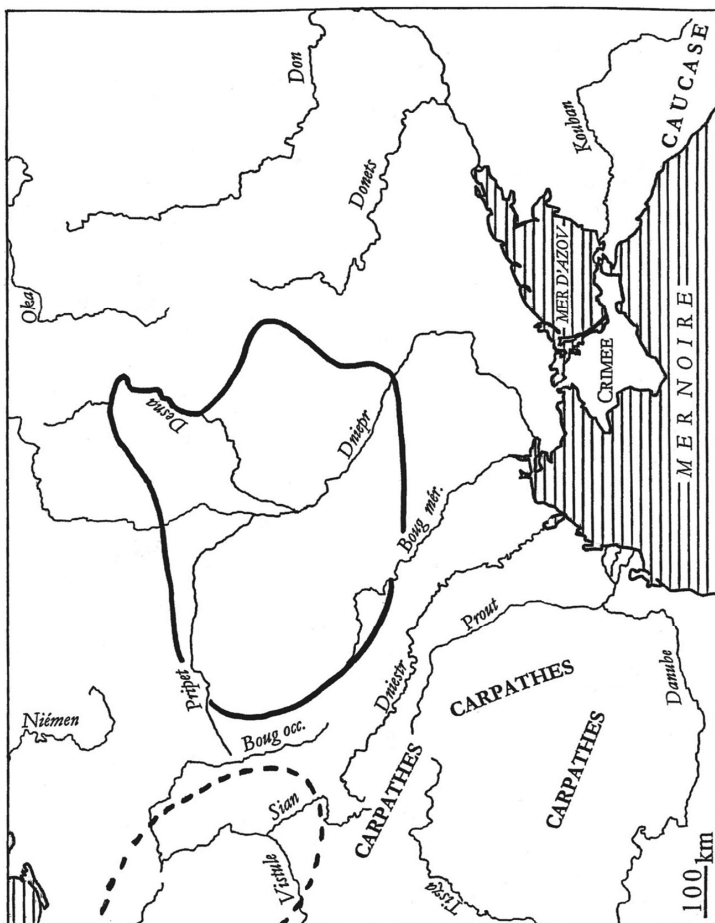
Légende de la carte V

— Culture de Komariv (vers 1650-1200 av. J.-C.)

- - - Culture apparentée de Trzcinniec

❖ CARTE V ❖

Cultures attribuées aux Proto-Slaves ou Proto-Balto-Slaves à l'âge du Bronze



Légende de la carte VI

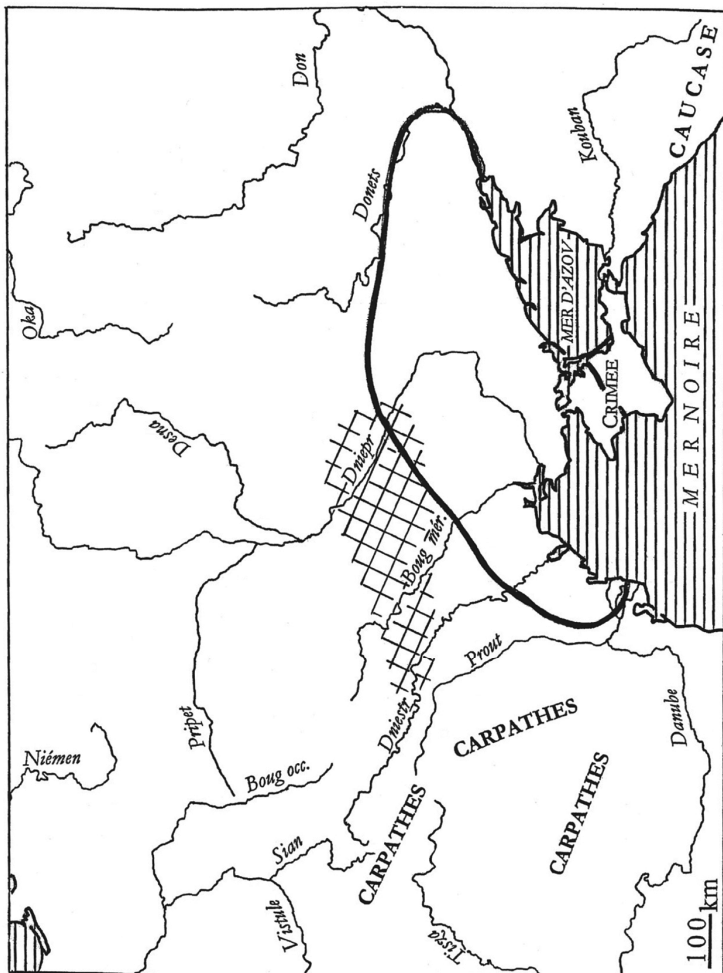
— Aire des trouvailles nomades pré-scythes
(« cimmériennes ») en Ukraine



Culture de Tchernyï Lis (X^e-VII^e siècles av. J.-C.)

❖ CARTE VI ❖

La période « cimmérienne » (IX^e-VII^e siècles av. J.-C.)



Légende de la carte VII

— Scythes nomades de la steppe ukrainienne



Cultures « scythoïdes » sédentaires de la steppe boisée

- - - Autres populations nomades de culture scythe (« groupe de la Tisza » ; « groupe de Transylvanie » ; Scythes du Caucase du Nord)

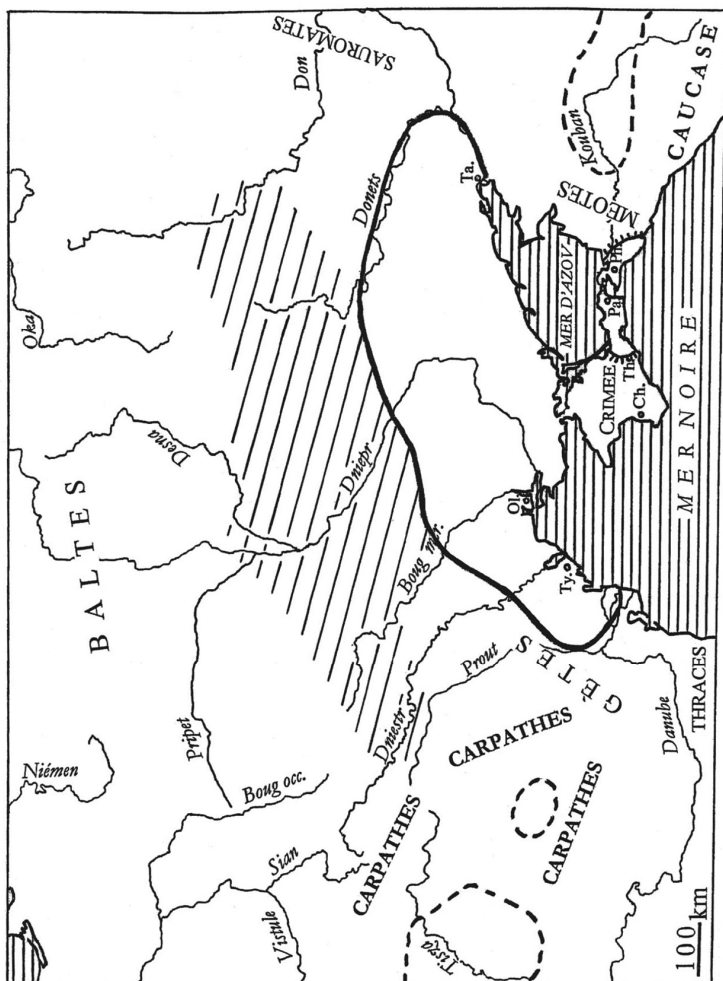
Colonies grecques :

Ty. = Tyras ; **Ol.** = Olbia ; **Ch.** = Chersonèse ;


Th. = Théodosie ; **Pa.** = Panticapée ; **Ph.** = Phanagorie.


▬▬▬ Royaume du Bosphore (à partir de 480 av. J.-C.)

❖ CARTE VII ❖
La période scythe (VII^e-III^e siècles av. J.-C.)



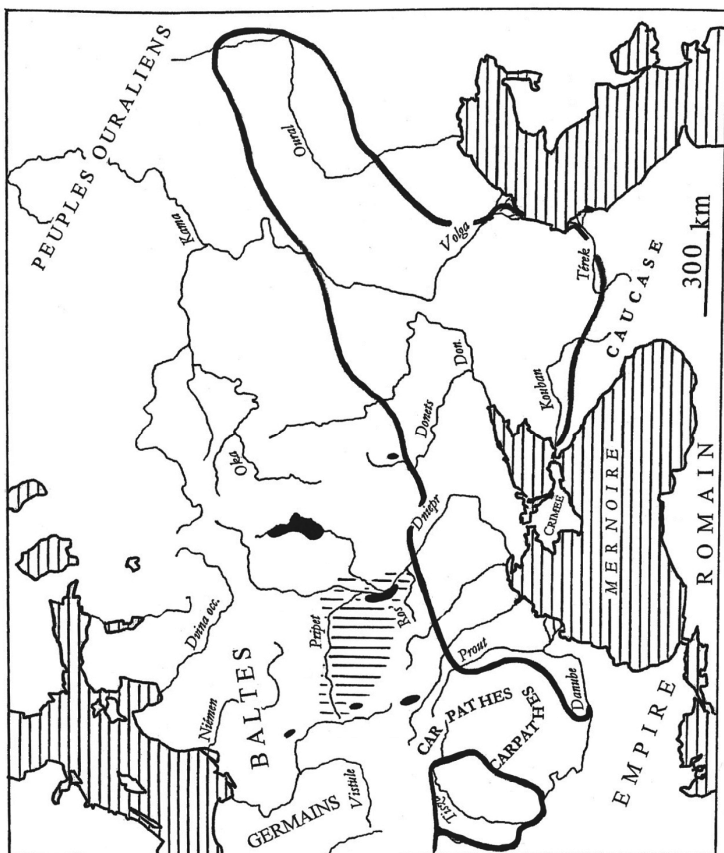
Légende de la carte VIII

 Extension maximale de l'aire culturelle sarmate et alaine au début de notre ère


 Culture de Zaroubyntsi (II^e siècle av. J.-C. – 1^{re} moitié du I^{er} siècle apr. J.-C.)


 Sites « post-Zaroubyntsi » (fin du I^{er} et II^e siècle)

❖ CARTE VIII ❖
Sarmates et Proto-Slaves
(II^e siècle av. J.-C. – II^e siècle ap. J.-C.)

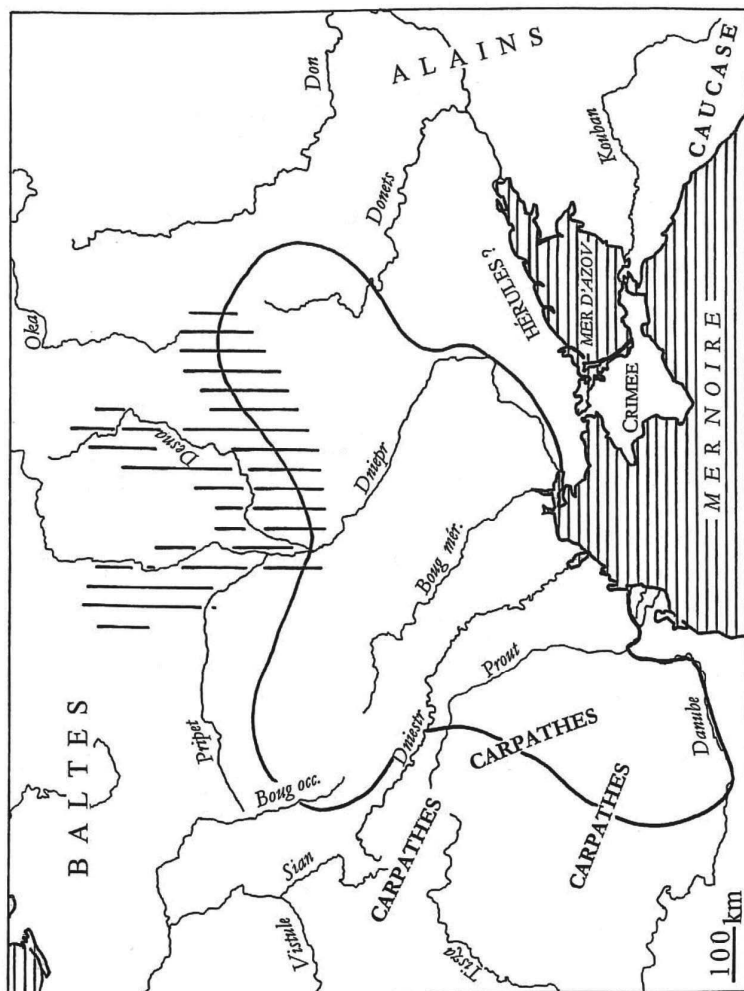


Légende de la carte IX

 Aire de la culture de Tcherniakhiv / Sîntana de Mureş
(expression archéologique de la fédération gothe)

 Culture proto-slave de Kiev

❖ CARTE IX ❖
Goths et Proto-Slaves (III^e-IV^e siècles)



Légende de la carte X

Aires initiales des cultures archéologiques attribuées aux Slaves avant leur grande expansion :



Culture de Prague-Kortchak

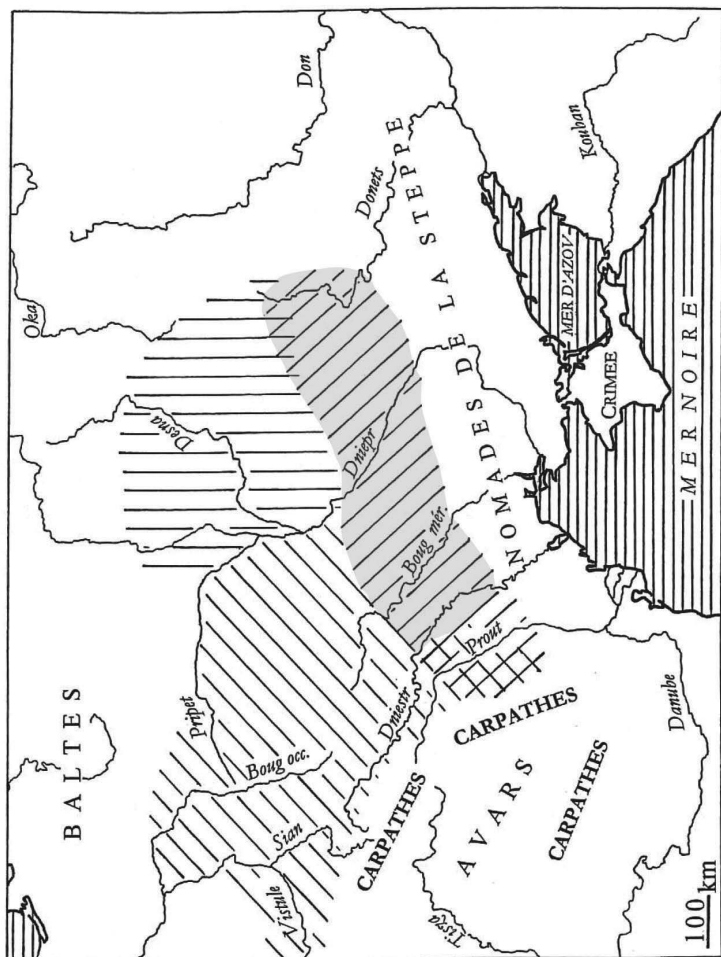


Culture de Penkivka



Culture de Kolotchine

❖ CARTE X ❖ Les Slaves au VI^e siècle



Légende de la carte XI

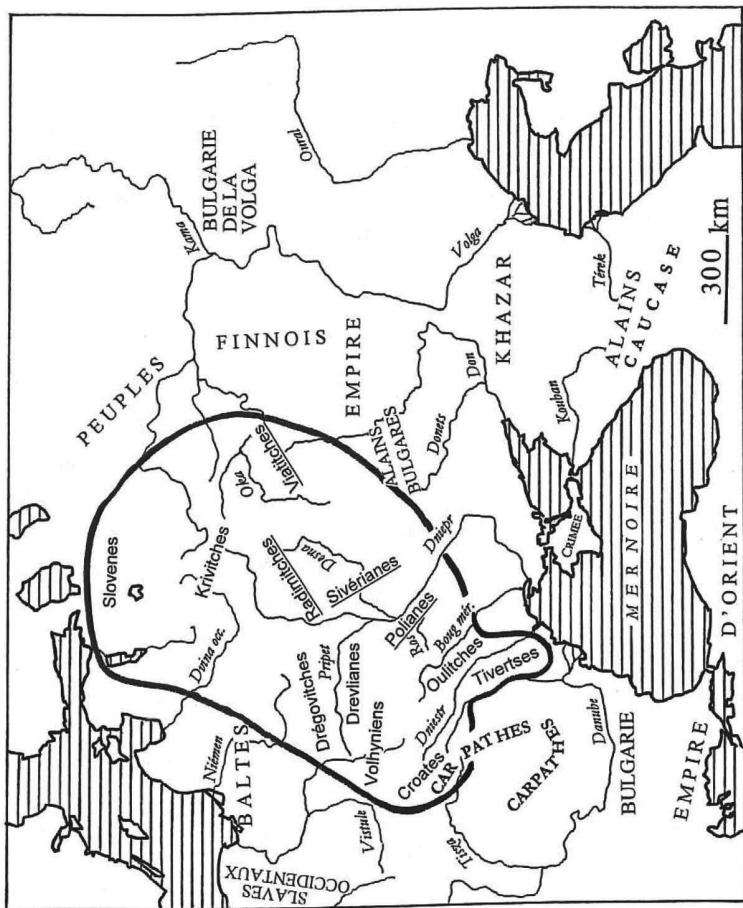
— Aire slave orientale

Volhyniens : tribu slave orientale

Polianes : tribu slave orientale vassale des Khazars

ALAINS : autres peuples

❖ CARTE XI ❖ Les Slaves Orientaux au VIII^e siècle



Légende de la carte XII

— Limite des territoires sous contrôle permanent des grands-princes de Kiev

- - - Limites des principautés les plus importantes

Villes :

H. = Halytch ; **K.** = Kiev ; **N.** = Novgorod-le-Grand ;

NS. = Novhorod-Siverskyï ; **P.** = Péréiaslav ; **Pi.** = Pinsk ;

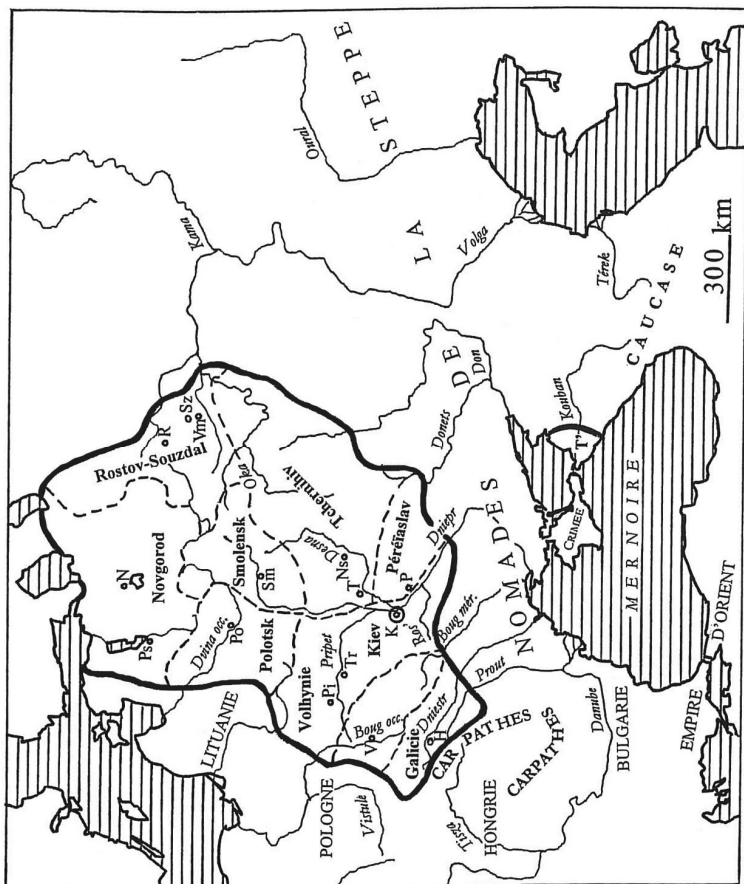
Po. = Polatsk ; **Ps.** = Pskov ; **R.** = Rostov ; **Sm.** = Smolensk ;

Sz. = Souzdal ; **T.** = Tchernihiv ; **T'.** = Tmoutorokan' ;

Tr. = Touraw / Tourov ; **V.** = Volodymyr de Volhynie ;

Vm. = Vladimir.

❖ CARTE XII ❖ La Ruthénie kiévienne aux X^e-XI^e siècles



Légende de la carte XIII

- - - Frontières internationales

..... Limites méridionales des principautés ruthènes vassales
de la Horde d'Or



Principauté de Galicie



Principauté de Volhynie

Villes :

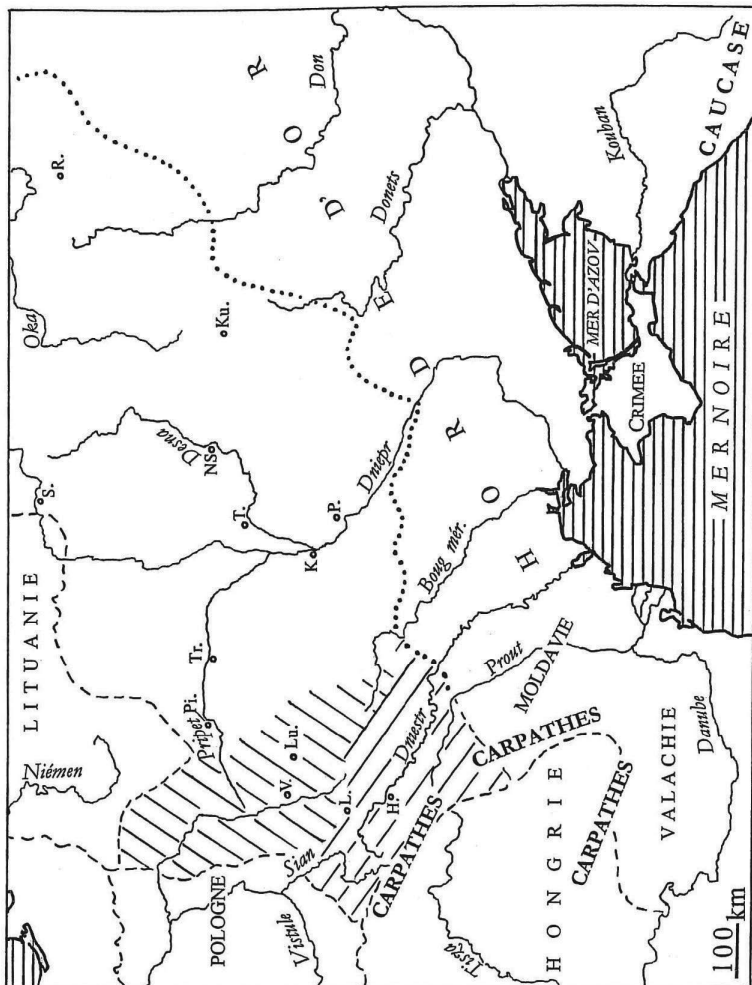
H. = Halytch ; **K.** = Kiev ; **Ku.** = Koursk ; **L.** = Lviv ;

Lu. = Loutsk ; **NS.** = Novhorod-Siverskyï ; **P.** = Péréïaslav ;

Pi. = Pinsk ; **R.** = Riazan ; **S.** = Smolensk ; **T.** = Tchernihiv ;

Tr. = Touraw / Tourov ; **V.** = Volodymyr de Volhynie.

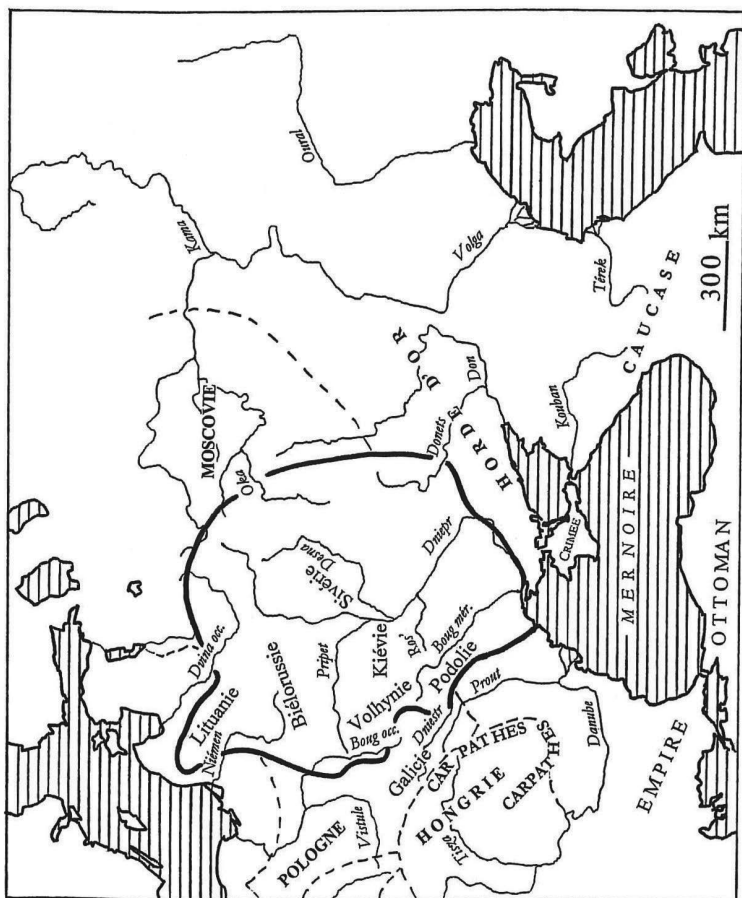
❖ CARTE XIII ❖
La Galicie-Volhynie (« royaume de Ruthénie »)
aux XIII^e-XIV^e siècles



Légende de la carte XIV

— Extension maximale de la domination lituanienne

❖ CARTE XIV ❖
La Lituanie-Ruthénie aux XIV^e-XV^e siècles



Légende de la carte XV

— Extension maximale de la *Rzeczpospolita*
polono-lituanienne

- - - Limites des provinces à majorité ukrainienne

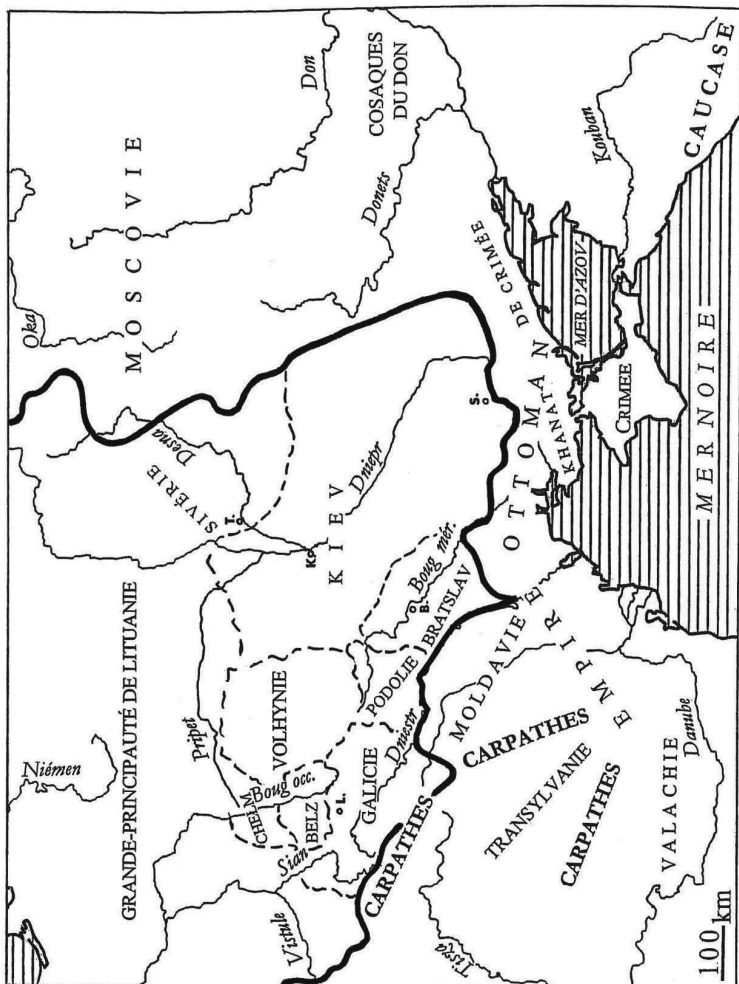
Villes et sites :

B. = Bratslav ; **K.** = Kiev ; **L.** = Lviv ;

S. = Sitch des Zaporogues ; **T.** = Tchernihiv

❖ CARTE XV ❖

Les terres ukrainiennes dans la *Rzeczpospolita*, 1569-1648



Légende de la carte XVI

— Limite du territoire cosaque à statut spécial défini par le traité de Zboriv (1649)

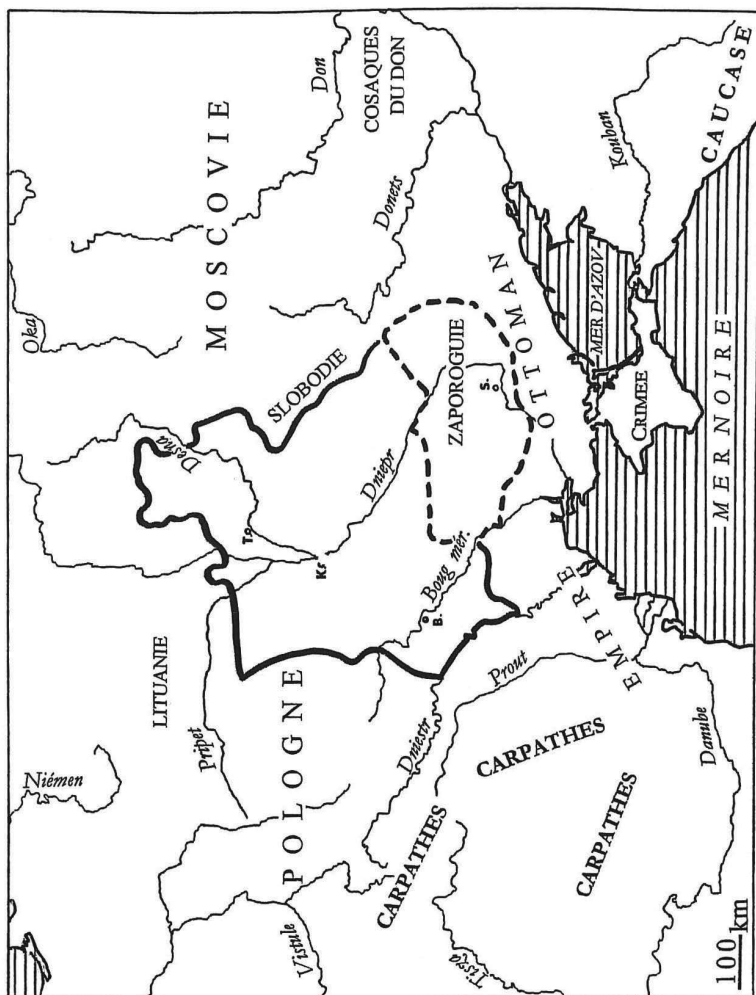
- - - Territoire des Cosaques zaporogues du bas Dniepr

Villes et sites :







B. = Bratslav ; **K.** = Kiev ; **S.** = Sitch des Zaporogues ;

T. = Tchernihiv

❖ CARTE XVI ❖
L'Ukraine cosaque, 1648-1667



Légende de la carte XVII

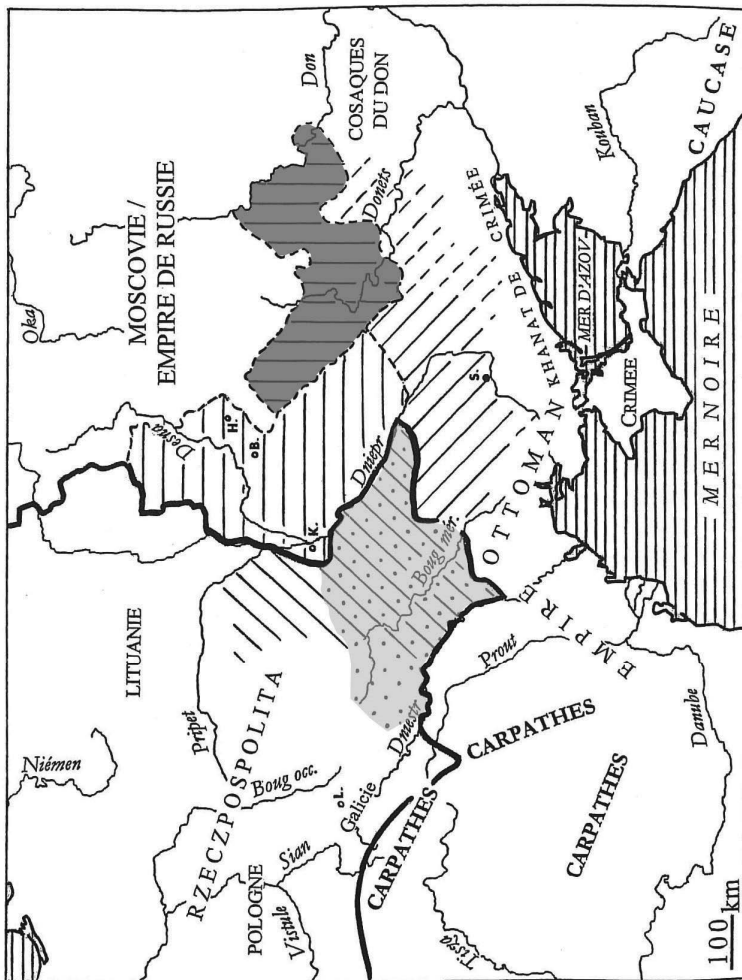
-  Frontière de la Rzeczpospolita après le traité d'Androusovo (1667)
-  Hetmanat de la Rive Gauche (sous suzeraineté moscovite)
-  Ukraine slobodienne (sous administration moscovite directe)
-  Rive Droite (polonaise)
-  Territoires occupés temporairement par les Ottomans
-  Territoire des Zaporogues du bas Dniepr (avant 1709 et en 1734-1775)

Villes et sites :

B. = Batouryn ; **H.** = Hloukhiv ; **K.** = Kiev ; **L.** = Lviv ;

S. = Sitch des Zaporogues


❖ CARTE XVII ❖
L'Ukraine cosaque, 1667-1772




Légende de la carte XVIII

○○○○ Limite approximative du peuplement ukrainien majoritaire à la fin du XVIII^e siècle

— — Frontières internationales de 1795

 Territoires polono-litaniens annexés par la Russie, l'Autriche et la Prusse lors des partages de 1772, 1793 et 1795.

 Territoires ottomans et khanat de Crimée annexés par la Russie de 1774 à 1792

 Annexion autrichienne de la Bukovine (1774)

Villes et pays :

AUT. = Autriche (possessions des Habsbourg) ; **K.** = Kiev ;

L. = Lviv ; **OTT.** = empire ottoman ; **PR.** = Prusse.

Légende de la carte XIX



Territoires à majorité ukrainienne



Frontières internationales



Frontière entre l'empire d'Autriche (« Cisleithanie ») et le royaume de Hongrie (« Transleithanie »), 1867-1918

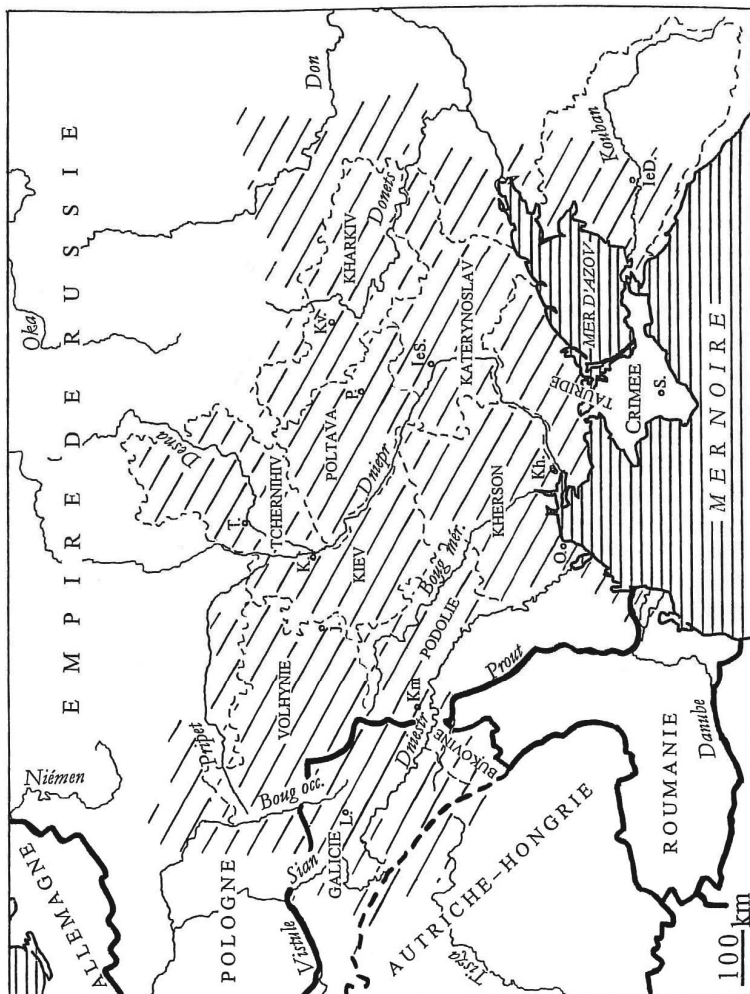


Limites des provinces autro-hongroises et des « gouvernements » russes

Villes :


IeS. = Katérynoslav (Iékatérinoslav) ; **J.** = Jytomyr ; **K.** = Kiev ;
Kh. = Kherson ; **Km.** = Kamianets ; **Kv.** = Kharkiv ; **L.** = Lviv ;
O. = Odessa ; **P.** = Poltava ; **S.** = Symféropol ; **T.** = Tchernihiv.


❖ CARTE XIX ❖
Les territoires ukrainiens
de Russie et d'Autriche-Hongrie en 1914




Légende de la carte XX

 Frontières de la République Populaire d'Ukraine reconnues par le traité de Brest-Litovsk (9 février 1918)

 Territoires réunis à l'État Ukrainien sous l'hetman Pavlo Skoropadsky (avril-décembre 1918)

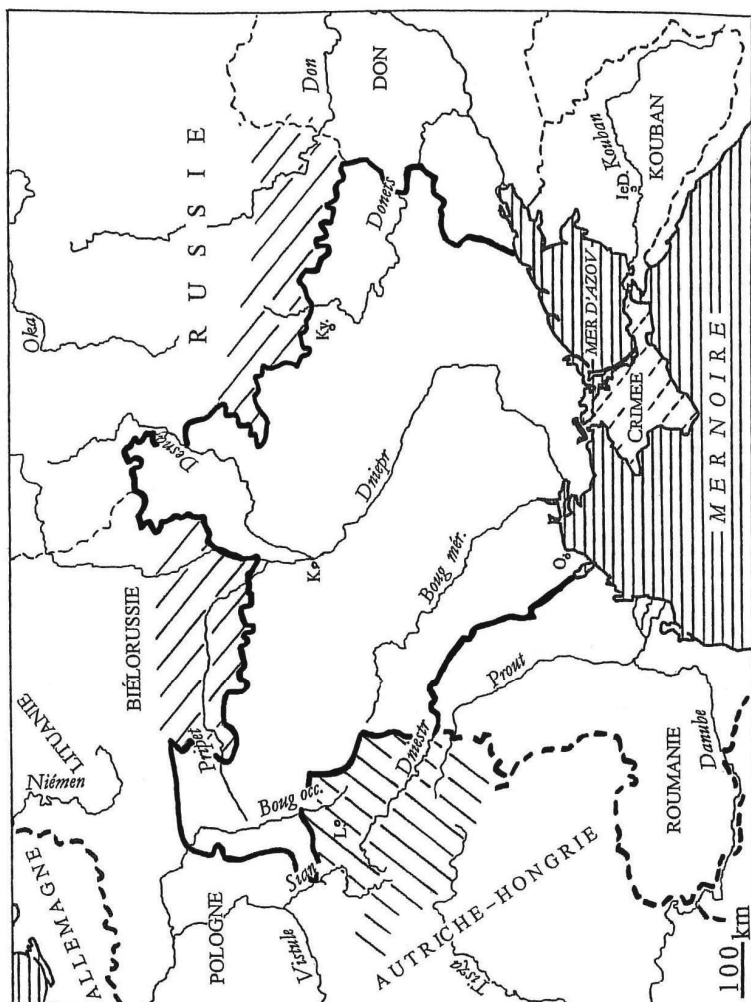
 Revendication de l'État Ukrainien sur la Crimée

 Territoires revendiqués par la République Populaire d'Ukraine Occidentale






Villes :

K. = Kiev ; **Kv.** = Kharkiv ; **L.** = Lviv ; **O.** = Odessa.

❖ CARTE XX ❖ L'Ukraine en 1917-1921



Légende de la carte XXI

-  Frontières internationales
-  Frontières des républiques de l'Union Soviétique
-  Territoires ukrainiens rattachés à la République Socialiste Soviétique de Biélorussie et à la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie
-  Territoires ukrainiens de la République de Pologne, 1921-1939
-  Territoires ukrainiens de la Tchécoslovaquie, 1919-1939
-  Territoires ukrainiens de la Roumanie, 1919-1940

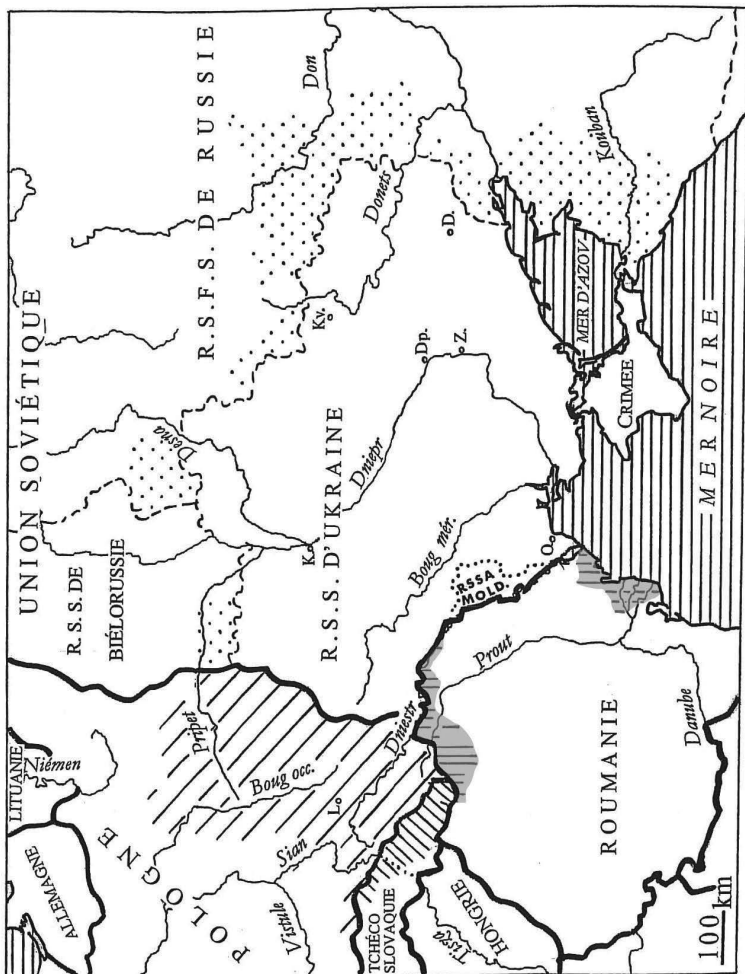
RSSA MOLD = « République Socialiste Soviétique Autonome de Moldavie » au sein de la R.S.S. d'Ukraine

Villes :


D. = Donetsk ; **Dp.** = Dnipropetrovsk ; **K.** = Kiev ;


Kv. = Kharkiv ; **O.** = Odessa ; **Z.** = Zaporijjia.


❖ CARTE XXI ❖ L'Ukraine durant l'Entre-deux-guerres





Légende de la carte XXII


-  Frontières internationales (1942)


-  Avance extrême de l'armée allemande, 1942

-  Limites des territoires occupés sous administration civile allemande

-  District de Galicie (rattaché au Gouvernement Général de Pologne)

-  Partie orientale de l'Ukraine et Crimée sous occupation militaire allemande directe

-  Régions ukrainiennes annexées à la Roumanie

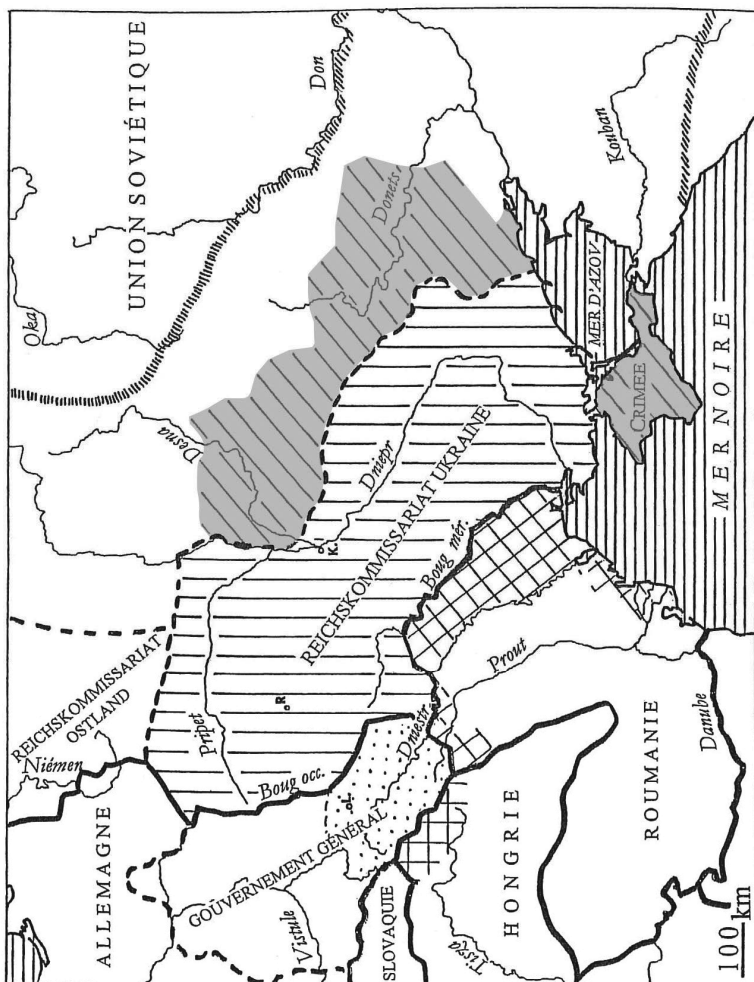
-  Transcarpathie rattachée à la Hongrie en 1939

Villes :


K. = Kiev ; **L.** = Lviv ; **R.** = Rivné.

❖ CARTE XXII ❖

L'Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale



Légende de la carte XXIII

-  Frontières internationales (avant 1991, en Union soviétique : frontières des Républiques Socialistes Soviétiques d'Ukraine et de Biélorussie)
-  République Socialiste Soviétique d'Ukraine avant 1939
-  Ukraine occidentale rattachée à la R. S. S. d'Ukraine en 1939-41 puis en 1945
-  Transcarpathie rattachée à la R. S. S. d'Ukraine en 1945
-  Bukovine et Bessarabie méridionale, rattachées à la R. S. S. d'Ukraine en 1940-41 puis en 1945
-  Ancienne « République Socialiste Soviétique Autonome de Moldavie »
-  Crimée rattachée à la R. S. S. d'Ukraine en 1954

❖ CARTE XXIII ❖ La formation territoriale de l'Ukraine actuelle

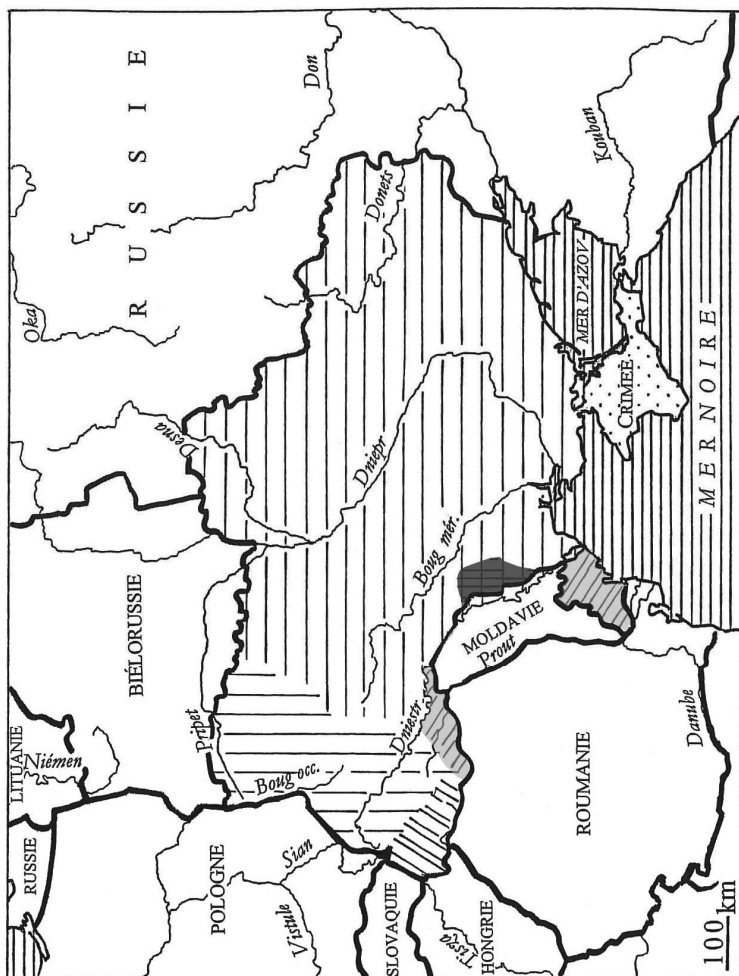


TABLE DES MATIÈRES

Préface à la deuxième édition (2019)	7
Introduction.....	9
I - L'Ukraine et les Ukrainiens.....	13
II- La Préhistoire	21
III- L'Antiquité	27
IV- La période kiévienne	51
V- Les héritiers de Kiev en Ukraine.....	87
VI- La période cosaque	103
VII- L'éclipse de l'Ukraine et le mouvement national	145
VIII- La 1 ^{re} Guerre mondiale et la lutte pour l'indépendance....	171
IX- L'entre-deux-guerres et la Seconde Guerre mondiale ...	199
X- La seconde période soviétique.....	221
Épilogue	235
Conclusion	245
Atlas	247



PRÉSENCE UKRAINIENNE

Collection dirigée par Iaroslav Lebedynsky et Iryna Dmytrychyn

- Léra BOURLAKOVA, *Sous le ciel du Donbas, Traduit de l'ukrainien par Anna Jaillard Chesanovska*, 2019.
- Iaroslav LEBEDYNSKY, *L'énigme des « Tcherkasses », Colons caucasiens et premiers cosaques en Ukraine (XIIIe - XVIe siècles)*, 2018.
- Iryna DMYTRYCHYN, *Le voyage de Monsieur Herriot, Un épisode de la Grande Famine en Ukraine*, 2018.
- Olga MANDZUKOVA-CAMEL, *Le théâtre en Ukraine, Du début du XVIIe siècle à la fin du XIXe siècle*, 2018.
- Bogdan OBRAZ, *Kyiv-Paris, roman*, Traduit de l'ukrainien par Maxime Deschanet, 2018.
- Iryna DMYTRYCHYN (Dir.), *Anthologie du Donbas*, Préface de Volodymyr Yermolenko, Traduction par Iryna Dmytrychyn et Marta Starinska, 2018.
- Gulnara BEKIROVA, *Un demi-siècle de résistance, Les Tatars de Crimée, de la déportation au retour (1941-1991)*, Traduction du russe par Iryna Dmytrychyn, Maxime Deschanet et Marta Starinska, 2018.
- Charles DUBREUIL, *Deux années en Ukraine, 1917-1919, Introduction de Iaroslav Lebedyndky*, 2017.
- Roman RIJKA, *Le roi de soufre, Révolution, roman*, 2017.
- Oleg SENTSOV, *Récits*, Traduction par Iryna Dmytrychyn, Préface de Lubomir Hosejko, 2017.

- Grégoire ORLYK, ***Mémoires envoyés à la cour de France***, Présentés par Iryna Dmytrychyn, 2017.
- Iryna DMYTRYCHYN (Dir.), ***La Grande Famine en Ukraine - Holodomor. Connaissance et reconnaissance***, 2017.
- Galia ACKERMAN et Stéphane COURTOIS (Dir.), ***La Seconde Guerre mondiale dans le discours politique russe***, 2016.
- Ivan FRANKO, ***Le bonheur volé, Drame de la vie paysanne en cinq actes***, Traduction, introduction et notes de Olga Mandzukova-Camel, 2016.
- Charles-Gilbert ROMME, ***Voyage en Crimée en 1786***, présenté par Maxime Deschanet et Gulnara Bekirova, 2016.
- Alexis GRITCHENKO, ***L'Ukraine de mes jours bleus***, 2016.
- Iryna DMYTRYCHYN et Maxime DESCHANET (dir.), ***Nicolas Gogol, Taras Boulba et l'Ukraine***, actes de colloque, 2016.
- Maxime DESCHANET, ***Le Saint Empire et l'Ukraine***, 2016.
- Iaroslav LEBEDYNSKY, ***Les États ukrainiens (1917-1921)***, 2015.
- Jean-Benoît SCHERER, ***Annales de la Petite-Russie***, Texte de 1788 ; Introduction et notes de Maxime Deschanet, 2015.
- Pierre CHEVALIER, ***Histoire de la guerre des Cosaques contre la Pologne***, Texte de 1663 ; Introduction et notes de Maxime Deschanet, 2014.
- Iaroslav LEBEDYNSKY, ***La Crimée, des Taures aux Tatars***, 2014.
- Roman RIJKA, ***La fiancée noire, roman***, 2012.
- Renaud REBARDY, Roman RIJKA, François RIVARD, ***Ukraine, 20 ans, Nouvelles***, 2011.
- Iaroslav LEBEDYNSKY, ***La « Constitution » ukrainienne de 1710***, 2010.
- ***Le coq et l'épi de blé, conte populaire ukrainien***, trad. I. Dmytrychyn, ill. I. Mekhtiev, (Présence Ukrainienne / Les Quatre Vents), 2010.

- Iaroslav LEBEDYNSKY, *Skoropadsky et l'édification de l'État Ukrainien (1918)*, 2010.
- *La moufle, conte populaire ukrainien*, trad. I. Dmytrychyn et F.-J. Besson, ill. I. Mekhtiev, éd. Bilingue Présence Ukrainienne / Les Quatre Vents), 2009.
- Marko VOVTCHOK, Pierre-Jules HETZEL, *Le voyage en glaçon*, présenté par I. Dmytrychyn et N. Petit. (Présence Ukrainienne / Jeunesse), 2009.
- Anastassia LYSSYVETS, *Raconte la vie heureuse, souvenirs d'une survivante de la Grande Famine en Ukraine*, trad. I. Dmytrychyn, préface de J.-L. Panné, postface de M. Riabtchouk, 2009.
- Iaroslav LEBEDYNSKY, *Scythes, Sarmates et Slaves*, 2009.
- Victor GRÈS, *L'Iliade Zaporogue* (scénario), trad. et préface de L. Hosejko, 2009.
- *Maroussia*, Fac-similé de l'édition originale du classique de P. J. Stahl, avec le texte inédit de l'œuvre en français de Marko Vovtchok ; introduction d'I. Dmytrychyn, 2009.
- Iaroslav LEBEDYNSKY, *Ukraine, une histoire en questions*, 2008.
- Prosper MÉRIMÉE, *Bogdan Chmielnicki*, Fac-similé, éd. 1865, 2007.
- Iryna DMYTRYCHYN, *L'Ukraine vue par les écrivains ukrainiens*, Sélection de textes, éd. Bilingue ; 2006.
- Iryna DMYTRYCHYN, *Grégoire Orlyk, un Cosaque ukrainien au service de Louis XV*, 2006.
- Roxolana MYKHAÏLYK, *Grammaire pratique de l'ukrainien*, Trad. I. Lebedynsky, 2003.
- Mykola RIABTCHOUK, *De la « Petite-Russie » à l'Ukraine*, Préface d'Alain Besançon, de l'Institut ; trad. I. Dmytrychyn et I. Lebedynsky, 2003.
- Guillaume LE VASSEUR DE BEAUPLAN, *Description d'Ukraine*, Texte de 1661 ; introduction et notes de Iaroslav Lebedynsky, 2002.
- Iaroslav LEBEDYNSKY, *Le Prince Igor*, 2001.

STRUCTURES ÉDITORIALES DU GROUPE L'HARMATTAN

L'HARMATTAN ITALIE
Via degli Artisti, 15
10124 Torino
harmattan.italia@gmail.com

L'HARMATTAN HONGRIE
Kossuth l. u. 14-16.
1053 Budapest
harmattan@harmattan.hu

L'HARMATTAN SÉNÉGAL
10 VDN en face Mermoz
BP 45034 Dakar-Fann
senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN MALI
Sirakoro-Meguetana V31
Bamako
syllaka@yahoo.fr

L'HARMATTAN CAMEROUN
TSINGA/FECAFOOT
BP 11486 Yaoundé
inkoukam@gmail.com

L'HARMATTAN TOGO
Djidjole – Lomé
Maison Amela
face EPP BATOME
ddamela@aol.com

L'HARMATTAN BURKINA FASO
Achille Somé – tengnule@hotmail.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
Résidence Karl – Cité des Arts
Abidjan-Cocody
03 BP 1588 Abidjan
espace_harmattan.ci@hotmail.fr

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamy, rue KA 028 OKB Agency
BP 3470 Conakry
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN ALGÉRIE
22, rue Moulay-Mohamed
31000 Oran
info2@harmattan-algerie.com

L'HARMATTAN RDC
185, avenue Nyangwe
Commune de Lingwala – Kinshasa
matangilamusadila@yahoo.fr

L'HARMATTAN MAROC
5, rue Ferrane-Kouicha, Talaâ-Elkbira
Chrableyine, Fès-Médine
30000 Fès
harmattan.maroc@gmail.com

L'HARMATTAN CONGO
67, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
BP 2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

NOS LIBRAIRIES EN FRANCE

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
16, rue des Écoles – 75005 Paris
librairie.internationale@harmattan.fr
01 40 46 79 11
www.librairieharmattan.com

LIB. SCIENCES HUMAINES & HISTOIRE
21, rue des Écoles – 75005 Paris
librairie.sh@harmattan.fr
01 46 34 13 71
www.librairieharmattansh.com

LIBRAIRIE L'ESPACE HARMATTAN
21 bis, rue des Écoles – 75005 Paris
librairie.espace@harmattan.fr
01 43 29 49 42

LIB. MÉDITERRANÉE & MOYEN-ORIENT
7, rue des Carmes – 75005 Paris
librairie.mediterranee@harmattan.fr
01 43 29 71 15

LIBRAIRIE LE LUCERNAIRE
53, rue Notre-Dame-des-Champs – 75006 Paris
librairie@lucernaire.fr
01 42 22 67 13

UKRAINE

Une histoire en questions

Indépendante depuis 1991, l'Ukraine a connu au début du XXI^e siècle deux révolutions puis un conflit avec la Russie. Ces événements s'enracinent dans une longue histoire peu connue en France, où elle n'a généralement été étudiée qu'à travers le prisme russe. L'ouvrage propose une lecture de cette histoire, des origines à nos jours, en partant des questions les plus souvent posées ou les plus complexes. Événements, controverses, débats anciens et actuels sont évoqués de façon claire et accessible. Des chronologies et un atlas historique complet font de cet ouvrage un outil de référence pratique pour tous ceux qui veulent comprendre le passé et la situation actuelle de l'Ukraine.

Cette deuxième édition a été améliorée et complétée pour la période 2008-2019.

Iaroslav LEBEDYNSKY est historien, spécialiste des anciennes cultures guerrières des steppes et du Caucase auxquelles il a consacré de nombreux travaux. Il enseigne l'histoire de l'Ukraine à l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris.

Illustration de couverture : « Cosaque Mamaï », détail d'un tableau populaire ukrainien de la 2^e moitié du XVIII^e siècle, Musée national d'art pictural de l'Ukraine, doc. I. L. Ce thème, connu sur toute l'aire ethnographique ukrainienne, rappelle la force du mythe cosaque dans la conscience nationale.

ISBN : 978-2-343-17778-6
30 €

